Agriculture Canada

compte rendu de la conférence des perspectives agricoles canadiennes
décembre 1982

ANALYSE du MARCHÉ

COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE DES PERSPECTIVES AGRICOLES CANADIENNES

Décembre 1982

Coordinateur
Jacques Petit

Gérant à la production
André Trempe

Arts graphiques
Diane Ness

Mise en pages
Rhéal Lafrance

Révisé par la Direction générale des communications

Publication disponible au bureau de
André Trempe
Division des services
Imm. Sir John Carling
Ottawa (Ont.)
K1A 0C5

(613) 995-5880

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada
1982

Agriculture Canada

Hon. Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture

J.P. Connell, sous-ministre

Avant-propos

Voici le compte rendu de la Conférence des perspectives agricoles canadiennes qui a eu lieu à Ottawa les lundi 6 et mardi 7 décembre 1982. On y trouve des discours prononcés aux séances plénières et les allocutions présentées lors des séances subséquentes. Nous tenons à remercier tous ceux qui ont participé à la préparation de ces documents.

Les documents sur les produits primaires présentés à la conférence, notamment ceux sur les céréales et les oléagineux, les animaux et leurs produits, le lait et les produits laitiers, l'horticulture et les cultures spéciales se trouvent dans le numéro de décembre 1982 de la publication *Analyse du marché*. Un numéro spécial de cette publication, intitulé *Analyse du marché: facteurs de production agricole et finance*, a été préparé le même mois et regroupe les documents sur les perspectives s'appliquant aux facteurs de production agricole.

J. Petit

Division de l'analyse des marchés des produits primaires

Table des matières

Programme de la conférence		5
Allocution d'ouverture	Hon. Eugene Whelan	11
Perspectives de commercialisation agricole	J.P. Connell	15
Le développement du marché — condition essentielle à la croissance	Y. Jacques	17
Possibilités de commercialisation internationale dans le secteur agro-alimentaire	C.T. Charland	20
Les débouchés sur le marché domestique au Canada	G. Virthe	25
L'économie canadienne en 1983	P. Gusen	32
Perspectives agricoles mondiales pour 1983	P.M. O'Brien	36
Marchés agricoles: aperçu à court terme	B. Paddock	45
Perspectives à moyen terme pour l'agriculture canadienne	H.B. Huff	48
Perspectives du revenu agricole	E. Boyko	55
Les implications des perspectives agricoles	B.B. Perkins	58
Prix des aliments	B. Davey	61
Commerce international de la viande: barrières et règles commerciales	M.N. Gifford	65
Blé: perspectives	P. Fawcett	68
Perspectives du marché des céréales secondaires	A. Daoust	73
Oléagineux	H. Duncker	77
Perspectives sur les mises en culture en 1983	J. Groenewegen	80
Aperçu des tendances des marchés canadiens et mondiaux des céréales	S. Weedle	83
Perspectives commerciales pour les pays à économie planifiée	G. Vitonova	87
Perspectives commerciales pour les pays à économie non planifiée	B.T. Oleson	92
Réplique aux perspectives laitières	R. Cloutier	101
Économique de la production laitière	W.H. Sherwood	106
Aperçu général des produits primaires	N. Longmuir	110
Revenu agricole en 1982 et perspectives pour 1983 — détail par province	G. Andrusiak	112
Perspectives du secteur du matériel agricole	R.J. Peterson	134
Perspectives à moyen terme — Est du Canada	K. Russell	139
Perspectives à moyen terme de l'agriculture au Québec et en Ontario	H.G. Coffin	142
Perspectives à moyen terme des coûts et des revenus agricoles dans l'Ouest du Canada	T.W. Manning	150
Clôture de la conférence	Hon. Eugene Whelan	154

CONFÉRENCE DES PERSPECTIVES DE L'AGRICULTURE CANADIENNE
LES 6 ET 7 DÉCEMBRE 1982
CENTRE DES CONFÉRENCES DU GOUVERNEMENT, OTTAWA

ORDRE DU JOUR

Lundi 6 décembre 1982

08:15 **Inscription**

Président de la conférence: J.P. Connell
Sous-ministre
Agriculture Canada

Thème de la conférence: Le développement des marchés de l'agriculture canadienne

Séance plénière I

Président de la séance: J.P. Connell
Sous-ministre
Agriculture Canada

08:50 **Allocation d'ouverture**

L'honorable Eugene F. Whelan
Ministre de l'Agriculture
Agriculture Canada

09:15 Hommage à W.J. Heeney, pour sa contribution à l'industrie canadienne de la surgélation

09:30 **La commercialisation agricole: perspectives**

J.P. Connell
Sous-ministre
Agriculture Canada

09:35 **Le développement du marché: condition essentielle à la croissance**

Y. Jacques
Sous-ministre adjoint
Direction générale de la commercialisation et de l'économie
Agriculture Canada

09:50 **Les progrès de la commercialisation au Canada: les innovateurs**

Présentation de diapositives par
Agriculture Canada

10:00 Pause

10:30 **Possibilités de commercialisation internationale dans le secteur agro-alimentaire**

C.T. Charland
Sous-ministre adjoint
Expansion du commerce
Affaires extérieures Canada

11:00	**Les débouchés sur le marché domestique au Canada** G. Virthe Président, COGEM Montréal, Québec
11:30	**Forum du développement des marchés — Période de questions** Tous les sous-ministres adjoints d'Agriculture Canada, C.T. Charland, G. Virthe
12:15	Déjeuner

Séance plénière II

Président de la Séance: G.I. Trant
Sous-ministre adjoint principal
Agriculture Canada

13:45	**L'économie canadienne en 1983** P. Gusen Directeur du groupe des prévisions économiques provinciales Le Conference Board du Canada, Ottawa
14:05	Questions
14:15	**Les perspectives agricoles mondiales** P. O'Brien Directeur adjoint International Economics Division USDA, Washington D.C.
14:35	Questions
14:45	**Les perspectives agricoles canadiennes en 1983 et pendant les cinq prochaines années** D. Hedley Agriculture Canada B. Huff Agriculture Canada
15:15	Pause
15:45	**Revenu agricole: situation et perspectives** E. Boyko Statistique Canada B. Perkins Agriculture Canada
16:05	**Perspectives des prix des aliments** B. Davey Agriculture Canada
16:25	Questions
16:45	Ajournement
18:00 - 20:00	Réception offerte par les attachés agricoles

Mardi, 7 décembre 1982

08:30 - 12:00 **Séances simultanées**

08:30 - 12:00 Bétail, volaille et œufs — Grande salle

08:30 - 09:00 Résumé sur les céréales secondaires à l'intention de la séance sur le bétail, la volaille et les œufs

09:00 - 12:00 Séance sur le bétail, la volaille et les œufs

09:00 - 12:00 Céréales et oléagineux — Salle Sussex (106)

09:00 - 12:00 Produits laitiers — Salle Colonel By (412)

08:30 - 12:00 Horticulture et cultures spéciales — Salle Rideau (508)

08:30 - 12:00 Coûts et revenus agricoles — Salle du Centenaire (517)

(1) ***Bétail, volaille et œufs***

Président: Mr. S.B. Williams
Consultant agricole

08:30 **Résumé sur les céréales secondaires**
J. Gellner
Agriculture Canada

09:00 **Perspectives: bétail et viande**
A.M. Boswell
Agriculture Canada

09:25 **Perspectives: volaille et œufs**
P.K. Blakely
Agriculture Canada

09:45 **La demande sur les marchés au détail de la viande**
J. Morris
Vice-président, Safeways Stores Inc.
Oakland, Californie

10:15 Pause

10:30 **Le Commerce international de la viande: les barrières au commerce international et les règlements qui le régissent**
M. Gifford
Agriculture Canada

Les tendances du commerce sur le marché international de la viande
B. Wadsworth
Directeur, Dairy, Livestock and Poultry Division
Foreign Agricultural Service
USDA, Washington D.C.

11:20 Période de questions et discussion

(2) ***Céréales et oléagineux***

Président: Mr. J. Drew
Sous-ministre de l'Agriculture
de la Saskatchewan
Regina, Saskatchewan

09:00 **Remarques introductives**
Le Président

09:05 **Perspectives: blé**
P. Fawcett
Agriculture Canada

09:20 **Perspectives: céréales secondaires**
A. Daoust
Agriculture Canada

09:35 **Perspectives: oléagineux**
H. Duncker
Agriculture Canada

09:50 **Perspectives sur les mises en culture en 1983**
J. Groenewegen
Agriculture Canada

10:00 Pause

10:15 **Réactions aux perspectives**
B. Trotter
Négociant en grains à l'exportation et sur le marché intérieur,
Cargill Grain

10:35 Période de questions et discussion

10:50 **Aperçu des tendances des marchés canadiens et mondiaux des céréales**
S. Weedle
Agriculture Canada

11:00 **Perspectives commerciales pour les pays à économie planifiée**
G. Vitonova
Commission canadienne du blé

11:20 **Perspectives commerciales pour les pays**
B. Oleson
Commission canadienne du blé

11:40 Période de questions et discussion

(3) ***Produits laitiers***

Président: Dr. B. Lavigne
Président de la Régie des marchés
agricoles du Québec, Montréal

09:00 **Perspectives: produits laitiers**
S.W. Borland
Agriculture Canada

09:30 **Réplique aux perspectives laitières**
R. Cloutier
Chef, Service de l'analyse des plans de commercialisation
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
du Québec, Québec

10:00 Pause

10:15 **Les tendances de la consommation de lait et de produits laitiers**
A. MacDonald
Economiste principal, Bureau laitier du Canada
Toronto, Ontario

10:45 **Économique de la production laitière**
W. Sherwood
Président, Fédération canadienne des producteurs laitiers
Ottawa

11:15 **Programmes laitiers**

C. McIsaac
Commissionnaire, Commission canadienne du Lait
Ottawa

11:35 Période de questions et discussion

(4) ***Horticulture et cultures spéciales***

Président: Mr. Lloyd Palmer
Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture
Île-du-Prince-Édouard

08:30 **Perspectives pour 1983**

Pommes et autres fruits

Richard Bullock
B.C. Fruit Growers Association

Pommes de terre et autres légumes

Greg Gowryluk
Manitoba Vegetable Growers

Cultures florales et pépinières

Frank Kearney
Ontario Nursery Trades

Cultures spéciales (légumineuses)

F.G. Beaudette
Vice-président
Roy Legumex Inc.
Saint Jean, Manitoba

Aperçu général des produits primaires

N. Longmuir
Agriculture Canada

10:00 Période de questions et discussion

10:15 Pause

10:30 **Progrès dans le développement du marché horticole**

Frank Kearney
Ontario Nursery Trade

11:10 Période de questions et discussion

(5) ***Dépenses et revenu agricoles***

Président: Mr. R. Bailey
Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture du Manitoba

08:30 **Situation et perspectives: facteurs de production**

W. Jones
Agriculture Canada

08:50 Période de questions

09:00 **Perspectives de revenu agricole par province pour 1983**

G. Andrusiak
Statistique Canada

09:20 Période de questions

09:30	**Perspectives: industrie des machines agricoles** R.J. Peterson Président désigné CFIEI Président, John Deere Burlington, Ontario
09:50	Période de questions
10:00	Pause
10:30	**Perspectives à moyen terme — Est du Canada** K. Russell Secretary/Manager Maritime Farmers Council Moncton, New Brunswick
10:50	Période de questions
11:00	**Perspectives à moyen terme — Centre du Canada** G. Coffin MacDonald College Montréal, Québec
11:20	Période de questions
11:30	**Perspectives à moyen terme — Ouest du Canada** T. Manning University of Alberta Edmonton, Alberta
11:50	Période de questions

Séance plénière III

Président de la Séance: J.P. Connell
Sous-ministre
Agriculture Canada

14:00	**Résumé de la conférence et allocution de clôture, période de questions** L'honorable Eugene F. Whelan Ministre de l'Agriculture
15:00	Réception: L'Alimentation des années 1980

Allocution de l'ouverture de la Conférence sur les perspectives de l'agriculture canadienne à Ottawa

Eugene F. Whelan

Je désire avant tout souhaiter à chacun d'entre vous la bienvenue en cette journée d'ouverture de la 48ème Conférence annuelle sur les perspectives de l'agriculture canadienne.

C'est la dixième Conférence des perspectives à laquelle j'assiste depuis que j'occupe le poste de ministre de l'Agriculture mais je sais que certains d'entre vous y participent depuis beaucoup plus longtemps que moi.

D'aucuns suivent la Conférence en quête de nouvelles et de commérages. D'autres viennent y faire les manchettes. D'autres encore y reviennent année après année pour échanger des points de vue et des idées et peut-être même pour promouvoir leur cause. Pour les «habitués» de la Conférence, c'est là à n'en pas douter l'occasion de faire un retour en arrière, de faire le bilan des prévisions passées et de ce qui s'est produit au fil des ans.

Notre but commun est cependant de nous tourner vers l'avenir, celui du secteur agricole canadien, non seulement en 1983 mais au cours des années à venir.

Le développement des marchés est une activité appelée à prendre de plus en plus d'importance sur la scène agricole canadienne, et il faut qu'il en soit ainsi.

Nous savons que nous disposons des moyens d'accroître la production des deux tiers d'ici à la fin du siècle. Nous avons discuté de cette question à la dernière Conférence des perspectives lorsque nous nous sommes penchés sur les objectifs de la Stratégie agro-alimentaire intitulée «Le défi des années '80».

Cependant, à quoi servirait-il de réaliser notre plein potentiel de production, d'intensifier nos activités de recherche et d'améliorer nos moyens de transport et d'entreposage si nous ne nous parvenions pas à écouler nos produits.

C'est pourquoi nous avons fait du développement des marchés le thème de la conférence de cette année.

Le Canada est un pays commerçant, un pays exportateur à vrai dire, surtout en ce qui concerne les produits agricoles. Ainsi, nos exportations dans ce domaine sont notre deuxième source en importance, derrière les produits forestiers, de devises étrangères.

Cette année, nos exportations de produits agricoles totaliseront quelque $9,5 milliards comparativement à $8,8 milliards en 1981. Environ $6,5 milliards sont tirés de la vente des oléagineux et de leurs produits, et quelque un milliard de celle de la viande et des produits carnés.

J'ajouterai, simplement pour montrer l'importance qu'elles revêtent pour le Canada, que les exportations de produits agricoles rapportent plus de la moitié des recettes en espèces agricoles au Canada.

Je suis fier de pouvoir dire qu'au Canada nous augmentons nos ventes de produits agricoles à l'échelle mondiale. L'an dernier, nous avons eu une balance commerciale positive de $3,2 milliards au chapitre de l'agriculture. C'est là tout un redressement de situation par rapport à il y a 3 ou 4 ans. Au cours de la dernière campagne, nos exportations de céréales et d'oléagineux ont totalisé 28,2 millions de tonnes, soit 40% de plus que la moyenne des années 1970.

Soyons cependant réalistes!

Sur la scène commerciale, on joue dur, de plus en plus dur. Le nombre d'intervenants augmente, de même que la quantité de produits offerts. Plusieurs pays disposent d'excédents de certaines denrées importantes, dont les plus connues sont le blé, les céréales fourragères et les produits laitiers. La majorité des pays aux prises avec des excédents importants considèrent comme plus avantageux de les écouler à perte sur le marché mondial que de les garder en entrepôt à un coût encore plus élevé.

Qui plus est, beaucoup de nos concurrents respectent plus ou moins les règles du jeu, ce qui n'est certainement pas à notre avantage. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les récentes conférences du GATT et de l'OCDE ont à ce point traîné en longueur.

Nous devons maintenant faire face aux problèmes soulevés par l'usage accru du protectionnisme par bon nombre de nations commerçantes.

La concurrence sera encore plus vive suite à l'adoption par notre plus proche concurrent les États-Unis d'un programme de financement connu sous le nom de «blended credit». Dans le cadre de ce programme de financement dont le budget s'élève cette année à $100 millions, le gouvernement américain assumera les coûts d'intérêt du cinquième du financement destiné aux ventes à l'exportation, réduisant ainsi le taux d'intérêt pour certains clients étrangers.

Qu'est-ce que tout cela signifie pour l'avenir de nos exportations de produits agricoles?

Eh bien, cela ne signifie certainement pas que nous pourrons augmenter notre part du marché mondial.

Cela signifie en fait que nous devrons nous serrer les coudes et faire usage de tous les outils de commercialisation que nous aurons su mettre au point pour que notre entreprise sur la scène mondiale soit couronnée de succès.

Il arrive parfois que le Canada dispose à court terme de légers excédents de produits alimentaires, à l'instar de nombreux autres pays. Malheureusement, c'est trop souvent le seul moment où certains exportateurs se mettent vraiment en quête de nouveaux marchés.

Cependant, les gens du reste du monde doivent manger, excédents ou pas. Il nous faut donc développer des marchés à long terme. Il faut travailler avec acharnement aujourd'hui pour que nous puissions compter demain, l'an prochain et dans 10 ans sur des marchés fiables.

L'outil le plus important dont pourrait probablement se servir le Canada pour le développement futur des marchés agricoles est la Société canadienne pour l'exportation des produits agricoles, que l'on se propose de créer et qui est mieux connue sous le nom de CANAGREX. Après une période de gestation de près de 2 ans, je m'attends à ce que le projet de loi sur CANAGREX, le Bill C-85, soit adopté d'un jour à l'autre, et par cela j'entends avant Noël. Quel plus beau cadeau pourrions-nous offrir au secteur agricole canadien?

Je sais que quelques grosses entreprises estiment ne pas avoir besoin de l'aide que pourrait leur fournir CANAGREX. Nous ne devrions toutefois pas laisser ce genre d'attitude priver les offices de commercialisation, les groupements de producteurs, les agriculteurs et les petites entreprises agricoles de l'aide qu'un organisme comme CANAGREX sera en mesure de leur offrir. CANAGREX pourrait les aider à trouver de nouveaux marchés, à négocier la vente de leurs produits, à les entreposer et à en faire la promotion.

Les entreprises du secteur agro-alimentaire canadien ont généralement été efficaces dans la vente de leurs produits, mais elles pourraient faire mieux encore. Beaucoup trop de petites entreprises ratent des ventes parce qu'il n'existe pas de structure intégrée de commercialisation capable de les aider à acheminer leur produit sur le marché et à conclure des ventes.

Nous savons également qu'il existe un important potentiel d'amélioration des débouchés des grosses entreprises.

J'aimerais ici ouvrir une parenthèse sur les propos que l'ancien ambassadeur du Japon au Canada, M. Suma, tenait lors d'une conférence à Toronto il y a environ 6 semaines.

Il a déclaré en gros ce qui suit: «Même si le gouvernement canadien stimule l'exportation des produits manufacturés, cette démarche n'est pas nécessairement accompagnée d'une mobilisation de l'opinion publique et d'un déploiement d'efforts importants par les entreprises canadiennes elle-mêmes. Combien de sociétés canadiennes se sont-elles donné la peine d'enquêter sur les besoins du marché japonais? Pas beaucoup, j'en ai peur».

Le Canada répond à lui seul à la totalité des besoins du Japon en canola et à la moitié de ceux en blé, ce qui n'a pas empêché M. Suma d'ajouter que l'approvisionnement en ces ressources n'a pas toujours été aussi stable que le Japon l'aurait espéré.

M. Suma n'a pas hésité à faire ces commentaires malgré le fait que le Japon soit notre deuxième partenaire économique en importance et que nous soyons le quatrième fournisseur de ce pays, exclusion faite des pays exportateurs de pétrole.

Ce genre de commentaires me porte à songer à ce que certains de nos plus petits partenaires commerciaux auraient à dire au sujet de l'attitude des entreprises canadiennes à l'égard des exportations. J'en conclus que le Canada peut faire encore mieux en matière d'exportation de produits agricoles.

Agriculture Canada brûle du désir d'aider au développement des marchés intérieurs et étrangers et, à cette fin, nous offrons un certain nombre d'outils. Ainsi, nous offrons cette année un Programme de paiements anticipés des récoltes de $200 millions qui s'ajoute au Programme d'aide à la construction d'entrepôts pour fruits et légumes dont le budget est de $3 millions. Je m'en voudrais d'oublier le Fonds de développement des marchés de produits agricoles canadiens, mis sur pied récemment et qui vient en aide aux entreprises canadiennes désireuses de développer les marchés intérieurs et de promouvoir leurs produits agro-alimentaires au Canada.

Le rôle du gouvernement fédéral en matière de développement des marchés se limite cependant à la coordination. Nous avons les moyens, c'est-à-dire l'information sur les marchés, nécessaire pour déterminer l'ampleur de la demande et prévoir les prix des produits agricoles afin de promouvoir, par l'entremise de nos ministères et en collaboration avec le secteur, les provinces et les producteurs, la recherche, la création de nouveaux produits et la production qui permettront de répondre à cette demande.

C'est justement dans cette veine qu'Agriculture Canada coordonne la tenue chaque année de la Conférence des perspectives. À propos d'information sur les marchés, je sais que vous attendez avec impatience les prévisions pour la prochaine année.

Comme vous pouviez vous y attendre, les nouvelles que nous avons à vous offrir ne seront pas aussi agréables que nous l'aurions désiré. Ainsi, nous anticipons un léger recul global des recettes agricoles nettes au Canada au cours de la prochaine année. Les recettes tirées de toutes les récoltes en 1983 devraient être inférieures à celles de cette année, mais la situation devrait se redresser vers la fin de l'année. Par ailleurs, les prix du bœuf, devraient se redresser au cours des six prochains mois alors que ceux du porc demeureront stables. Les prix du bœuf et du porc déclineront par la suite à mesure que les approvisionnements de porc augmenteront. On prévoit une hausse de la demande de poulet et de dindon au cours du premier semestre de 1983.

Qu'est-ce que cela signifie pour le circuit agro-alimentaire canadien?

Tout simplement que le besoin de s'assurer des débouchés meilleurs et plus importants pour nos produits agricoles est plus grand que jamais auparavant.

Même si le monde connaît l'heure actuelle une crise économique généralisée, cela ne signifie pas pour autant que l'an prochain ou plus tard le pouvoir d'achat ne sera pas en hausse.

En fait, le gouvernement fédéral estime qu'il nous faut tous nous serrer la ceinture, cesser d'en demander toujours plus et apprendre à vivre avec les moyens à notre disposition. C'est de cette façon que nous ferons baisser les taux d'inflation et d'intérêt et revitaliserons notre économie.

C'est justement la raison pour laquelle le gouvernement fédéral a introduit son programme de restriction des augmentations à 6 et 5% en juin dernier.

Les Canadiens ont bien répondu à ce programme. Ils se serrent la ceinture, c'est-à-dire qu'ils acceptent de plus petites augmentations de salaire et limitent les augmentations de prix, même si cela n'est pas très facile au début.

Mais les résultats sont déjà là. Les taux d'intérêt n'ont pas cessé de reculer depuis 5 mois et devraient rester inférieurs en 1983 à ceux de 1982; en outre, nous pouvons escompter avant longtemps un taux d'inflation inférieur à 10%. De plus, le coût des facteurs de production agricole devrait chuter en 1983, pour la première fois depuis plusieurs années.

Le gouvernement fédéral a donné l'exemple au secteur agro-alimentaire en limitant à 6% cette année et 5% l'an prochain l'augmentation de ses droits, notamment pour l'inspection des fruits et légumes, et dans d'autres secteurs relevant de sa compétence. En réaction à cela, la quasi-totalité des organismes agricoles, des grossistes, des détaillants, des transformateurs alimentaires, des fournisseurs de facteurs de production, des épiciers et des mouvements coopératifs ont convenu de s'efforcer de respecter les lignes directrices.

Les résultats se sont fait sentir au niveau du prix des aliments dont la hausse ne devrait être que de 8% en 1982 et de seulement 6 ou 8% en 1983. C'est une nette amélioration par rapport au niveau d'inflation du prix des aliments de 1981 qui se situait à 11.4%.

Je suis très heureux de cette marque de confiance à l'égard du programme de restriction. Je sais qu'il est difficile pour de nombreux groupements de restreindre les augmentations de prix, surtout s'ils n'ont aucune emprise sur des facteurs comme les coûts de l'énergie, les taux d'intérêt et les prix pratiqués sur le marché mondial.

Mais, de toute évidence, et je crois que la majorité des gens du circuit agro-alimentaire en sont conscients, les coûts, au même titre que les revenus, diminueront si nous nous conformons tous aux restrictions proposées.

De plus, la règle du 6 et 5% pourrait très bien contribuer au succès de nos efforts de développement des marchés dans le secteur agro-alimentaire. Après tout, la règle du jeu est de «battre la concurrence» et la meilleure façon d'y parvenir est d'offrir les meilleurs prix.

Malgré une diminution des dépenses à l'échelle mondiale, je crois que nous pouvons être optimistes devant les perspectives qui s'offrent au circuit agro-alimentaire canadien, notamment aux chapitres des ventes de produits à l'échelle mondiale, du développement de nouveaux marchés intérieurs et de la substitution des importations par des produits canadiens.

Mais il faut aussi penser à long terme. Il faut cerner la demande actuelle et identifier les marchés possibles. Il faut surtout prendre les moyens qui s'imposent pour répondre aux besoins de ces marchés.

Agriculture Canada est prêt à aider le secteur privé dans une telle entreprise. Nous reviendrons sur ce sujet plus tard au cours de la conférence. Mais avant de céder la parole aux nombreux autres orateurs, j'aimerais vous donner un bel exemple de réussite en matière de développement des marchés à la suite d'une étroite collaboration entre le gouvernement et le secteur privé. Je veux ici parler de l'histoire du secteur canadien des aliments congelés, histoire qui est d'abord et avant tout celle de Bill Heeney, surnommé le «père des aliments congelés».

Il y a exactement 50 ans, Bill Heeney a pour la première fois au Canada mis au marché des aliments congelés. Le nom de sa compagnie était *Heeney's Frosted Foods*. Ses premiers produits, des fraises et des framboises congelées, étaient vendus de porte à porte par une laiterie d'Ottawa au cours des mois d'hiver parce que, à cette époque, on ne disposait pas de congélateur.

L'accueil réservé à ces fruits congelés fut tel que M. Heeney n'eut d'autres recours que d'ajouter à sa gamme de produits d'autres fruits, des légumes et, par la suite, de la viande et du poisson.

Si Bill Heeney a été le novateur, le génie créateur des premiers aliments congelés au Canada, la recherche scientifique nécessaire fut exécutée par la Ferme expérimentale du Dominion, ici à Ottawa. C'est également avec la collaboration du ministère de l'Agriculture du Canada que M. Heeney établit sa première entreprise de congélation à Simcoe, en 1933.

Au moment de prendre sa retraite en 1970, M. Heeney avait construit près de Montréal le premier établissement permanent d'aliments congelés au Canada et en avait ouvert deux autres, le premier à Québec, celui-là consacré exclusivement aux légumes, et le deuxième à l'Île-du-Prince-Édouard. Son entreprise transformait et distribuait également avec ses propres produits ceux de la société Birdseye.

L'industrie des aliments congelés est, de toute évidence, un excellent exemple du genre de succès qui peuvent être atteints lorsque le gouvernement et le secteur agro-alimentaire se donnent la main pour mettre au marché un produit.

Aujourd'hui, les 150 entreprises membres de l'Association de l'industrie des aliments congelés du Canada ont une production dont la valeur au détail atteint quelque $950 millions.

C'est cependant la perspicacité, l'enthousiasme et l'esprit d'initiative d'un seul individu qui ont donné à l'industrie canadienne des aliments congelés l'impulsion initiale qui lui a permis d'atteindre de plus hauts sommets.

C'est avec beaucoup de plaisir que je dévoile maintenant cette plaque qui sera installée dans l'immeuble de la Ferme expérimentale centrale où ont été effectuées les premières recherches sur la congélation des aliments. On y lit ce qui suit:

«C'est ici qu'en 1932 les chercheurs d'Agriculture Canada produisirent les premiers aliments surgelés au Canada. Cette innovation devait être commercialisée par William H. Heeney qui a consacré sa vie à la promotion des aliments surgelés à travers le Canada. Cette plaque témoigne de sa contribution à l'industrie canadienne de la surgélation.»

M. Heeney aurait aimé être présent aujourd'hui mais malheureusement il a dû être hospitalisé il y a quelques jours. Il a demandé à M. Douglas Horner qui a travaillé avec lui dans le secteur des aliments congelés durant les années '60 de recevoir cette plaque en son nom. Plusieurs d'entre vous connaissent déjà M. Horner, le président de l'Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires et de la compagnie *House of Paris Paté*.

Encore une fois j'aimerais rappeler tout le plaisir que j'éprouve à dévoiler cette plaque et à offrir cette autre plaque qui sera remise à M. Heeney.

Perspectives de commercialisation agricole

J.P. Connell

Comme le Ministre vient de le déclarer, le développement des marchés constitue vraiment la clé de l'expansion de notre secteur agro-alimentaire.

Il y a quelques semaines, lorsque le nouveau ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique, M. Harvey Schroeder, a fait le même commentaire à la réunion annuelle de la *British Columbia Federation of Agriculture*, le Président de la Fédération a répondu, en substance, qu'il est très facile de dire allez-y et commercialisez, mais qu'il faut également penser au coût.

Et, en ce moment, avec des prix à la production bien inférieurs au coût de production pour de nombreuses denrées et les déficits gouvernementaux que nous connaissons, l'idée de faire de nouvelles dépenses pour le développement des marchés peut sembler un peu superflue.

Cependant, je pense que nous devons voir plus loin que la rentabilité immédiate et nous préoccuper de la santé future du secteur agro-alimentaire. Cela devrait nous inciter à intensifier nos efforts de développement des marchés. Des marchés solides constituent la meilleure arme dont nous puissons disposer dans la bataille pour la stabilité.

Si l'on considère la façon dont les États-Unis et la CEE se préparent à accroître leurs exportations, il est clair que le Canada doit également faire preuve de dynamisme dans le développement des marchés si nous voulons parvenir à atteindre la croissance et la prospérité que notre industrie est capable de générer.

Bien sûr, cette tâche ne revient pas exclusivement au gouvernement fédéral; les gouvernements provinciaux et les sociétés privées, la Commission canadienne du blé et la Commission canadienne du lait participent activement, et avec succès, à la recherche des marchés d'exportation depuis assez longtemps.

Pour sa part, Agriculture Canada a été actif sur de nombreux fronts, et je voudrais seulement en mentionner quelques-uns.

Sur le marché intérieur, nous avons participé à la campagne nationale de promotion des ventes de vin, de fromage et de fleurs à l'industrie hôtellière canadienne. Cela s'est fait en collaboration étroite avec l'Association canadienne de l'industrie vinicole, le Conseil national de l'industrie laitière et Fleurs du Canada.

Il y a aussi eu le Séminaire sur la commercialisation électronique de Winnipeg, qui a attiré environ 300 des spécialistes les plus éminents du commerce agricole en Amérique du Nord, et je crois savoir que 25 pays ont demandé qu'on leur fournisse le compte rendu de cette réunion.

En ce qui concerne les marchés étrangers, nos délégués ont mené des missions en Algérie, en Arabie Saoudite, en Égypte, au Venezuela, au Mexique et au Brésil.

Les provinces ont également été très actives dans le secteur des exportations.

Par exemple, le ministère ontarien de l'Agriculture et de l'Alimentation a joué un grand rôle dans la réalisation de l'objectif de croissance annuelle de 20% pour les exportations de cette province. L'année dernière, ce ministère a mené 15 missions commerciales pour l'exportation, auxquelles ont participé 120 sociétés.

L'Alberta a également une équipe aguerrie de développement des exportations dont certains membres sont d'anciens employés du gouvernement fédéral. Récemment, ils ont joué un rôle actif dans la vente des porcs d'élevage au Mexique et aux pays de la Ceinture Pacifique et ils font également des percées dans le vaste marché chinois.

Examinons si vous le voulez quelques exemples récents de la façon dont le secteur privé a gagné du terrain sur le marché international.

Il y a eu la vente de porcs d'élevage au Venezuela par la société québécoise *Desy International*; la société *H.P. Willis and Sons*, de l'Île-du-Prince-Édouard, a réussi quelques percées en vendant des pommes de terre de semence à l'Algérie et au Brésil; il y a eu les ventes de la société *Semex International, de Guelph*, en Amérique du Sud et en Malaisie; et en Colombie-Britannique, un succès qui dure, la société *B.C. Tree Fruits* a expédié de grandes quantités de pommes en Extrême-Orient.

Dans chacun de ces exemples, de nombreux organismes publics et privés ont dû collaborer pour réussir. Et en fin de compte, c'est l'ensemble du Canada qui en a bénéficié.

Jusqu'à présent, je me suis concentré sur le développement des marchés d'exportation, et c'est là que les possibilités de croissance de notre secteur agro-alimentaire sont les meilleures. Mais il y a encore place pour l'amélioration au niveau de notre marché intérieur.

Une analyse de cette percée des marchés nous sera présentée sous forme d'exposés par M. Yvan Jacques, Claude Charland et Gérard Virthe.

Pour terminer, je voudrais souligner que le thème de cette année, «Le développement des marchés», constitue la première des trois facettes de la Stratégie agro-alimentaire que nous avons présentée à la conférence sur les perspectives de l'année dernière.

Nous avons l'intention de présenter les deux autres facettes de la Stratégie — la recherche thématique et l'amélioration du secteur des approvisionnements — lors des deux prochaines conférences. La Stratégie agro-alimentaire reste fondamentalement un bon programme et nous avons l'intention de la poursuivre. De fait, au début de l'année prochaine, lors de la mise en œuvre de la Stratégie, nous reprendrons les consultations avec les provinces et les groupements de producteurs pour déterminer quels projets leur tiennent à cœur.

Je cède maintenant la parole à M. Yvan Jacques qui va vous parler du «Développement des marchés: catalyseur de la croissance».

Le développement du marché — condition essentielle à la croissance

Y. Jacques

Monsieur le Ministre, chers collègues, Mesdames et Messieurs, chers amis.

Merci M. Connell. C'est la première fois que Peter Connell assiste à la Conférence des perspectives puisqu'il a été nommé sous-ministre de l'Agriculture en mai dernier. Je suis certain que vous profiterez de l'occasion pour le rencontrer durant la Conférence.

Vous avez peut-être déjà remarqué le nom de Peter Connell si vous êtes une de ces personnes qui ont la manie de lire des sceaux sur les bouteilles de whisky. En effet, lorsqu'il était sous-ministre à Douanes et Accise, une partie de son travail consistait à attester l'authenticité du whisky canadien; c'est ainsi que son nom est apparu sur le sceau de ce produit agricole canadien de qualité.

Il raconte que ce n'était pas facile de passer des nuits entières à écrire sur des bouchons! Blague à part, M. Connell a apporté à Agriculture Canada la vaste expérience qu'il a acquise comme gestionnaire dans les secteurs privé et public. En outre, au cours des 10 dernières années, son expérience quotidienne d'éleveur de sujets de race lui a permis de demeurer très près de la réalité agricole. Vous trouverez certainement en lui un homme résolu, un auditeur attentif, quelqu'un qui examine les faits avant de tirer ses conclusions, une personnne qui a le souci du travail bien fait et qui possède en plus la réputation d'être un très bon négociateur.

Le développement des marchés est le moteur de la croissance du secteur agro-alimentaire. C'est pourquoi nous avons choisi ce thème pour notre conférence de ce matin.

En effet, lorsqu'on jette les yeux sur les questions agricoles actuelles: les tarifs du Nid-de-Corbeau, la politique concernant les céréales fourragères, la gestion des approvisionnements, les offices de commercialisation, le protectionnisme commercial, on se rend compte qu'elles sont toutes reliées à la commercialisation.

Par conséquent, les solutions naîtront surtout d'un meilleur développement du marché. Lorsque le marché est actif, tout va bien. C'est lorsqu'il devient statique ou que les débouchés commencent à diminuer que se posent les problèmes dont je viens de faire mention.

Comme l'a déjà précisé notre Ministre, les exportations agricoles canadiennes de l'année dernière ont atteint le chiffre record de $8,8 milliards et notre balance commerciale a affiché un excédent de $3,2 milliards. C'est une performance dont nous pouvons tous être fiers. À l'heure actuelle, les céréales et les oléagineux forment la partie la plus importante de nos exportations.

Notre défi consiste maintenant à diversifier nos exportations de sorte que le secteur puisse contribuer dans sa pleine mesure à la création d'emplois pour les Canadiens.

Le Canada possède un vaste potentiel de croissance dans le domaine des produits agro-alimentaires transformés. L'année dernière, les exportations de produits alimentaires se sont chiffrées à $3,72 milliards alors que les importations étaient de 3,1 milliards. Cela donne une idée de l'étendue du champ d'action qui s'offre à nous.

Alors que devons-nous faire pour améliorer la situation?

Il est évident que nous devons redoubler d'efforts pour développer les marchés extérieurs et intérieurs.

La restructuration d'il y a quelques années au ministère fédéral de l'Agriculture résulte de la décision mûrement réfléchie d'affecter plus de ressources au développement des marchés. On estimait alors qu'il était important que toutes les directions générales reconnaissent les avantages à tirer du maintien et de l'amélioration des débouchés pour les produits agro-alimentaires canadiens.

Par exemple, notre réputée Direction générale de la recherche, que dirige Ed Leroux, a entrepris de nombreux projets qui touchent directement le secteur alimentaire. Parmi eux, les sachets stérilisables que l'on voit dans les étalages des supermarchés.

Nos chercheurs travaillent à découvrir des moyens d'améliorer grandement l'efficacité énergétique des méthodes de transformation des aliments de sorte que ces produits puissent être plus concurrentiels sur les marchés nationaux et internationaux.

Il y a Columbus, une nouvelle variété de blé, qui augmentera notre capacité de production de blé (déjà remarquable) et la variété de soja Natawa, qui a été créée spécifiquement pour le marché japonais.

Sous la direction de John McGowan, les 4000 employés de la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments travaillent avec vous pour faire en sorte que la qualité des produits agro-alimentaires canadiens demeure très élevée. C'est un des éléments qui jouent le plus en notre faveur sur le marché mondial.

Le travail de lutte contre les maladies mené par la Direction de la santé des animaux, les exigences de quarantaine pour les plantes et les animaux, l'emploi de vaccins, d'herbicides et d'antiparasitaires, bref, toute la gamme des services offerts par la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments rend les produits agro-alimentaires canadiens beaucoup plus faciles à commercialiser.

Dirigé par M. Trant, notre groupe des affaires internationales joue un important rôle de liaison dans notre programme d'association avec l'étranger. Ce groupe travaille de près avec les organismes internationaux pour les encourager à adopter des produits agro-alimentaires canadiens.

Pour revenir au point de départ du circuit alimentaire, c'est-à-dire à la production primaire, Agriculture Canada contribue sans cesse davantage à son développement dans les régions. Nous étudions les besoins particuliers du secteur agro-alimentaire de chaque province et tentons de trouver et d'exploiter les débouchés possibles. À cette fin, nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé. Le programme national de contrôle d'aptitudes est l'exemple parfait de ce genre de coopération.

À la Direction générale de la commercialisation et de l'économie que je dirige, nous exploitons une gamme de programmes axés directement sur le développement des marchés. La Direction générale comprend trois éléments principaux. Un premier groupe s'occupe de fournir des renseignements d'ordre économique sur des aspects particuliers du secteur agro-alimentaire ou sur la politique commerciale. C'est ce groupe qui a effectué les analyses et les prévisions dont vous prendrez connaissance à cette conférence. Il rassemble également les données de base qui sont nécessaires à l'élaboration de toute politique.

Le groupe de commercialisation voit surtout à recueillir de l'information sur les marchés des produits primaires: promotion des produits agro-alimentaires, recherches sur les marchés, missions techniques et tout un ensemble de projets de développement qui touche le secteur agro-alimentaire dans son entier.

On accorde de plus en plus d'attention à l'information sur les marchés, à l'innocuité et la valeur nutritive des aliments et aux préoccupations des consommateurs. Beaucoup de choses sont en constante évolution: les conditions du marché, les habitudes et les préférences des consommateurs, les conditions de croissance. Dans chaque cas, les agriculteurs, les transformateurs et les détaillants canadiens doivent s'adapter. Vous aurez l'occasion d'entendre plus tard ce matin le même message lorsque Gérard Virthe parlera des possibilités commerciales du Canada. La situation exige que nous adoptions rapidement les techniques les plus récentes, telles que la télédétection par satellite pour surveiller l'état des cultures, l'automatisation de l'information sur les marchés et une recherche plus poussée sur les marchés et la consommation.

Il faudra également étudier davantage la situation concurrentielle des transformateurs d'aliments et les besoins particuliers du secteur des services alimentaires.

En troisième lieu, il existe des programmes particuliers pour renforcer tous les segments du circuit: les programmes de paiement anticipé des récoltes et d'aide à la construction d'entrepôts pour fruits et légumes, le Fonds de développement des marchés de produits agricoles canadiens et bien d'autres. Vous pouvez obtenir plus de détails sur ces programmes à notre kiosque, dans la pièce voisine. Notre personnel se fera un plaisir de vous aider.

En collaboration avec d'autres ministères fédéraux, en particulier le ministère des Affaires extérieures nouvellement restructuré, celui de l'Expansion industrielle régionale et celui de l'Industrie et du Commerce, Agriculture Canada poursuit sans relâche son objectif de développement des marchés, élément essentiel à toute croissance. Mais il faut que cet effort soit fait en collaboration avec les provinces et le secteur privé. Je voudrais ici ouvrir une parenthèse pour remercier tout particulièrement mon collègue M. C. Charland des Affaires extérieures qui a bien voulu accepter de participer à notre séance de ce matin. Cela montre que malgré un certain chevauchement apparent de leurs activités, les ministères unissent parfois leurs efforts pour mieux se compléter.

Chacun de nous possède des intérêts dans le secteur agro-alimentaire; nous devons reconnaître et renforcer le lien naturel qui nous unit les uns aux autres. Cette relation ne connaît pas de frontières. Nous de l'industrie agro-alimentaire l'avons compris.

Par bonheur, nous possédons un cadre institutionnel bien établi qui nous permet de poursuivre nos objectifs communs de stabilité et de croissance. Il existe un réseau très étendu de communication entre les gouvernements, les groupes de producteurs et le secteur — cette conférence en est la preuve.

Il se trouve qu'Agriculture Canada est un des organismes présents dans toutes les régions du Canada. Nous traitons de tous les aspects du secteur agro-alimentaire; nous sommes le dénominateur commun de tous ses éléments. Nous pouvons être le phare, mais non toute la flotte.

Comme l'a souligné M. Connell, il nous faut absolument coordonner nos efforts à l'échelle de l'industrie pour améliorer la production agro-alimentaire et sa commercialisation. Je connais par expérience le rôle vital que jouent dans ce domaine les provinces, les associations agricoles et les organismes privés.

Aujourd'hui, nous faisons face à des conditions économiques difficiles. L'étude approfondie de la situation à long terme montre que le Canada devra relever un défi imposant s'il veut réaliser son potentiel d'expansion agro-alimentaire.

Nos concurrents ont compris; à preuve, les programmes d'aide massive à l'exportation dans les pays de la CEE, aux États-Unis, au Brésil et ailleurs, les efforts déployés par de nombreux pays pour restreindre les importations et protéger leurs producteurs. Nous sommes dans un marché où la concurrence est très forte. Le Canada est un des rares pays du monde capables de répondre à la demande croissante en nourriture. Si nous voulons y parvenir, nous devons unir nos efforts.

Voilà quelques-uns des défis et des contraintes auxquels nous devons faire face. Ils nous offrent biens des possibilités. Il se passe beaucoup de choses très intéressantes dans le secteur agro-alimentaire canadien. Nous vous invitons à notre réception «Aliments des années 80» demain après-midi. Nous espérons que vous visiterez notre kiosque. Nous croyons que vous retrouverez dans le diaporama qui suit les idées nouvelles et originales qui ont été mentionnées. Ces diapositives ont été réunies pour montrer que le secteur agricole canadien n'est pas en stagnation, mais qu'il est au contraire très dynamique.

Nous avons les meilleures raisons de croire que le Canada est promis à un brillant avenir. Grâce à votre appui enthousiaste, notre secteur restera longtemps le chef de file.

Merci.

Possibilités de commercialisation internationale dans le secteur agro-alimentaire

C.T. Charland

Dire que l'économie canadienne est fortement tributaire du commerce est devenu un euphémisme. Nos exportations comptent pour près du tiers de notre P.N.B. Parmi les principaux pays industrialisés, aucun ne dépend davantage du commerce, pour sa croissance économique, que le Canada.

En 1981, le commerce agricole s'est chiffré à 8,8 milliards de dollars au Canada. Cela représente une augmentation de 13,7% par rapport à l'année précédente (une augmentation de 6,5% du volume). Alors que les importations augmentaient de 9,4%, le surplus commercial agricole atteignait le niveau record de 3,2 milliards de dollars.

Les 10 principaux produits exportés, en valeur, ont été le blé, l'orge, le colza canola, le porc frais et congelé, le lin, la farine de blé dur de printemps, les bovins sur pied, le bœuf frais et congelé, le lait concentré et le lait écrémé en poudre.

On prévoit que 1982 sera une autre année record malgré un taux de croissance quelque peu inférieur à celui de l'année précédente, en raison de la baisse de la demande et de la chute des prix qui s'ensuit, ainsi que de l'accroissement de la concurrence mondiale.

Le secteur des céréales domine largement parmi les exportations agro-alimentaires du Canada. En raison de la baisse actuelle des prix des céréales dans le monde et du fait que les exportations de céréales vont continuer à subir les pressions du marché, le Canada devrait diversifier ses exportations de façon à réduire sa dépendance vis-à-vis les exportations de céréales. Les exportations de produits carnés, de fruits et de légumes en conserves et d'autres produits non céréaliers se sont accrues ces dernières années.

La stratégie agro-alimentaire a pour objectif d'améliorer la capacité de production du Canada, de développer son secteur agricole et ses exportations. Le ministère des Affaires extérieures accorde la priorité à cette initiative en identifiant les débouchés commerciaux et en commercialisant les produits agro-alimentaires canadiens à l'étranger.

Notre rôle dans le développement des marchés d'exportation

Réorganisation

Comme vous le savez, le Premier Ministre a annoncé, en janvier, une réorganisation des ministères à vocation économique et plusieurs se demandent pourquoi les responsabilités de la politique commerciale et du développement des exportations passaient du ministère de l'Industrie et du Commerce au ministère des Affaires extérieures.

La réponse est simple: le commerce doit bénéficier du soutien de l'ensemble des relations internationales du Canada. C'est pourquoi le nouveau ministère des Affaires extérieures accordera la priorité aux questions commerciales et économiques et à la recherche dynamique de marchés d'exportation.

Les responsables du ministère des Affaires extérieures ont l'intention de collaborer étroitement avec d'autres ministères fédéraux et de mieux coordonner leurs activités économiques internationales. En particulier, les anciennes relations établies avec le ministère de l'Industrie et du Commerce seront conservées et il sera nécessaire que nous collaborions étroitement tant avec le ministère de l'Expansion économique régionale (MEIR) qu'avec Agriculture Canada. Des délégués commerciaux, détachés des Affaires extérieures, seront affectés à chacun des bureaux régionaux du MEIR pour fournir des informations sur les marchés et venir en aide aux exportateurs. On continuera en outre d'affecter des spécialistes de l'agriculture à des postes qui ouvrent la porte à d'intéressantes possibilités d'exportation pour le Canada.

Tous les aspects des relations extérieures ont été rassemblés sous un même toît: les affaires commerciales et économiques, les affaires politiques et les affaires socio-culturelles. Les responsabilités ministérielles sont partagées entre le sous-secrétaire d'État aux affaires extérieures, M. MacEachen, le ministre du commerce international, M. Regan, et le ministre des relations extérieures, M. Lapointe.

Collaboration avec d'autres ministères fédéraux

Les mesures suivantes ont été prises:

- nomination du sous-ministre Johnstone au poste de coordonnateur des relations économiques internationales;
- nomination du sous-ministre adjoint au développement commercial au poste de président du Comité des sous-ministres adjoints au développement des marchés d'exportation, auquel participe Agriculture Canada;
- formation d'un comité interministériel chargé de s'occuper du Promotional Projects Program, y compris le PDME et le programme des foires et missions commerciales, auquel participe Agriculture Canada;

— le rôle du comité conjoint MEIR-Agriculture Canada sur le développement des exportations est de déterminer les débouchés commerciaux et de planifier les stratégies de mise en marché en se fondant sur les capacités d'approvisionnements du Canada et sur les perspectives commerciales qu'offrent les différents marchés. Ce comité a maintenant été agrandi pour inclure les Affaires extérieures et Pêches et Océans.

Outils de développement commercial

Stratégies pour l'exportation

Les principaux objectifs de la «Stratégie d'exportation pour les années '80» du gouvernement fédéral sont d'identifier les pays qui constituent des marchés d'exportation prioritaires, d'accorder davantage d'attention aux capacités de l'industrie canadienne à approvisionner les marchés d'exportation et de mieux coordonner les efforts de commercialisation du Canada à l'étranger.

En raison des ressources financières limitées dont il dispose, le ministère des Affaires extérieures a entrepris de développer les marchés d'exportation de façon sélective. Nous avons participé à la préparation d'une série de plans de développement des marchés dans les pays prioritaires et pour les secteurs de l'industrie canadienne qui semblent le mieux en mesure de répondre à leurs besoins. Jusqu'à maintenant, de tels plans ont été préparés pour le Mexique, l'Australie, la Corée, le Brésil, la Norvège, l'Arabie Saoudite et, plus récemment, pour le Japon. Chacun porte sur les débouchés dans des secteurs d'activité particuliers. On prépare actuellement d'autres plans pour la France, l'Allemagne (tous deux seront prêts en janvier), le Venezuela, Hong-Kong et les cinq pays de l'ANASE.

Les plans d'exportation portent sur les possibilités de développer les exportations dans les pays prioritaires, sur une période de 2 à 3 ans. Ils sont le résultat de consultations tenues au sein du ministère des Affaires extérieures ainsi qu'avec d'autres ministères fédéraux (en particulier le MEIR), les gouvernements provinciaux et des associations du secteur privé.

Les plans font correspondre les capacités de production du Canada avec les besoins d'importations de ses partenaires commerciaux et dévoilent des possibilités formidables tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

L'objectif de ces plans est de deux ordres: premièrement, encourager les entreprises à mieux répondre aux possibilités des marchés désignés et deuxièmement, aider le gouvernement à affecter ses ressources financières et humaines, aux différents secteurs, selon les priorités.

Jusqu'à maintenant, les pays suivants ont été identifiés comme marchés commerciaux intéressants pour les produits alimentaires: les États-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite, le Japon, la Communauté économique européenne, l'Égypte, et l'Iraq.

Nos efforts ne se limiteront cependant pas à ces produits et à ces pays. Tout débouché à l'exportation bénéficiera du plein soutien du ministère, par le biais des programmes prévus à cet effet.

Programme de développement des marchés d'exportation

Le programme de développement des marchés d'exportation (PDME) vise à encourager les entreprises canadiennes à entreprendre des activités d'exportation ou à les étendre dans le cadre d'un système de partage des coûts.

Le PDME-produits alimentaires a été adopté l'an dernier en vue de répondre aux besoins particuliers du secteur agro-alimentaire. Du 1er octobre 1981 au 30 septembre 1982, 219 demandes ont été approuvées et l'aide totale accordée atteint 1,8 million de dollars. Bien que la responsabilité d'ensemble du programme revienne aux Affaires extérieures, c'est le MEIR qui se charge de l'administration des affaires quotidiennes, par l'intermédiaire de la Direction générale des produits alimentaires et des bureaux régionaux.

Le PDME-produits alimentaires a pour objectif d'aider les entreprises, les associations de producteurs, les organismes de mise en marché et les associations industrielles canadiennes à développer les marchés d'exportation. Il vise à soutenir les activités traditionnelles de développement des exportations comme l'identification des marchés, la participation aux foires commerciales, le service aux nouveaux acheteurs, les études de faisabilité et de mise en marché, la réalisation d'un marché-test et les envois d'essais.

Le Ministère reconnaît les possibilités et les besoins de développement particuliers du secteur alimentaire et donne ainsi toute la souplesse voulue au PDME-produits alimentaires. Il peut, par exemple, aider à la mise sur pied de groupes de producteurs particuliers ayant pour but d'entreprendre la publicité sur leurs produits dans des circonstances appropriées. Cette aide peut couvrir les frais d'investissement ou les coûts d'exploitation d'installations de production, de manutention, d'entreposage ou de promotions spéciales.

Les plans et les projets à long terme de développement des marchés comme la publicité générique, l'envoi de représentants outre-mer ou la formation technique peuvent également être admissibles.

Un autre aspect intéressant de cette partie du PDME consiste en l'octroi, dans des circonstances très particulières, d'une aide non remboursable à des organismes à buts non lucratifs.

Promotional Projects Program

Dans le cadre du Promotional Projects Program (PPP), le ministère des Affaires extérieures organise et finance la participation à des missions ministérielles et officielles dans différents pays. Ces activités comprennent:

— le partage des coûts avec les sociétés qui participent à des expositions nationales hors du Canada;
— le parrainage de missions commerciales vouées à la recherche de nouveaux débouchés commerciaux, à l'amélioration des ententes commerciales ou à la négociation de nouvelles ententes; et
— l'accueil d'hommes d'affaires et de représentants de gouvernements étrangers susceptibles d'influer sur nos exportations.

En novembre dernier, les entreprises canadiennes de transformation des produits alimentaires et du poisson ont participé à une exposition nationale, dans le cadre du prestigieux SIA, en France. Au cours des prochains mois, on prévoit participer à Foodex, au Japon, et à différentes expositions particulières et régionales qui auront lieu aux États-Unis. Plus tard, cette année, nous participerons à l'Anuga, à Cologne (Allemagne de l'Ouest).

Le Canada participera ensuite à nouveau au SIA, en France, au Royal Easter Show, en Australie, au Royal Highland Show, en Écosse, au Royal Agricultural Show, en Angleterre, à l'exposition Palermo, en Argentine, et à l'Equitana, en Allemagne, dans le but de faire connaître la qualité du bétail élevé au Canada.

On prévoit envoyer des missions au Japon, pour les produits du porc et du poisson, en Chine, pour les semences, et au Moyen-orient, pour les pommes et les légumineuses.

Délégués commerciaux

Reconnaissant que les exportations de produits alimentaires, y compris les produits de l'agriculture et des pêcheries, sont de la plus grande importance pour l'économie canadienne, le ministère des Affaires extérieures, par l'intermédiaire de ses délégués commerciaux, accorde une grande importance à la publicité des produits de ces secteurs.

De fait, 13 délégués commerciaux et 22 agents commerciaux locaux en poste outre-mer et aux États-Unis consacrent la plus grande partie ou la totalité de leurs activités au développement des exportations de produits alimentaires.

De plus, tous les autres représentants et agents commerciaux dans plus de 100 missions consacrent du temps et des efforts à accroître notre part des marchés mondiaux de produits alimentaires.

Les délégués commerciaux peuvent aider le secteur agro-alimentaire de plusieurs façons:

— relations d'affaires: aider à trouver des points de vente, des agents, des représentants, etc.;
— aide aux réclamations: enquêter et faire des recommandations en vue de régler les différends qui peuvent survenir entre les acheteurs étrangers et les vendeurs canadiens;
— règlements relatifs à l'étiquetage et au marquage: l'industrie peut se renseigner sur ces règlements auprès du Bureau de développement du commerce. Les délégués commerciaux se chargent de transmettre et de mettre à jour ces renseignements; et
— rapports sur les marchés: les rapports préparés par les délégués commerciaux sont publiés régulièrement dans la revue Canada commerce.

Politique commerciale

Organisation

Les relations commerciales sont devenues de plus en plus complexes au cours de ces dernières années. Elles demandent beaucoup d'attention et une gestion soignée. Au Ministère, deux secteurs relevant des sous-ministres adjoints Robert Latimer et William Jenkins se consacrent aux tâches suivantes:

— M. Latimer (Relations commerciales): il est le principal responsable de l'élaboration de politiques particulières vis-à-vis des États-Unis et d'autres pays industrialisés, y compris celles touchant la protection et l'amélioration des conditions d'entrée pour les produits canadiens. M. Latimer est également responsable des relations commerciales spéciales relatives à la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, y compris le contrôle des produits agricoles et des exportations.
— M. Jenkins (Relations sectorielles et économiques): il a d'importantes responsabilités d'ensemble touchant le commerce, les investissements et l'aide au développement ainsi que des responsabilités sectorielles dans le développement économique et industriel et les politiques du Canada touchant l'environnement.

M. Jenkins s'occupe de la préparation des réunions et des négociations économiques internationales, y compris la réunion ministérielle du GATT de novembre, à Genève, dont l'issue occupera le Ministère pour une longue période de temps.

Questions de politique commerciale qui nuisent aux exportations agricoles

La politique agricole commune de la Communauté économique européenne (CEE) constitue l'un des principaux obstacles aux exportations agricoles canadiennes. La CEE offre de grandes possibilités de débouchés, mais les exportateurs sont souvent confrontés à des difficultés telles que l'établissement de contingents, le besoin de se procurer des licences d'exportation et l'acquittement d'impôts, de droits et de tarifs douaniers élevés. Ils doivent aussi affronter sur d'autres marchés la concurrence des produits de la CEE qui bénéficient de subventions à l'exportation. Il est à noter cependant que les politiques analogues pratiquées par les différents pays agricoles ont les mêmes objectifs. Tous les pays visent à l'autosuffisance alimentaire, à disposer d'approvisionnements stables de denrées agricoles et à pouvoir les offrir aux consommateurs à des prix raisonnables, ainsi qu'à assurer un revenu raisonnable et stable à leurs producteurs. La CEE n'en est qu'un exemple.

Pour atteindre ces objectifs, ces pays doivent souvent contingenter les importations, imposer des droits et établir des barrières tarifaires et non tarifaires pour protéger leur secteur national. De plus, les excédents de production sont souvent écoulés à des prix réduits ou subventionnés. Toutes ces mesures ont pour effet de perturber les marchés.

Les organisations internationales tentent de régir le commerce et d'harmoniser les échanges commerciaux à l'aide de règlements internationaux. Le GATT est un exemple d'organisme dont les efforts visent à promouvoir une plus grande liberté de commerce et à supprimer les distorsions du marché. Le commerce des produits agricoles est pour le GATT un sujet complexe car il est difficile d'ignorer les objectifs poursuivis par les pays en cause. En dépit de nombreux déboires, on a toutefois réalisé des progrès en ce qui a trait à la réduction des tarifs douaniers et à la libéralisation du commerce.

À mesure que disparaissent les barrières tarifaires, tous les pays doivent s'efforcer d'optimiser leur productivité et leur efficacité de façon à demeurer concurrentiels sur leur propre marché intérieur et à l'étranger. C'est là un des objectifs de la Stratégie agro-alimentaire.

Les barrières non tarifaires sont souvent qualifiées d'entraves au commerce. Pourtant, les objectifs de ces barrières non tarifaires sont souvent «honorables», puisqu'elles visent à protéger la santé et la sécurité des consommateurs. Cependant, elles sont quelquefois perçues comme étant destinées à protéger l'industrie nationale du pays importateur.

Les exigences relatives à la santé et à l'hygiène posent souvent des difficultés à certains exportateurs d'aliments et de produits agricoles canadiens au Japon. Récemment, le Japon a relâché certaines de ses exigences, permettant ainsi une libéralisation du commerce. D'autres négociations sont actuellement en cours avec le Japon en vue d'adoucir d'autres règlements et de lui faire accepter les normes et pratiques d'inspection du Canada.

En cette période de récession économique mondiale, la concurrence pour la conquête des marchés s'intensifie et de nouveaux outils de commercialisation apparaissent. Le crédit est un de ces outils, même si moins de 3% des exportations agricoles mondiales se font actuellement à crédit. Les États-Unis ont récemment adopté un programme de crédit dans le but de favoriser leurs exportations de blé, de soya et de maïs. Tout en constituant un outil de développement des marchés, ce programme sert également à contrecarrer la politique de subventions des exportations de la CEE. Le crédit destiné aux exportations agricoles est devenu un sujet de discussion dans le cadre d'un Arrangement for officially supported export credits de l'OCDE, lequel portait surtout antérieurement sur les biens d'équipement. On prend actuellement des mesures afin de restreindre la prolifération des ces programmes.

En raison de la dépendance du Canada vis-à-vis du commerce agricole et de l'importance du commerce agricole dans l'ensemble de notre économie, il est important que les règlements internationaux soient respectés. Le Canada continuera de rechercher des solutions aux problèmes commerciaux actuels ainsi que des moyens permettant de faire disparaître des distorsions et les perturbations du marché.

Lors de la récente réunion ministérielle du GATT, les ministres ont examiné les perspectives actuelles et à moyen terme pour les produits agro-alimentaires. Les membres de cet organisme ont adopté un important programme de travail pour s'occuper des difficiles problèmes du commerce agricole. Un nouveau comité sur le commerce agricole a été mis sur pied pour préparer des recommandations visant à faciliter une plus grande libéralisation du commerce des produits agricoles. Il se penchera sur tous les aspects de l'aide aux exportations et de la protection contre les importations et soumettra son rapport au Conseil du GATT, en 1984.

En sa qualité d'important exportateur et importateur de produits agricoles, le Canada a grandement avantage à trouver des solutions aux problèmes du commerce agricole et participera donc activement à ce programme.

Conclusion

En raison des pressions économiques mondiales actuelles, tous les pays agricoles et producteurs d'aliments cherchent des moyens d'assurer leur autosuffisance, d'accroître les revenus des producteurs et de développer leurs exportations. La concurrence pour les marchés mondiaux demeurera forte, mais le récent renforcement du ministère des Affaires extérieures par l'adjonction de responsabilités commerciales aidera les exportateurs canadiens à relever le défi.

Je suis heureux d'avoir pu présenter les programmes du ministère des Affaires extérieures. S'il y a des questions, il me fera plaisir d'y répondre.

Annexe

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX À L'ÉTRANGER

		Représentants commerciaux	Agents commerciaux
Europe			
Allemagne de l'Ouest	(Bonn)	1	1
	(Hambourg)		1
Belgique			1
CEE		2	
France		1	1
Royaume-Uni		1	2
Italie		–	–
	(Milan)		1
Suède			1
	Total pour l'Europe	5	8
États-Unis			
Washington		2	
Boston			1
New-York			1
Philadelphie			1
San Francisco			1
Seattle			1
	Total pour les États-Unis	2	5
Pacifique-Asie			
Australie	(Canberra)	1	
	(Sidney)		1
Corée			1
Hong Kong			1
Japon		2	3
	Total Pacifique-Asie	3	6
Amérique Latine, Amérique Centrale et les Caraïbes			
Argentine			1
Brésil	(Sao Paolo)	1	
Mexique		1	1
Venezuela		1	
Trinidad et Tobago			1
	Total pour l'Amérique Latine l'Amérique Centrale et les Caraïbes	2	5
	Grand total	13	22

Les débouchés sur le marché domestique au Canada

*Gérard Virthe**

Monsieur le président, mesdames et messieurs,

On m'a demandé de vous parler des façons d'améliorer les stratégies de commercialisation des produits alimentaires destinés au marché canadien. Au cours des 10 dernières années, ma compagnie a participé à plus de 1500 projets de création et de commercialisation de produits alimentaires et de commerces d'aliments au détail et de restauration au Canada. Nous avons ainsi eu l'occasion d'observer les principales caractéristiques qui distinguent les initiatives et les entreprises profitables dans l'industrie des produits alimentaires de celles qui ne le sont pas.

Nous savons tous que le marché a changé très rapidement au cours des dernières années et que cette évolution se poursuivra. L'industrie des produits alimentaires est bombardée de données contradictoires en ce qui a trait au consommateur et aux tendances futures. C'est vrai qu'il est de plus en plus difficile de travailler dans un monde en perpétuelle transformation. Cependant, je suis d'avis que la récession actuelle a fourni à certains dans le commerce des produits alimentaires une occasion magnifique de perdre foi dans le consommateur. S'il fallait en croire tous les prophètes de malheur, nous n'aurons bientôt plus que des pommes de terre à nous mettre sous la dent accompagnées peut-être d'un peu de viande hachée une fois par semaine. Or, à mon avis, à moins que ne survienne une calamité, les années '80 devraient marquer pour le commerce des produits alimentaires le début d'une époque des plus excitantes et des plus lucratives dans l'histoire du pays. Cependant, pendant les quelques années qui viennent, les fabricants, les producteurs et les détaillants canadiens de produits alimentaires devront apprendre à modifier leur façon d'agir. En fait, des changements profonds se sont déjà produits.

C'est au niveau des habitudes du consommateur et des réseaux de distribution des produits alimentaires que se sont produits les principaux changements dans le secteur de la commercialisation au Canada.

Dernièrement, une partie du marché des biens de consommation a connu des changements très rapides qu'un grand nombre de directeurs d'entreprises dans le domaine du commerce des aliments n'avaient pas su prévoir. Souvent, on entend dire que l'information sur les tendances du marché n'est pas aussi facilement accessible au Canada qu'aux États-Unis, mais à mon avis c'est une excuse qu'un grand nombre invoquent pour ne pas consacrer le temps et l'argent nécessaires pour faire les recherches qui s'imposent. Par exemple, la plupart ne savent pas encore que la moitié des foyers au Canada sont maintenant composés de une ou deux personnes. Il n'est pas nécessaire de dépenser beaucoup d'argent pour obtenir ce genre de renseignement: Statistique Canada le fournit gratuitement.

Il est surprenant de constater comment de nombreux organismes ou compagnies investissent des sommes considérables dans de nouvelles installations ou dans de grandes campagnes de publicité et de promotion sans avoir au préalable étudié adéquatement les réactions et les perspectives du marché. Heureusement, cette situation commence à changer, surtout à cause de l'exemple donné par un grand nombre de grands fabricants au Canada. Mais il faut tout de même que les directeurs d'entreprises de produits alimentaires comprennent qu'ils doivent consacrer beaucoup plus d'argent et de temps à étudier les habitudes du consommateur. Cela peut paraître coûteux, mais il ne faut pas oublier que la recherche est comme l'assurance : elle coûte toujours trop cher avant l'accident. Par conséquent, si l'on regarde ce qui s'est passé au Canada au cours des 10 ou 15 dernières années on constate que la plupart des innovations dans le domaine des produits alimentaires sont venues de l'extérieur du pays. En soi, ce n'est pas une mauvaise chose, mais à ce rythme, les compagnies canadiennes courent le risque de perdre une part du marché. Ce qui me frappe le plus dans cette situation, c'est que bien souvent, elle aurait pu être évitée. Certains des nouveaux produits qui ont récemment fait leur apparition sur le marché avaient été créés et mis en marché à l'extérieur du pays depuis un certain temps déjà. Je pourrais vous donner une douzaine d'exemples de produits qui ont maintenant un grand succès sur le marché canadien, mais qui avaient été refusés par les compagnies canadiennes sous prétexte que le marché n'était pas prêt à les recevoir. Dans bien des cas, il aurait suffi d'étudier les faits avec plus d'attention, de faire des recherches auprès des consommateurs et de prendre un peu plus de risques.

Je vous ai déjà dit que le marché change rapidement. J'aimerais maintenant vous donner quelques indications sur le nouveau marché de consommation et sur la façon dont il influera sur l'industrie des produits alimentaires et sur les commerces d'aliments au détail.

Il faut, à cet égard, prendre en considération deux facteurs primordiaux. Le premier concerne les nouvelles «tendances démographiques», et le second, les «valeurs du nouveau consommateur».

* Président et directeur général, Le Groupe Cogem, Montréal.

Sur le plan socio-démographique, plusieurs éléments influeront sur le commerce au cours des années '80. Ce sont:

— Une croissance démographique très lente qui se produira surtout dans les régions de Toronto, Montréal et Vancouver.
— Une baisse du taux de fécondité qui aura des répercussions sur la taille des familles. La taille moyenne des familles, qui est actuellement inférieure à trois personnes, devrait être de 2,6 personnes à la fin des années '80.
— Un vieillissement important de la population. Il en résulte que de 1950 à l'an 2000, chaque décennie est caractérisée par un groupe-clé de consommateurs, c'est-à-dire que le marché reflète le groupe qui présente la croissance la plus importante par rapport aux autres groupes.
Dans les années '80, la population vieillira un peu plus: de jeune elle passera à l'âge mûr, mais elle ne sera pas encore très vieille. Ces changements dans la structure des âges concernent les personnes déjà nées. Ils se produiront, quoiqu'il arrive aux taux de fécondité.
— Parallèlement à la baisse de la taille de la famille, le nombre des ménages augmentera, mais la composition de ces ménages continuera de changer. Au Canada, les ménages nouvelle vague, c'est-à-dire les célibataires, les familles monoparentales, etc., représentent actuellement 35% de toutes les familles. La famille classique composée du père, de la mère et de deux enfants est de plus en plus remplacée par d'autres genres d'associations. Entre 1976 et 1981, le nombre des personnes mariées au Canada a augmenté de un million alors que le nombre des célibataires, des divorcés et des veufs a augmenté de 850 000, ce qui constitue une augmentation presque aussi importante.
— Le niveau de scolarité continuera aussi de s'élever, et l'on prévoit qu'en 1986 plus de 12% de la population aura fréquenté l'université.
— Le Canada devient de plus en plus «cosmopolite». Au début des années '70, un quart de la population était d'origine autre que britannique ou française. Dans les villes canadiennes, ce mélange des ethnies est évident et a des répercussions importantes sur le marché et sur la culture.
— Par conséquent, la famille canadienne-type des années '80: n'aura pas plus de deux enfants au foyer; comptera deux personnes sur le marché du travail; aura à sa tête une personne entre 30 et 45 ans; pourra consacrer une plus grande partie de son revenu à des dépenses non essentielles, du moins lorsque la récession sera terminée.

PARTICULARITÉS DES DIFFÉRENTES DÉCENNIES

Décennie	Groupe-clé
1950-1960	Les bébés et les jeunes enfants
1960-1970	Les adolescents et les jeunes adultes
1970-1980	Les jeunes couples mariés
1980-1990	Les personnes au début de l'âge mûr
1990-2000	Les personnes d'âge mûr

Les nouvelles tendances démographiques feront éclater le marché en plusieurs sous-groupes. Nous ne pourrons plus nous permettre de vendre nos produits à un grand et vaste groupe, la prétendue classe moyenne, sans tenir compte des groupes marginaux.

Sur le plan de la commercialisation et des débouchés, au cours des années '80, les firmes de produits alimentaires devront être capables de répondre aux désirs et aux besoins particuliers des différents sous-groupes qui composent le marché. Plusieurs de ces sous-groupes méritent d'être mentionnés, car leur croissance offrira des débouchés considérables aux fabricants et aux détaillants qui auront l'esprit d'initiative.

Un des groupes dont la croissance sera la plus marquée au cours des années '80 est le groupe des personnes d'âge mûr. L'arrivée à maturité des sujets nés dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, fera des personnes de 35 à 49 ans un des groupes de consommateurs qui accusera la croissance la plus rapide.

Mais il ne faut pas oublier que cette génération a le goût des sensations, est instruite, à l'aise et aime l'aventure; bon nombre de ses membres ont en outre l'expérience des drogues. Ce groupe de consommateurs continuera de voyager et de fréquenter les restaurants. Il voudra également des automobiles de luxe, de nouveaux meubles, de nouveaux vêtements et toutes sortes d'autres choses qui rendent la vie plus agréable.

Ce groupe de consommateurs est riche. Aux États-Unis par exemple, plus de la moitié du revenu consacré aux achats non essentiels est dépensé par des ménages d'âge mûr qui représentent un tiers de tous les ménages.

Cette génération de personnes d'âge mûr vivra côte à côte avec un grand nombre de célibataires. Ces célibataires auront l'argent nécessaire pour se payer des vacances impromptues, des services de toutes sortes, des voitures sport et des produits alimentaires de luxe. Ce secteur du marché sera composé de personnes à l'aise et les prix auront moins d'importance pour elles. Ce seront des acheteurs impulsifs qui voudront des services et qui seront prêts à en payer le prix.

Les personnes âgées, c'est-à-dire celles qui auront 65 ans et plus, constitueront un autre marché très important. Ce groupe connaîtra une croissance de plus de 20% d'ici 1990.

Les personnes âgées disposeront de revenus plus importants au cours des années '80 et représenteront une partie non négligeable du marché de détail. Les consommateurs plus âgés ont tendance à être plus fidèles à leurs fournisseurs que les jeunes, mais ils ont des besoins spéciaux auxquels il faut répondre.

Les consommateurs de ce groupe d'âge consacrent un plus grand pourcentage de leur revenu à l'achat de produits alimentaires; le montant qu'ils dépensent par personne pour des aliments consommés à la maison est aussi plus élevé que celui de tous les autres groupes.

Ces personnes ont des besoins alimentaires spéciaux, des problèmes de transport et des problèmes de préparation des menus. Ils veulent par exemple pouvoir acheter des portions uniques d'aliments et de petites quantités de viande ou d'autres produits.

Enfin, le changement le plus spectaculaire qui s'est produit sur le plan des habitudes de vie au cours des années '70 et '80 est le nombre toujours croissant des femmes sur le marché du travail. Au cours des années '80, au Canada, plus de la moitié des femmes auront un emploi et cette proportion sera encore plus élevée chez les plus jeunes.

À entendre certains parler de la femme au travail aujourd'hui, on serait porté à croire que celle-ci appartient à un troisième sexe qui aurait fait récemment son apparition. C'est faux. Comme le disait récemment la rédactrice de la revue *Woman's Day*, elle est d'abord et avant tout une femme. Mais aujourd'hui, la femme qui travaille est un être multidimensionnel. Elle est une compagne, une épouse, une mère, en même temps qu'elle est un fier soutien de famille. Évidemment les femmes qui travaillent ne sont pas comparables en tous points de vue, mais elles partagent presque toutes certaines caractéristiques. Elles ont moins de temps à consacrer à tout ce qu'elles font et ont plus d'occasions de dépenser. L'épouse qui a un emploi à temps plein travaille parfois de 60 à 70 heures par semaine à son travail et à la maison.

Cette situation influe sur les produits et les services dont elle a besoin et explique pourquoi presque toutes les femmes qui travaillent ont échangé du temps contre de l'argent. Quant aux femmes au foyer, elles participent davantage à des activités à l'extérieur qui occupent une partie de leur temps.

C'est pourquoi les femmes qui travaillent et leurs familles fréquentent plus souvent les restaurants et les dépanneurs et consomment plus d'aliments préparés que les autres. Ce groupe aime les marmites à cuisson lente, les fours à micro-ondes, les plats qui vont du four à la table, les congélateurs qui permettent de préparer les repas à l'avance, etc.

Faisons-nous tout notre possible pour capter ce marché?

N'oubliez pas que les femmes qui travaillent constituent maintenant votre principal marché et que bientôt ce sont elles qui vous imposeront leur volonté. Dans les années '80, vous devrez offrir à toutes les femmes les produits, les services et les facilités d'achat qu'exigent à l'heure actuelle les femmes qui travaillent.

Enfin, les responsables de la commercialisation ne doivent pas oublier que l'avènement de la famille à deux revenus est l'un des changements les plus importants à marquer le marché de la consommation depuis 10 ans.

Ce marché en pleine expansion deviendra une grande source de profits. Ces familles achètent toutes sortes de produits, depuis la machine à faire des beignets jusqu'au moule pour façonner des boulettes de viande. La qualité, la variété et les marques de commerce sont pour elles plus importantes que le prix. Leur choix se porte sur les produits qui leur permettent d'épargner du temps. Bon nombre vous diront: «S'il n'est pas possible d'apprêter un plat en une demi-heure, nous ne sommes pas intéressés».

Ces personnes veulent satisfaire immédiatement leurs désirs et avec deux revenus elles sont presque en mesure de s'offrir ce luxe. Elles ont tendance à acheter des produits qui améliorent la qualité de la vie et d'autres programmes de développement personnel. Elles s'intéressent à ce qui est inusité et constituent un marché possible pour les aliments de luxe et les produits spéciaux. Bref, il s'agit d'un marché très important à surveiller.

Sur les plans social et psychologique, plusieurs facteurs influeront sur le marché de demain. La génération du moi est arrivée. La génération où chaque individu est préoccupé par ses propres besoins. Les conséquences d'une telle attitude sont nombreuses: moins de conformisme, plus de tolérance face à la diversité, acceptation des célibataires et des foyers sans enfants, personnalisation, attitudes permissives sur le plan sexuel, acceptation des drogues, désir de protéger son intimité et sa sécurité, désir de gratification intérieure et besoin de compenser un travail peu gratifiant par le plaisir.

Selon certaines enquêtes faites aux États-Unis, un Américain sur cinq croit encore dans ce que nous appelons les valeurs traditionnelles, c'est-à-dire qu'il épargne pour pouvoir un jour se payer du bon temps. Environ 40% attendent beaucoup de la vie aujourd'hui, tandis que le reste ne savent encore quelle attitude adopter. Il n'existe pas de chiffres semblables au Canada, mais l'expérience nous permet de croire que la situation n'est pas très différente.

Plus les gens deviennent égocentriques et hédonistes, plus ils tendent à vivre au jour le jour. Ayant rejeté l'abnégation pour se consacrer à son développement personnel, le consommateur n'est pas prêt à sacrifier le temps présent pour un avenir incertain. Cette attitude est aussi une réaction face à la technologie. Dans un monde en perpétuelle évolution qui vit chaque mois une nouvelle crise d'envergure mondiale, le consommateur doit s'adapter si rapidement pour ne pas être dépassé que de penser au lendemain constitue presque un exercice de futilité.

Les gens seront entièrement occupés à combiner des activités diverses pour tirer le meilleur parti possible de chaque moment. Pour la personne active, le temps est très important et c'est pourquoi les services et les produits qui lui permettent de sauver du temps seront bientôt si populaires.

Il s'ensuit que la demande de services nocturnes en Amérique du Nord est à la hausse, ce qui ouvre la voie à toute une foule de nouveaux marchés. Prenez par exemple la chaîne de dépanneurs 7 *Eleven*. Il y a 20 ans, les magasins 7 Eleven étaient ouverts 16 heures par jour. L'année dernière, près de 85% de tous les magasins de cette chaîne (il y en a près de 7000) étaient ouverts 24 heures par jour et réalisaient 20% de leurs affaires entre minuit et sept heures du matin.

Les Canadiens deviendront plus respectueux de leur environnement et la tendance vers une vie plus simple et plus naturelle se poursuivra. Il devrait s'ensuivre une demande accrue de produits plus durables, plus efficaces et de bonne qualité.

On essaiera toujours de trouver des façons de faire montre de sa situation socio-économique, mais les marques de rang changeront. Les Canadiens désireront toujours ce qui est nouveau, différent et excitant. Les techniques de commercialisation devront être originales et audacieuses et devront peut-être même choquer pour attirer et garder l'attention du consommateur.

De plus en plus de gens n'auront pas un emploi à la hauteur de leur formation. Ils chercheront donc une satisfaction dans des activités et des produits qui non seulement les éloigneront de leur travail, mais augmenteront le sentiment qu'ils ont de leur propre valeur et accroîteront leur estime de soi, car ce genre de satisfaction sera peut-être de plus en plus difficile à obtenir au travail. On attachera plus d'importance aux produits et aux services qui flattent le moi, depuis le vin jusqu'aux articles de sport. Au cours des années '80, de nombreux consommateurs essaieront d'oublier la réalité en prenant des drogues et autres substances psychotropes. Pour être efficaces, les produits et les annonces publicitaires devront provoquer des sensations chez ces gens. Les responsables de la commercialisation devront trouver des réponses à ce nouveau désir d'évasion. La popularité des livres Harlequin et des émissions de télévision qui mettent l'accent sur la fantaisie (comme *La vie à trois*, *WKRP in Cincinnati*, etc.) sont un bon exemple de ce besoin d'évasion.

Le désir de conserver sa santé, sa forme et son apparence continuera d'être marqué surtout chez les personnes d'âge mûr. Les produits et les annonces publicitaires qui viseront à satisfaire ce désir des personnes d'âge mûr recevront un accueil favorable.

Ces consommateurs essaieront de développer leur propre créativité. Ils s'intéresseront beaucoup aux arts, aux travaux manuels, à la cuisine gastronomique. Une certaine nostalgie les portera à collectionner les objets et à faire les choses à l'ancienne mode.

Tous ces changements accroîtront la diversité sociale du Canada. Comme aujourd'hui, il y aura tout un éventail de sous-groupes qui jouiront d'un pouvoir d'achat considérable, ce qui laisse entrevoir une nouvelle forme de segmentation du marché, un nouveau mode de commercialisation fondé sur la diversité et la sélectivité.

Les produits, les annonces publicitaires et les magasins devront être conçus pour des sous-groupes particuliers et adaptés au mode de vie de chacun. Les moyens utilisés pour joindre ces consommateurs devront être réévalués, surtout les médias comme la télévision, qui seront moins efficaces lorsqu'il s'agira d'atteindre certains sous-groupes. Il faudra trouver de nouveaux moyens d'entrer en contact avec ce marché, comme les revues spécialisées, les répertoires électroniques, les services électroniques d'achat à domicile, etc.

Deux autres facteurs influeront sur la commercialisation dans les années '80: l'inflation et la crise de l'énergie.

C'est un fait que le prix prend une plus grande importance lorsque l'inflation sévit. Mais les choses sont un peu plus compliquées qu'elles ne le semblent au premier abord.

On remarque que les Nord-Américains réagissent de plus en plus comme les Européens face à l'inflation, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à acheter des biens au lieu d'économiser, à s'intéresser davantage à la qualité, allant jusqu'à accepter de payer plus cher pour l'obtenir, et à acheter moins de biens, mais à exiger de la qualité. En somme, on se retrouve devant un consommateur plus intéressé par la «valeur» des biens dont il fait l'acquisition.

Pour le nouveau consommateur d'aujourd'hui, valeur veut dire qualité, variété, fraîcheur et services à un prix raisonnable, mais pas nécessairement au plus bas prix. En outre, des sondages récents indiquent que le consommateur a un besoin psychologique de certaines formes de luxe et encore plus en période de récession. En d'autres mots, si vous ne pouvez vous payer une vacance à Hawaii, vous compenserez en achetant plus de produits alimentaires de luxe. On ne doit donc pas s'étonner de constater qu'en Amérique du Nord, le marché des produits gastronomiques compte parmi ceux qui ont affiché la croissance la plus rapide au cours des dernières années. Il en sera probablement ainsi pendant encore longtemps.

La crise de l'énergie, ou le coût de l'énergie si vous préférez, continuera aussi à modifier le comportement des consommateurs. Il semble qu'à l'heure actuelle, les consommateurs auraient tendance à fréquenter moins souvent les grands centres commerciaux, mais à acheter davantage lorsqu'ils y vont. Par conséquent, l'avenir des magasins de quartier est assuré. Pour économiser du temps mais aussi de l'essence, les consommateurs partageront leurs achats de tous les jours entre les grands magasins de type régional et les petits magasins de quartier.

Sur le plan de la consommation alimentaire, plusieurs facteurs doivent être soulignés.

La quantité d'aliments consommés par personne est stable et n'augmentera pas. La quantité totale d'aliments consommés au Canada restera par conséquent à peu près la même, ou augmentera très lentement.

Les attitudes du nouveau consommateur à l'endroit de la consommation d'aliments changent très rapidement. Bien manger est presque devenu un passe-temps national. Cependant, bien que ce nouvel intérêt pour sa santé ait apporté un certain changement dans le genre de produits que le consommateur achète maintenant (plus de fruits et de légumes et moins de sucre), il n'y a pas de doute qu'il continuera d'acheter des aliments préparés. Même si ce nouveau consommateur consacre moins de temps à la préparation de ses repas, il n'en demeure pas moins qu'il est mieux instruit et plus raffiné.

À l'extérieur de son foyer, la consommatrice a eu l'occasion de goûter à de nombreux plats nouveaux, y compris des plats exotiques, et ces expériences l'ont amenée à vouloir essayer de nouveaux mets. En fait, presque la moitié des femmes qui se servent beaucoup d'aliments préparés se considèrent comme de «bonnes cuisinières». Si l'on pense à la croissance extraordinaire du marché des ustensiles de cuisine, il est juste de conclure que la nouvelle consommatrice cuisine toujours et qu'elle reste intéressée par la bonne cuisine. Mais le temps qu'elle consacre à la cuisine est plus concentré. La mère de famille qui travaille à l'extérieur de son foyer et qui va chez McDonalds trois fois par semaine passe probablement une partie de son week-end à préparer des petits plats. En d'autres mots, une ou deux fois par semaine la nouvelle consommatrice préparera un repas raffiné. Le reste de la semaine, elle acceptera et recherchera les solutions rapides, qu'il s'agisse d'un hamburger dans un établissement de restauration rapide ou d'un plat préparé qu'elle n'aura qu'à glisser dans le four à micro-ondes en arrivant à la maison.

Voilà les besoins contradictoires auxquels vous devrez répondre et c'est là que se trouvera le marché.

Dans cette bataille, que cela vous plaise ou non, les repas pris à l'extérieur du foyer gagnent du terrain. Vous savez tous qu'au cours des quelques dernières années le nombre des repas pris à l'extérieur du foyer a augmenté très rapidement au Canada. À l'heure actuelle, ces repas représentent environ un tiers du montant global consacré à l'achat d'aliments et un cinquième de tous les repas. Je ne crois pas que cette tendance changera au cours des années '80. Le nombre de ces repas a peut-être subi une baisse de courte durée pendant la récession, comme cela s'est produit aux États-Unis au cours de la dernière grosse récession en 1974, mais dès que les choses commenceront à s'améliorer, le marché de la restauration reprendra sa croissance rapide. Ce marché est la conséquence de toutes les caractéristiques socio-démographiques et du mode de vie du nouveau consommateur dont j'ai parlé précédemment. Les célibataires, les femmes au travail, les groupes d'âge mûr, etc. sont tous, et pour des raisons différentes, des cibles clés pour l'industrie de la restauration.

Le café par exemple est une indication de ces tendances. À l'heure actuelle en Amérique du Nord, environ 28% de toute la consommation de café se fait à l'extérieur du foyer. Entre 1975 et 1979, la consommation de café à l'extérieur du foyer a augmenté de 34,9%. Au cours de cette même période, la consommation de ce produit au foyer a fléchi de 16,4%.

Je pourrais continuer longtemps à décrire comment la consommation alimentaire à l'extérieur du foyer continue à progresser et pourquoi cette tendance se poursuivra à l'avenir. Mais je me contenterai de vous dire brièvement que l'industrie de la restauration rapide en particulier a fait preuve de beaucoup de savoir-faire dans le domaine de la commercialisation et a prêté attention aux changements qui se sont produits chez le consommateur. Grâce à de grandes campagnes de promotion et de publicité, à des changements de menu, à un appui financier important de la part des grands fabricants de produits alimentaires et à une mécanisation et une standardisation de plus en plus grandes dans leurs établissements, ils sont maintenant très bien préparés pour continuer leur lutte contre les détaillants de produits alimentaires.

À cause de tous ces changements, les détaillants de produits alimentaires, et surtout les supermarchés, sont dans une situation difficile. Ils subissent les attaques non seulement des restaurants, mais aussi de nombreux nouveaux compétiteurs, notamment des dépanneurs, des magasins spécialisés, des comptoirs des maraîchers, etc. Au cours des dernières années, les dépanneurs et les magasins spécialisés ont été parmi les établissements de détail dont la croissance a été la plus rapide en Amérique du Nord et je crois que cette tendance se poursuivra. Le dépanneur est la réponse idéale au problème de temps auquel doit faire face le consommateur d'aujourd'hui et nous pouvons nous attendre à ce qu'il continue à se développer. En effet, de nombreux dépanneurs se transforment à l'heure actuelle en ce que nous pouvons appeler des super dépanneurs, c'est-à-dire des dépanneurs qui offrent des aliments préparés et des produits qui peuvent être consommés sur place.

Les magasins spécialisés qui avaient presque complètement disparu il y a quelques années reprennent la faveur populaire. Dans un bon nombre de cas, les supermarchés avaient si mal répondu aux attentes du public qu'ils avaient perdu un grand nombre de consommateurs qui désiraient faire leurs achats dans un cadre plus stimulant. Vous verrez donc une prolifération des fruiteries, des magasins de produits gastronomiques, etc.

Quant au supermarché, il a commencé à subir certains changements et en subira de plus en plus dans les années à venir. Bon nombre d'entre eux apporteront des améliorations à leurs comptoirs de denrées périssables, à leur pâtisserie, à leurs boutiques d'aliments de fantaisie, etc. Ils deviendront presque des supermarchés pour gastronomes comme cela se produit déjà dans certaines parties du pays et aux États-Unis. L'année dernière, aux États-Unis par exemple, les supermarchés pour gastronomes ont vu leurs ventes augmenter de 20% tandis que les ventes ne se sont accrues que de 9% pour les supermarchés ordinaires.

Cela prouve que même pendant une récession, les consommateurs recherchent la variété, la fraîcheur et la qualité et ne s'intéressent pas uniquement au prix.

En fait, les marchands de produits alimentaires au détail devront, dans un avenir très prochain, consacrer beaucoup de temps pour apprendre à mieux connaître leur clientèle. Nous découvrirons de plus en plus qu'il existe toute une gamme de sous-groupes qui rechercheront des formules différentes. Les consommateurs de demain n'appartiendront pas à une seule grande catégorie. Ils n'appartiendront pas nécessairement à la famille de classe moyenne représentative des années '60 et '70, qui avait une maison, deux voitures, trois enfants, un chien, un téléviseur-couleur, un téléviseur blanc et noir et l'épouse au foyer. Trop souvent, les campagnes de promotion et de publicité des détaillants de produits alimentaires semblent encore s'adresser à ce modèle aux dépens des autres groupes de la société.

Dans les années '80, les firmes de produits alimentaires devront répondre aux demandes de différents marchés, allant du consommateur très préoccupé par les prix au client prospère et à celui qui aime les produits nouveaux et pour qui le prix est beaucoup moins important. Ces catégories de consommateurs ont évidemment toujours existé, mais elles sont maintenant beaucoup plus importantes. C'est pourquoi aucun magasin ne pourra seul répondre aux besoins de tous ces gens, comme le supermarché a pu le faire dans les années '60 et '70. Ce pourrait être là le plus grand changement auquel les détaillants devront s'adapter au cours des années '80.

Ces changements constituent également un défi pour les fabricants et les producteurs. Le consommateur n'est pas le seul à changer rapidement: le réseau de distribution change lui aussi. La vente des produits alimentaires au détail au Canada est actuellement concentrée dans les mains d'un petit nombre de grosses compagnies qui sont devenues très sophistiquées. Ces compagnies exigeront de leurs fournisseurs des produits bien étudiés et bien préparés. Bien des fabricants attribuent leurs difficultés au pouvoir énorme que possèdent les grandes chaînes dans ce pays. C'était peut-être vrai dans certains cas, mais je serais porté à dire que trop souvent les fabricants n'avaient pas bien fait leur travail. Toujours au Canada, par exemple, on a tendance à lancer sur le marché chaque année des milliers de produits identiques dont les détaillants et les consommateurs n'ont pas vraiment besoin. À mon avis, le détaillant a raison de refuser une nouvelle marque d'un produit quelconque s'il a déjà 15 marques de ce même produit sur ses étagères. Par contre, si vous lancez un produit canadien vraiment nouveau et original, bien étudié, bien préparé et bien présenté, vous avez de meilleures chances de recevoir un accueil favorable de la part du détaillant et du consommateur.

En fin de compte, toute personne qui fait cette analyse devrait en conclure qu'il existe au Canada de nombreuses occasions de mettre au point des produits spécialement conçus pour certains secteurs particuliers du marché. Tous les jours, par exemple, nous entendons les consommateurs demander de plus petits formats et des emballages d'une portion. Ce genre de demande ne vient pas seulement de célibataires, mais aussi des autres secteurs de la population qui appartiennent maintenant à cette société où chaque membre de la famille mange seul et à des heures différentes. On est surpris de voir que de nombreux produits sont encore vendus sous de gros formats beaucoup plus conçus pour des familles de trois ou quatre personnes que pour des personnes seules.

Je dirai pour conclure que dans les années '80, le marché de consommation continuera de se montrer dynamique, mais il sera différent de celui que nous avons connu. La population demandera de la qualité et appuiera le consumérisme. Les consommateurs voudront des marques nationales et des magasins bien établis. Les marques secondaires souffriront de ces exigences. La publicité et la promotion resteront des éléments très importants de la stratégie de commercialisation. Dans le climat économique difficile où nous vivons actuellement, certaines compagnies et certains organismes seront tentés de sabrer dans leurs budgets de promotion. L'expérience nous dit cependant que ceux qui couperont leurs budgets de promotion verront décroître leur part du marché.

Les habitudes d'achat et de consommation ne seront plus particulières aux différentes classes sociales. La commercialisation s'avèrera plus difficile. Il sera de plus en plus important de répartir le marché différemment, surtout selon les modes de vie, ce que peu de firmes ont fait jusqu'à aujourd'hui. Il s'agira non seulement d'un nouveau marché, mais aussi d'un marché qui recherchera la qualité, le service et la commodité. De plus en plus de consommateurs par exemple, exigeront de plus petits formats et le marché des produits destinés aux foyers de un ou deux adultes travaillant à l'extérieur augmentera de façon marquée. Les repas préparés raffinés se vendront bien. Bref, il vous faudra innover. Vous pouvez certainement venir en aide aux consommateurs et mettre au point des produits qui répondront à leurs attentes, surtout des produits qui offrent une marge importante et des denrées de toute première qualité.

Les tendances démographiques laissent aussi entrevoir une croissance dans le domaine de la restauration au cours des années '80, et les fabricants devront compter sur les ventes aux restaurants et aux autres établissements s'ils veulent s'approprier une plus grande part du marché de la consommation alimentaire.

L'avenir des fabricants et des producteurs de produits alimentaires du Canada dans les années '80 peut être beaucoup plus prometteur qu'un bon nombre ne le croient. Les occasions de créer des produits destinés à des sous-groupes particuliers suffisamment importants pour rendre l'opération profitable se feront nombreuses. Soyez vigilants et surveillez de très près tout changement des habitudes du consommateur. Vous serez alors en mesure de vous préparer un avenir heureux si vous prenez la bonne direction et si vous n'avez pas peur de vous distinguer.

Je vous remercie.

L'économie canadienne en 1983

*Peter Gusen**

L'évaluation précise des perspectives agricoles est essentielle à l'établissement des projections sur l'économie canadienne pour l'année qui vient. Je suis donc venu ici avec l'espoir de recueillir l'avis des experts qui nous aidera à établir ces projections. Par ailleurs, des prévisions économiques précises revêtent une importance particulière pour le processus de planification du secteur agro-alimentaire et je suis donc venu vous offrir mon opinion sur le cours que suivra l'économie pendant la prochaine année. Vous noterez peut-être la distinction que je trace entre les conseils professionnels que je suis venu chercher et la simple opinion que je vous offre. La situation de l'année dernière a appris aux économistes à faire preuve d'humilité.

En plus de fournir des renseignements particuliers sur la façon dont les divers indicateurs économiques devraient se comporter dans les mois à venir, une conférence sur les perspectives économiques donne toujours le ton aux discussions qui doivent la suivre. Les prévisions dont j'ai l'intention de parler cet après-midi ne sont ni très optimistes ni très pessimistes. Je vous apporte quelques bonnes nouvelles, mais j'en ai aussi de mauvaises.

Du bon côté, l'inflation devrait afficher une baisse substantielle au cours de la prochaine année et atteindre 7,7% par rapport à 10,5% cette année et à 12,5% en 1981. Cette performance est la meilleure que l'économie ait connue depuis 1976 et cette tendance favorable devrait se poursuivre en 1984, après la reprise de l'activité économique. Le taux d'inflation de 5,2% prévu pour 1984 sera le plus bas depuis 1972. Pour de nombreuses personnes, l'inflation était le problème numéro un de l'économie. De telles prévisions s'avèrent donc encourageantes.

D'un autre côté, le taux de chômage devrait atteindre une moyenne de 12,7% l'année prochaine, valeur qui n'offre aucune amélioration par rapport à la performance pitoyable observée le mois dernier et qui dépasse de beaucoup la moyenne de 10,9% enregistrée en 1982.

Ce chiffre représente de loin le plus haut taux de chômage connu au Canada depuis la dépression des années '30. Même la meilleure performance de 1984 ne devrait pas réussir à abaisser le taux moyen de chômage en-dessous de 11,7%.

Comment expliquer le recul de l'inflation face à la progression du chômage? Simplement par la faiblesse de la demande: consommateurs, hommes d'affaires, clients étrangers et gouvernements ne sont pas en position d'acheter et le climat économique ne les y encourage pas davantage.

Le présent tableau illustre les hausses et les baisses de la demande ou en d'autres mots, la croissance du produit national brut réel. Si l'on considère 1977, 1978 et 1979 comme des années «anormales», on constate que la demande est peu encourageante depuis quelque temps. Ainsi, elle n'a presque pas augmenté en 1980 et en 1981 et n'a pas affiché la remontée qui suit habituellement une récession, comme cela a été le cas en 1976. Cette année, la demande a chuté de 5,2% et on prévoit récupérer moins de la moitié de ce recul en 1983. La croissance réelle du PNB réel ne sera que de 2,3%. Finalement, en 1984, la demande devrait progresser de façon notable et la croissance économique atteindra 5,5%.

Aux prises avec une demande déclinante, les agriculteurs ont dû cesser complètement leur production ou effectuer certaines réductions. Ils ont en fait adopté une approche encore plus radicale en écoulant leurs inventaires sans les reconstituer. Cette double atteinte, soit le recul de la demande et l'épuisement des inventaires a eu pour effet de réduire les besoins en main-d'Œuvre. Cette année, le nombre d'emplois a chuté de 3% (300 000 emplois). Non seulement les producteurs ont-ils utilisé moins de travailleurs, mais 60 000 personnes sont entrées sur le marché du travail en quête d'un emploi. Ce sont ces deux facteurs qui ont fait faire au taux de chômage un bond sans précédent. Même si la demande devait s'améliorer légèrement en 1983, elle n'amènera malheureusement pas la création de nombreux emplois. La production des biens et des services additionnels nécessaires à la demande de 1983 sera assurée par les centaines de milliers de travailleurs qui ont vu leurs heures de travail réduites, participent à des plans de partage du travail ou ont été mis à pied temporairement et ne figurent pas sur les listes de chômeurs. Il faudra attendre 1984 pour que ces travailleurs réintègrent leurs heures de travail normales et qu'on observe un changement de la situation chez les vrais chômeurs.

La réticence des consommateurs face à de nouveaux achats et dans certains cas, leur faible pouvoir d'achat, ont été favorables du côté des prix. Devant une si faible demande, les producteurs ne peuvent se permettre de faire payer aux consommateurs la hausse des coûts de production ou d'accroître leur marge de profit. C'est pourquoi l'inflation de certaines denrées a ralenti. Le taux d'inflation d'autres produits est cependant resté très élevé au Canada et les produits moins sensibles aux forces du marché ont poursuivi leur forte tendance à la hausse. Le secteur

* Directeur, Prévisions provinciales, Conference Board du Canada.

de l'énergie en est un exemple frappant. Au cours des 3 dernières années, l'inflation y a atteint 15, 26 et 21%. On prévoit cependant un certain ralentissement de cette tendance car, en 1983, le prix du pétrole brut au Canada sera égal aux prix mondiaux et ces derniers devraient rester stables. Les consommateurs ne devraient donc subir que des hausses de 13,8% l'an prochain et de 6,3% en 1984. La hausse des salaires devrait aussi ralentir au cours des 2 prochaines années. Ainsi, le taux d'inflation des salaires est passé de 12 à 9,7% entre 1981 et 1982 et les pressions le feront tomber encore plus en 1983 et 1984, où il atteindra respectivement 8,0 et 7,3%. Une chute des prix supérieure au ralentissement de la hausse des salaires permettra néanmoins une légère amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Cet aspect des prévisions est particulièrement intéressant car il contraste avec les pertes réelles de salaire observées entre 1978 et 1982.

Si l'on tient pour acquis l'idée que la faible demande est responsable du chômage élevé et, en partie du moins, de la baisse du taux d'inflation, la prochaine question qui nous vient à l'esprit est «Pourquoi la demande est-elle si faible?» La réponse à cette question se dessine clairement, les taux d'intérêt élevés sont les grands coupables.

Avec la hausse des taux d'intérêt, les consommateurs se sont tournés vers l'épargne. Les producteurs évitent d'emprunter et n'apportent donc aucune amélioration aux installations existantes. Aux prises avec les déficits importants provoqués par le remboursement de leurs dettes, les gouvernements ont une faible marge de manœuvre et sont dans l'impossibilité de stimuler l'économie par des investissements additionnels ou des réductions d'impôt. La même situation se reproduit dans les autres pays, ce qui érode la demande pour les biens et les services canadiens.

La récente tendance à la baisse des taux d'intérêt est donc encourageante. Le taux préférentiel moyen devrait atteindre 14% en 1983, soit un peu plus que le taux courant, mais bien en-dessous de la moyenne de 16,3% observée en 1982. La situation devrait encore s'améliorer en 1984, alors que le taux préférentiel moyen devrait atteindre 12,3%.

Ces taux ne sont pas assez bas pour provoquer une forte remontée de la demande mais ils sont supérieurs à ceux du milieu des années 1970 et au taux d'inflation prévu, et dépassent de beaucoup le taux nécessaire pour relancer l'économie.

En parlant de relance, je veux dire la quantité de biens et de services que le Canada pourrait produire si toutes ses ressources, c'est-à-dire la main-d'œuvre, les capitaux et les richesses naturelles étaient employées à leur maximum. La marge entre la performance économique réelle et potentielle est peut-être la mesure ultime de l'état de santé de notre économie. Si nous parvenons à réaliser ce potentiel, beaucoup de biens et de services pourront être consommés et réinvestis.

La présente diapositive illustre les coûts du taux de chômage élevé, de la main-d'œuvre, des capitaux et des ressources, et ce qu'ils nous ont fait perdre. La consommation par habitant, qui affichait auparavant une croissance constante, s'est stabilisée entre 1979 et 1981 avant de fléchir abruptement en 1982. Le Canadien moyen a consommé considérablement moins cette année qu'en 1978 et la situation devrait rester la même au cours de la prochaine année. Il est clair que l'impossibilité de réaliser notre potentiel économique résulte en un niveau de vie inférieur. En 1984, le pays devrait s'approcher de la réalisation de son potentiel et connaître une hausse de la consommation par habitant. Imaginez cependant le niveau de vie que nous aurions maintenant si la tendance du milieu et de la fin des années 1970 s'était poursuivie pendant les années 1980.

Le potentiel de production de biens et de services dépend en partie du nombre et de la qualité des usines et de la machinerie. Les sommes investies dans les établissements et le matériel se sont accrus rapidement en 1979, 1980 et 1981, mais une fois que les travaux ont pris fin, la demande était insuffisante pour les rentabiliser. En 1982, la stagnation de la production et certains autres facteurs ont provoqué la chute des investissements qui devrait se poursuivre au cours de l'année prochaine. Nous devrons attendre en 1984 pour que les immobilisations reprennent leur courbe ascendante.

Le prix de nombreux produits agricoles sur le marché intérieur n'est que le prix mondial traduit en dollars canadiens, selon le taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les revenus de la plupart des producteurs de grains et de bétail dépendent donc fortement des fluctuations du taux de change. En revanche, celui-ci est influencé par une large gamme de facteurs qui devraient à notre point de vue se contrebalancer au cours des 2 prochaines années. On prévoit une montée très modeste de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, d'une valeur moyenne de 81 cents en 1982, il passera à 81 cents l'année prochaine et à 82 cents en 1984.

Vous avez devant vous les faits et les chiffres qui sont à l'origine de nos prévisions. Le ton de ces dernières n'est malheureusement pas d'un optimisme déchaîné, mais il n'est pas non plus d'un pessimisme croissant. La situation économique n'a guère été bonne cette année, mais les prévisions suggèrent au moins que la situation ne se détériorera pas l'an prochain et dans certains cas, on pourrait même observer une certaine amélioration. Les prévisions de 1984 sont favorables sur presque tous les points. Sur ce, je remets la parole au président.

FIGURE 1. INFLATION (Indice des prix à la consommation)

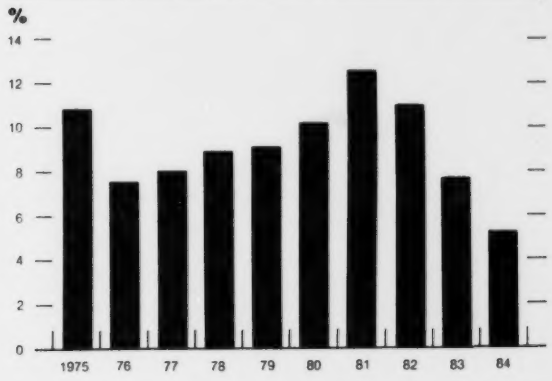


FIGURE 2. TAUX DE CHÔMAGE

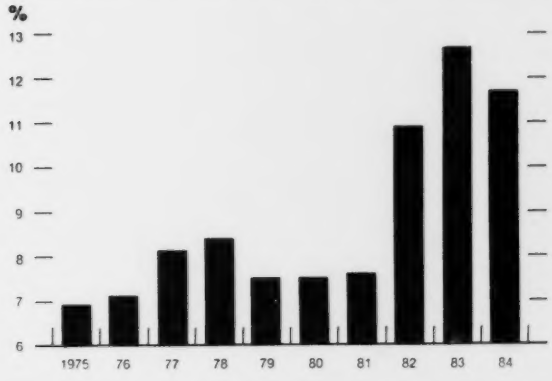


FIGURE 3. DEMANDE (PNB réel)

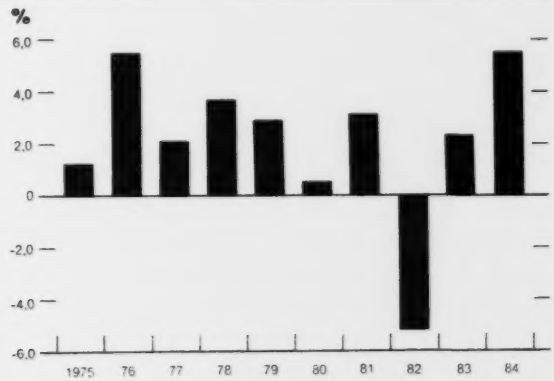


FIGURE 4. PRIX DE L'ÉNERGIE

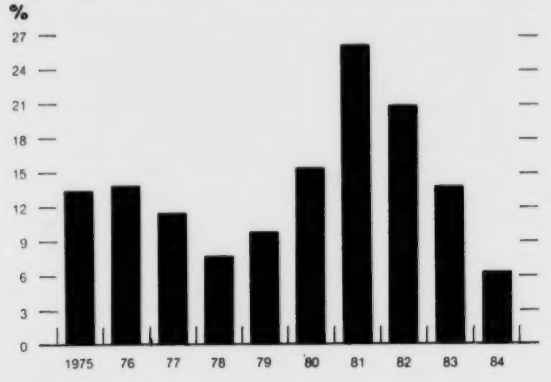


FIGURE 5. REVENUS ET INFLATION

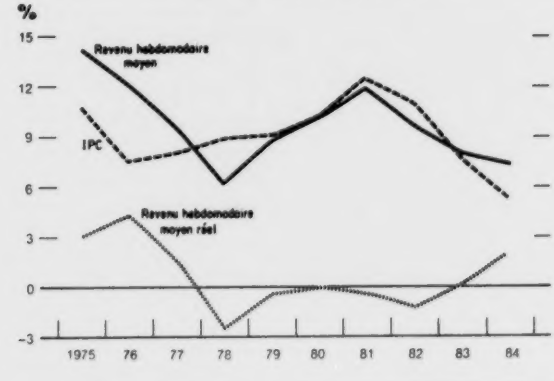


FIGURE 6. TAUX D'INTÉRÊT (taux préférentiel)

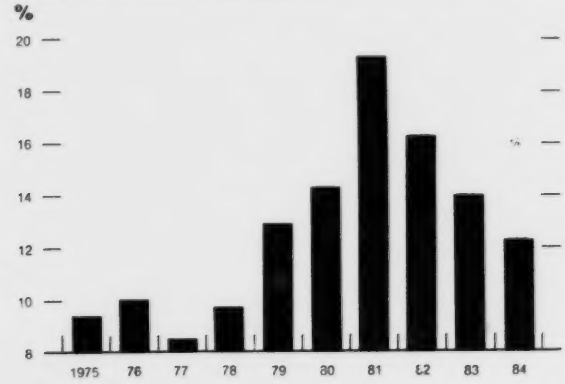


FIGURE 7. CONSOMMATION RÉELLE PAR HABITANT (milliers de dollars de 1971)

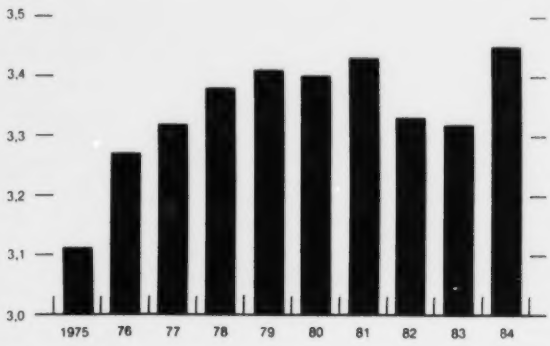


FIGURE 8. INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX, ÉTABLISSEMENT ET MATÉRIEL (taux de variation)

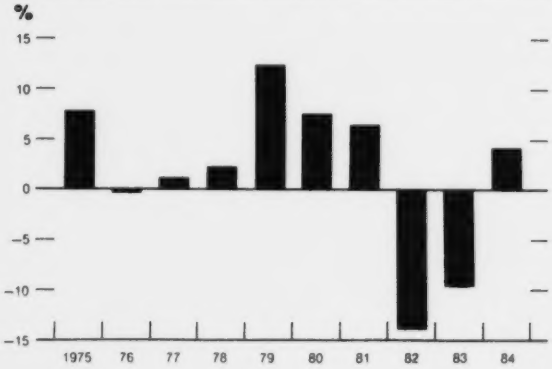
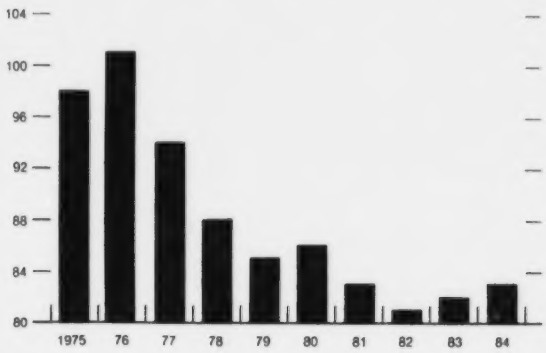


FIGURE 9. TAUX DE CHANGE (valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain)



Perspectives agricoles mondiales pour 1983

*Patrick M. O'Brien**

Je suis heureux de pouvoir vous rencontrer cet après-midi pour commenter les perspectives agricoles mondiales. En vue de cette séance, j'ai revu plusieurs comptes rendus de conférences passées et j'ai constaté qu'elles adoptent traditionnellement une perspective globale très large. Conformément à cette tradition, je m'efforcerai aujourd'hui de faire de même dans mon examen des perspectives agricoles globales de l'année qui commence, tout en débordant aussi quelque peu sur les 3 années à venir.

Je dois reconnaître pour commencer que je trouve la situation actuelle et les perspectives particulièrement intéressantes du point de vue de la demande. Par conséquent, lorsque je parlerai des approvisionnements et du commerce agricoles, j'aurai tendance à mettre l'accent sur les facteurs qui déterminent la demande mondiale de produits agricoles. Je signalerai également à titre d'introduction que les perspectives agricoles canadiennes sont quelque peu différentes de celles des États-Unis. Ainsi, plusieurs des événements dont je ferai état cet après-midi ont contribué au désavantage particulier des États-Unis.

Lorsque j'aurai terminé, j'espère que j'aurai pu vous convaincre que les perspectives sont beaucoup moins certaines que ne laissent présager l'importance des approvisionnements, la baisse des prix et la détérioration du revenu agricole en 1982–1983, en particulier aux États-Unis. En effet, bien que les stocks de la plupart des produits agricoles soient assez importants par rapport à la faible demande actuelle pour menacer l'équilibre du marché, les circonstances responsables de l'état actuel de l'offre et de la demande sont assez extraordinaires et il est peu probable que la situation se prolonge encore plus de 4 à 6 trimestres. En fait, un examen approfondi de tous les facteurs en jeu laisse présager une assez grande vigueur du marché des principales denrées à moyen et à long terme, même si cette dernière est actuellement bien déguisée.

Demande mondiale de produits agricoles: 1983 et au-delà

Bien qu'il faille tenir compte de nombreux facteurs lorsqu'on analyse la demande mondiale de produits agricoles, il y en a quatre d'importance particulière: la croissance démographique, la situation et les perspectives macro-économiques, la situation financière internationale et les politiques agro-alimentaires nationales et leurs répercussions sur les politiques commerciales. Mon analyse de ces facteurs m'amène à penser que l'incidence grandissante de la croissance démographique sur la demande continuera d'être éclipsée au moins jusqu'à la fin de 1983 par les pressions nettement à la baisse d'un ensemble de facteurs macro-économiques difficiles à concevoir, la situation financière internationale et l'évolution des politiques. Toutefois, si l'on tient compte de l'association invraisemblable des événements qui déterminent la situation de 1983, la tendance à la baisse à laquelle nous sommes actuellement confrontés devrait se résorber en un temps relativement court. En fait, le marché mondial pourrait bien revenir à un type de croissance de la demande plus normal, analogue à ce qu'il était dans les années 1960 et 1970, d'ici le milieu ou la fin de 1984.

Le premier des paramètres de la demande mondiale dont je ferai état cet après-midi, la démographie, est le moins controversé, mais il a une importance fondamentale. La population mondiale augmentera de 1,9% en 1983, soit 85 millions de personnes ou environ trois fois la population du Canada. Le simple fait de nourrir ce surplus de population selon les normes minimales recommandées par la FAO demandera l'équivalent de 25 millions de tonnes d'aliments, volume égal à la totalité du blé produit cette année au Canada.

Cette croissance de la population entraînera sans aucun doute une hausse de la demande et ce, malgré le fait qu'elle est concentrée dans les pays à faible et à moyen revenu. Compte tenu des rapports historiques entre la croissance démographique et la croissance de la demande de produits agricoles, cette augmentation de la population de 1,9% laisse prévoir un accroissement de 1,4 à 1,5% de la demande mondiale de produits agricoles (Tableau 1).

Le second paramètre de la demande sur lequel j'aimerais me pencher ce matin concerne l'état et les perspectives macro-économiques et leurs effets, non seulement sur le niveau de la demande mais également sur sa composition. Il est clair que le monde entier, ou presque, souffre actuellement de la plus grave et de la plus longue crise économique depuis les années 1930. Nous en sommes actuellement à notre troisième trimestre de détérioration économique et certains pays en connaissent déjà leur quatrième ou leur cinquième. Cela a entraîné un déclin du revenu réel per capita, une hausse de chômage et une hausse des taux d'intérêt réels (Tableau 2).

* Directeur adjoint pour Outlook, International Economics Division, Economic Research Service, ministère de l'Agriculture des États-Unis.

TABLEAU 1. CROISSANCE DE LA DEMANDE MONDIALE DES PRODUITS AGRICOLES

Variable	Taux de croissance annuelle composé						
	1976/1977 1979/1980 Moyenne	1979/ 1980 Réelle	1980/ 1981 Réelle	1981/ 1982 Réelle	1982/1983 Provisoire	1983/ 1984 Provisoire	1984/1985-1985/1986 Provisoire
Croissance liée à la démographie	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
Croissance liée au produit national brut	1,3	1,6	0,3	−0,3	−0,6	0,3	0,9
Croissance liée à la situation financière internationale	+ + +	+ + +	+	−	−	−	−
Croissance liée aux politiques	+ + +	+ + +	+	−	−	−	+/−
Taux de croissance globale	3,3	3,6	2,0	0,7	0,3	1,0	2,2

Cette conjoncture macro-économique a entraîné, à la fin de 1981 et jusqu'ici, en 1982, un relâchement de l'ensemble de la croissance de la demande de produits agricoles et n'a épargné que les secteurs les mieux armés. On ne peut sous-estimer les pressions à la baisse que ce ralentissement sans précédent de l'économie mondiale a exercées sur l'agriculture de tous les pays développés et d'un grand nombre de pays en voie de développement.

Tous les prévisionnistes s'entendent pour affirmer que l'activité économique au cours de l'année 1983 sera, au mieux, languissante. Mais la plupart d'entre eux prévoient également un redressement mondial à partir du milieu ou de la fin de 1983, redressement qui sera toutefois inférieur à la normale et qui pourrait être principalement dû à un raffermissement progressif de l'économie aux États-Unis et à une relance des importations américaines. Des politiques monétaires moins restrictives entraînant une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et dans les autres pays développés sont également considérés commes des facteurs probables de redressement.

On s'attend à ce que les effets conjugués de cette hausse des importations américaines et de la baisse des taux d'intérêt produisent dans les autres pays industrialisés des taux de croissance du PNB pouvant atteindre jusqu'à 2,5%. Cependant, on prévoit que la croissance des investissements et de la consommation restera relativement faible et que le chômage demeurera un problème tout au long du cycle de redressement, entravant quelque peu celui-ci. À peu près aucun des prévisionnistes ne s'attend à un cycle de redressement classique marqué par un boom de 4 à 6 trimestres (Tableau 2).

En raison de la répercussion du redressement des pays de l'OCDE, par l'intermédiaire du commerce et de la finance international, sur les pays en voie de développement, la croissance mondiale pourrait bien remonter à plus de 3% en 1983, de moins de 1% qu'elle est en 1982, et poursuivre son redressement de façon régulière jusqu'à 3,5 à 4% par an d'ici le milieu de la décennie. Si ce redressement économique devait se matérialiser, la croissance mondiale de la demande de produits agricoles devrait se redresser lentement au cours des 12 prochains mois après avoir atteint son niveau le plus bas des 20 dernières années, du début de 1981 à la fin de 1982.

On pense que le revenu per capita et le pouvoir d'achat des consommateurs dans les pays développés et dans les pays en voie de développement les plus riches auront tendance à stagner, mais au moins ne baisseront pas davantage, durant la première moitié de 1983. Mais durant la deuxième moitié de l'année, les premières augmentations importantes du pouvoir d'achat des consommateurs depuis plus de 6 trimestres devraient se faire sentir dans ces pays. Le niveau réel du revenu per capita, associé à ces prévisions macro-économiques, laisse entrevoir une croissance de la demande de produits agricoles de 0,5% ou moins pour l'ensemble de 1983. Ce faible accroissement de la demande mondiale doit être considéré en regard d'une baisse de la demande liée à la richesse de plus de 0,5% en 1982 et d'une croissance de la demande due à la richesse d'environ 1,5% par an au cours des années 1970 (Tableau 1).

TABLEAU 2. ÉVOLUTION DE LA MACRO-ÉCONOMIE À L'ÉCHELLE MONDIALE

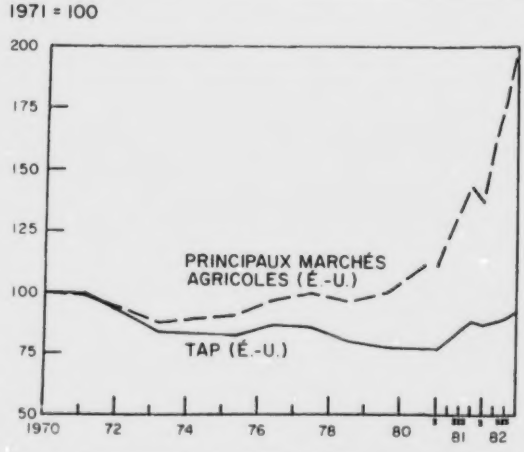
Pays/Variable	1976/1980 Moyenne	1979 Réelle	1980 Réelle	1981 Réelle	1982 Provisoire	1983 Provisoire	1984/1985 Provisoire
I. *Croissance économique*							
États-Unis	3,5	2,8	−0,4	1,9	−1,6	2,0	3,0
C.E.E.	3,1	3,4	1,1	−0,8	1,0	1,0	2,5
Japon	5,1	5,5	4,4	3,0	2,5	2,5	3,0
Canada	3,1	3,2	0,0	3,0	−4,4	0,0	3,0
Mexique	6,7	9,2	8,3	7,0	0,0	0,0	6,0
Brésil	6,9	7,9	5,0	−3,5	0,0	3,0	5,5
Inde	3,5	−4,8	6,5	4,5	4,0	4,0	4,0
Corée du Sud	7,8	7,1	−3,6	8,0	4,0	4,5	6,0
Thaïlande	7,6	6,1	5,8	7,6	6,7	6,5	6,5
Afrique du Sud	3,2	4,1	7,8	4,7	2,0	2,0	3,5
II. *Taux de chômage*							
États-Unis	6,6	5,7	7,0	7,6	9,7	10,3	8,5
C.E.E.	5,5	5,6	6,1	7,1	8,2	8,3	8,2
Japon	2,1	2,1	2,0	2,2	2,1	2,4	2,1
Canada	7,7	7,4	7,5	7,6	9,2	9,3	8,0
III. *Taux d'inflation*							
États-Unis	8,9	11,3	13,5	10,4	6,3	5,5	5,5
C.E.E.	8,3	8,4	9,6	10,1	9,0	8,0	7,5
Japon	6,6	3,6	8,0	4,9	3,0	3,0	4,0
Canada	8,8	9,1	10,2	12,4	11,0	9,0	8,0
Mexique	21,4	18,2	26,4	27,9	50,0	30,0	20,0
Brésil	52,0	52,7	82,8	105,5	100,0	80,0	80,0
Afrique du Sud	12,0	13,1	13,8	15,2	16,0	14,0	14,0
Inde	4,2	6,5	11,5	13,0	7,0	6,0	6,0
Corée du Sud	17,4	18,3	28,7	21,3	6,0	5,0	5,0
Thaïlande	9,9	9,9	19,7	12,7	6,0	5,0	5,0
IV. *Taux d'intérêt réels*							
États-Unis	0,3	−0,1	−0,1	6,0	5,0	4,5	2,0
C.E.E.	−0,9	0,2	0,5	3,2	3,2	2,0	2,0
Japon	0,2	2,3	2,7	2,5	4,5	4,0	2,5
Canada	1,1	2,6	2,6	5,3	3,5	2,0	2,0
Afrique du Sud	−5,6	−8,2	−9,3	5,6	−1,5	−2,0	−2,0
Inde	4,8	2,0	−4,3	−4,4	2,0	2,0	2,0
Corée du Sud	−2,6	−3,3	−12,7	−10,3	−1,0	−2,0	−2,0
Thaïlande	1,4	2,6	−6,2	2,2	8,0	2,0	2,0

Le troisième groupe d'éléments de la demande sur lequel nous devons nous pencher est la situation financière internationale, en particulier son influence sur la capacité des pays importateurs à acheter des produits agricoles à l'extérieur de manière à suppléer aux lacunes de la production canadienne. L'augmentation de la valeur du dollar américain, l'évolution de la situation internationale du crédit et de la dette et la faillite de plusieurs des principaux pays importateurs d'aliments (Pologne et Mexique), ont contribué, en 1982, et contribueront, en 1983, à affaiblir le système financier international. Comme le laissent croire les conditions qui ont sévi au cours des 12 à 18 derniers mois, le commerce agricole mondial est particulièrement vulnérable à de tels bouleversements du système. J'examinerai donc à tour de rôle chacun des paramètres de l'évolution financière ainsi que la poussée à la hausse qu'ils exercent sur le commerce agricole et la demande.

L'augmentation de la valeur du dollar américain a eu trois effets distincts sur la croissance mondiale de la demande de produits agricoles, tous à la baisse. Premièrement, elle a contribué à déstabiliser les marchés des changes internationaux et à accroître les risques des transactions internationales. Deuxièmement, elle a contribué à augmenter le prix des importations en provenance des États-Unis, lesquelles comptent pour 40% de l'ensemble du commerce agricole mondial. Bien qu'en dollars américains, les prix des denrées provenant des États-Unis soient, dans l'ensemble, de 5 à 10% inférieurs à ce qu'ils étaient l'année dernière, la valeur du dollar a augmenté brusquement, en particulier dans les pays importateurs d'aliments à revenu moyen dont la croissance a jusqu'à maintenant été rapide. Conséquemment, les

prix en devises canadiennes des produits agricoles importés des États-Unis ont, dans de nombreux pays, augmenté de 50 à 100% par rapport à l'an dernier (Tableau 3). En moyenne, les importateurs de blé, de maïs, de soja et de coton en provenance des États-Unis doivent payer cette année 72% de plus que l'année dernière pour ces produits (Figure 1).

FIGURE 1. VALEUR DU DOLLAR PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION PUBLIQUE (TAP) ET AUX MONNAIES DES PRINCIPAUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS AGRICOLES AMÉRICAINS



Il y a un troisième effet, moins facilement saisissable, de l'augmentation de la valeur du dollar américain. La presque totalité du service de la dette, du pétrole importé et des biens d'équipement achetés à l'étranger par les pays à revenu moyen sont payés en dollars. Par conséquent, l'augmentation de la valeur du dollar de 50 à 500% à laquelle ont été confrontés ces pays l'année dernière a entraîné une augmentation des prix de toute une gamme de produits et brusquement réduit l'ensemble de leur pouvoir d'achat. En raison de la faible priorité accordée à l'importation des aliments dans ces pays par rapport au service de la dette, au pétrole et aux biens d'équipement, les importations d'aliments ont subi un recul d'autant plus important.

Il est pour le moins difficile de quantifier l'effet du raffermissement du dollar. Mais même avec une évaluation modérée de l'élasticité des prix à l'importation de 0,1 à 0,2, pondérée pour tenir compte de la part du commerce revenant aux États-Unis, on peut entrevoir une chute de 4 à 6% des importations mondiales. L'instabilité et les incidences budgétaires indirectes dues à l'augmentation de la valeur du dollar augmentent sans aucun doute cette incidence et vont peut-être même jusqu'à la doubler. En raison de l'importance des importations comme facteur de croissance de la demande, on peut s'attendre à une baisse liée à l'activité commerciale de l'ensemble de la demande d'aliments de 1 à 2% en 1982 et en 1983.

De plus, l'influence d'un resserrement général du crédit à l'exportation et la faillite de pays comme la Pologne et le Mexique viennent renforcer cette baisse du commerce mondial des produits agricoles reliée à l'augmentation de la valeur du dollar. Bien que difficile à quantifier, l'influence de l'évolution de la situation est nettement à la baisse et tend à rendre modeste mon estimation de la baisse de la demande liée aux activités commerciales. De tous les paramètres de la demande dont j'ai traité cet après-midi, cette question de crédits prise au sens large, c'est-à-dire comprenant le fardeau de la dette, la durée et la disponibilité des crédits, aura probablement l'effet le plus durable sur la demande. Plusieurs années pourraient bien être nécessaires avant qu'on assiste à un redressement dans ce secteur.

Le dernier ensemble de paramètres de la demande dont je traiterai cet après-midi est lié à l'évolution des politiques agricoles et commerciales nationales. Les modifications apportées à ces politiques dans plusieurs pays au cours de l'année dernière ont entraîné une nette diminution de la croissance de la demande de produits agricoles. Plusieurs des pays dont la croissance de la demande de produits agricoles est la plus forte ont commencé à annuler des programmes de subvention à la consommation des aliments établis de longue date. Certains changements dans les politiques alimentaires en Europe de l'Est, par example, ont ralenti et dans certains cas inversé la croissance de la demande, en particulier de celle des produits agricoles importés. Bien que la pression de la demande maintenant refoulée des consommateurs de ces pays entraînera finalement un retour à des politiques plus favorables à la consommation, l'influence négative de ces changements de politique sur la croissance de la demande sera considérable en 1983.

Le Tableau 1 réunit tous ces paramètres de la demande en une mesure globale de la croissance mondiale. Comme vous pouvez le remarquer, les taux de 1981 et 1982 contrastent fortement avec les taux antérieurs et, il faut l'espérer, avec les taux probables du milieu de la décennie. En raison des circonstances extraordinaires auxquelles nous avons récemment été confrontés, la croissance de la demande a en fait été un peu plus forte qu'on aurait pu le prévoir.

Afin de placer ces paramètres de la demande dans une perspective à plus long terme, j'ai préparé plusieurs tableaux indiquant les distributions de probabilité des variables macro-économiques clés.

TABLEAU 3. INDICE DU TAUX DE CHANGE DU DOLLAR PONDÉRÉ POUR LES PRINCIPALES DENRÉES (avril 1971 = 100)

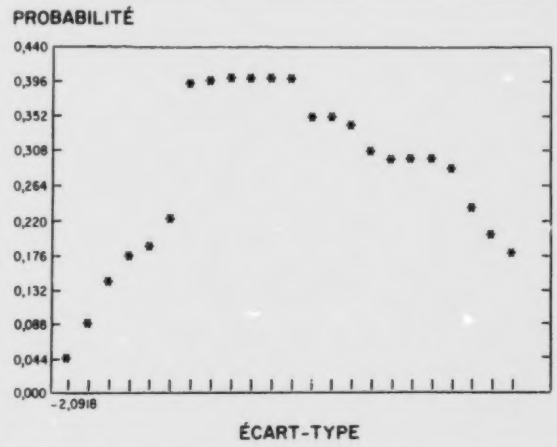
Période	Exportations agricoles totales	Soja	Blé	Coton	Maïs
1973	87,80	82,36	94,58	97,82	85,56
1974	89,51	83,55	97,96	100,22	87,81
1975	90,87	82,58	103,05	108,41	89,11
1976	97,10	88,41	112,30	111,43	97,56
1977	99,82	88,52	120,56	110,31	100,67
1978	96,32	80,92	127,49	105,98	95,81
1979:					
I	97,80	77,55	138,47	109,25	96,05
II	99,89	78,98	145,30	110,56	98,59
III	99,74	77,53	150,59	110,14	98,01
IV	103,20	78,90	165,18	111,80	101,60
Moyenne	100,16	78,16	149,89	110,52	98,57
1981:					
janvier	119,0	83,1	235,8	125,0	117,2
février	123,1	86,7	244,4	126,9	122,3
mars	124,7	87,1	252,6	127,2	123,9
avril	128,0	89,4	262,6	128,1	127,7
mai	133,5	93,0	273,1	130,8	136,6
juin	140,0	95,8	291,9	133,3	139,2
juillet	144,8	98,1	309,9	134,6	144,3
août	147,9	100,1	320,1	135,8	147,9
septembre	146,7	96,4	327,0	134,9	145,8
octobre	148,9	95,6	342,5	135,3	147,6
novembre	149,9	94,5	353,1	135,0	148,3
décembre	152,3	95,0	365,7	134,9	150,8
1982:					
janvier	156,2	96,6	381,0	135,8	154,8
février	162,5	100,5	395,6	139,1	161,8
mars	170,2	105,5	413,0	140,4	170,9
avril	174,2	107,2	428,4	141,9	175,2
mai	175,3	104,9	443,3	141,4	175,4
juin	183,1	109,9	465,1	145,2	184,3
juillet	186,1	109,4	494,2	144,1	180,9
août	200,9	120,2	511,8	147,4	205,5
septembre	210,8	125,6	539,5	148,2	216,9
octobre	209,5	120,3	566,8	149,5	213,2

Comme vous pouvez le constater dans les diagrammes des figures 2 à 6, les observations portant sur 1981 à 1983 sont toutes nettement anormales, s'éloignant en général d'un écart-type ou plus de la moyenne et toutes du côté négatif en ce qui a trait à la demande de produits agricoles.

Approvisionnements mondiaux de produits agricoles: 1983 et au-delà

Bien que l'évolution de la situation des approvisionnements dans le secteur agricole en 1981 et 1982 ait été beaucoup plus proche de la tendance des deux dernières décennies que l'évolution de la demande, elle était tout de même elle aussi à la baisse. L'examen de deux facteurs, les stocks et la production, nous aidera à illustrer la situation actuelle des approvisionnements.

FIGURE 2. PROFIT NATIONAL BRUT DES PAYS INDUSTRIALISÉS



En raison du ralentissement de la demande déjà élevé et des récoltes, dans l'ensemble bonnes, de 1981–1982, des stocks importants ont été reportés à la fin de la saison dernière pour être utilisés en 1982–1983. Bien que n'étant pas d'importance exceptionnelle par rapport au niveau de la consommation ou même en termes absolus, ces stocks ont exercé une pression à la baisse exceptionnelle sur le marché (Tableau 4), pression due en grande partie au fait que ces stocks sont concentrés dans les pays exportateurs, en particulier aux États-Unis, où on peut se les procurer facilement et où l'augmentation des prix n'est pas vraiment nécessaire pour les amener sur le marché.

La situation macro-économique, dont j'ai traité plus haut, en particulier les taux élevés de l'intérêt réel, accentue l'effet amortisseur de ces stocks sur les prix. Le Tableau 2 et la Figure 3 permettent d'illustrer ce phénomène. Les taux d'intérêt réels élevés des 4 à 6 derniers trimestres ont amené de nombreux détenteurs à réduire les stocks qu'ils avaient en leur possession et à les maintenir le plus près possible de la demande prévue de façon à réduire les coûts d'administration. Cela entraîne, au moins à court terme, un rajustement à la baisse des besoins prévus par le marché et des relations conventionnelles qui existent entre les stocks et les prix. Cette modification du comportement du marché a aussi pour conséquence importante de se répercuter jusqu'au niveau des producteurs. Or, les analyses statistiques laissent à penser qu'un même volume de stocks exerce une pression à la baisse sur les prix beaucoup plus forte s'il est détenu à la ferme, en particulier aux États-Unis, que s'il est détenu au niveau intermédiaire ou final de la transformation.

Du côté des approvisionnements, les récoltes exceptionnellement bonnes de l'automne dernier ont également contribué à exercer des pressions à la baisse. À quelques exceptions près et malgré les efforts fournis aux États-Unis pour la réduire, la production mondiale de nombreux produits agricoles est supérieure à ce qu'elle devrait être. Les hausses de production des 2 dernières années ont accru les approvisionnements de la plupart des produits agricoles sur le marché mondial de 5% ou plus au moment où la croissance de la demande baissait à moins de la moitié de ce taux.

Par conséquent, pour ce qui est des approvisionnements, la situation actuelle est beaucoup plus près de la normale mais exerce tout de même une pression à la baisse. Les Figures 7 et 8 illustrent l'évolution de la situation de l'offre et de la demande. Comme l'indique la Figure 8, la consommation mondiale de céréales comme aliments du bétail est actuellement de 30 millions de tonnes inférieure à la normale alors que la production mondiale de céréales est de 5 à 10 millions de tonnes supérieure à la normale.

FIGURE 3. TAUX D'INTÉRÊT RÉELS DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

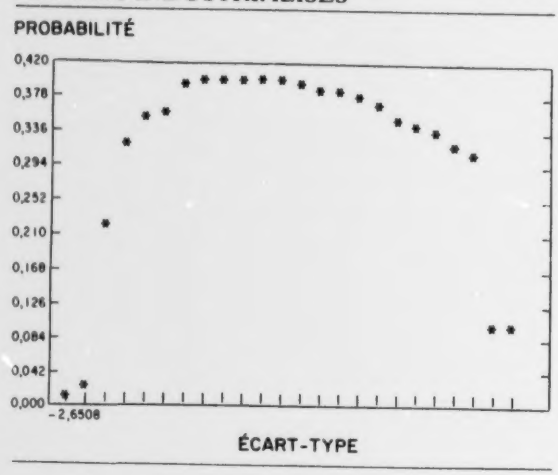


FIGURE 4. PRODUIT NATIONAL BRUT DES PAYS À REVENU MOYEN

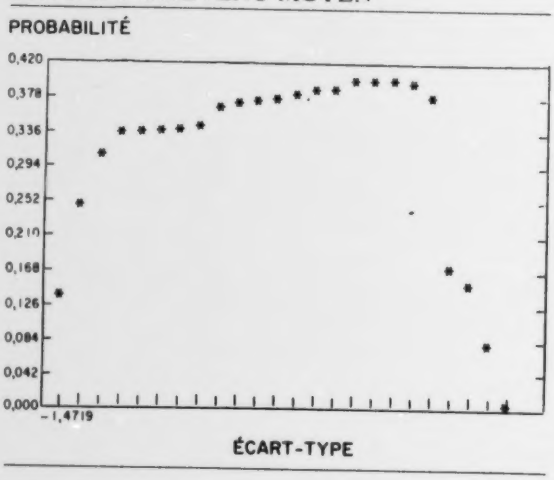


FIGURE 5. PRODUIT NATIONALE BRUT DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU

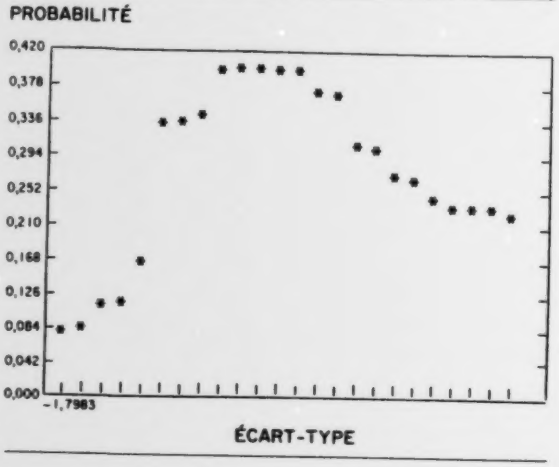
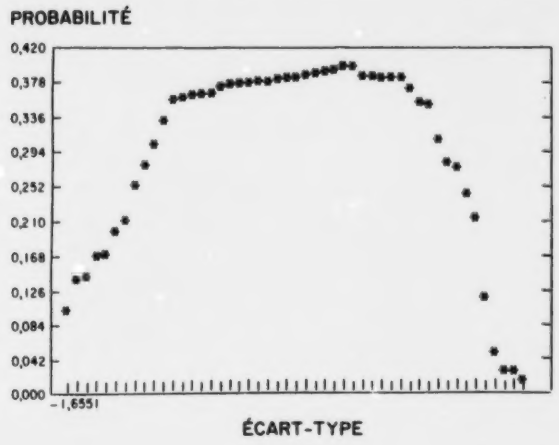


FIGURE 6. POURCENTAGE DE VARIATION DU TAUX DE CHANGE POUR L'ENSEMBLE DE L'AGRICULTURE



Perspectives du commerce mondial: 1983 et au-delà

Les incidences de la situation actuelle et les perspectives pour le commerce dans l'année qui commence sont claires. La croissance du commerce sera probablement décevante par rapport à la perspective historique mais quelque peu supérieure à ce que l'évolution de la situation à court terme pourrait laisser présager. En 1982, le volume du commerce a légèrement baissé pour la deuxième fois en 15 ans; les perspectives pour 1983 sont actuellement incertaines mais pas vraiment meilleures.

Tout raffermissement important du commerce l'année prochaine ne pourra provenir que d'une augmentation imprévue des importations pour pallier l'insuffisance de la production plutôt que d'un sursaut prévisible de la demande. Ces perspectives sont très différentes de celles du milieu des années '70, alors qu'une croissance forte et soutenue de la demande ainsi que les baisses inattendues de la production entraînaient une forte expansion du commmerce.

Situation au Canada

Quelles sont les conséquences de tout cela pour le Canada? En raison de l'importance du commerce pour le Canada, 1983 ne sera probablement pas une année dorée pour les agriculteurs de ce pays. Mais la position unique du Canada au sein du commerce agricole mondial lui permettra de réduire, à court terme, les dommages causés à son agriculture. La capacité de commercialisation dynamique de la Commission canadienne du blé, par exemple, et l'avantage concurrentiel que la baisse du dollar canadien donne aux exportateurs de ce pays pourront tous deux être utilisés à votre avantage l'année prochaine.

FIGURE 7. PRODUCTION MONDIALE DE CÉRÉALES

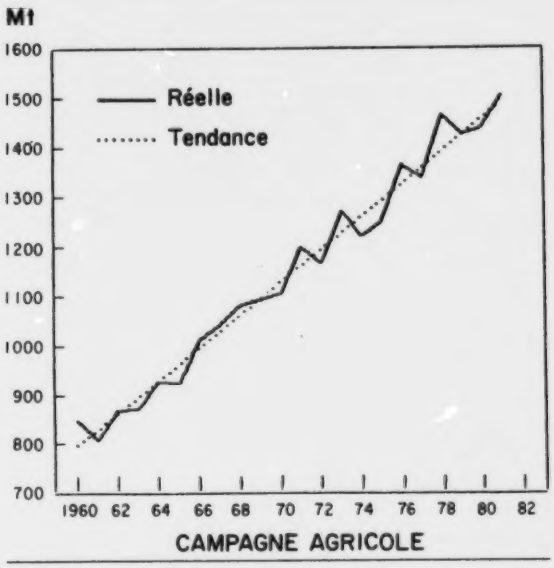
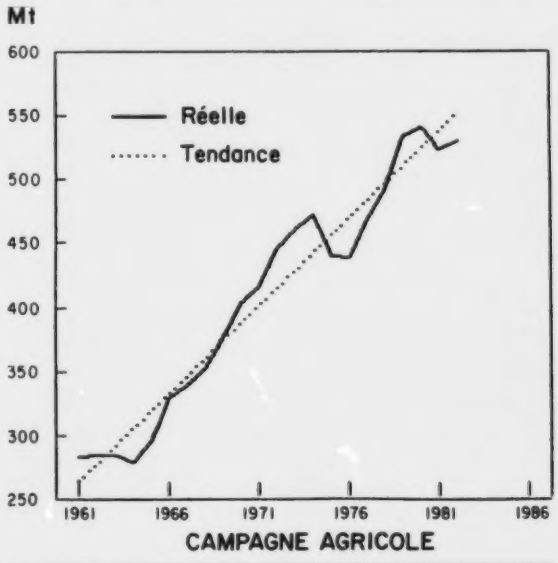


FIGURE 8. CONSOMMATION MONDIALE DE CÉRÉALES COMME ALIMENT DE BÉTAIL



Comprenant le blé et les céréales secondaires d'importance majeure et mineure.

Le Tableau 5 laisse à penser que les différences de la valeur des monnaies rendent à elles seules les perspectives commerciales et de revenu agricole au Canada beaucoup plus brillantes que celles concernant les États-Unis, inférieures de 13% à leur niveau du début des années 1980 alors qu'au Canada, ils

TABLEAU 4. REPORTS DE STOCKS DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES DANS LE MONDE

Pays/ denrées		1976/1977-1980/1981	1979/1980	1980/1981	1981/1982	1982/1982
A.	*Céréales vivrières*					
	Monde					
	en millions de tonnes	110,0	103,5	96,3	103,4	107,9
	en pourcentage de de la consommation	16,4	14,7	13,5	14,5	14,9
	États-Unis					
	en millions de tonnes	28,7	25,3	27,4	33,2	41,3
	en pourcentage de la consommation[1]	48,2	40,0	40,7	43,5	56,2
B.	*Céréales fourragères*					
	Monde					
	en millions de tonnes	85,1	91,5	80,1	114,3	143,4
	en pourcentage de la consommation	11,8	12,4	10,8	15,6	19,1
	États-Unis					
	en millions de tonnes	41,1	52,7	34,7	73,1	105,4
	en pourcentage de la consommation[1]	19,7	22,6	16,0	34,7	47,7
C.	*Coton*					
	Monde					
	en millions de tonnes	22,5	22,3	22,8	28,1	28,6
	en pourcentage de la consommation	35,8	34,2	34,7	42,9	43,0
	États-Unis					
	en millions de tonnes	3,6	3,0	2,7	6,6	7,5
	en pourcentage de la consommation[1]	28,2	19,1	22,9	55,5	67,0
D.	*Soja*					
	Monde					
	en millions de tonnes	13,0	18,3	15,5	14,6	20,4
	en pourcentage de la consommation	16,9	21,1	18,4	16,8	22,3
	États-Unis					
	en millions de tonnes	6,1	9,8	8,7	7,3	12,2
	en pourcentage de la consommation[1]	12,5	17,3	17,3	13,0	20,1

[1] Volume des stocks aux États-Unis en pourcentage de la consommation totale (consommation nationale et exportations).

TABLEAU 5. PRIX DES CÉRÉALES À LA FERME AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

Année	Blé aux États-Unis	Blé au Canada[1]	Orge aux États-Unis	Orge au Canada[2]
		($/boisseau)		
	$US	$Can.	$US	$Can.
1977 à 1980-1981	3.14	4.50	2.22	2.35
1979-1980	3.78	4.82	2.29	2.30
1980-1981	3.91	5.86	2.85	2.60
1981-1982	3.65	6.71	2.50	3.14
1982-1983	3.45	5.83	2.15	2.70

[1] RVPO Numéro 1 à 13,5% de protéines à Thunder Bay.

[2] Orge fourragère de l'Ouest du Canada numéro 1, prix au comptant à Thunder Bay.

n'ont baissé que de 1%. Cette différence, quelque peu masquée par la chute des prix intérieurs que vous avez subie cette année, en raison de pressions économiques un peu différentes des nôtres, est importante. Un autre facteur important, l'évolution du taux de change, favorise la position du Canada sur le marché mondial, le prix du blé canadien étant généralement inférieur à celui du blé américain sur les principaux marchés, lorsque calculé en monnaie d'ici. C'est ainsi que les Canadiens peuvent espérer réaliser les fortes exportations de céréales et d'oléagineux indiquées au Tableau 6.

Les intérêts du Canada dans le commerce agricole vont au-delà des produits agricoles qu'il exporte. Vos importations de café et de sucre, en particulier, sont importantes. La plupart des facteurs de la demande dont j'ai fait état antérieurement jouent également sur ces marchés et sont à l'avantage du Canada. Conséquemment, le surplus commercial agricole du Canada pourrait bien être cette année d'une importance exceptionnelle.

Conclusion

Pour terminer, je voudrais souligner les graves problèmes auxquels l'agriculture mondiale sera confrontée l'année prochaine, mais également ce qui m'apparaît être, en y regardant de plus près, la vigueur sous-jacente des principaux marchés de denrées dans le monde ainsi que le danger de s'appuyer sur la situation de 1982–1983 pour définir de nouvelles normes applicables sur plus d'un an ou deux.

TABLEAU 6. EXPORTATIONS CANADIENNES DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES

Année	Blé	Orge	Oléagineux	Porc
		(1000 tonnes métriques)		
1976/1977-1979/1980	14 930	3 514	1 374	68
1979/1980	15 883	3 832	1 743	80
1980/1981	16 262	3 236	1 373	117
1981/1982	18 443	5 722	1 359	128
1982/1983	19 500	5 500	1 100	150
1983/1984	18 800	5 500	1 600	125
1984/1985	19 000	5 500	1 700	125

Marchés agricoles: aperçu à court terme

Brian Paddock

Dans le présent document, je me propose de décrire la situation et les perspectives des produits agricoles pour le reste de 1982 et pour 1983. Ce faisant, j'exposerai le tableau qui s'offre aux produits de ferme en général et, de façon plus succincte, à chacun d'eux en particulier. Une analyse plus détaillée sur chaque produit sera présentée dans les réunions qui se dérouleront simultanément demain. Bien qu'il faille examiner le tableau de l'offre à l'échelle de chaque produit ou groupes de produits, il est bon d'avoir une perspective d'ensemble de la demande des consommateurs pour les produits agricoles au Canada et, aussi, sur les marchés internationaux, si importants pour beaucoup de nos produits.

Demande nationale

Depuis 1981, l'économie canadienne a dû absorber l'impact de deux hausses massives des prix. En effet, depuis 1979, les taux d'intérêt et le prix de l'énergie ont grimpé d'environ 80%. Ce ne sont pas des éléments à négliger puisque le logement et l'énergie occupent une place importante dans le budget du consommateur moyen. À court terme, les dépenses à ces deux postes sont relativement fixes. De plus, les investissements visant à réduire ces dépenses (conversion des combustibles, isolation etc.) resserrent eux-mêmes le budget du consommateur. L'ajustement doit nécessairement se faire dans le reste du budget du consommateur où ce dernier a une liberté d'action à plus court terme. Comme résultat, on constate une demande nationale relativement faible pour les produits agricoles en 1982, notamment ceux, comme la viande, qui dépendent plus du revenu. J'ajouterais qu'il suffit de regarder les données sur les ventes de biens durables comme les automobiles et le logement pour voir que l'agriculture se porte mieux que certains autres secteurs.

Pour 1983, on prévoit une amélioration modeste. Le prix de l'énergie devrait augmenter modérément et les taux d'intérêt, rester inférieurs à 1982. La réaction des consommateurs à la baisse des taux d'intérêt se fera probablement graduellement. Beaucoup se souviendront de ce qui s'est passé en 1980, alors que les taux d'intérêt étaient passés d'environ 16% en avril à 10% en juillet avant d'amorcer une longue montée qui les avait portés à plus de 20% en août 1981. Par conséquent, les consommateurs se montreront prudents avant de prendre des décisions financières fondées sur la baisse des taux d'intérêt. Par ailleurs, les consommateurs liés par des engagements financiers portant un taux d'intérêt plus élevé ne réagiront que lorsqu'ils en seront dégagés. Cependant, si, comme prévu, les taux d'intérêt demeurent en baisse et que l'économie commence à se ranimer vers la deuxième moitié de 1983, la demande des consommateurs en produits agricoles s'améliorera sans doute graduellement.

Demande internationale

Sur la scène internationale, deux facteurs continuent de dominer la demande en produits agricoles. D'abord, un effet notable de la hausse des taux d'intérêt en Amérique du Nord a été la revalorisation des devises dans cette partie du monde. Cela a eu pour effet de faire monter les prix offerts aux importateurs de produits nords-américains.

D'autre part, l'augmentation du dollar canadien par rapport à beaucoup de devises outre-mer a été compensée par son déclin par rapport au dollar américain. Cela a eu pour effet de rendre les produits canadiens plus concurrentiels face à leurs contreparties américaines sur les marchés où ils rivalisent.

L'autre grand facteur sur la scène internationale est la perspective d'une croissance économique. En ce qui concerne le Canada, on est généralement d'accord pour prédire une amélioration dans la plupart des secteurs en 1983 bien qu'elle ne puisse se manifester qu'au deuxième semestre de 1983. Cela entraînera un regain modeste de la demande en produits agricoles, notamment les plus sensibles au revenu comme la viande, les céréales fourragères et les oléagineux. En résumé, donc, on prévoit une certaine relance durant la deuxième moitié de l'année.

Aperçu des produits

Après une vue d'ensemble de la demande, j'aimerais vous brosser un petit tableau de la situation et des perspectives pour certains groupes de produits. Comme je l'ai déjà dit, je n'en présenterai qu'un résumé succinct. Les personnes intéressées à obtenir plus de détails sont invitées à assister aux séances simultanées sur les produits individuels qui auront lieu demain.

Céréales et oléagineux

L'offre mondiale de blé et de céréales fourragères devrait grimper de 58 millions de tonnes (4%) pour atteindre 1438 millions de tonnes. Pour le blé, elle s'est accrue de 12 millions de tonnes — la production nettement plus basse en Australie étant compensée par des stocks et une production plus élevés ailleurs, notamment aux États-Unis. La consommation de blé ne devrait guère changer par rapport à 1981–1982, pour laisser un surplus de stocks de fin de campagne d'environ 12 millions de tonnes, le gros de l'augmentation se produisant aux États-Unis. L'offre de blé au Canada pour 1982–1983 a grimpé de presque 3 millions de tonnes. Des exportations et une consommation nationale accrues ne devraient absorber qu'une partie seulement de cette augmentation les stocks de fin de campagne augmenteront d'environ 2 millions de tonnes. Les prix du blé canadien, cette année, devraient reculer d'environ 5% par rapport à la moyenne de 1981–1982.

Sur la scène mondiale, l'offre de céréales fourragères a augmenté de 46 millions de tonnes en 1981–1982, là encore à cause d'une hausse de la production et des disponibilités aux États-Unis. Malgré un accroissement modeste de la consommation de céréales secondaires, les stocks mondiaux devraient grossir de 28 millions de tonnes. Encore là, les États-Unis sont largement responsables de cette augmentation.

Au Canada, l'offre a accusé une légère hausse de 31,9 millions de tonnes en 1981–1982. Les exportations devraient tomber un peu en 1982–1983, entraînant une augmentation des stocks, lesquels atteindront 6,2 millions de tonnes d'ici la fin de 1982–1983. Le prix des céréales secondaires, notamment de l'avoine et de l'orge, devrait tomber de 15 à 20% par rapport à 1981–1982. Le prix du maïs devrait reculer d'environ 10%.

La production mondiale d'oléagineux a aussi augmenté en 1982. L'accroissement de la récolte de soja aux États-Unis en a été un des principaux facteurs. Fait important pour le Canada, la production de colza canola en Europe occidentale a monté d'environ 25%. La demande en oléagineux s'est ressentie du ralentissement de la croissance économique et, dans les marchés d'exportation, de l'augmentation du taux de change américain.

En 1982, la production de tous les principaux oléagineux canadiens s'est accrue. L'offre de colza canola a diminué de nouveau malgré une hausse de la production. En dépit d'une baisse des exportations et de la transformation au pays, les stocks de fin de campagne devraient tomber à moins de 500 000 t d'ici la fin de l'année. On prévoit quand même un léger fléchissement du prix du canola en 1982–1983 vu l'augmentation des approvisionnements mondiaux.

L'offre de lin canadien s'est accrue de presque 1 million de tonnes en 1982 à la suite d'une hausse de production. La baisse des exportations devrait entraîner une hausse des stocks et une réduction d'environ 10% du prix du lin. Une production de soja nettement supérieure devrait entraîner un ralentissement des importations en 1982–1983. Les prix devraient diminuer d'environ 10 à 12% par rapport à 1981–1982.

Un des principaux facteurs à jouer sur les prix, plus tard en 1982–1983, sera le taux de participation aux programmes agricoles américains en 1983–1984. Une participation accrue à ces programmes, qui demande une réduction notable des superficies consacrées au blé et aux céréales fourragères, aurait une incidence marquée sur les disponibilités exportables aux États-Unis pour 1983–1984.

Viandes et œufs

En 1983, la production canadienne de viande devrait être égale ou légèrement supérieure à 1982, la baisse de production de bœuf (d'environ 2%) étant composée par une augmentation dans le cas du porc (environ 3%) et par une légère hausse pour la volaille. La baisse de production de bœuf se manifeste par une diminution du nombre de bovins de boucherie dans toutes les catégories, selon l'inventaire au 1er juillet de Statistique Canada. On note, entre autres, une diminution de 3% des vaches et des génisses d'élevage de boucherie à la suite d'une baisse relative du prix des bovins d'engrais. Par contre, la production de porc devrait augmenter en 1983, la hausse du prix du porc et la baisse des coûts des aliments étant appelées à relancer les ventes durant le deuxième semestre de l'année. La production de volaille pourrait accuser une légère croissance, l'augmentation relative du prix des viandes rouges stimulant la demande des consommateurs et permettant, par conséquent, une augmentation modeste des contingents. La production d'œufs devrait demeurer stable.

Le prix des bouvillons A1A2 à Toronto pourrait s'établir en moyenne entre $81–$87 le 100 livres, comparativement à $80.50 en 1982. Le prix des bovins d'engrais devrait augmenter, la baisse du prix des aliments et des taux d'intérêt ayant pour effet de stimuler la demande en veaux. Le prix du porc en 1983 sera égal ou légèrement inférieur à 1982 ($84.25 en moyenne). Il devrait rester ferme durant les trois premiers semestres avant de fléchir au quatrième alors que l'offre augmente. Le prix de la volaille et des œufs durant la première moitié de 1983 augmentera sans doute modérément comme c'est le cas habituellement, le prix des céréales accusant alors une hausse saisonnière.

Produits laitiers

Le revenu cible du lait de transformation a été porté à $41.02/hL. Parallèlement, en août 1982, le prix de soutien du beurre et de la poudre de lait écrémé a été porté à $4.33 et à $2.59/kg, respectivement. Les contraintes de 6 et 5% s'appliqueront aux prix de soutien des produits laitiers jusqu'en mars 1984.

Les ventes de lait et crème à la ferme pourraient totaliser environ 7,44 millions d'hectolitres en 1982–1983, soit une légère baisse par rapport à 1981–1982, vu la chute prévue de la production de lait de transformation et de crème liquide. On prévoit aussi une augmentation de 0,7% des ventes de lait frais.

La consommation de beurre et de fromage devrait diminuer en 1982–1983 à cause de l'augmentation des prix et de la lenteur de la croissance des revenus. Malgré la diminution prévue de la production de beurre, les stocks devraient être nettement supérieurs à la fin de 1982–1983. Les exportations de fromage devraient chuter légèrement pour donner des stocks de fin de campagne qui, bien que supérieurs de 3%, seront bien inférieurs aux niveaux de 1980–1981.

En ce qui concerne les produits laitiers, les prix de détail en 1982–1983 devraient dépasser de 8 à 9% ceux de l'année précédente, comparativement à 11,7% en 1981–1982. Ce ralentissement de la hausse tient d'une part, à la baisse du coût des aliments du bétail et, d'autre part, au programme fédéral des 6 et 5%.

Horticulture

En 1982, la production canadienne totale de fruits dépassait de 10% les chiffres de l'année précédente. La production de pommes concurrentielles dépassera les niveaux précédents. Les récoltes de framboises, de bleues et de fruits tendres de verger ont aussi nettement dépassé la moyenne. Le prix de beaucoup de fruits frais en 1982 était moindre qu'en 1981. Notamment, le prix des pommes devrait reculer d'environ 10% par rapport aux chiffres récents à cause d'une augmentation de l'offre au Canada et dans d'autres pays exportateurs. Le prix des fruits congelés devrait aussi diminuer légèrement, les récoltes plus abondantes venant renflouer les stocks actuellement bas.

En 1982, la production canadienne de légumes dépassait aussi les chiffres précédents. La production de pommes de terre, bien que légèrement inférieure à 1981, dépassait la moyenne quinquennale. La hausse des coûts de transformation devrait entraîner une petite augmentation des prix des légumes transformés. Le prix des pommes de terre est actuellement inférieur au niveau de l'an dernier à cause d'une plus grande abondance de tubercules américains.

Le Conseil national de commercialisation des produits de ferme a fait un scrutin auprès des producteurs pour déterminer l'opportunité de créer un office de commercialisation des pommes de terre de l'Est canadien. Un organisme officiel devrait être fondé en 1983.

La production canadienne de betteraves sucrières devrait être inférieure à la récolte de l'an dernier. Cependant, les approvisionnements mondiaux de sucre sont élevés et, de ce fait, les prix resteront bas en 1982–1983.

En général, on prévoit, pour la plupart des produits agricoles, une demande assez calme en 1983, et une modeste amélioration plus tard dans l'année, les conditions économiques étant appelées à s'améliorer dans l'ensemble. On ne peut regarder les perspectives qui s'offrent aux différents produits sans conclure que 1983 ne sera pas une année prospère pour l'agriculture canadienne. Même si Ernie Boyko exposera plus tard en détails les provisions relatives aux recettes en espèces, aux dépenses et aux revenus agricoles, il ressort déjà clairement des résumés que nous venons de voir que 1983 sera une année difficile pour les agriculteurs canadiens. Heureusement, même si les perspectives pour 1983 ne sont pas bonnes, la situation à moyen terme pour les produits agricoles, décrite par Bruce Huff, s'annonce plus brillante.

Perspectives à moyen terme pour l'agriculture canadienne[1]

*H. Bruce Huff**

Les perspectives à moyen terme (1983–1987) de l'agriculture canadienne laissent place à un optimisme prudent. Selon les prévisions, le rapport prix-coût et le revenu agricole net s'amélioreront lentement mais de façon soutenue par rapport aux niveaux actuels (1982). Toutefois, le rythme de cette progression ne sera pas aussi élevé qu'au cours des dernières années, du moins pas avant 1985. Ces généralités dissimulent les écarts appréciables qui existent entre les diverses catégories de production. Dans le cas des céréales et des oléagineux, le Programme agricole des États-Unis (U.S. Farm Program) et le niveau élevé des stocks de réserve détenus par les producteurs pourraient amener une certaine stabilité, mais limiteront la hausse des prix de ces produits au moins pour les deux ou trois prochaines années. Dans le cas des bestiaux, les facteurs cycliques naturels causeront d'importantes fluctuations de l'offre. Comme les stocks de porc sont censés augmenter en 1984–1985, il pourrait en résulter une baisse des prix au cours de ces années. À cause du niveau relativement élevé des augmentations annuelles, la production de boeuf devrait diminuer jusqu'à ce qu'un revirement de situation se produise aux environs de 1986. Du côté des produits laitiers et avicoles, les perspectives de croissance du marché national sont bonnes du fait que l'augmentation des prix sera négligeable et que la demande est appelée à croître plus rapidement qu'au cours des quelques dernières années. Le secteur des produits horticoles d'importance sera vraisemblablement aux prises avec le niveau continuellement élevé des stocks nord-américains et mondiaux. En conséquence, l'augmentation des prix sera modeste.

Ces prévisions laissent toutefois planer un certain doute. En effet, le marché international a mis en marche un «moteur de croissance» en créant des débouchés pour l'expansion de la production agricole canadienne depuis le milieu des années '70. Or, la menace d'un protectionnisme accru et d'un subventionnement des exportations pointe à l'horizon. Les modalités d'application de ces politiques sont déterminantes pour les perspectives de l'agriculture canadienne.

Perspective historique

L'agriculture canadienne a connu une forte croissance des prix et du revenu net au cours de la période 1976–1980. En moyenne, les prix à la production ont augmenté de 9,9% par année, les recettes agricoles en espèces de 12,4% et le revenu agricole net de 6,2% (voir le Tableau 1). D'autre part, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 8,7%.

Le marché d'exportation a été le principal facteur à l'origine de cette expansion. La valeur annuelle des exportations agricoles a grimpé de 16,4% et celle des importations, de 12,6% entre 1976 et 1980. La hausse de la demande et des prix à l'exportation est en partie attribuable à la dévalorisation de 20% du dollar canadien par rapport à la devise américaine en 1977 et 1978. Une succession de pénuries inattendues de céréales en Union soviétique de même que la hausse ininterrompue des importations de céréales de la Chine, du Japon et d'un grand nombre de pays en développement ont également joué un rôle important à ce chapitre. La ronde de négociations du GATT à Tokyo a permis au Canada d'effectuer une percée sur les importants marchés des États-Unis, de la CEE et du Japon. Les améliorations apportées au système de transport des céréales, notamment la mise en service d'autres wagons à trémie, l'accroissement de la capacité des installations portuaires et l'Administration du transport de céréales, ont permis d'éviter les impasses fréquentes des années antérieures.

Les dépenses consacrées à l'achat d'aliments (en chiffres réels) sur le marché national ont diminué de 0,6% de 1976 à 1980, compte tenu de la montée des prix des aliments et des dépenses au titre de l'utilisation d'énergie et du service de la dette. Par ailleurs, la composition du panier à provisions et la source des produits en question ont également fut l'objet de plusieurs modifications importantes. Après une série de fléchissements rapides, la consommation d'œufs et de beurre par habitant semble s'être stabilisée. Les fabricants de produits laitiers ont approvisionné une plus grande part d'un marché des fromages de spécialité en pleine expansion. La mise en place des programmes nationaux de gestion des approvisionnements pour le poulet et le dindon a permis de limiter l'accroissement des importations de ces produits. Par

[1] Les prévisions du présent document s'inspirent des données sur les prix agricoles obtenues de plusieurs organismes américains et internationaux et des renseignements sur la situation économique générale fournis par le Conference Board du Canada. Les personnes suivantes ont collaboré à la préparation du document: Marika Németh, Vicky Cano Lamy, Pierre Cloutier et Maryse Côté.

* Directeur adjoint, recherche, Division de l'analyse des marchés des produits primaires, Agriculture Canada

TABLEAU 1. FLUCTUATIONS DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU SECTEUR AGRICOLE

Variable économique	Taux de croissance* (%)			
	1961-1970	1971-1980	1961-1980	1976-1980
Recettes agricoles en espèces	4,68	12,67	8,86	12,38
Revenu agricole net	1,42	7,91	6,64	6,19
Exportations agricoles	2,00	13,42	9,32	16,43
Importations agricoles	4,41	14,55	10,00	12,60
Commerce agricole net	N/D	9,74	7,80	27,34
Dépenses alimentaires nominales	5,79	12,68	9,69	10,86
Dépenses alimentaires corrigées en fonction de l'inflation	2,80	2,16	3,26	−0,58
Prix des aliments	3,04	10,57	6,39	11,67
Prix réels des aliments	0,05	2,11	0,95	3,01
Indice des prix des facteurs de production agricole	3,03	10,34	6,50	10,65
Dépenses agricoles	5,94	14,46	9,57	14,46
Dépenses agricoles réelles	2,90	4,12	3,07	3,81
Indice de la production agricole	2,69	2,52	2,20	0,44
Indice des prix agricoles	1,90	9,60	6,58	9,85

* Estimations obtenues à partir d'une régression semi-logarithmique LOG Y = A + B (TEMPS)

contre, la production canadienne de fruits ne répond plus qu'à 25% des besoins de la consommation comparativement à 40% au début des années '60. Au cours de la période 1976–1981, la consommation globable de viande (viandes rouges et volaille) par habitant a connu un gain de 2% tandis que celle de bœuf a diminué de 17% et celle de porc et de volaille a augmenté de 31 et 12% respectivement.

De favorable qu'il était durant la période 1976–1980, le rapport des prix et des coûts a changé d'image au cours des deux dernières années à cause d'un certain nombre de phénomènes. Citons notamment les hausses substantielles au chapitre du coût des aliments du bétail, des taux d'intérêt et des prix de l'énergie de même que les principales raisons à l'origine d'une augmentation de 13,5% de l'indice des prix des facteurs de production agricole en 1981 (comparativement à 10,7% de 1976 à 1980).

En 1981, le secteur le plus durement touché a été celui de l'élevage. La croissance lente du revenu des consommateurs et la liquidation des troupeaux de reproducteurs de bovins de boucherie ont fait fléchir considérablement les prix du bœuf et, à un degré moindre, ceux du porc. Cette situation a causé de graves difficultés financières aux engraisseurs. Bon nombre d'entre eux avaient agrandi leurs exploitations au cours des années '70 et dépendaient beaucoup du crédit à court terme offert par les institutions de prêt.

En 1982, le revenu des producteurs de céréales et d'oléagineux a diminué. Les prix ont fléchi à cause de l'abondance des récoltes mondiales, surtout en Amérique du Nord, provoquée par les hausses de prix des cinq dernières années. Le gain de productivité, la faiblesse de la demande de céréales imputable à la lenteur de l'économie, les restrictions à l'importation et la dévalorisation des devises nord-américaines sont autant de facteurs qui ont contribué à l'accumulation des stocks de report.

L'instabilité de l'agriculture canadienne, notamment au chapitre des prix et des coûts, est demeurée élevée tout au long des années '70 (voir le Tableau 2). Sur une base annuelle, les prix à la production ont augmenté de 11,1% et la production agricole, de 4,4%. Les recettes agricoles en espèces et le revenu agricole net ont enregistré des gains respectifs de 7,8 et de 20,9%. L'écart a été beaucoup plus prononcé d'un produit à l'autre.

En temps normal, l'instabilité du secteur agricole est attribuable aux fortes fluctuations de l'offre causées par des phénomènes incontrôlables comme le climat et la maladie. Ces fluctuations, combinées à l'inélasticité de la demande à la consommation, ont fait varier les prix considérablement. Par ailleurs, des variations cycliques se sont produites à cause de la lenteur du cycle biologique du boeuf à répondre aux stimulants économiques.

TABLEAU 2. TAUX DE VARIATION ANNUELLE DES FLUCTUATIONS DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES[1] DU SECTEUR AGRICOLE

Variable économique	1961-1970	1971-1980	1961-1980	1976-1980
Recettes agricoles en espèces	6,41	7,78	12,24	3,30
Revenu agricole net	12,31	20,92	20,89	6,98
Exportations agricoles	14,66	9,38	18,13	5,69
Importations agricoles	4,31	7,34	13,05	1,33
Commerce agricole net	–	33,82	–	24,20
Dépenses alimentaires nominales	0,74	3,08	8,86	0,46
Dépenses alimentaires corrigées en fonction de l'inflation	0,87	3,16	4,03	0,72
Prix des aliments	0,91	2,72	11,69	1,17
Prix réels des aliments	1,24	2,80	3,72	1,29
Indice des prix des facteurs de production agricole	1,00	3,48	11,01	2,38
Dépenses agricoles	3,61	3,24	13,71	2,48
Dépenses agricoles réelles	3,14	0,88	3,17	0,58
Indice de la production agricole	7,67	4,38	5,99	2,00
Indice des prix agricoles	2,83	11,09	13,17	3,55

[1] Les écarts par rapport aux tendances indiquées au Tableau 1, sont exprimés en unités de pourcentage des cadres quadratiques moyens.

L'agriculture a dû faire face à un nouvel élément d'instabilité au cours des quelques dernières années. Il s'agit de certains facteurs qui ont eu des répercussions sur la demande à la consommation, les marchés internationaux et les coûts de production. En 1982, le revenu disponible du consommateur a atteint son niveau le plus bas des 25 dernières années tandis que les dépenses au titre du crédit hypothécaire et de l'énergie ont augmenté sensiblement. Les fortes fluctuations des taux d'intérêt, des prix de l'énergie et des salaires ont fait varier les coûts de production. L'entreprise privée est plus vulnérable aux phénomènes comme la spécialisation et l'augmentation de l'échelle de production et, dans le cas des taux d'intérêt, comme l'accroissement du ratio de solvabilité. L'aspect commercial revêt une importance de plus en plus grande pour l'agriculture canadienne. Les variations des prix mondiaux traduisent la régularisation qu'il faut effectuer sur un pourcentage de plus en plus mince du commerce résiduel libre, l'épuisement (jusqu'à récemment) des stocks de céréales et les fluctuations considérables des taux de change entre les pays.

Ce changement d'orientation et cet élément d'instabilité ont soulevé des doutes au sujet des programmes de stabilisation en place. Ces programmes ont vu le jour dans une économie plus stable, mais en pleine expansion. Les producteurs désirent des programmes plus vastes pour compenser le surcroît de stabilité. Les gouvernements accablés de lourds déficits évaluent actuellement les implications des programmes en place en raison du risque d'une montée en flèche des dépenses.

Conjoncture économique et politique pour 1983–1987

Lorsque vient le temps d'établir la conjoncture économique et politique de l'agriculture canadienne, on suppose que les facteurs les plus déterminants seraient la langueur de l'économie et la baisse du taux d'inflation, le ralentissement de la demande extérieure et l'effet permanent des politiques et programmes de l'État.

Selon les prévisions, la croissance réelle de l'économie canadienne devrait s'améliorer lentement. La reprise devrait s'amorcer vers la fin de 1982 et s'intensifier légèrement en 1983 puis, plus rapidement par la suite.[2] Le revenu réel disponible du consommateur commencera à s'inscrire légèrement en hausse au début du deuxième semestre de 1983. La reprise économique à court terme dépend de la croissance de l'économie américaine, de la reconstitution des stocks nationaux et de l'expansion du secteur de la construction domiciliaire. Le taux d'inflation du Canada devrait fléchir rapidement au point d'afficher un recul de plus de 50% en 1984 par rapport à 1980 et 1981 et devrait se maintenir à un niveau peu élevé par la suite. Les prix des facteurs de production agricole (intérêts, énergie, salaires, etc.) augmenteront beaucoup moins rapidement qu'au cours des deux ou trois dernières années, à la faveur des restrictions sur les prix et les salaires imposées par les gouvernements fédéral et provinciaux. On prévoit que le taux de

[2] Les prévisions économiques s'inspirent des données publiées par le Conference Board du Canada, le 8 octobre 1982.

chômage demeurera élevé au cours des cinq prochaines années. Compte tenu de la baisse de l'inflation et du raffermissement de la balance commerciale, le dollar canadien devrait connaître un gain modeste par rapport à la devise américaine. En conséquence, les avantages découlant de la dévalorisation de la devise canadienne depuis 1977 ne devraient pas refaire surface au cours des cinq prochaines années. Le dollar canadien a déjà enregistré des progrès sensibles par rapport aux devises européennes et japonaise.

Les effets de la récession actuelle se sont fait sentir à l'échelle internationale. On a ainsi éprouvé le besoin d'établir des politiques favorisant le protectionnisme et l'exportation du fait que les pays adoptent des mesures commerciales pour compenser la chute des prix des produits et les stocks excédentaires. Par ailleurs, bon nombre de pays en développement ont entrepris de se constituer des réserves devant la hausse vertigineuse des remboursements de créances et du coût de l'énergie importée. À l'heure actuelle, les programmes d'exportation des excédents de céréales et de produits laitiers des États-Unis et de la CEE provoquent certains remous. En 1983, il sera possible d'adopter des programmes analogues pour d'autres produits. Ces programmes ont la vie dure même lorsque l'économie des pays en question retrouve un rythme de croissance plus normal. À la lumière de ces difficultés, on a tenu une réunion du GATT du 24 au 28 novembre 1982, au cours de laquelle les pays concernés se sont engagés de nouveau à réduire les frictions commerciales, à éviter les mesures protectionnistes, à ne pas recourir au subventionnement des exportations... et à promouvoir la libéralisation et l'expansion du commerce[3].

Les gouvernements fédéral et provinciaux sont censés poursuivre leur programme de restrictions financières[4]. Ce principe revêtera une importance particulière au cours des deux prochaines années compte tenu des lourds déficits et du surcroît de dépenses occasionnés par la situation économique actuelle. Les programmes agricoles en place devraient demeurer pratiquement inchangés.

Perspectives à moyen terme pour les produits

Céréales et oléagineux

La production céréalière mondiale a poursuivi sa lancée en réponse à la hausse appréciable des prix au cours des années '70 (11 à 15% pour le blé, le maïs et le soja aux États-Unis). Le fléchissement de la demande est imputable au ralentissement de l'activité dans le secteur de l'alimentation des bestiaux, à la hausse des taux de change nord-américains et aux mesures de contrôle des importations, qu'il a fallu adopter en raison du niveau élevé des dépenses consacrées à l'achat de produits pétroliers et des remboursements de créances sur les marchés d'expansion, c'est-à-dire les pays en voie de développement.

La demande mondiale de céréales devrait continuer d'augmenter au cours de la période 1983–1987, soit à un rythme inférieur à celui de la dernière décennie où la consommation mondiale annuelle de blé, de céréales secondaires et d'oléagineux (équivalent de tourteaux) s'est accrue de 3,2%, 2,4% et 5,2% (équivalent d'huile 4,2%) respectivement.

À court terme, le principal facteur déterminant pour le marché des céréales devrait être le programme agricole américain de 1981 (U.S. Farm program). En effet, celui-ci a entraîné une très forte accumulation des stocks de réserve détenus par les agriculteurs (1,58 milliard de boisseaux de maïs en 1981–1982) et laisse entrevoir d'autres hausses pour 1982–1983. Les prix de seuil facultatifs de ces stocks auront pour effet de limiter les augmentations à ces niveaux. En outre, une majoration du prix de soutien permettrait au programme de maintenir une marge de prix très étroite, du moins pour les 2 ou 3 prochaines années.

À cause des pressions exercées dans le but de réduire le coût de financement du programme, le volume des exportations de céréales subventionnées risque d'augmenter comme en témoignent les garanties de crédit et de prêt sans intérêt offertes par le nouveau programme triennal de 1 milliard de dollars des États-Unis. Il en résulterait une baisse des prix mondiaux.

Malgré la perspective d'un fléchissement des prix à court terme, un certain nombre de facteurs fondamentaux devraient favoriser une croissance de la demande à moyen terme. Citons notamment: la reprise économique à l'échelle mondiale, l'intensification de l'activité du secteur de l'alimentation des bestiaux (surtout en Amérique du Nord) et la croissance soutenue de la demande de viande dans un grand nombre de pays. En conséquence, on prévoit une augmentation des prix mondiaux à moyen terme, soit

[3] Projet de déclaration de conférence, session ministérielle du GATT, du 24 au 28 novembre 1982.

[4] Cité comme le premier principe fondamental de gestion économique, lequel stipule ce qui suit: «Nous devons continuer d'insister sur la restriction des dépenses gouvernementales»; tiré de l'exposé sur la perspective économique et la situation financière du gouvernement du Canada, présenté par le Ministre des Finances le 27 octobre 1982.

après 1983. Les prix mondiaux, qui déterminent les prix canadiens, ont été obtenus à l'aide d'un modèle de prévision synthétique.

Au cours de la période 1983–1987, les prix annuels moyens du blé, de l'orge et du colza devraient augmenter de 6%, 8% et 8% respectivement au Canada (Tableau 3). En partant de ces estimations, on prévoit que la superficie totale ensemencée en céréales et en oléagineux au Canada s'accroîtra à un rythme annuel de 0,2% tandis que les emblavures de blé devraient diminuer de 0,2%, de céréales secondaires augmenter de 1,4% et d'oléagineux diminuer de 2,1%. Compte tenu de l'évolution des rendements à ce jour, la production totale de blé devrait connaître un gain annuel de 1% comparativement à un gain de 3% pour celle de céréales secondaires et à une baisse de 1,4% pour celle d'oléagineux.

TABLEAU 3. PRÉVISIONS DU TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE 1983–1987

	Blé	Céréales secondaires	Oléagineux
		(pourcentage)	
Prix	6	8	8
Superficie	−0,2	1,4	−2,1
Rendement	1,2	1,6	0,8
Production	1,0	3,0	−1,4
Consommation intérieure	0,9	3,3	
Exportations possibles	1,0	2,3	

D'après les estimations au chapitre du revenu du consommateur, de la croissance démographique et des productions animales, la consommation intérieure de blé et de céréales secondaires devrait croître au rythme annuel de 0,9 et de 3,3% respectivement[5].

En supposant que les stocks demeurent au même niveau, le volume d'exportation du blé augmenterait de 1% et celui des céréales secondaires, de 2,3%.

Bestiaux (bœuf et porc)

La production de bœuf de 1982 accusera un recul d'environ 9% sur le sommet atteint en 1977. La reconstitution du cheptel de reproduction, qui s'est amorcée en 1980, a subi un autre revirement en 1982. Après avoir connu une montée rapide en 1978 et 1979, les prix du bœuf sont demeurés pratiquement inchangés au cours des trois années suivantes en regard d'une hausse de 3 et de 4% de la production en 1980 et 1981 respectivement, de la faible demande à la consommation (surtout en 1982) et de la baisse des prix du porc en 1979 et 1980. La stabilité des prix du bœuf combinée à la hausse du coût des aliments du bétail et des frais d'endettement a contribué à réduire la marge de profit des exploitants de porcs d'engraissement ainsi que les prix de seuil des bovins d'engrais. La baisse du prix desveaux n'a certes pas incité les producteurs à reconstituer leurs troupeaux. La sécheresse qui a sévi en Australie a entraîné une augmentation des abattages de vaches cette année. En conséquence, les exportations de bœuf à destination du Canada se sont accrues et les prix ont fléchi davantage.

Lorsque l'économie nord-américaine commencera à se redresser en 1983, la situation des prix et la rentabilité s'amélioreront dans le secteur du bœuf, surtout si l'on tient compte de la baisse du coût des aliments du bétail et des intérêts. Cette nouvelle conjoncture favorisera la reconstitution du cheptel dans une certaine mesure, probablement à compter de 1984, et aura pour effet de réduire la production de bœuf pour la majeure partie de la période 1984–1987 étant donné que les éleveurs se gardent d'envoyer leurs sujets femelles à l'abattage. Comme les prix du bœuf sont déterminés principalement par la situation régnant sur le marché américain, l'augmentation annuelle des prix au Canada devrait s'établir à 9% au cours de la période 1983–1987, soit un rythme d'environ 3% supérieur à celui de l'inflation (Tableau 4). D'ici à 1987, le cheptel de vaches et la production devraient se situer à 88 et 94% des sommets atteints en 1975 et 1977 respectivement.

TABLEAU 4. PRÉVISIONS DU TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE 1983–1987

	Bœuf	Porc
	(pourcentage)	
Prix	9	5
Consommation	1,3	1,5
Production	0,8	0,6

De 1976 à 1980, la production de porc a enregistré un gain annuel d'environ 15% et s'est maintenue à peu près à ce niveau depuis. À l'heure actuelle, les exportations nettes représentent près de 20% de la production. Au milieu des années '70, le Canada était un importateur net de porc.

Le niveau élevé des prix du porc depuis le printemps dernier et la baisse du coût des aliments du bétail devraient stimuler la production au cours du deuxième semestre de 1983, tendance qui devrait se

[5] Ceci devrait engendrer une augmentation des exportations de blé et de céréales secondaires de l'ordre de 28 à 29 millions de tonnes en 1987.

poursuivre jusqu'au début de 1985. Le redressement de l'économie nord-américaine et la hausse des côtes de bœuf contribueront à maintenir les prix, à condition de conserver les mêmes débouchés à l'exportation. On prévoit un fléchissement de la production et une montée des prix pour 1986 et 1987.

La hausse annuelle moyenne des prix devrait s'établir à 5%, soit un peu moins que le taux d'inflation. Les proportions varieront sensiblement d'une année à l'autre: on prévoit une faible augmentation de 1983–1984 suivie d'une forte augmentation en 1986–1987. La production devrait augmenter de 0,6% par année et dépasser ce rythme en 1984–1985. Le faible taux d'augmentation laisse présager une baisse de la production en 1986–1987.

Secteurs laitier et avicole

Les deux secteurs devraient connaître une hausse mitigée des prix au cours des deux prochaines années. La baisse du prix des céréales et des taux d'intérêt de même que le déclin de l'inflation contribueront à ralentir les tendances à la hausse révélées par la formule de calcul des coûts de production. De concert avec le redressement de l'économie, ces facteurs devrait stimuler la consommation plus rapidement qu'auparavant. Selon les prévisions, le prix d'objectif du lait de transformation augmentera de 7% et le prix à la production moyen des volailles et des œufs, de 6% par année (Tableau 5). On ne prévoit pas de baisse au niveau de la consommation de produits laitiers par habitant, un changement important par rapport aux deux dernières décennies.

TABLEAU 5. PRÉVISIONS DU TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE 1983–1987

	Produits laitiers	Volaille et œufs
	(pourcentage)	
Prix	7	6
Consommation	1,0	1,5

Horticulture

La consommation nationale de fruits importés devrait continuer de s'accroître au cours de la période 1983–1987. Les prix des fruits augmenteront probablement à un rythme de 1 à 2% inférieur à celui de l'inflation étant donné que la croissance des stocks mondiaux a été plus rapide que celle de la demande (Tableau 6). Pour les mêmes raisons, les prix des légumes et du tabac sont appelés à croître à un niveau inférieur à l'inflation. La consommation pourrait dépasser la production, abaissant ainsi le rapport d'auto-suffisance pour le Canada.

TABLEAU 6. PRÉVISIONS DU TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE 1983–1987

	Fruits	Légumes
	(pourcentage)	
Prix	5	4
Consommation	2,6	2,0
Production	0,6	0,9

Résumé et implications

On prévoit que les prix de détail des aliments augmenteront de 6% au cours de la période 1983–1987, soit beaucoup moins rapidement par rapport à 1978–1981 (Tableau 7). Après 1983–1984, il est possible que la hausse des prix des aliments dépasse celle des prix des autres produits de 1 ou 2%. Les augmentations les plus fortes devraient se manifester dans les secteurs du bœuf, du sucre, des corps gras et des huiles et les plus faibles, du côté des fruits et légumes et du porc.

TABLEAU 7. PRÉVISIONS DU TAUX MOYEN DE CROISSANCE ANNUELLE 1983–1987

Produits	Prix des aliments au détail
	(pourcentage)
Bœuf	8
Porc	5
Volaille	7
Produits laitiers	7
Produits céréaliers et de boulangerie	7
Légumes	5
Fruits	5
Tous les aliments	6

Le revenu agricole (calculé à partir des recettes en espèces) devrait progresser à un rythme plus lent qu'au cours des dernières années. D'autre part, l'augmentation des prix à la production sera peu élevée en moyenne. Ce facteur, combiné aux faibles revenus de 1982–1983, n'est certes pas de nature à stimuler le secteur agricole, en particulier les productions végétales. En outre, la longueur du cycle biologique du bœuf aura pour effet de limiter les stocks de bestiaux. En conséquence, le rythme annuel de croissance de la production agricole sera lent et devrait s'établir aux environs de 2,5% comme le veut la tradition.

Le ralentissement de la hausse des prix des aliments et l'accroissement du revenu du consommateur laissent présager une augmentation des dépenses alimentaires. Partant de cela, on peut s'attendre à une expansion limitée du commerce agricole étant donné que la production augmente lentement et que la consommation intérieure s'accroît. En outre, la possibilité d'une prolongation du malaise économique des autres pays, l'intensification de la promotion des exportations par les concurrents, les restrictions imposées par de nombreux pays au chapitre de l'importation et le raffermissement du dollar sont autant de facteurs qui contribueront à faire baisser la demande de produits agricoles canadiens.

Néanmoins, les planificateurs des secteurs public et privé doivent se tourner vers l'avenir et préparer le terrain en prévision des débouchés prévus pour le milieu des années '80 et cela, malgré les difficultés qui ne manqueront pas de survenir en 1983, notamment dans le secteur des productions végétales.

Perspectives du revenu agricole

*E. Boyko**

Je voudrais aujourd'hui vous dire, de façon générale, comment nos analystes voient les revenus de la production agricole et des activités de commercialisation pour 1982. Je poursuivrai ensuite cette analyse en l'appliquant à l'année à venir.

Les principaux éléments du revenu agricole sont les recettes agricoles en espèces, soit ce que les agriculteurs vendent aux autres secteurs, les dépenses agricoles ou ce qu'ils achètent, le solde étant le revenu net réalisé.

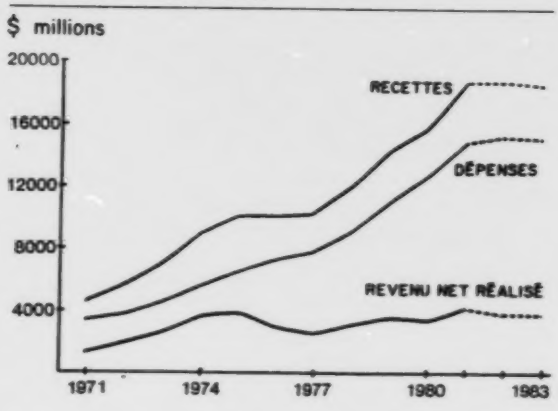
Nous prévoyons qu'en 1982 les recettes agricoles en espèces évolueront peu par rapport à 1981. Vous n'en serez peut-être pas surpris alors que vous serez probablement étonnés d'apprendre que nous projetons une modération des dépenses agricoles. Celles-ci devraient atteindre, en 1982, $15,2 milliards: une augmentation de 2 à 3%.

Quant au revenu net réalisé, il devrait diminuer d'un peu plus de 9%, pour descendre à $3,8 milliards.

Vous verrez à la Figure 1 comment ces variables se sont comportées depuis 1971. La courbe supérieure de la figure illustre l'évolution des recettes agricoles en espèces. Vous constaterez que les valeurs portées sur cette courbe ont augmenté pendant toute la décennie et que nous prévoyons assez peu de changement pour 1982.

La seconde courbe, celle des dépenses, a également été ascendante pendant cette période. Ces dépenses ont même augmenté sensiblement depuis 1977, mais nous croyons que ces augmentations vont ralentir maintenant.

FIGURE 1. CANADA



Le revenu net réalisé, ou la troisième courbe, a subi une évolution assez instable et nous nous attendons à une diminution de 9% pour 1982.

À la conférence de l'année dernière, nous prévoyions une diminution de 15% du revenu net que nous avons dû mettre à jour en juillet 1982 en rajustant notre tir à 17%. Quand on connaît la nature du secteur agricole, qu'on a vu l'année que nous venons de vivre, nous ne sommes pas trop mécontents de notre performance. Les principales différences entre ces chiffres et nos prévisions précédentes s'expliquent par les hypothèses que nous avons faites sur l'évolution du prix du bétail et des dépenses en intérêts.

Nous nous apercevons maintenant, en retard bien sûr, que les coûts du bœuf cet été ont chuté à l'automne et que nous n'avions pas prévu complètement la diminution des taux d'intérêt.

Le montant des recettes agricoles en espèces et des dépenses étant assez élevé par rapport au revenu net, une erreur assez faible peut se traduire par des écarts importants dans le résultat du revenu net.

Les cultures en 1982

Près de la moitié des recettes agricoles en espèces sont générées par les cultures. Au Canada, la plus importante est le blé et les recettes qui lui sont imputables ont diminué de 10% l'année dernière. Les quantités mises en marché ont augmenté, mais les prix versés ont, eux, diminué. De plus, à cause de la diminution du prix du blé sur les marchés internationaux, les paiements de la Commission canadienne du blé de 1982 ont été sensiblement inférieurs à ceux de 1981.

Les céréales secondaires ont connu une situation comparable. C'est pourquoi on a enregistré pour elles une diminution des recettes de 4%.

Les recettes d'oléagineux ont également diminué de 9%. La production de colza a diminué au cours des deux dernières années, limitant ainsi les mises en marché. Un autre facteur est venu s'y ajouter, d'octobre à décembre 1982: la qualité relativement faible de la récolte, qui a exercé des pressions à la baisse sur les prix.

Quant aux fruits et aux légumes, le fait marquant de l'année a trait aux pommes de terre. Leur production a augmenté, ce qui a fait chuter sensiblement les prix. L'augmentation des recettes pour les autres produits horticoles a équilibré ces diminutions et permis d'avoir, pour cette catégorie, une augmentation des recettes de 10%.

De façon générale, les recettes provenant de la vente de céréales ont diminué de 4%.

* Ernie Boyko, directeur, Division de la statistique agricole, Statistique Canada.

Bétail et produits d'origine animale en 1982

On s'attend à ce que les recettes du bétail et des produits d'origine animale augmentent de 5% en 1982. Ces recettes comptent pour environ 51% du total des recettes agricoles en espèces.

Les recettes totales provenant de la vente des veaux et des bovins devraient diminuer de 1%. Si le nombre de bovins abattus a augmenté, le poids moyen des carcasses a diminué à peu près dans les mêmes proportions. On peut même dire que l'augmentation des quantités de vaches abattues a contribué à réduire les prix moyens à la ferme.

En 1982, les porcs, eux, ont connu une meilleure année. Leur production a diminué d'environ 3%, mais les prix ont plus que compensé cette diminution. On s'attend, pour l'ensemble, à une augmentation de 20% des recettes dues aux porcs.

Les recettes provenant de la vente des produits laitiers ont tendance à être plus stables que celles provenant des bovins et des porcs. On s'attend à une augmentation de 9% qui s'explique surtout par l'augmentation des prix.

Enfin, en ce qui concerne la volaille et les œufs, nous prévoyons une légère diminution. La réduction des coûts de production s'est répercutée sur les prix payés aux producteurs et a entraîné une légère diminution des recettes.

On prévoit que pour l'ensemble du bétail les recettes augmenteront de 5%.

Les dépenses en 1982

Notre analyse révèle que les dépenses agricoles ont augmenté beaucoup moins en 1982 qu'au cours des années passées. Nous prévoyons une augmentation de 3%. Cela a de quoi surprendre et nous a incités à revoir notre analyse attentivement.

On peut se demander: «Comment les dépenses agricoles peuvent-elles ne pas avoir augmenté de plus de 3% quand nous savons tous comment les prix ont augmenté?» Et bien, notre analyse révèle que ce ne sont pas tous les prix qui ont augmenté et que même certains ont diminué. Nous savons également que les agriculteurs n'exploitent pas leurs entreprises pour perdre de l'argent et qu'il est possible, grâce à une gestion attentive, de réduire les dépenses, surtout pour une courte période.

Les frais d'intérêt sont, avec $2,2 milliards, le deuxième poste en importance pour ce qui est des dépenses des agriculteurs canadiens. En 1981, ce poste était le plus important. Nous prévoyons une diminution d'environ 2% et nous la justifions par le fait que les taux d'intérêt ont diminué, ainsi que les demandes de crédit.

Quant aux coûts totaux de la machinerie, nous prévoyons qu'ils augmenteront de 15%. Ces coûts comprennent le carburant, les pièces détachées et les réparations ainsi que d'autres coûts variables, mais les coûts d'acquisition de la machinerie n'en font pas partie. Le poste carburant augmentera beaucoup plus que celui des réparations. Le carburant a en effet augmenté d'environ 24%, alors que le coût des réparations et des pièces n'a augmenté que de 6%.

Dans l'ensemble, les coûts des engrais devraient diminuer en 1982. Leurs prix ont diminué dans l'Ouest alors que les quantités utilisées semblent avoir été constantes. Quand on sait que plus de la moitié des recettes agricoles en espèces proviennent du bétail et des produits d'origine animale, on n'est pas surpris de constater que les aliments du bétail représentent un coût important pour les agriculteurs. Les prix des céréales fourragères ont diminué en 1982. Il faut avoir conscience que ce n'est là qu'un aspect de ce qu'on appelle les aliments préparés du bétail. Cela n'empêche qu'une légère évolution peut avoir des conséquences assez importantes sur les dépenses totales et le revenu net. On s'attend à ce que les coûts des aliments du bétail diminuent de 4%.

Les recettes en espèces étant à peu près inchangées et les dépenses augmentant légèrement, nous en concluons que le revenu net réalisé devrait diminuer d'environ 9% en 1982.

Quant à en déduire ce que cela signifiera pour chaque exploitation agricole prise isolément, cela dépend de sa taille, de sa région et du type de sa production. Les résultats du recensement de l'agriculture de 1981, rendus publics plus tôt cette année, nous montrent comment la taille d'une exploitation influe sur les recettes des producteurs. On y remarque également qu'environ un quart des exploitations agricoles canadiennes ont des ventes agricoles brutes inférieures à $5000.

Par contre, près de 75% des ventes totales de l'agriculture sont le fait de 25% des exploitations. Rentrent dans ce groupe toutes les exploitations dont les ventes agricoles brutes sont supérieures à $50 000 par année.

Perspectives pour 1983

On prévoit assez peu de changements pour les recettes agricoles en espèces en 1983, soit une autre légère diminution des dépenses et assez peu de changement du revenu net réalisé. Quand on connaît la performance de l'agriculture au cours de la dernière décennie, cela est assez surprenant. C'est pourquoi on trouvera ci-dessous les principales hypothèses qui ont permis d'arriver à ces projections pour 1983.

Recettes agricoles en espèces

On ne prévoit pas que les prix à la ferme pour les principaux produits dont le blé, les céréales fourragères, le bétail, le porc et la volaille bougent beaucoup au cours de l'année à venir.

Les réserves de céréales sont importantes et il sera possible d'augmenter les ventes. Ce sera un défi pour le secteur agricole de voir quelle quantité de cette récolte peut être transportée et vendue. On s'attend, bien évidemment, à ce que les prix des céréales fourragères continuent à rester faibles au moins jusqu'à l'automne prochain.

Des prix plus faibles pour les céréales fourragères pourraient inciter à alimenter davantage les animaux dans le secteur du bétail. Alors qu'il est possible qu'il y ait moins de bovins destinés à l'abattage sur les fermes, on peut s'attendre à ce qu'ils atteignent des poids plus élevés. De façon générale, étant donné l'augmentation du nombre de bouvillons par rapport aux génisses destinés à l'abattage, les prix à la ferme devraient augmenter.

En ce qui concerne le porc, nous regrettons de ne pas disposer du rapport de décembre du ministère fédéral de l'Agriculture des États-Unis. Cependant, la production porcine devrait augmenter l'année prochaine. Quant à l'importance de cette augmentation, c'est actuellement l'objet d'un débat important.

Dans le domaine des produits laitiers, nous prévoyons assez peu de changements importants: peut-être quelques petits ajustements dans les prix et les quantités produites pour s'adapter aux besoins du marché.

En résumé, nous prévoyons une légère diminution des recettes agricoles en espèces.

Dépenses

Nous prévoyons également une réduction des dépenses agricoles. La dernière diminution des dépenses agricoles, pour l'ensemble du Canada, remonte à 1957 et auparavant il faut remonter encore plus loin, soit avant la Seconde Guerre mondiale. Faire des prévisions pour des époques de changement dans le secteur agricole s'avère difficile et nous avons eu beaucoup de mal à mettre au point les prévisions de revenus pour cette année.

Nous nous attendons à une diminution des dépenses à 1 à 2% pour un total d'environ $15 milliards.

Les prix des aliments du bétail sont assez faibles et on pourrait enregistrer une tendance des agriculteurs à utiliser leurs propres aliments au lieu d'en acheter tout préparés.

Les frais d'intérêt devraient être plus faibles en 1983 qu'en 1982.

Les prix de l'énergie ont augmenté rapidement au cours des deux dernières années, mais les augmentations devraient être plus modérées en 1983.

Cela aura, bien sûr, également des conséquences sur les coûts des engrais et des produits chimiques.

Enfin, les achats de machinerie neuve ayant ralenti, les frais d'amortissement devraient aussi diminuer.

Nous en concluons donc, d'après la situation actuelle, que nous assisterons en 1983 à une légère diminution du revenu net agricole.

Les personnes qui auront recours à ces prévisions doivent savoir que nous sommes assez flexibles pour les réviser. La légère diminution de 1% du revenu net que nous avons prévue pourrait fort bien devenir une légère augmentation, ou diminuer davantage, en fonction de l'évolution de nos hypothèses.

Une diminution de $100 millions est inférieure à notre marge d'erreur normale. Il faut également attirer l'attention sur le fait que, depuis que nous avons préparé ces projections, les gouvernements provinciaux ont annoncé la mise en place de programmes pour répondre à leurs propres besoins. Nous n'avons pas pu deviner tout ce qui allait se passer dans ce domaine.

Les implications des perspectives agricoles

*Brian B. Perkins**

Il est approprié que mon exposé et celui de Ernie Boyko soient regroupés dans l'ordre du jour de la Conférence, puisque nos deux Ministères collaborent étroitement à la préparation des perspectives sur le revenu agricole.

En dépit de la baisse de 9–10% dans les prévisions de revenu net agricole réalisé en 1982, pour l'ensemble de l'agriculture canadienne, comme nous l'a exposé M. Boyko, il n'en sera pas de même pour toutes les régions en raison des différences sur le plan de la production et des marchés agricoles. Par exemple, au Québec et en Colombie-Britannique, le revenu agricole net réalisé en 1982 doit progresser: au Québec, parce que le marché des porcs est plus favorable et en Colombie-Britannique, parce que les produits laitiers et avicoles occupent une place importante dans le calcul du revenu agricole net. Les autres régions devraient accuser des baisses de revenu, la région de l'Atlantique enregistrant dans l'ensemble la pire diminution (27%), en raison de la production de pommes de terre et de la situation du marché.

On observe des variations correspondantes au chapitre du revenu agricole net réalisé par divers types d'exploitations. Le revenu agricole net des producteurs de pommes de terre, qui se trouvent principalement dans la région de l'Atlantique, devrait connaître un recul de 28% par rapport à 1981. À cause de la faiblesse de la demande mondiale de céréales, qui fera baisser les prix de céréales et les paiements de la Commission canadienne du blé, et des hausses des frais d'exploitation, le revenu agricole net réalisé par les céréaliculteurs des Prairies fléchira probablement d'environ 21%. Par contre, il semble que les éleveurs de porcs seront enfin favorisés en 1983 après avoir enregistré des bas revenus pendant plusieurs années. Les éleveurs de bovins, cependant, continuent d'être mal en point malgré la faiblesse des prix des céréales fourragères. En général, le revenu agricole net réalisé par les agriculteurs produisant des denrées régies par des plans nationaux de gestion des approvisionnements devrait augmenter; en effet, on prévoit un relèvement de revenu de 12% pour les producteurs laitiers et d'un peu plus de 2% pour les aviculteurs, comparativement à 1981.

En raison de l'affaiblissement général des revenus agricoles en 1982, la situation financière de la plupart des exploitations s'est détériorée. La tension financière a abouti à une augmentation marquée du nombre de faillites, de saisies d'hypothèques et de comptes en retard. Cependant, il ne faut pas amplifier les problèmes financiers de l'industrie. D'après les sources d'information disponibles, il semble que la grande majorité des agriculteurs aient l'intention de garder leur exploitation et peu d'entre eux craignent d'avoir de la difficulté à obtenir l'an prochain le crédit nécessaire à l'exploitation de leur entreprise et à leurs investissements. Néanmoins, bon nombre d'exploitants très endettés qui ont accusé une baisse de revenu en 1982 ont dû prendre des mesures pour éviter des faillites financières: la plupart ont contracté des emprunts supplémentaires, mais il y en a aussi qui ont modifié leurs activités de production, ont réduit leurs achats de facteurs de production, ont occupé un emploi à l'extérieur et, au besoin, ont effectué une liquidation partielle de leur entreprise.

Les liquidations effectuées en périodes de taux d'intérêt élevés et de revenus agricoles languissants ont pour effet d'abaisser les prix des terres agricoles. Il n'y a pas toutefois assez de transactions pour qu'on se fonde sur les prix du marché actuels pour connaître la valeur réelle des terres; en outre, il y a des écarts considérables d'une région à l'autre. Néanmoins, on peut affirmer que dans certaines régions, les prix d'achat en 1982 affichent des reculs aussi prononcés que 15 ou 20% en regard de 1981. Le fléchissement de la valeur des terres agricoles constitue une source de grande inquiétude, puisqu'il pourrait y avoir une forte réduction de la disponibilité de crédit si la valeur des terres poursuit sa dégringolade. En outre, cette situation privera les agriculteurs des gains en capital sur la vente de leurs terres qui pendant de nombreuses années leur ont permis de s'enrichir et de s'assurer une source fiable de revenu en prévision de leur retraite.

En ce qui a trait aux perspectives pour 1983, le revenu agricole net réalisé devrait s'améliorer dans toutes les régions, sauf dans les Prairies. En effet, dans cette partie du pays, il fléchira car on s'attend que les recettes provenant de la vente des céréales poursuivent leur chute.

L'amélioration de la situation des marchés de bestiaux, associée à un relâchement graduel des tensions inflationnistes des principaux facteurs de production, pourrait faire grimper le revenu agricole net réalisé de tous les éleveurs de bestiaux. Cette hausse, cependant, sera amplement contrebalancée par la diminution soutenue des revenus agricoles nets réalisés par les céréaliculteurs, ce qui causera une baisse généralisée, mais légère, de la moyenne canadienne. Les revenus nets des producteurs de pommes de terre devraient régresser de nouveau en 1983, mais le recul sera faible.

* M. Perkins est directeur général de la Direction de la politique de développement de la Direction générale du développement régional d'Agriculture Canada.

Après 1983, le lent redressement que devrait connaître l'économie mondiale actuellement mal en point, influera sur l'agriculture canadienne. La croissance à pas de tortue et incertaine des marchés agricoles mondiaux provoquera une vive concurrence entre les pays exportateurs et, éventuellement, accentuera le protectionnisme de la part des pays importateurs. Bien que l'on puisse prévoir une baisse considérable de l'inflation et des taux d'intérêt en 1983, il est plus difficile de voir clair dans les perspectives à long terme. Si la croissance annuelle de 4% du PNB que prévoit le Conference Board se concrétise, le march intérieur contribuera au redressement économique de l'agriculture, en dépit des taux de chômage élevés.

Néanmoins, on s'attend que l'allure des marchés mondiaux limite les hausses de prix des produits agricoles. Dans ces circonstances, c'est la régularisation des coûts qui permettra de rentabiliser la production. Si les prix de l'énergie continuent d'être élevés, on tendra davantage à économiser et à remplacer les carburants et on se souciera encore plus de la rentabilité dans l'application des engrais et des produits chimiques. Les risques inhérents aux taux d'intérêt flottants encourageront les producteurs à réduire leur endettement dans la mesure du possible, et les emprunts contractés serviront plus à renflouer les producteurs en liquidités qu'à stimuler la rentabilité à long terme des exploitations. Par exemple, les agriculteurs chercheront à prolonger le cycle de remplacement des machines en les entretenant bien et en les réparant au besoin. L'implantation de machines et de matériel agricoles exigeant moins de main-d'œuvre sera peut-être moins rapide, car on prévoit des hauts taux de chômage et, partant, un ralentissement de la progression des salaires agricoles.

L'évolution que connaît actuellement la situation financière du secteur agricole aura des répercussions considérables sur sa structure à venir. L'agriculteur moyen des années 80 est plus endetté que ses prédécesseurs et doit payer des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. Le ration d'endettement (revenu net réalisé), qui traduit le fardeau de la dette sur les revenus agricoles, est passé de 3:1 au début des années 70 à 5:1 aux premières années de la présente décennie. En outre, la liquidité des agriculteurs est à la baisse, en raison de la proportion croissante d'actif à long terme et de passif à court terme. Par-dessus tout ça, les perspectives d'instabilité des marchés internationaux, des capitaux et des produits viennent amplifier les risques financiers du métier d'agriculteur.

Les changements structuraux qui découleront de cette nouvelle situation financière pourraient prendre plusieurs formes. La principale conséquence sera l'atténuation de l'aptitude à faire face à des pertes financières, ce qui provoquera une aversion pour le risque. Les agriculteurs voudront réduire les risques, notamment en délaissant le principe des exploitations géantes, en raison des millions de dollars en investissements qu'elles exigent, et mettront moins l'accent sur la spécialisation de la production. Les modes de faire-valoir pourraient aussi changer; en effet, les agriculteurs préféreront louer des terres plutôt que de les acheter, et pratiquer le métayage plutôt que l'affermage, cherchant ainsi à réduire les risques inhérents à leurs productions. La création de sociétés en nom collectif, de coopératives et de sociétés d'agriculteurs par actions pourrait favoriser le partage des risques et stimuler le financement par actions.

L'alourdissement du fardeau de la dette dans les années 80, conjugué à l'instabilité des marchés agricoles, aura probablement pour effet de réduire le nombre de nouveaux-venus en agriculture. Il est évident qu'il faudra intensifier la recherche sur les changements structuraux dans le secteur agricole.

Les prévisions de croissance lente du revenu agricole et les changements structuraux auront une incidence sur l'essor de la productivité et le rendement général de l'agriculture canadienne. D'après une étude effectuée récemment pour le compte d'Agriculture Canada, la productivité globale des facteurs de production dans l'agriculture canadienne a continué de grimper durant les années 70, mais à un taux beaucoup plus faible que dans les années 60. Il reste à voir si la croissance de la productivité s'accélerera au cours de la présente décennie. Le climat incertain des investissements et les contraintes susceptibles de peser sur les programmes de développement agricole sont actuellement deux sources d'inquiétude pour les intéressés.

FIGURE 1. REVENU NET RÉALISÉ EN 1982 PAR RÉGION, COMPARATIVEMENT À 1981

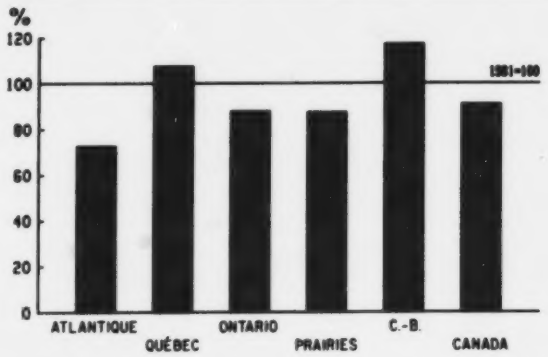


FIGURE 2. REVENU NET RÉALISÉ EN 1982 SELON LE TYPE D'EXPLOITATION, COMPARATIVEMENT À 1981

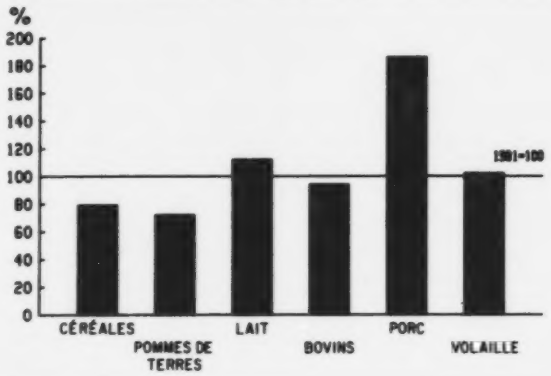


FIGURE 3. REVENU NET RÉALISÉ EN 1983 PAR RÉGION, COMPARATIVEMENT À 1982

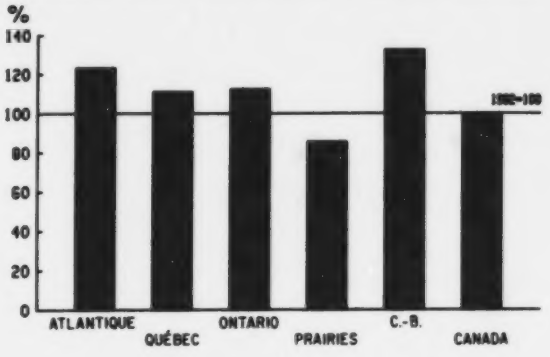
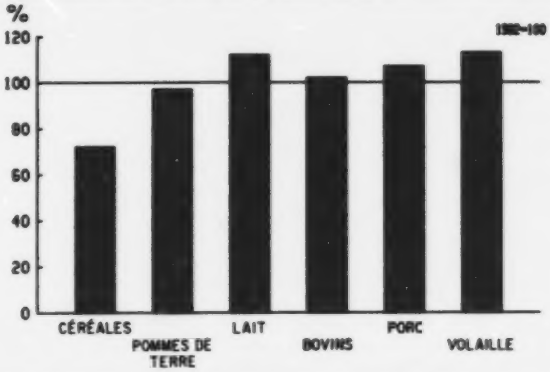


FIGURE 4. REVENU NET RÉALISÉ EN 1983 SELON LE TYPE D'EXPLOITATION, COMPARATIVEMENT À 1982



Prix des aliments

Brian Davey

À la conférence de l'an dernier, Agriculture Canada prévoyait que les prix de détail des aliments au Canada augmenteraient de 8 à 10% en 1982. Il semble que la progression réelle, qui devrait être relativement modeste, se situera dans la partie inférieure de cette fourchette et que cette tendance se maintiendra en 1983.

Mon exposé se divisera en trois parties. Premièrement, j'essaierai de brosser un court tableau de l'évolution des prix des aliments au Canada en 1982, en cernant les principales causes des fluctuations de prix que nous avons connues au cours de l'année. Deuxièmement, je me pencherai sur les diverses hypothèses sousjacentes aux perspectives des prix de détail des aliments pour l'année prochaine. Finalement, je vous présenterai nos prévisions pour 1983.

Vous pourrez vous renseigner davantage sur le sujet dans le numéro de décembre 1982 de la *Revue du marché alimentaire*.

Les prix des aliments en 1982

D'après l'indice des prix à la consommation, il semble que l'augmentation des prix de détail des aliments se situera en moyenne légèrement en dessous de 8% par rapport à 1981. Les prix des aliments achetés aux magasins ont gonflé d'environ 7%, alors que ceux des aliments achetés aux restaurants se sont accrus de 10%. Il s'agit en fait de la plus faible augmentation depuis plusieurs années et de la première fois depuis 1977 que les cours des aliments enregistrent une majoration de moins de 10%. En outre, ceux-ci ont progressé moins que la moyenne des prix des autres biens et services en 1982; en effet, les prix des aliments ont grimpé de moins de 8% en 1982 comparativement au taux prévue de 10,7% du Conference Board of Canada pour l'indice global des prix à la consommation.

TAUX DE VARIATION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

	Prix des aliments	Indice global
1977	8,4	8,0
1978	15,5	8,9
1979	13,2	9,1
1980	10,7	10,2
1981	11,4	12,5
1982	7,6	10,7

J'aimerais maintenant analyser brièvement, par trimestre, l'année qui vient de s'écouler. Au cours du premier trimestre, les prix des aliments ont grimpé de 1,9% par rapport au dernier trimestre de 1981 et étaient en hausse de 6,3% sur le premier trimestre de cette année. Au cours de cette période, les prix des fruits et des légumes frais se sont accrus considérablement, en raison surtout du gel en Floride qui a fortement réduit les envois de légumes à salade et d'agrumes au Canada.

D'importantes majorations de prix en mai et en juin ont entraîné une montée des prix des aliments de 4,1% au cours du deuxième trimestre de 1982; comparativement au même trimestre en 1981, ils ont progressé de 8,1%. Ce sont les prix des fruit frais, du porc et du boeuf qui ont connu les plus fortes augmentations en raison de la réduction des approvisionnements et d'une baisse d'environ 3% de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Bon nombre de ces facteurs de hausse se sont dissipés au cours du troisième trimestre. En effet, la devise canadienne a gagné 4,2 cents sur le dollar américain, passant de 76,8 c. US en juin à 81 c. en septembre; les taux d'intérêt ont baissé; les approvisionnements de bœuf se sont accrus et les prix des bovins ont chuté sur les marchés nord-américains; enfin, il y avait des disponibilités abondantes de légumes de production intérieure partout au Canada. Par conséquent, au troisième trimestre, les prix n'ont connu qu'une hausse de 1,9% par rapport au trimestre précédent et dépassaient de 7,5% les niveaux de 1981. Pendant le dernier trimestre, les fluctuations de prix mensuelles devraient être très faibles. En octobre 1982, par exemple, les prix des aliments ont baissé de 0,3% par rapport à septembre et n'étaient que 6,5% supérieurs à ceux d'octobre 1981.

La vente au détail des aliments

Je vous parlerai dans quelques instants du Programme fédéral des 6 et 5% qui a été annoncé en 1982. J'aimerais auparavant prendre quelques minutes pour vous entretenir de certains facteurs récents qui ont influé sur la tendance des prix de détail des aliments.

Premièrement, nous avons assisté à une restructuration des supermarchés classiques. Dans l'Est et le Centre du Canada, des magasins-entrepôts, comme on les appelle, ont ouvert leurs portes. Pour ce faire, on a transformé des magasins déjà en place ou on a

inauguré de nouveaux établissements. Les magasins-entrepôts offrent généralement les principaux produits qu'on retrouve dans les supermarchés classiques, mais peuvent couper davantage les prix en offrant une moins grande variété de produits et en minimisant les services au public. Dans l'Ouest, on a surtout cherché à augmenter le nombre d'épiceries à rabais, qui vendent moins d'articles que les supermarchés classiques. Dans les deux cas, on visait à accroître le taux de rotation des articles et à réduire les coûts de main-d'œuvre, ce qui permettrait de vendre les biens à des prix inférieurs à ceux des supermarchés habituels.

Deuxièmement, vers la fin de 1981, et au début de 1982, des détaillants d'aliments de plusieurs villes, dont Ottawa, Toronto et Winnipeg, se sont livrés des «guerres de prix» en vue d'accroître leurs ventes et leur part du marché. Durant ces «guerres», ils ont réduit le prix de certains produits de base comme le pain, le beurre, les oeufs, le lait et le sucre. La durée de ces guerres a varié d'une ville à l'autre, mais elles ont pris fin aussi soudainement qu'elles avaient commencé et les prix sont revenus à leur niveau d'auparavant.

Facteurs influant sur le prix des aliments en 1983

C'est tout pour 1982. J'aimerais maintenant examiner les perspectives des prix de détail des aliments pour 1983 en commençant par analyser les divers facteurs économiques qui ont influé sur l'offre et la demande des aliments. Ces facteurs peuvent être regroupés en deux grandes catégories. Tout d'abord il y a ceux, comme le taux de change, les taux d'intérêt et le revenu des consommateurs, qui sont extérieurs au circuit alimentaire. Deuxièmement, au sein de ce circuit, il existe divers facteurs de coût dont les prix des produits et de l'énergie, les coûts de la main-d'œuvre et les pratiques concurrentielles, comme celles que je viens de décrire, qui influencent les prix de détail. L'incidence de l'un ou l'autre de ces facteurs de coût sur les prix des aliments dépendra de son importance relative dans la production, la transformation, la distribution et les coûts de détail, ainsi que de l'ampleur des fluctuations de coût. En général, les produits et la main-d'œuvre agricoles occupent une place très importante dans l'établissement des prix de détail des aliments.

J'aimerais maintenant examiner ces facteurs l'un après l'autre tout en vous exposant les hypothèses sur lesquelles reposent nos prévisions de prix des aliments pour 1983. Les hypothèses relatives aux facteurs économiques se fondent sur les prévisions du Conference Board of Canada, alors que celles ayant trait aux prix des produits émanent de la Direction générale de la commercialisation et de l'économie d'Agriculture Canada.

Taux de change

Entre décembre 1981 et septembre 1982, le dollar canadien a chuté de 4% par rapport à la devise américaine. Comme nous l'avons déjà noté, cette situation a fait grimper les prix canadiens des produits alimentaires de commerce extérieur comme les viandes, et ceux des aliments importés, surtout des fruits et des légumes frais.

Les perspectives de prix des aliments pour 1983 s'appuient sur la supposition que la valeur du dollar canadien s'améliorera légèrement au cours de 1983. Pour l'année, on prévoit qu'il se situera en moyenne aux environs de 82 c. US, soit un peu plus que le niveau moyen de 81 c. US qui a eu cours en 1982.

Cet énoncé reflète la situation excédentaire dans les exportations de la marchandise canadienne, de même que l'entrée de la dette de capital à long terme. De plus, la baisse des taux d'intérêt canadiens suit sensiblement le cours des taux américains, ce qui écarte le besoin de défendre le dollar canadien face à des pressions spéculatives.

Taux d'intérêt

Bien que les taux d'intérêt au Canada aient été inférieurs à ceux de 1981, il sont demeurés de beaucoup supérieurs à ceux des années précédentes. Le Conference Board of Canada prévoit qu'ils baisseront légèrement en 1983, le taux préférentiel se situant en moyenne à 14% comparativement à 16% en 1982. Une baisse graduelle devrait s'amorcer au deuxième trimestre. Cependant, les bas taux d'intérêt pourraient faire baisser le coût de production, ainsi que les frais d'administration des stocks et de service de la dette dans le circuit alimentaire en 1983.

Coûts de l'énergie

Quant aux coûts de l'énergie, deux augmentations du prix au gisement de l'ancien pétrole d'origine classique sont prévues pour 1983 en vertu de l'entente fédérale-albertaine en matière d'énergie. Le 1er janvier 1983, le prix augmentera de 15,5% pour s'établir à $29.75 le baril. Une deuxième hausse portera ce prix à $33.75 le 1er juillet prochain. Cependant, en raison du marasme des marchés mondiaux de pétrole, les prix ne connaîtront peut-être pas une hausse aussi forte que celle prévue dans l'entente originale. Par exemple, l'augmentation qui entrera en vigueur en juillet devrait se situer à $2 le baril environ. En outre, les consommateurs d'énergie ne ressentiront peut-être pas entièrement l'incidence de la majoration de janvier en raison d'une baisse prévue de la redevance fédérale d'indemnisation pétrolière.

Emballage

Les fabricants de matériaux d'emballage pensent qu'en général la hausse des coûts d'emballage des produits alimentaires sera inférieure à celle des dernières années. En 1983, les prix des produits de papier devraient augmenter de près de 10%, en raison principalement des abondantes hausses salariales. Les prix du métal devraient grimper d'environ 6%, soit la moitié de la hausse de 1982, car il y a un excédent de produits métalliques sur les marchés mondiaux. La hausse des prix des produits de verre pourrait se situer aux alentours de 8%.

Coûts de la main-d'œuvre

Au cours des neuf premiers mois de 1982, les augmentations salariales dans le secteur des aliments et des boissons se sont établies en moyenne à 10,9%, comparativement à près de 13% pour la période correspondante de 1981. Le Conference Board prévoit que le taux d'augmentation des salaires dans le secteur industriel ne devrait être que 8% en 1983. Dans une telle éventualité, les hausses du coût de la main-d'œuvre dans les industries alimentaires et dans les secteurs de la vente en gros et au détail des aliments seront plus faibles en 1983 qu'en 1982.

Transport

Au cours des neufs premiers mois de 1982, les tarifs de transport ferroviaire pour certains produits alimentaires ont été en moyenne de 14 à 17% au-dessus des niveaux de 1981. En raison du ralentissement de la progression du prix de l'énergie, les augmentations des coûts de transport devraient être inférieures en 1983 à celles de 1982.

Prix des produits agricoles

Je ne compte pas m'éterniser sur les prévisions de prix des produits agricoles en 1983. Ce sujet a déjà été traité plus tôt cet après-midi et sera discuté plus en détail durant les séances simultanées sur les produits demain matin. J'aimerais cependant mettre en lumière certains points clés qui ont une incidence particulière sur les prévisions des prix de détail.

Premièrement, les récoltes sans précédent, ou presque, et la faible demande devraient maintenir à la baisse les prix des céréales et des oléagineux en 1982–1983. Deuxièmement, en raison des changements prévus dans les abattages de bovins et de porcs au Canada, les prix des bovins devraient être légèrement supérieurs à ceux de 1982, mais les prix du porc demeureront vraisemblablement stables. Troisièmement, les récoltes de pommes et de pommes de terre presque records aux États-Unis, combinés à une production supérieure à la moyenne au Canada, devraient exercer une tension à la baisse sur les prix de gros de ces produits. Finalement, les approvisionnements d'autres légumes de conservation devraient aussi être supérieurs à l'an dernier durant les mois d'hiver.

Revenus et dépenses

Au Canada, le revenu réel disponible a baissé de 0,8% au cours de la première moitié de 1982 par rapport à l'an dernier. Par ailleurs, les dépenses totales réelles ont chuté de 2,1% pendant la même période, bien que les dépenses réelles consacrées à l'alimentation se soient accrues de 1,5%. Le Conference Board of Canada prévoit que l'économie se rétablira lentement en 1983, mais que la croissance du revenu réel disponible ne s'amorcera pas avant le second semestre de l'année. Les dépenses réelles totales devraient augmenter de moins de 1% l'année prochaine. Il en résultera que la demande d'aliments, surtout aux chapitres de la consommation de boeuf et des repas pris aux restaurants, demeurera peu élevée en 1983 et qu'elle exercera une faible tension à la hausse sur les prix des aliments.

Programme fédéral des 6 et 5%

Je me dois aussi de glisser un mot sur le Programme des 6 et 5% du gouvernement fédéral. En juin 1982, le fédéral se fixait comme objectif de réduire l'inflation et de limiter les hausses salariales à 6% au cours de l'année se terminant en juillet 1983 et à 5% l'année suivante. Les organismes fédéraux qui régissent les prix des biens et services, dont des aliments, doivent respecter ces lignes directrices.

Dans le secteur alimentaire, l'intervention fédérale s'exerce surtout sur les prix à la production du lait de transformation, des oeufs, des poulets et des dindons. Dans cette veine, le ministre de l'Agriculture a annoncé que les hausses des prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre se limiteraient à 6% en 1982–1983 et à 5% en 1983–1984. Les offices nationaux de commercialisation des œufs, du poulet et du dindon ont déjà accepté de faire de leur mieux pour respecter ces directives. De même, à la suite de rencontres avec le Ministre, les représentants des secteurs de la transformation, de la distribution et de la vente au détail des aliments ont exprimé à cette politique leur appui.

L'incidence du programme des 6 et 5% sur les prix de détail des aliments ne peut être évaluée actuellement. Cependant, il faut garder à l'esprit certains éléments. Tout d'abord les produits directement touchés par le Programme représentent seulement 16% de l'ensemble du panier à provisions. Deuxièmement, les prix de détail des aliments sont fonction, dans une grande mesure, des prix des matières premières qui, à leur tour, sont considérablement influencés par les cours mondiaux ou nord-américains. Il existe un certain nombre d'autres facteurs, comme les prix de l'énergie, les taux d'intérêt et les taux de change, sur lesquels l'industrie alimentaire n'a aucune emprise. En outre, il ne faut pas négliger l'incidence de la nature biologique de la production agricole, ni de l'instabilité inhérente aux marchés des produits de base. Néanmoins, l'appui donné au Programme des 6 et 5% par l'ensemble des industries alimentaires laisse sous-entendre que le Programme pourrait atténuer les hausses des prix des aliments au cours des deux prochaines années.

Prévisions relatives au prix des aliments pour 1983

En résumé, c'est l'accroissement des prix du pétrole brut et des salaires qui devrait exercer le plus d'effet sur les prix des aliments en 1983, bien que nous prévoyions que les majorations du prix de l'énergie et des salaires soient inférieures à 1982. Le taux de change et les taux d'intérêt, qui ont joué un rôle considérable en 1982, perdront probablement quelque peu de leur importance au cours de l'année prochaine. Les taux de change devraient demeurer relativement stables en 1983, alors que les taux d'intérêt se situeront probablement en dessous de ceux de 1982. En général, le prix des produits agricoles et ceux des aliments importés ne devraient pas changer pendant une bonne partie de 1983.

Par conséquent, nous prévoyons que les prix des aliments augmenteront légèrement moins qu'en 1982 et la hausse globale des prix des aliments sera inférieure à 8%. Pour 1983, nous prévoyons une progression de 6 à 8% et il est fort probable que l'accroissement se situera dans la partie inférieure de cette fourchette. Le ralentissement prévu en 1983 sera en partie attribuable à la baisse des prix du pétrole et aux hausses salariales moins prononcées, même si, comme je viens de l'expliquer, ces facteurs exerceront une tension à la hausse sur les prix des aliments l'an prochain.

Les prix des aliments achetés aux magasins devraient grimper de 6 à 8%. Une baisse de 5 à 7% est prévue pour les prix des aliments achetés aux restaurants. Le secteur de la restauration utilise les ressources humaines et énergétiques plus intensément que le reste du circuit alimentaire. Par conséquent, l'une des raisons principales justifiant la prévision d'une plus faible hausse au chapitre des aliments achetés aux restaurants tient au fait que les augmentations de salaire et du coût de l'énergie y seront probablement moins marquées en 1983.

En conclusion, je tiens à souligner que ces prévisions sont fragiles, car elles sont moulées sur des hypothèses. Par exemple, il est essentiel que l'hypothèse relative au taux de change se concrétise pour que se réalise la prévision des hausses de prix des aliments de détail. En d'autres mots, les prévisions varient selon les hypothèses sur lesquelles elles reposent. Dans cette optique, il serait peut-être bon de consulter l'article de la *Revue du marché alimentaire* sur les perspectives de prix des aliments pour 1983, dans lequel j'analyse les implications des diverses hypothèses relatives au taux de change, aux taux d'intérêt et aux augmentations salariales.

Commerce international de la viande: barrières et règles commerciales

M.N. Gifford

Lorsque M. Al Boswel m'a demandé de faire le présent exposé, il a souligné qu'il voulait une description des politiques commerciales qui ont façonné et continuent de marquer l'évolution du commerce international de la viande.

J'essaierai donc aujourd'hui d'expliquer quelles sont les règles qui gouvernent le commerce international de la viande et quels en sont les obstacles, et je m'efforcerai de situer ces notions dans un contexte nord-américain en tenant compte du fait que le secteur de l'élevage en Amérique du Nord est de plus en plus étroitement relié à celui du reste du monde.

Les règles du commerce

Depuis 1947, la majorité des principaux pays commerciaux, à l'exception de l'URSS et de la Chine, fonctionnent selon une série de règles commerciales multilatérales incorporées dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Le GATT se distingue de la plupart des autres organisations internationales en ce qu'il fonctionne selon des droits et obligations contractuels.

Le GATT se fonde sur le principe de la nation la plus favorisée (NPF) selon lequel les mesures commerciales doivent être appliquées sans discrimination.

Il fixe les conditions en vertu desquelles les pays peuvent prendre des mesures compensatoires contre le dumping et le subventionnement des importations, qui sont considérés comme des pratiques commerciales déloyales. En outre, le GATT détermine les mesures auxquelles peuvent recourir les pays membres qui font face à la concurrence équitable mais préjudiciable exercée par les produits importés à bas prix.

En plus d'établir les règles du commerce, le GATT organise aussi périodiquement des séances de négociations commerciales dont les résultats sont incorporés dans l'Accord. Un pays peut toujours renégocier un engagement par la suite, à la condition d'offrir une indemnité satisfaisante.

Enfin, le GATT offre un mécanisme de résolution des différends. Ainsi lorsqu'un pays membre croit qu'un autre pays ne respecte pas les obligations qu'il a contractées dans le cadre du GATT, le pays lésé peut demander à un comité d'étude d'examiner les faits et de trancher le litige en formulant des recommandations.

Voilà donc en quoi consiste le GATT. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il s'agit d'un instrument fragile dont l'efficacité dépend entièrement de la bonne volonté des pays membres. Le GATT n'est pas une cour internationale et ses décisions ne sont pas exécutoires. En outre, on sait que les pays adoptent parfois des lois qui vont plus ou moins à l'encontre des droits et obligations déterminés dans le cadre du GATT. Ces cas font toutefois exception et on peut généralement dire que grâce au GATT, depuis 1947, le commerce international est mené de façon ordonnée et non selon la loi du plus fort. Il est évident que ce sont les pays les plus faibles comme le Canada qui ont le plus à perdre si le commerce international revient à un système bilatéral où ils doivent traiter seul à seul avec les grandes puissances économiques.

On peut maintenant se demander quel est le lien entre ce jargon juridique commercial et le commerce international de la viande. Laissez-moi vous donner un exemple précis. Pendant le Tokyo Round des négociations du GATT qui s'est terminé en 1979, la CEE a convenu d'importer 10 000 tonnes de bœuf sans prélèvement, avec uniquement l'imposition d'un tarif fixe. En vertu de cette entente, les produits carnés devraient respecter certaines normes de qualité. En bref, le boeuf devrait être d'une qualité équivalente à celle du boeuf américain de catégorie extra ou de choix. À l'origine, la CEE et les États-Unis ont allégué que puisque ces derniers avaient payé pour cette concession, seul le bœuf américain devait être admissible. Cet argument attaquait directement le principe même d'égalité du GATT et le Canada a demandé à une commission d'étude du GATT de trancher. La commission conclut que puisque le Canada pouvait certifier que certaines catégories de bœuf canadien répondaient aux normes de qualité exigées par la CEE, le bœuf canadien devrait être admissible selon le contingentement prévu. Et cette décision est aujourd'hui respectée.

Cet exemple illustre deux principes importants. Premièrement, bien qu'une entente commerciale du GATT puisse être négociée à l'origine sur un plan bilatéral, les termes doivent être appliqués multilatéralement et sans discrimination. Deuxièmement, dans le cas cité précédemment, le Canada traitait avec les deux plus grandes puissances économiques du monde. Néanmoins, en exigeant le respect des règles du GATT et en recourant aux mécanismes de résolution des différends, le Canada n'a pas été désavantagé par sa faiblesse économique.

Les bons et les méchants

On a souvent dit que le commerce des produits agricoles n'a pratiquement jamais fait l'objet des mêmes ententes multilatérales que celui des produits industriels, et que les pays qui agissent ou essaient d'agir comme si c'était le cas, jouent au boy-scout surtout lorsque d'autres pays semblent arborer l'esprit du GATT sans en respecter les règles. En réalité, il n'y a ni bons ni méchants, ni de pays sans blâme ni de pays entièrement coupables.

Tout pays ayant un produit particulièrement concurrentiel préconisera le libre-échange pour ce produit. Par contre, tout pays qui a un produit sensible aux importations a tendance à insister sur les réalités politiques qui limitent sa capacité à changer le statu quo.

Ainsi la plupart des pays industrialisés considèrent le secteur du lait et à un degré moindre, celui du bœuf comme particulièrement sensibles aux importations. À cet égard, le secteur de l'agriculture dans la plupart de ces pays ne diffère pas du secteur industriel qui lui aussi doit protéger certains produits comme les textiles et les vêtements, les chaussures, l'acier et plus récemment, les automobiles.

La question fondamentale est de savoir comment concilier les arguments politiques et socio-économiques internes à court terme en faveur du protectionnisme et les arguments en faveur de la libéralisation du commerce à long terme, laquelle permettra aux pays de se spécialiser dans leurs meilleurs produits. Pour ramener le principe à sa plus simple expression, le commerce doit se faire dans les deux sens. Tout pays doit payer ses importations en exportant. Cependant, les gouvernements ne fondent pas leur action sur quelque vague théorie économique mais plutôt sur ce qu'ils considèrent comme étant l'intérêt économique national. Pour un pays comme le Canada par exemple, dont les exportations constituent un tiers du revenu (près de 50% dans le secteur agricole), il est évident que l'intérêt national réside dans le raffermissement du système commercial multilatéral. En termes concrets, cela veut dire qu'il faut s'efforcer de trouver des débouchés fiables sur le marché mondial, de mieux régir l'aide à l'exportation, notamment les subventions directes et les crédits subventionnés, et de parvenir à un meilleur partage des droits et obligations entre les membres du GATT. Ce qui s'est produit sur le marché mondial du boeuf au cours des vingt dernières années illustre bien la nécessité de promouvoir ce genre de système.

Barrières commerciales

Jusqu'au début des années 1960, le commerce international du bœuf était relativement exempt de restrictions. Le Royaume-Uni a toujours été le plus grand importateur mondial de bœuf, s'approvisionnant en Amérique latine et en Océanie. Vers la fin des années '50, les États-Unis ont commencer à importer de plus en plus de bœuf congelé, en grande partie d'Océanie. La mise en vigueur de la *U.S.A. Meat Import Law* en 1964 a été la première indication que le bœuf devenait un produit sensible aux importations. Cependant, les restrictions imposées par la loi n'ont eu que peu d'effets sur le commerce mondial du bœuf jusqu'au milieu des années '70. En 1973, le Royaume-Uni se joignit à la CEE et adopta son système de prélèvements variables sur les importations. Cependant, à ce moment-là, l'entrée du Royaume-Uni a été peu remaquée du fait que la plupart des pays importateurs avaient relâché temporairement leurs restrictions afin de stimuler le marché. Vous vous rappellerez sans doute la croissance rapide des troupeaux de reproduction au début des années '70 qui avait entraîné des pénuries sur le marché alors que les revenus des consommateurs augmentaient rapidement. On ne s'est rendu compte du revirement radical de la situation sur le marché mondial du bœuf qu'au milieu des années '70 lorsque les pays importateurs ont vu leurs approvisionnements intérieurs croître au point où ils durent restreindre leurs importations un moment où les pays exportateurs affichaient eux aussi des excédents. Il en est résulté une série de restrictions non tarifaires. La CEE et le Japon ont imposé de véritables embargos à l'importation. Les États-Unis et le Canada ont aussi appliqué des restrictions bien qu'à des niveaux tenant compte des volumes normalement permis. Comme les prix pratiqués aux États-Unis étaient les plus élevés, l'Australie a mis sur pied un système de contrôle des crédits à l'exportation en vertu duquel les exploitants d'abattoir devaient exporter 3 livres de bœuf vers d'autres marchés pour 1 aux États-Unis. Ainsi, le bœuf australien se vendait au Canada 25 cents de moins la livre qu'aux États-Unis.

Pour remédier à cette situation, le Canada a adopté sa propre Loi sur l'importation des viandes. Par conséquent, aujourd'hui, les quatre plus grands importateurs du marché libre, soit les États-Unis, le Japon, la CEE et le Canada ont tous des restrictions supplémentaires sur l'importation du bœuf en plus du tarif de base fixe.

Les négociations du Tokyo Round ont permis de réduire légèrement quelques-unes des restrictions les plus flagrantes des années '70. Chacun des quatre plus grands pays importateurs de bœuf a accepté de fixer des contingents minimaux qui assureront à l'avenir un partage équitable, entre importateurs et exportateurs et entre les importateurs, du fardeau en cas d'engorgement du marché. Bien qu'on puisse objecter que certains ont fait de plus grandes concessions que d'autres, rien n'empêche que des progrès ont été réalisés en vue d'amenuiser les restrictions visant le commerce mondial du bœuf et que la base des négociations futures est maintenant établie.

Jusqu'au début des années '70, les participants à toute conférence canadienne des perspectives sur les viandes n'avaient à tenir compte que de l'offre et la demande nord-américaine. Le secteur canadien de l'élevage faisait partie intégrante du secteur nord-américain. Ce qui se passait dans le reste du monde ne comptait pas. Aujourd'hui la situation a bien changé. Ainsi, une épidémie de fièvre aphteuse au Danemark a des retombées sur le marché du porc au Japon et les prix accordés aux producteurs de porc canadiens peuvent être touchés. Une sécheresse en Australie entraîne une hausse des exportations plus importante que prévue et force l'application de restrictions à l'importation aux États-Unis, lesquelles influent sur les contingents d'exportation canadiens. Quand la CEE impose des prélèvements supplémentaires à l'importation du porc, les exportations de porc canadien vers l'Italie descend du même coup. De même les exploitants des usines de transformation de la viande des Prairies doivent évaluer si les modifications qu'ils doivent apporter à leurs installations pour satisfaire aux normes de santé et d'hygiène de l'Allemagne valent la peine.

En résumé, le secteur canadien de l'élevage opère de plus en plus dans un contexte international et il faut tenir compte des décisions prises à Tokyo, à Bruxelles, à Wellington et à Canberra aussi bien que de celles prises à Ottawa ou à Washington, lorsqu'on essaie de deviner ce que réserve l'année qui vient. Je pense, qu'à longue échéance, il est dans l'intérêt de ce secteur de l'économie canadienne d'essayer de voir à long terme ce que les pays décideront de faire dans leur intérêt collectif, à Genève, siège du GATT.

Lors de la dernière réunion ministérielle du GATT, les ministres ont convenu de mettre en œuvre un programme de travail de deux ans pour étudier les problèmes du commerce des produits agricoles. L'importance de cette initiative ne repose pas vraiment sur l'étude même, mais plutôt sur les recommandations subséquentes car dans deux ans, les pays devront décider s'ils doivent entamer des négociations en se fondant sur celles-ci. Certains prétendent que ce délai est trop long. D'autres allèguent que les problèmes inhérents au commerce des produits agricoles sont trop complexes et que les négociations fondées sur les effets des politiques agricoles intérieures sur le commerce n'aboutiront à aucun résultat concret que dans deux, cinq ou même vingt ans. D'autres enfin affirment qu'il faudra déclarer une guerre commerciale des produits agricoles pour convaincre les gouvernements que le statu quo ne peut être maintenu et que les négociations ne constituent pas un choix mais une nécessité. Personnellement, je pense qu'il faut d'abord protéger ses propres intérêts et qu'ensuite, lentement mais sûrement, le commerce multilatéral des produits agricoles pourra être amélioré et consolidé. Ces changements ne surviendront pas en un jour et aucune philosophie particulière sur le commerce des produits agricoles ne gagnera aux dépens d'une autre. Aucun pays ne sera entièrement satisfait et il faudra faire preuve de beaucoup de sens pratique et consentir à des compromis pour éviter l'anarchie.

Blé: perspectives

Peter Fawcett

Ce matin, j'aimerais vous brosser un tableau de la situation actuelle et des perspectives du secteur du blé. Je vous exposerai d'abord à gros traits les points saillants de la situation mondiale, puis je passerai à l'analyse des facteurs particuliers influençant l'offre et la demande, de façon à en arriver à une prévision du prix du blé pour l'année à venir. Je vais indiquer succinctement les perspectives pour la campagne 1983–1984. Suivant un plan analogue, je décrirai les perspectives de la production du blé au Canada, ses points saillants et les facteurs influençant l'offre et la demande de cette denrée; puis je ferai une prévision du prix du blé.

Points saillants sur la scène mondiale

Le marché mondial du blé en 1982–1983 s'est caractérisé par une augmentation de la production et des stocks de report, qui s'est soldée par une accumulation record de stocks. Par ailleurs, la consommation et les échanges ont piétiné sous l'effet de la stabilisation de la demande, ce qui a entraîné une hausse de 10% des stocks de fin de campagne. Selon les prévisions actuelles, les prix moyens du blé de la récolte de l'année seraient inférieurs de 5% à ceux de l'an dernier.

Facteurs du marché

L'une des grandes incertitudes du marché demeure le volume de blé qu'importera l'URSS, surtout la quantité qu'elle achètera des États-Unis. La concurrence que se livreront les pays exportateurs pour s'accaparer les marchés du blé s'amplifiera: à cet égard, il suffit de songer à la politique de crédit à l'exportation des États-Unis et aux programmes de subventions à l'exportation de la CEE. La fermeté relative du dollar américain limite les possibilités d'augmentation des exportations.

Perspectives mondiales pour 1982–1983

Production

La production mondiale de blé en 1982–1983 devrait atteindre 456 Mt, soit 3 Mt de plus que la production estimative de 1981–1982.

L'offre mondiale de blé devrait augmenter globalement d'environ 2% pour atteindre un volume record de 540 Mt, en raison principalement de la hausse des stocks en début de campagne.

Pour la troisième année consécutive, il est prévu que la production américaine atteindra un record (76,5 Mt) grâce à un rendement sans précédent.

Selon les prévisions, la production de blé en Argentine s'établira à un volume record de 11,5 Mt, étant donné l'augmentation des emblavures et les conditions météorologiques favorables. À la suite d'une sécheresse prolongée, la production de blé en Australie a reculé à 8,6 Mt (volume estimatif), soit seulement la moitié environ du chiffre de 1981–1982. Par ailleurs, pratiquement tous les pays membres de la CEE prévoient de bons rendements, ce qui permet de relever le volume estimatif de production à 59 Mt, soit un gain de 9% sur 1981–1982; c'est la France qui anticipe la plus forte hausse. Les stocks de blé des cinq principaux pays exportateurs continuent à grossir. En 1982–1983, le volume total des stocks pourrait dépasser de 4% les niveaux de 1981–1982.

En URSS, la production de blé a plafonné à environ 83 Mt, alors que, en Europe de l'Est, elle pourrait augmenter de 10%.

Utilisation

Comme on le constate en parcourant l'Annexe 2, la production mondiale des deux dernières années a été supérieure à la consommation.

L'utilisation mondiale de blé devrait grimper d'environ 1% en regard de l'an dernier pour se fixer à 448 Mt. On s'attend à ce que l'URSS, l'Europe de l'Est et la Chine enregistrent les gains les plus notables. En outre, on prévoit que la consommation de blé (de production nationale surtout) dans les principaux pays importateurs progressera de 5%.

Commerce

En 1982–1983, la demande mondiale à l'importation ne devrait s'accroître que de 1%; cette hausse est nettement moins élevée que la dernière moyenne quinquennale d'augmentation annuelle (7,2%).

Grands pays importateurs

On s'attend à ce que l'URSS importe 18 Mt de blé, un recul de 1 Mt sur le volume de l'an dernier. La fréquence des expéditions de céréales au cours du premier trimestre de la présente campagne (juillet à septembre) a été inférieure à celle de la même période de 1981–1982. Cette baisse est attribuable en grande partie au fait que les États-Unis et l'Argentine n'ont pas conclu de nouvelles ventes. On prévoit que l'URSS passera ses commandes plus tard au cours de la présente campagne de commercialisation.

L'an dernier, le volume des importations de l'Europe de l'Est a diminué à cause de l'insuffisance de crédit; il est possible que cette situation s'aggrave, surtout en raison de l'instabilité économique et politique en Pologne. Le volume des exportations de blé vers les pays en voie de développement grossira moins rapidement, puisque les conditions économiques actuelles limitent les achats.

Grands pays exportateurs

Comme l'indiquent les données à l'Annexe 4, le volume des échanges,qui est à la hausse depuis 1977–1978, pourrait atteindre un plafond en 1982–1983, et la répartition des ventes à l'étranger selon les pays exportateurs a changé; la CEE notamment assure un pourcentage croissant des exportations.

On s'attend à ce que les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine et la CEE, pays dont les exportations constituent habituellement 95% de l'ensemble des ventes à l'étranger, ne relèvent leurs envois que de 1%. Afin d'être en mesure de respecter ses principaux engagements d'exportation, l'Australie importera pour la première fois depuis 15 ans jusqu'à 1 Mt de blé. La hausse de production en Argentine obligera ce pays à exporter étant donné la capacité limitée de ses installations d'entreposage. L'Argentine pourrait même expédier des stocks aux pays que l'Australie ne sera pas en mesure d'approvisionner à cause de ses disponibilités limitées; toutefois, elle sera limitée par le fait qu'elle ne peut faire crédit aux importateurs. On estime que les exportations de blé de la CEE atteindront un volume record de 16,5 Mt. L'URSS et la Chine sont les deux débouchés les plus probables.

Selon les prévisions, les exportations de blé et de farine des États-Unis s'approcheront du chiffre de l'an dernier. Depuis juin, le rythme des exportations a ralenti en regard de celui de l'an dernier; cette situation est surtout attribuable à l'absence des exportations vers l'URSS. Les États-Unis tentent d'élargir leurs marchés d'exportation; par ailleurs, il est prévu que l'URSS se remettra à acheter du blé de ce pays.

Étant donné la concurrence accrue pour les marchés d'exportation, le ministère de l'Agriculture des États-Unis a lancé un nouveau programme de crédits à l'exportation selon lequel la prestation de crédits publics exemptés d'intérêt sera combinée à celle de crédits privés et garantis par l'État de façon à abaisser les taux d'intérêt. Ce programme prévoit le versement de 1,5 milliard de dollars américains de crédits publics et privés sur une période de 3 ans. Il est possible qu'on ait à appliquer d'autres mesures au cours de la présente campagne, puisqu'il existe peu de motifs qui incitent à court terme les producteurs à entreposer leurs céréales. Dans sa politique agricole commune, la CEE n'aborde pas le problème de la même façon: les exportations sont subventionnées et financées par des cotisations prélevées à l'importation. Cette politique a soulevé des discussions nombreuses parmi les exportateurs; il n'en sont pas encore arrivés à trouver une solution.

Stocks

On s'attend à ce que l'utilisation mondiale de blé en 1982–1983 soit inférieure de 8 Mt à la production, ce qui fera grimper de 10% les stocks de fin de campagne. Le rapport procentuel entre les stocks de fin de campagne et la consommation a avancé de 2%, pour passer à 21%. On prévoit que les États-Unis enregistreront la plus forte augmentation des stocks de fin de campagne; ceux-ci pourraient même constituer 60% des stocks détenus par les grands pays exportateurs.

Prix

Depuis le début de la présente campagne, les prix du blé nord-américain n'ont cessé de fléchir à la suite des prévisions de stocks de report à la hausse et de volumes de production record. On prévoit que, aux États-Unis, le prix moyen à la production en 1982–1983 variera de 125 à $130 la tonne, en recul de 5 à 7% sur l'an dernier.

Le fait saillant des perspectives de 1983–1984 sera le volume élevé des stocks aux États-Unis. Si aucun facteur n'intervient pour diminuer l'offre, la situation ne pourra s'améliorer. L'application des programmes de réduction des surfaces cultivées aux États-Unis témoignera d'une volonté plus ferme de réduire l'offre et de soutenir les prix. On s'attend à ce que les prix du blé augmentent graduellement, tout en suivant les taux d'intérêt sur les emprunts aux États-Unis.

La croissance du blé d'hiver dans l'hémisphère nord semble être bonne dans l'ensemble. En Europe, les emblavures continueront à augmenter légèrement, bien que les sols soient actuellement détrempés au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Espagne. En Europe de l'Est, en URSS et en Chine, les cultures accusent un léger retard dans leur développement par rapport aux années précédentes, en raison de la faible teneur en eau du sol; l'étendue des superficies cultivées dans ces pays a diminué légèrement en regard de l'an dernier. Aux États-Unis, les surfaces ensemencées en blé semblent couvrir des superficies analogues à celles de l'an dernier et le développement des cultures est très bon. Il sera peut-être nécessaire d'appliquer d'autres mesures pour encourager les agriculteurs à participer au programme de réduction des surfaces cultivées.

Le blé au Canada: points saillants

À l'heure actuelle, on prévoit que la production canadienne de blé atteindra un volume record en 1982–1983, dépassant de 11% la production sans précédent de 1981–1982. Les exportations totales de blé et de farine ont touché un niveau record en 1981–1982 et on estime qu'elles augmenteront de 4% en 1982–1983. L'accroissement des stocks de report mondiaux a eu pour effet de diminuer les prévisions de prix en 1982–1983, on s'attend à ce que les prix moyens du blé canadien de la récolte de l'année fléchissent de 5% en regard de l'an dernier.

Le blé au Canada: prévisions pour 1982–1983

Production

Selon les prévisions les plus récentes de Statistique Canada, la production canadienne de blé en 1982–1983 s'établira à 27,6 Mt (y compris 3,3 Mt de blé dur); il s'agit d'un volume jamais atteint, qui surpasse de 11% le record précédent enregistré en 1981–1982. Cette situation est attribuable à une augmentation de 1,4% des surfaces cultivées et à une amélioration du rendement (10% en moyenne).

On prévoit que la qualité globale du blé récolté diminuera d'environ 10% à cause des gelées hâtives; en revanche, on dispose de volumes suffisants de stocks de report (de la récolte de l'an dernier) de haute qualité de toutes les catégories pour répondre aux besoins nationaux et aux exportations.

On s'attend à ce que l'offre de blé canadien affiche une hausse de 11,4% pour s'établir à 37 Mt. Il est possible que l'utilisation nationale grimpe à 5,5 Mt étant donné l'utilisation accrue du blé en alimentation animale. Le volume prévu des exportations canadiennes de blé et de farine est de 19,2 Mt, y compris les exportations prévues de blé dur (2 Mt).

Les stocks de fin de campagne devraient afficher un gain de 30% pour atteindre plus de 12 Mt, un volume dont peuvent facilement s'accommoder les installations d'entreposage canadiennes.

Le conflit de travail qui a provoqué la fermeture des ports de la côte du Pacifique en octobre et novembre a entraîné un recul des exportations de blé de l'ordre de 450 000 t. Puisqu'on ne prévoit aucun autre conflit du genre d'ici à la fin de la présente campagne, il est encore possible que l'on atteigne l'objectif fixé de 19,2 Mt pour les exportations de blé.

Prévisions de prix

Plusieurs facteurs concourent à ce que les prévisions de prix du blé canadien soient à la baisse en 1981–1982, notamment les récoltes records au Canada et aux États-Unis, l'offre mondiale croissante et la stabilité de la demande. Au cours de la présente campagne, on prévoit que le blé roux de printemps nº 1 de l'Ouest canadien (13,5% de teneur en protéines) variera en moyenne de 200 à $210 la tonne à Thunder Bay, soit un recul de 5% sur l'an dernier. On s'attend à ce que les bas prix actuels se raffermissent et que les prix du blé dur en 1983 suivent une tendance analogue. Les bas prix actuels du blé dur résultent du fait que les États-Unis et le Canada ne cessent de produire de fortes quantités de cette denrée et que les stocks mondiaux sont à la hausse.

Après les exposés sur les céréales secondaires et les oléagineux, M. John Groenewegen présentera à grands traits les prévisions de superficies cultivées en 1983–1984.

Merci.

OFFRE MONDIALE DE BLÉ

	1980-1981	1981-1982 Estimation	1982-1983 Prévisions
		(millions de tonnes)	
Stocks de début de campagne	80	75	84
Production	439	453	456
Importations	94	99	100
Offre totale	519	528	540

OFFRE ET UTILISATION DE BLÉ EN URSS

	1980-1981	1981-1982 Estimation	1982-1983 Prévisions
		(millions de tonnes)	
Stocks de début de campagne	N/D	N/D	N/D
Production	98,2	83,0	83,0
Importations	16,0	19,0	18,0
Offre totale	N/D	N/D	N/D
Consommation intérieure	116,7	101,2	106,0
Exportations	0,5	0,8	0,5
Stocks de fin de campagne	N/D	N/D	N/D

CONSOMMATION MONDIALE DE BLÉ

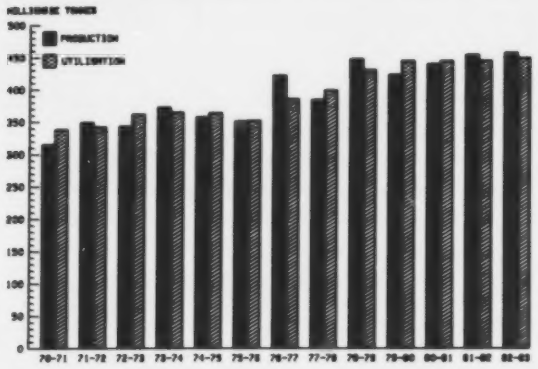
	1980-1981	1981-1982 Estimation	1982-1983 Prévisions
		(millions de tonnes)	
Offre totale	519	528	540
Consommation intérieure	444	444	448
Exportations	94	99	100
Stocks de fin de campagne	75	84	92
Stocks de fin de campagne/utilisation	17	19	21

OFFRE ET UTILISATION DE BLÉ CANADIEN

	1980-1981	1981-1982 Estimation	1982-1983 Prévisions
		(milliers de tonnes)	
Stocks de début de campagne	10 721	8 570	9 565
Production	19 292	24 803	27 620[1]
Importations	–	–	–
Offre totale	30 013	33 373	37 185
Utilisation intérieure	5 181	5 364	5 500
Exportations	16 262	18 443	19 200
Stocks de fin de campagne	8 570	9 565	12 485

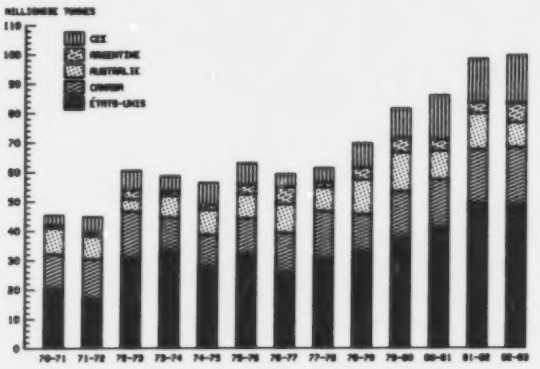
[1] Dernières prévisions de Statistique Canada, publiées le 3 décembre 1982.

PRODUCTION ET UTILISATION MONDIALES DE BLÉ, 1970–1971 À 1982–1983



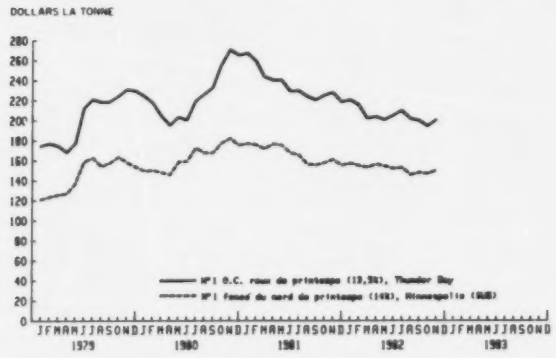
Source: ministère de l'Agriculture des États-Unis.

EXPORTATIONS DE BLÉ (CANADA, ARGENTINE, AUSTRALIE, CEE ET ÉTATS-UNIS)



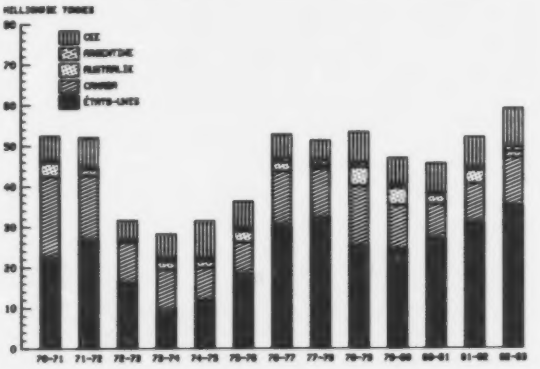
Source: Conseil international du blé.

PRÉVISIONS DU PRIX DU BLÉ AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS DE 1979 À 1983



Sources: Commission canadienne des grains et le ministère de l'Agriculture des États-Unis.

STOCKS DE BLÉ DE FIN DE CAMPAGNE AU CANADA, EN ARGENTINE, EN AUSTRALIE, DANS LES PAYS DE LA CEE ET AUX ÉTATS-UNIS



Source: Conseil international du blé.

Perspectives du marché des céréales secondaires

A. Daoust

Monsieur le Président, chers invités, mesdames et messieurs,

Depuis août dernier le marché des céréales secondaires a été emporté par une vague de pessimisme. En l'espace de 2 mois, les prix ont chuté de plus de 20% en Amérique du Nord principalement à cause d'une trop bonne récolte, particulièrement aux État-Unis ainsi qu'au Canada: le vieux dicton «une bonne nouvelle pour un agriculteur est souvent accompagné d'une mauvaise» est donc encore vrai.

Que nous réservent les mois qui viennent? Mon intention n'est pas de prédire l'avenir, mais plutôt de faire un peu de lumière, durant les 15 prochaines minutes, sur les facteurs qui influenceront des prix.

Puisque les prix au Canada suivent ceux du marché international, nous commencerons par faire un bref survol de la situation internationale pour ensuite se concentrer sur les surplus de céréales fourragères aux État-Unis. Les prix seront influencés par certains facteur-clés que j'analyserai brièvement. Finalement nous aborderons les perspectives canadiennes.

Avant de débuter j'aimerais préciser que les chiffres utilisés pour le total des céréales fourragères incluent également le seigle.

Perspectives mondiales

Production

On prévoit que la production mondiale de cette année dépassera de 1% la production record de l'an dernier pour s'élever à 783 Mt. Aux État-Unis on s'attend à une deuxième récolte record alors qu'en URSS on prévoit une meilleure production que celle de l'an passé.

Consommation

En 1981–1982 on a vu la consommation de céréales fourragères diminuer et cette année elle pourrait atteindre quelque 755 Mt, une augmentation de 2% par rapport à l'an dernier. Il semble qu'à plus ou moins long terme, une augmentation de la demande soit liée à l'amélioration de la situation économique.

Stocks et prix

Le niveau de production devrait dépasser de près de 30 Mt la consommation et les stocks s'accumuleront d'autant pour atteindre 143 Mt soit une augmentation de 24%.

Je tiens à souligner ici que l'augmentation de ces stocks se fera à toute fin pratique entièrement aux État-Unis (comme c'était le cas l'an dernier). Ces énormes stocks (surtout de maïs) passeraient à environ 104 Mt à la fin de la campagne 1982–1983 et atteindraient 47% de l'utilisation totale comparativement à 35% l'an dernier. En prenant un peu de recul on peut voir que le prix du maïs aux État-Unis a fluctué en sens opposé à l'évolution des stocks de maïs de fin de campagne exprimés en pour cent de l'utilisation totale.

Plus près de nous, on sait qu'en août dernier, aux État-Unis, des croyances de plus en plus fondées de voir d'une part, une production de maïs être plus importante que prévu et, d'autre part les exportations et la consommation intérieure réduites de façon assez marquée ont fait chuter les prix sous le niveau du prêt.

Les prix ont baissé pour atteindre $80/t à Chicago en octobre et, depuis le début de novembre, on a pu constaté un certain regain, les producteurs ayant semble-t-il trouvé de la place pour entreposer leur récolte.

Cependant des stocks volumineux ne devraient pas permettre un redressement significatif des prix avant l'été. Si la participation des producteurs américains admissibles aux prêts est alors forte, on pourrait voir une limitation des stocks disponibles et les prix atteindre $110/t sur le marché de Chicago. Ainsi le prix moyen du maïs pourrait se situer entre $90 et $100/t ce qui représenterait une baisse de 6 à 15% par rapport à l'an dernier.

Nous allons maintenant passer en revue les principaux facteurs qui pourraient influencer le niveau du prix moyen saisonnier du maïs à l'intérieur de la fourchette de prix prévus.

Importations de céréales fourragères par l'URSS

L'an dernier, à cause de récoltes désastreuses, l'URSS a dû importer des quantités record de 25 Mt en céréales fourragères, soit le quart du commerce international. Cette année, la production reste encore faible. On estime néanmoins qu'elle sera supérieure de 12 Mt à l'an dernier. Ainsi les Soviétiques devraient réduire leurs importations de céréales fourragères à un niveau inférieur à 20 Mt et n'atteindre que 17 Mt.

Pour les États-Unis une réduction des importations totales de l'URSS fait craindre une réduction des ventes de maïs américain puisqu'il semble que l'URSS continuera la même stratégie d'achat que l'an dernier. Ainsi il est possible que les Soviétiques n'achètent qu'entre 3 et 5 Mt de maïs américain cette année.

Cependant des changements importants dans la situation des autres pays fournisseurs de l'URSS, particulièrement l'Argentine, pourraient modifier le tableau.

Politique de crédit des États-Unis

Le gouvernement américain a dégagé des fonds visant à promouvoir les exportations de produits agricoles par l'octroi direct de crédit à certains pays, à des taux d'intérêt réduits. À court terme ce programme vise à aider les pays en difficultés financières (à l'extérieur du block communiste). Il semble par contre que l'impact de ces mesures sur les ventes de maïs américain sera minime.

Taux d'intérêt et taux de change du dollar américain

Même avec la baisse des taux d'intérêt du printemps dernier le dollar américain est en général resté très fort par rapport aux autres devises. Ceci semble refléter une plus grande confiance des investisseurs dans l'économie américaine. Des changements dans les perspectives économiques qui amèneraient une dévaluation du dollar américain pourraient rendre le maïs américain plus attrayant au niveau international.

Rentabilité accrue des productions animales aux États-Unis

Les perspectives actuelles du prix du maïs devraient en augmenter l'utilisation par l'industrie animale. Le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA) prévoit, pour 1982–1983, une augmentation de l'ordre de 2% de la consommation de céréales fourragères par l'industrie animale aux État-Unis.

L'augmentation du prix du porc rend cette production plus rentable. Le niveau et la rapidité de reconstitution du cheptel porcin sera un facteur important dans les prochains mois, influencant le niveau de la demande de céréales fourragères.

Passons maintenant à la situation des cultures des pays de l'hémisphère Sud. L'Australie a souffert d'une sécheresse importante et on estime que sa production de céréales fourragères pourrait être réduite du tiers comparativement à l'an dernier. L'Afrique du Sud, malgré une deuxième sécheresse en autant d'années, pourrait connaître une meilleure récolte que l'an dernier. On prévoit que la production totale de l'Australie, l'Argentine et l'Afrique du Sud s'élèvera à un niveau semblable à l'an dernier. Cependant, on prévoit que le niveau d'exportation de ces pays baissera de 3 Mt par rapport à l'an dernier par suite d'une réduction des stocks. Si les récoltes de ces pays s'avéraient moins bonnes que prévues, les État-Unis et le Canada pourraient voir leurs exportations dépasser les niveaux projetés.

Programme américain de réduction des superficies en 1983

Le gouvernement américain à décidé de prendre des moyens plus indicatifs afin de réduire la production de céréales fourragères en 1983.

Le programme consiste en une réduction volontaire de 20% des superficies dont 10% seraient consacrées à des fins de conservation. Les producteurs participants recevraient, lors de l'enrôlement (oct. à la fin mars 1983), la moitié du paiement de compensation touchant les superficies mises en conservation et en plus la moitié du paiement déficitaire (couvrant la différence entre le prix-cible et le prix du marché). À court terme, cette entrée d'argent pour les producteurs participants pourrait soulager leurs problèmes de liquidité et possiblement améliorer les prix.

Ceci complète le tour d'horizon des facteurs-clés qui auront sur l'évolution des prix.

Perspectives des céréales fourragères

Situation canadienne

PRODUCTION. De façon générale, les rendements de cette année pour l'ensemble des céréales fourragères ont été exceptionnels. Selon l'enquête de novembre, on estime que la production totale a atteint 26,6 Mt, soit 2% de plus que la récolte de l'an dernier. La production d'orge s'élève à 14,1 Mt, soit 400 Kt de plus que l'an dernier. La production de maïs a atteint 6,4 Mt, une baisse de 5% par rapport à la récolte record de l'an dernier (les rendements de maïs de l'Ontario ont été supérieurs à ce qu'on s'attendait). Pour ce qui est de l'avoine, une augmentation des superficies récoltées et des rendements ont porté la production à près de 3,8 Mt (18% supérieure à l'an dernier).

Dans l'ensemble, des stocks de début de campagne plus élevés et une production plus élevée nous donnent des disponibilités totales de 32,9 Mt, soit 1,7 Mt de plus que l'an dernier.

La consommation intérieure de céréales fourragères devrait augmenter. Les perspectives actuelles des prix encourageront une plus grande utilisation des céréales fourragères dans l'alimentation animale. Tout comme aux État-Unis, la conjoncture des prix du porc devrait inciter à la reconstitution de cheptels de reproduction.

D'autre part, on prévoit que les exportations canadiennes s'élèveront à 7,6 Mt amenant une autre accumulation de stocks qui atteindront environ 7,2 Mt.

Composition des exportations canadiennes

On s'attend à ce que les exportations d'orge atteignent le même niveau que l'an dernier soit 6 Mt. À date, les exportations d'orge sont égales à celles de l'an dernier à pareille date. Pour l'ensemble de l'année 1982–1983, les achats totaux d'orge par l'URSS devraient s'approcher du niveau atteint l'an dernier (2,8 Mt). D'autre part, si le Canada réussit à aller combler une partie du marché que l'Australie ne peut fournir, les ventes à l'Italie pourraient bien diminuer par suite de bonnes récoltes dans les pays de la CEE. Un autre facteur à considérer est l'évolution du climat économique en Europe de l'Est et entre autres en Pologne, un marché traditionnel pour le Canada qui à cause de problèmes de crédit, n'a pas importé d'orge l'an dernier.

Pour ce qui est du maïs, on estime que les exportations atteindront cette année environ 1 Mt, soit près de 300 Kt de moins que l'an dernier. L'an dernier l'Union soviétique et Cuba étaient à peu près les deux seuls clients du Canada. À date cette année, il semble que d'autres pays soient intéressés au maïs canadien (l'Espagne et l'Iran entre autres).

Pour l'ensemble de l'année 1982–1983, le prix moyen de l'orge Hors-Commission devrait se situer entre $100 et 110/t ce qui représente une baisse de 12 à 19% comparativement à l'an dernier. Le prix moyen du maïs à Chatham se situerait au même niveau ($100–110/t), une baisse de l'ordre de 4 à 12%. Cette baisse relativement moins élevée vient du fait qu'en 1981–1982 le prix du maïs Ontarien fut à un certain temps plus bas à cause du surplus local. Dans le cas de l'avoine le prix se situerait entre $90 et 100/t, soit une diminution de l'ordre de 20%.

CÉRÉALES FOURRAGÈRES CANADIENNES

	Prix moyen	
	1981-1982	1982-1983
	($/tonne)	
Orge	124	100-110
Maïs	114	100-110
Avoine	121	90-100

En conclusion, l'année 1982–1983 est marquée par une deuxième année consécutive de surproduction. On verra une accumulation encore plus grande des stocks; ces surplus ne se retrouveront à toute fin pratique qu'aux État-Unis ce qui crée présentement des pressions à la baisse sur le prix du maïs américain. Cette situation affecte directement les prix des céréales fourragères canadiennes. Certains facteurs influenceront l'évolution des prix:

— les importations de l'URSS;
— la politique de crédit des État-Unis;
— les taux d'intérêt et le taux de change du dollar américain;
— la rentabilité des productions animales;
— la production dans les pays de l'hémisphère Sud — Programme américain de réduction des superficies en 1983.

Pour l'année 1983–1984, les superficies ensemencées en maïs aux État-Unis seront le principal facteur qui influencera le niveau des prix.

PRODUCTION DE CÉRÉALES FOURRAGÈRES CANADIENNES

	1982	
	Mt	%
Total	26,6	+ 2
Orge	14,1	+ 2
Maïs	6,4	− 5
Avoine	3,8	+18

BILAN DES CÉRÉALES FOURRAGÈRES CANADIENNES

	1981-1982	1982-1983
	(millions de tonnes)	
Stocks de début de campagne	4,3	5,3
Production	26,0	26,6
Importations	0,9	1,0
Disponibilités totales	31,2	32,9
Utilisation intérieure	18,0	18,1
Exportations	7,9	7,6
Stocks de fin de campagne	5,3	7,2

BILAN MONDIAL: 1982–1983

	Mt	%
Production	783	+ 1
Consommation	755	+ 2
Stocks	143	+24

FIGURE 1. ÉVOLUTION DES STOCKS DE MAÏS AMÉRICAIN PAR RAPPORT AUX PRIX

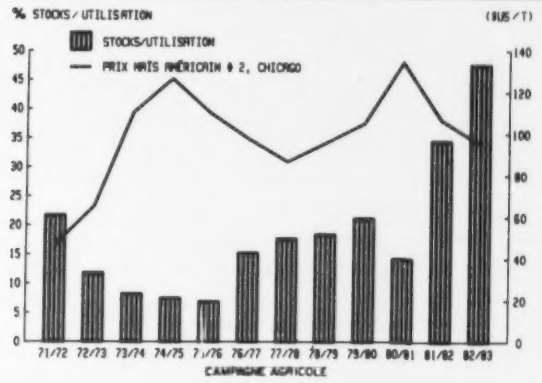
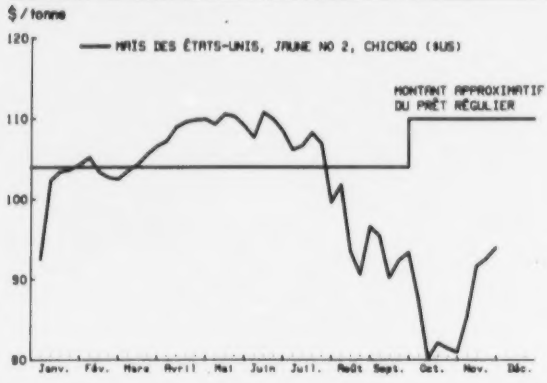


FIGURE 2. MOYENNE HEBDOMADAIRE DES PRIX AU COMPTANT DU MAÏS, 1982



Oléagineux

Hans Duncker

J'aimerais tout d'abord vous présenter une analyse des prix mondiaux des produits oléagineux puis, à partir de cette toile de fond, vous brosser un tableau de la situation et des perspectives des prix, de l'offre et de la consommation des oléagineux au Canada.

Il est important de bien comprendre le comportement des prix mondiaux puisqu'ils déterminent, dans une grande mesure, les cours canadiens des oléagineux. Dans ce secteur de l'agriculture, ce sont en grande partie les producteurs qui se chargent eux-mêmes de la mise en marché.

D'un oléagineux à l'autre, la teneur en huile et en tourteaux diffère, ce qui est parfois une cause de confusion. L'huile et le tourteau ont des caractéristiques physiques très différentes l'une de l'autre et sont destinés à des marchés également très différents. Aussi, je tenterai autant que possible d'analyser séparément le comportement des prix des huiles et des tourteaux.

Examinons ce qui s'est passé au cours des dernières années (Tableau 1). Comme c'est le jeu de l'offre et de la demande qui détermine les prix, nous étudierons tout d'abord la situation de l'offre. Pendant la dernière campagne (1981–1982), les approvisionnements mondiaux d'huiles et de tourteaux ont augmenté après avoir baissé en 1980–1981 à la suite d'une sécheresse. La production mondiale de tourteaux a grimpé d'environ 8% et celle des huiles comestibles, d'à peu près 6%. Ce mouvement à la hausse a été principalement attribuable à l'augmentation de la production américaine de soja en 1981. Au cours de la présente campagne, les stocks de tourteaux devraient s'accroître d'environ 9%, et ceux d'huiles comestibles, de près de 8%. Une fois de plus, la hausse tient surtout à la progression de la récolte de soja aux États-Unis en 1982. Comme les graines de soja renferment 80% de tourteau, les disponibilités mondiales de tourteaux ont grossi plus que celles d'huiles, en dépit du fait que la production d'huiles comestibles se soit accrue à l'extérieur des États-Unis, notamment en Malaisie (huile de palme) et en Europe occidentale (colza).

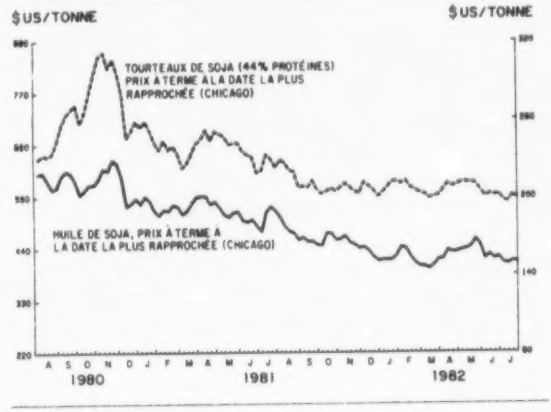
TABLEAU 1. HAUSSE DE LA PRODUCTION MONDIALE

	1980-1981	1981-1982	1982-1983
Huiles comestibles	− 5	+6	+8
Tourteaux à forte teneur en protéines	−11	+8	+9

Sur le plan de la demande, il n'est pas facile de brosser un tableau de la consommation mondiale; toutefois, nous savons que la récession a influé sur le revenu réel et, par conséquent, sur l'utilisation des huiles et des tourteaux. En effet, à cette période-ci, il y a 2 ans, la récession s'amorçait: la masse monétaire se resserrait aux États-Unis et les taux d'intérêt entamaient une hausse. Elle s'est ensuite progressivement accentuée.

Ainsi, en raison de la hausse des approvisionnements et de la stagnation relative de la demande, il n'est pas étonnant (Figure 1) que la baisse des prix ait été spectaculaire. À ces facteurs sont venus s'ajouter l'accroissement du taux de change américain et des prix de l'énergie, ainsi que les problèmes survenus en Europe de l'Est. Durant les premiers mois de 1982, les prix se sont jusqu'à un certain point stabilisés. Cela a été attribuable principalement à l'insuffisance de la récolte brésilienne de soja.

FIGURE 1. MOYENNE HEBDOMADAIRE DES PRIX DE L'HUILE ET DU TOURTEAU DE SOJA, 1980–1982



Après mai 1982, la baisse des prix a repris dès que les perspectives de récolte exceptionnelle de soja aux États-Unis se sont raffermies (Figure 2) et qu'on a su que la production d'huile de palme en Malaisie et de colza en Europe s'était accrue considérablement.

La récente hausse des prix du tourteau de soja tient principalement à l'accroissement des stocks entreposés, qu'il est moins coûteux d'administrer, grâce au recul des taux d'intérêt aux États-Unis.

FIGURE 2. MOYENNE HEBDOMADAIRE DES PRIX DE L'HUILE ET DU TOURTEAU DE SOJA, 1981–1983

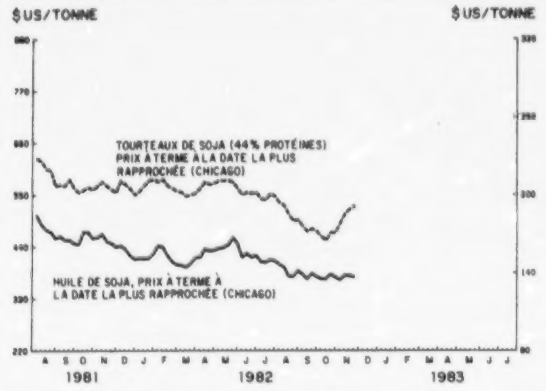
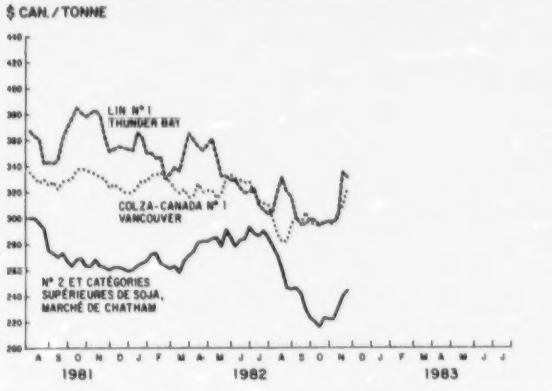


FIGURE 3. MOYENNE HEBDOMADAIRE DES PRIX DES OLÉAGINEUX, 1980–1982



Pendant le reste de la présente campagne, je crois que les prix demeureront passablement stables, même s'ils sont déjà très faibles. L'offre d'huile et de tourteau n'augmentera pas tellement plus; il devrait en être de même de la demande, puisque les conditions économiques ne s'amélioreront peut-être pas avant l'été de 1983.

Que peut-on prévoir pour la campagne 1983–1984? Sur le plan de l'offre, la superficie de soja aux États-Unis devrait augmenter une fois de plus puisque le rapport de prix soja/maïs devrait en favoriser la culture au printemps de 1983. On prévoit que les disponibilités d'autres oléagineux grossiront modérément. Pour ce qui est de la demande, la situation économique mondiale devrait s'améliorer lentement au cours de 1983–1984. Une hausse modérée des prix est prévue pour ladite campagne.

Après 1983–1984, que se passera-t-il? Eh bien! Je crois, depuis quelques temps déjà, que les prix des huiles comestibles afficheront une allure languissante, à cause surtout de la tension constante exercée par l'offre. Les possibilités d'essor, tant en rendement qu'en superficie, des plantations de palmier, de cocotier et en particulier de colza pour la production d'huile sont considérables; cependant, il se peut que les approvisionnements de tourteaux n'augmentent pas aussi facilement, car ils dépendent en grande partie de la production de soja. Faute de temps, je ne pourrai pas m'étendre davantage sur le sujet.

Examinons maintenant la situation canadienne (Figures 3 et 4). Tout comme les prix mondiaux, les cours des oléagineux au Canada ont aussi eu tendance à baisser; le recul a toutefois été moins marqué pour le colza canola que pour le soja. C'est le resserrement de l'offre, d'abord en 1981–1982 puis de façon plus marquée en 1982–1983 (Figure 5), qui en a été la grande cause dans le cas du colza canola. La rareté de

FIGURE 4. MOYENNE HEBDOMADAIRE DES PRIX DES OLÉAGINEUX, 1981–1983

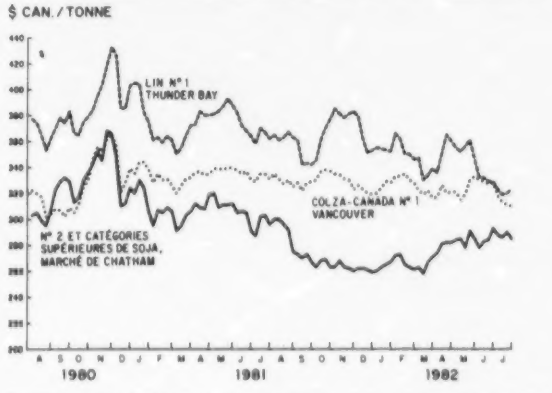
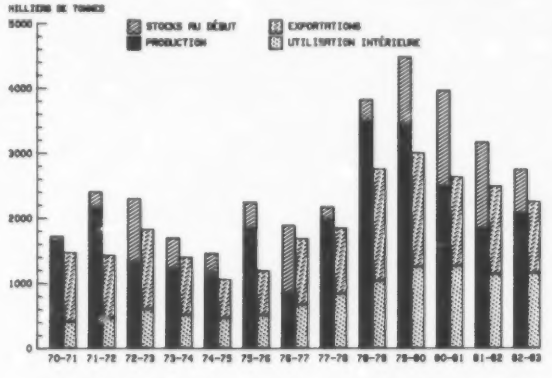


FIGURE 5. OFFRE ET CONSOMMATION DU COLZA, CANADA



Source: Statistique Canada.

l'offre, qui s'est traduite par de faibles stocks de report, a causé une grande anxiété; d'après moi, elle n'a pas été que le fruit du hasard. Voici donc une explication de sa cause.

L'introduction de nouvelles variétés de colza canola vers le milieu des années soixante-dix et la hausse des exportations ont fait naître de trop grands espoirs et ont stimulé de façon excessive l'essor de la capacité de trituration et la production du colza canola.

En outre, l'accroissement marqué des exportations en 1978–1979 provoqué par une baisse importante du taux de change du dollar canadien par rapport aux principales devises (ce qui a rendu le canola relativement bon marché sur les marchés extérieurs), en a stimulé la production. Cependant, comme la consommation n'a pas suivi le pas, les stocks ont atteint un niveau très embarrassant. En 1979–1980, ils auraient été encore plus imposants si les rendements n'avaient pas été inférieurs à la moyenne (1979) et s'il n'y avait pas eu une chute prononcée de la production de colza au sein de la CEE et l'augmentation consécutive des exportations canadiennes à destination de ce pays.

La surabondance des stocks, qui découle tant de la chute des exportations et de l'affaiblissement des prix du colza que de la hausse du taux de change, du problème de la rotation des cultures et de l'aggravation de la récession a été la cause principale de la réduction des superficies et de la production; cette baisse a par ailleurs entraîné, comme nous le savons tous, un resserrement de l'offre en 1981–1982, situation qui a été aggravée par le gel destructeur enregistré en août 1982 et a abouti à une raréfication de l'offre en 1982–1983.

Du point de vue du producteur, il n'est pas commercialement mauvais que les prix du colza canola soient relativement élevés et que l'offre soit serrée, surtout lorsque la marge bénéficiaire est mince et que les taux d'intérêt sont élevés. Cependant, du strict point de vue commercial, il conviendrait d'accroître la superficie de ce type de colza en 1983.

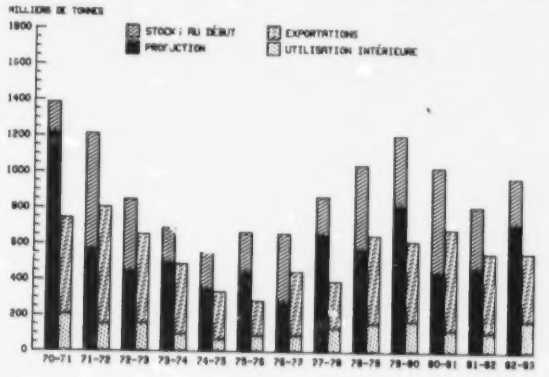
— Le rapport de prix colza/orge sera probablement favorable à la culture du colza canola au moment des semis en 1983.
— Les contingents sont abondants et le demeureront au cours de la présente campagne et de la suivante.

Le prochain conférencier discutera plus en détail de ces facteurs.

Voici quelques mots au sujet des autres oléagineux.

Les approvisionnements de lin (Figure 6) ne sont plus limités à la suite du relèvement de la production. Les exportations ont accusé une baisse, en raison d'une hausse de la production en Argentine et aux États-Unis et à cause de la récession qui a influé sur la demande d'huiles d'usage industriel. La consommation de lin en 1982–1983 devrait poursuivre le recul qu'elle a affiché l'an dernier. Les prix de cette culture ont baissé de façon importante au cours des douze derniers mois et la superficie de lin diminuera probablement en 1983, ce dont vous entretiendra aussi le prochain conférencier. On prévoit une légère hausse de prix en 1983–1984.

FIGURE 6. OFFRE ET CONSOMMATION DU LIN, CANADA



Source: Statistique Canada.

Dans le cas du soja, le rapport de prix soja/maïs pourrait, comme nous l'avons indiqué, continuer de favoriser la culture de soja au printemps de 1983 et la production à l'extérieur des régions habituelles pourrait augmenter. En 1982, les dommages causés par l'hiver au blé ont entraîné une hausse importante de la superficie de soja, ce qui ne devrait pas se répéter. Par conséquent, cette superficie en 1983 ne sera peut-être pas aussi élevée que l'an dernier. En 1983–1984, on prévoit une hausse modeste des prix, qui s'accorderont à la progression des cours mondiaux.

La superficie de tournesol a baissé en 1982 et on prévoit peu de changement en 1983.

Merci.

Perspectives sur les mises en culture en 1983

John Groenewegen

Bonjour! Après vous avoir pris connaissance de nos perspectives sur le blé, les céréales secondaires et les oléagineux en 1983, vous devez sûrement vous demander ce que la prochaine campagne nous réserve au chapitre des superficies ensemencées. D'abord, je vous parlerai des facteurs qui détermineront les mises en culture en 1983. Comme la plupart d'entre eux sont associés aux prix des diverses variétés culturales, j'établirai mes pronostics en fonction de nos prévisions sur les prix en question.

Examinons donc les facteurs qui influent sur les mises en culture. Les fluctuations de la superficie ensemencée d'une campagne à l'autre dépendent habituellement des variations du rapport de rentabilité entre les diverses cultures. Or, les prix de marché réels constituent le meilleur indice de rentabilité pour les projets de mise en culture. Ainsi, certains producteurs décideront-ils de consacrer une plus grande part de leurs superficies au soja lorsque le prix de ce dernier augmente par rapport à celui du maïs.

Les stocks de blé et d'orge détenus par les céréaliculteurs de l'Ouest canadien ont également une incidence sur la mise en culture étant donné que les prix fixés par la Commission canadienne du blé pour le blé mis en commun ne traduisent que la situation de la demande. D'autre part, les stocks à la ferme sont le reflet de la situation de l'offre en ce sens que l'offre dépasse la demande lorsque les stocks augmentent. Par exemple, lorsque les stocks atteignent un niveau excédentaire, les producteurs peuvent consacrer certaines superficies à d'autres cultures pour tirer le meilleur parti possible des débouchés du système des silos-élévateurs primaires.

FACTEURS INFLUANT SUR LES MISES EN CULTURE DE 1983

Facteurs	Variation annuelle %
Prix	
Total des paiements du blé (en commun) en 1981-1982	− 7
Paiements initiaux en 1982-1983	0
Prix de l'orge	−15
Prix de l'avoine	−20
Prix du seigle	−15
Prix du colza	− 5
Prix du lin	−10
Prix du soja	−12
Prix du maïs	−10
Stocks	
Stocks de blé à la ferme	+15
Stocks d'orge à la ferme	+ 8

Des spécialistes d'Agriculture Canada ont mis au point un modèle économétrique pour établir des prévisions sur les surfaces mises en culture. Le modèle en question considère d'abord la superficie totale consacrée aux cinq cultures principales comme une valeur fixe. Puis, il attribue une part de cette superficie à chaque culture en tenant compte des prévisions concernant le rapport de prix entre ces cultures en 1982–1983 et le volume des stocks de blé et d'orge à la ferme. Nos pronostics s'appuient sur le résultat obtenu à l'aide du modèle et sur les analyses de nos spécialistes des céréales et oléagineux.

Les prévisions concernant les superficies dérivent des prévisions sur les prix de la campagne 1982–1983. Les premières, exprimées en pourcentage de la moyenne de 1981–1982, sont résumées un peu plus loin. Selon les estimations qui seront divulguées en janvier, le total des paiements de la Commission canadienne du blé pour la campagne 1981–1982 devrait accuser un fléchissement de 7% par rapport à la campagne précédente. En 1982–1983, la moyenne des prix de l'orge sur le marché libre devrait diminuer de 15% environ par rapport à celle de 1981–1982.

Le prix moyen de l'avoine devrait fléchir de 20% cette année par rapport à celui de la dernière campagne.

On prévoit que le prix du seigle diminuera de 15%.

Selon les prévisions, le prix du maïs accusera une baisse de 10% par rapport à 1981–1982.

Passons maintenant aux oléagineux. Le prix du colza devrait être de 5% inférieur à celui de l'an dernier.

On prévoit que les prix du lin seront de 10% inférieurs à ceux de la dernière campagne.

En 1982–1983, les prix du lin devraient connaître une diminution de 10% par rapport à ceux de 1981–1982.

Le prix moyen du soja devrait accuser un recul d'environ 12% sur celui de l'an dernier.

Dans l'Ouest canadien, les stocks de blé et d'orge détenus par les agriculteurs devraient diminuer d'environ 15 et 8% respectivement.

Par exemple, toute variation du prix de l'orge a une incidence sur la superficie totale de cette céréale et aussi sur celle des autres cultures. Selon notre modèle, la baisse de 15% du prix de l'orge devrait entraîner une réduction de 12% de la superficie consacrée à

INCIDENCE D'UNE VARIATION DES FACTEURS SUR LES SURFACES MISES EN CULTURE DANS LES PRAIRIES

Facteur	Pourcentage de variation	Incidence (pourcentage)	
		Superficie de la culture principale	Superficie des autres cultures
Prix de l'orge	−15	−12	+4
Prix de l'avoine	−20	−30	+2
Prix du colza	− 5	− 5	+1
Stocks de blé à la ferme	+15	− ,5	+ ,8

cette céréale de même qu'une augmentation de 4% de celle des autres cultures. De même, une baisse de 20% du prix de l'avoine devrait entraîner une réduction de 30% de la superficie consacrée à cette céréale ainsi qu'une hausse de 2% de celle des autres cultures.

Le fléchissement prévu de 5% des prix de colza devrait se traduire par une baisse de 5% de la superficie consacrée à cet oléagineux et par un gain de 1% de celle des autres cultures.

Par ailleurs, on prévoit une hausse de 15% des stocks de blé à la ferme, qui devrait se solder par une diminution de 0,5% de la superficie totale de blé et par un accroissement de 0,8% de celle des autres cultures.

Nous parlerons plus loin de l'effet cumulatif de toutes ces variations sur les superficies totales et de la façon dont elles influencent les mises en culture. En tenant compte du blé, nous prévoyons que les surfaces ensemencées atteindront le niveau record de 32 millions d'acres, soit 3% de plus que le chiffre de 1982 (31,1 millions d'acres). Cette hausse tient au fait que les prix des céréales fourragères dans les Prairies ont accusé un recul beaucoup plus considérable que ceux du blé. L'accroissement des superficies consacrées au blé d'hiver en Ontario a également exercé une certaine influence à ce chapitre.

Selon les prévisions, la superficie ensemencée en orge-grain devrait se chiffrer à 11,9 millions d'acres (près de 11 millions d'acres dans les Prairies) en vertu d'une baisse de 7% imputable à la chute vertigineuse des prix des céréales fourragères. En 1982 et 1981, les mises en culture avaient totalisé 12,8 et 13,5 millions d'acres respectivement.

Les mises en culture d'avoine devraient diminuer de 15% pour se chiffrer à 3,5 millions d'acres.

On prévoit que les superficies de seigle n'accuseront qu'un léger recul pour s'établir à 1,1 million d'acres.

Les emblavures de maïs devraient connaître un autre fléchissement, celui-là de 5%, en 1983 pour totaliser 2,6 millions d'acres. Cette diminution est attribuable à une baisse des projets de mise en culture au Manitoba ainsi qu'à une meilleure rentabilité du soja et du blé par rapport au maïs en Ontario.

Les superficies de colza devraient passer de 4,24 millions d'acres en 1982 (3,6 millions d'acres en 1981) à 4,9 millions d'acres en 1983 grâce à un gain de 14% et cela, malgré l'annonce d'une baisse de 5% des prix de cet oléagineux. Ce gain vient confirmer le rapport beaucoup plus favorable entre les prix du colza et de l'orge, situation qu'on attribue au fait que le recul des prix du colza devrait être beaucoup moins prononcé que celui des prix des céréales fourragères dans les Prairies.

Les mises en culture de lin se chiffreront probablement à 1,4 million d'acres en vertu d'un fléchissement de 13%.

La superficie de soja devrait diminuer de 11% pour se chiffrer à 800 000 acres. Cette situation est attribuable au fait qu'on a consacré 150 000 acres de plus au soja en Ontario en 1982, par suite des dégâts considérables causés aux cultures de blé par l'hiver. N'eût été de ces dégâts, les emblavures de 1982 auraient totalisé moins de 800 000 acres. Par conséquent, notre prévision (800 000) représente un gain par rapport au résultat auquel on devait normalement s'attendre en 1982.

Compte tenu de la superficie récoltée et de ces prévisions, on peut déduire que 58,3 millions d'acres (23,6 millions d'hectares) seront consacrées aux cultures mentionnées, soit une baisse de moins de 1% par rapport à l'an dernier. On ne prévoit pas d'augmentation en raison de la moindre rentabilité des cultures par rapport aux pâturages (secteur de l'élevage).

Pour 1983, les principaux changements prévus au chapitre des surfaces ensemencées s'établissent comme suit: blé — gain de 3% à 32 millions d'acres; orge — un peu moins de 12 millions d'acres en vertu d'une baisse de 7%; maïs — diminution de 5% à 2,6 millions d'acres et colza — gain de 14% à 4,9 millions d'acres. Ces variations traduisent les fluctuations des prix relatifs prévues pour 1982–1983 (les cotes des oléagineux et du blé semblent plus favorables que celles des céréales fourragères).

J'espère que ce bref aperçu des mises en culture pour 1983 sera utile à tous ceux qui participent de près ou de loin aux activités de l'important secteur canadien des céréales et oléagineux.

Merci.

SURFACES MISES EN CULTURE AU CANADA

	Prévisions pour 1983		Pourcentage de variation par rapport à 1982
	Millions d'acres	Millions d'hectares	
Blé	32,1	13,0	+ 3
Orge	11,9	4,8	− 7
Avoine	3,5	1,4	−15
Seigle	1,1	0,4	− 3
Maïs	2,6	1,1	− 5
Colza	4,9	2,0	+14
Lin	1,4	0,5	−13
Soja	0,8	0,3	−11
Total	58,3	23,6	− 1

Aperçu des tendances des marchés canadiens et mondiaux des céréales

S. Weedle

Monsieur le Président, mesdames et messieurs,

Le thème de la Conférence des perspectives de cette année est le développement des marchés; ce qui correspond, pour l'industrie canadienne des céréales, à l'ouverture de nouveaux débouchés sur les marchés internationaux.

Pendant les 10 prochaines minutes, je vais donner un bref aperçu des tendances observées par le passé dans les marchés mondiaux d'exportation et d'importation, en mettant l'accent sur les secteurs canadiens actuellement en essor. Cet exposé servira simplement de révision à ceux qui sont déjà versés dans ce sujet. Il devrait constituer pour les autres, une importante et intéressante source d'information. Pour tous, il servira de point de départ pour les débats sur les perspectives d'avenir du commerce dont traiteront les deux exposés suivants.

En examinant l'évolution du commerce mondial au cours des deux dernières décennies, nous constatons que le commerce du blé a plus que doublé, passant de 42 Mt en 1960–1961 à 100 Mt dans les prévisions pour 1982–1983. En même temps, le commerce mondial des céréales secondaires est passé de 24 Mt en 1960–1961 à 103 Mt cette année. Il peut être utile de noter que la croissance des marchés mondiaux du blé a été relativement stable comparativement à celle des céréales secondaires. En fait, les premiers ont continué leur essor alors que pendant les deux dernières années, le commerce des céréales secondaires enregistrait une baisse.

En plus des changements survenus dans le volume des céréales exportées, d'importantes modifications structurales ont marqué les dernières décennies. Depuis le début des années 1950, plusieurs régions qui se partageaient une bonne part du marché d'exportation des céréales comme certaines parties de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique du Sud sont devenues des importateurs nets. En même temps, la concentration du marché à l'exportation a augmenté à un point tel qu'actuellement, l'Argentine, l'Australie, la Communauté économique européenne (CEE), le Canada et les États-Unis sont devenus les cinq principaux exportateurs. Ensemble, ils s'accaparent environ 95% du marché d'exportation du blé, dont plus de 65% pour le Canada et les États-Unis seulement. Les marchés d'exportation des céréales secondaires sont encore plus concentrés, les États-Unis détenant à eux seuls environ 70% du marché mondial.

Exportateurs

En regardant plus en détails les changements survenus au niveau des exportations de blé de 1955 à 1980, nous constatons que les exportations de l'Argentine ont fluctué de 3 Mt à un maximum de 8 Mt en 1965 pour finalement s'établir à 4 Mt en 1980. Les exportations de blé australien ont enregistré une hausse modérée mais constante de 3 à 10 Mt alors que celles du Canada ont doublé, passant de 8 à 16 Mt. La CEE a quintuplé ses exportations, ces dernières passant de 3 à 15 Mt et les exportations américaines ont plus que quadruplé grimpant de 9 à 41 Mt pendant cette période de 25 années.

L'étude de la part du marché des cinq principaux exportateurs de céréales secondaires montre une croissance modérée en Argentine, en Australie, au Canada et dans la CEE et une augmentation presque exponentielle du volume des exportations des États-Unis, qui sont passées de 6 Mt en 1955 à 70 Mt en 1980 en raison surtout d'une progression vertigineuse de la production de maïs.

Bien que les États-Unis aient toujours dominé la scène dans ce secteur, l'importance du Canada sur le marché des céréales secondaires repose sur le fait que nous sommes les plus grands exportateurs d'orge au monde, suivis de près par la CEE et l'Australie. Bien que l'orge et le maïs puissent facilement se substituer l'un à l'autre, ce sont en fait deux produits distincts ayant chacun leurs caractéristiques et leurs utilisations propres comme aliments destinés à la consommation humaine ou à celle du bétail.

Importateurs

Pendant les deux dernières décennies, nous avons pu observer plusieurs changements importants dans les caractéristiques des pays importateurs de céréales et dans la concentration des marchés.

Le nombre de pays importateurs a augmenté depuis le début des années 1950. À cette époque, l'Europe occidentale importait la plus grande partie des céréales tandis qu'aujourd'hui, on compte environ 200 pays importateurs. Pendant cette période, on a aussi pu constater une augmentation de la concentration des marchés d'importation. Actuellement, la Chine, le Japon et l'URSS se partagent environ 40% des importations mondiales de céréales. Si l'on ajoute la CEE et l'Europe de l'Est à cette liste, cette part s'élève à 60%.

En regardant de plus près les changements dans les caractéristiques des pays importateurs de céréales, on remarque qu'il y a eu une baisse dans les importations des pays industrialisés et une tendance à la hausse dans les pays à économie dirigée et ceux en voie de développement. La part du marché mondial d'importation des céréales des pays industrialisés a chuté de 57% en 1961 à 27% actuellement. Ce fléchissement est dû en partie à la plus grande autonomie de l'Europe de l'Ouest pour le blé et à l'utilisation accrue du manioc et d'autres substituts de céréales importés en franchise comme aliments du bétail par la CEE. Les importations totales de céréales par les pays en voie de développement ont grimpé de 18 Mt en 1961 à 75 Mt en 1980, ce qui représente environ 40% du marché. La hausse la plus importante a été enregistrée dans les pays en développement à revenu moyen dont l'Egypte, la Corée du Sud, Taïwan, le Mexique, le Brésil et quelques pays du Golfe. Les pays communistes, dont l'Union soviétique, les pays de l'Europe de l'Est et la République populaire de Chine, ont importé 13 Mt de céréales en 1961, 18 Mt en 1970 et plus de 60 Mt en 1980, ce qui représente environ 30% du marché mondial des céréales.

Rôle du Canada

Afin de mieux comprendre le rôle du Canada dans le secteur de l'exportation des céréales, penchons-nous un peu sur les marchés d'importation que notre pays a développés pendant les 20 dernières années. L'étude des changements survenus à partir des moyennes quinquennales nous permet de déterminer les tendances à long terme en faisant abstraction des variations annuelles.

Les progrès réalisés dans la production des céréales par la CEE et, surtout, l'accession à la Communauté de nouveaux États-membres au début des années 1970 ont fait chuter de 44% les exportations canadiennes de blé vers ces pays. Cependant, les achats de blé canadien par l'Europe de l'Est ont plus que doublé, en raison tout des besoins accrus de la Pologne et de l'URSS.

Les importations de blé canadien par l'Afrique ont grimpé de 100 à 1100 milliers de tonnes pendant les deux dernières décennies, l'Algérie venant en tête, alors que le Ghana, le Maroc et la Tunisie augmentaient leurs importations pendant les années '70. Les exportations au Moyen-Orient ont, pour leur part, bondi de 44 à plus de 500 000 t, soit le progrès le plus important réalisé au début des années '70. Les importations par l'Asie ont avancé de 1955 à 1970 pour ensuite chuter vers la fin des années 1970 à la suite des progrès étonnants réalisés dans des pays comme l'Inde qui a réussi à devenir pratiquement autonome en céréales.

Les exportations aux pays de l'hémisphère occidental ont sextuplé passant de 364 à 1763 milliers de tonnes pendant les 20 dernières années, les hausses les plus importantes allant au Brésil et à Cuba. Au total, les exportations de blé canadien ont augmenté de 10 à 17,4 Mt pendant les deux dernières décennies.

Les exportations de céréales secondaires ont avancé encore plus rapidement que celles du blé, passant d'une moyenne de 0,8 Mt de 1960 à 1965, à 4,5 Mt de 1980 à 1982. Bien que le Canada ait enregistré des hausses importantes des ventes de maïs pendant les dernières années, l'orge reste la principale céréale secondaire exportée.

En examinant les moyennes quinquennales des exportations d'orge pendant les deux dernières décennies, nous remarquons un développement de tous les marchés pendant les années '70, suivi d'un ralentissement causé par une baisse des ventes à la CEE et, plus récemment, à l'Afrique et au Moyen-Orient. Les exportations à l'Europe de l'Est ont augmenté de façon considérable, alors que les ventes en Asie et en Amérique montraient une croissance constante mais modérée.

Derniers développements

Pendant les années '60 et au début des années '70, la consommation et la production mondiales ont été les facteurs clés qui ont influé sur le commerce des céréales. Plus récemment, cependant, la situation économique internationale a pris de plus en plus d'importance. L'endettement national brut atteignant 90 milliards de dollars (US) dans les pays de l'Est et 660 milliards de dollars dans les pays du Tiers-monde, les difficultés éprouvées par plusieurs pays à financer leurs besoins en céréales importées exercent une pression à la baisse sur la demande mondiale, pression qui persistera probablement. Cette situation crée une concurrence accrue chez les pays exportateurs dont les politiques intérieures et internationales influent de plus en plus sur le marché mondial des céréales.

Conclusion

Pour résumer, permettez-moi de récapituler.

— Le commerce mondial du blé a progressé constamment alors que celui des céréales secondaires, qui avait connu une croissance rapide au cours des années '70, a ensuite régressé pendant les années 1980.

— La concentration des marchés des pays importateurs et exportateurs a augmenté.
— Il y a eu des changements au niveau des principaux importateurs de céréales canadiennes ou d'autres pays, passant des pays développés aux pays à économie planifiée et des pays en développement à revenu moyen à ceux à revenu élevé.
— La conjoncture économique mondiale et les nouvelles politiques à l'exportation ont été et continueront probablement d'être des facteurs clés dans le commerce mondial des céréales.

Je vous remercie.

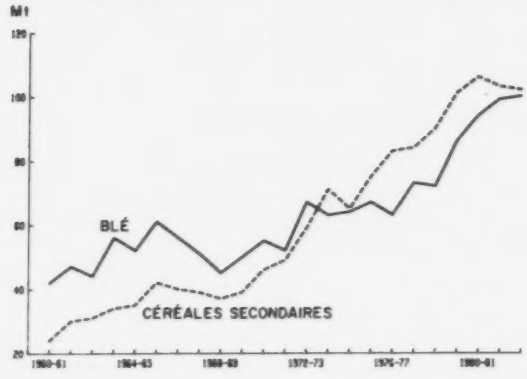
EXPORTATIONS DE BLÉ CANADIEN PAR RÉGION

	Moyenne quinquennale				Moyenne bisannuelle
	1960-1961 à 1964-1965	1965-1966 à 1969-1970	1970-1971 à 1974-1975	1975-1976 à 1979-1980	1980-1981 à 1981-1982
	(milliers de tonnes)				
CEE	3 803	2 954	2 565	2 334	2 126
Europe de l'Est	2 189	2 631	1 967	3 167	5 918
Afrique	101	150	610	774	1 137
Moyen-Orient	44	28	462	586	545
Asie	3 066	4 107	5 165	4 564	4 681
Hémisphère occidental	364	370	1 098	1 763	2 186
Total	9 966	9 034	12 078	13 422	17 350

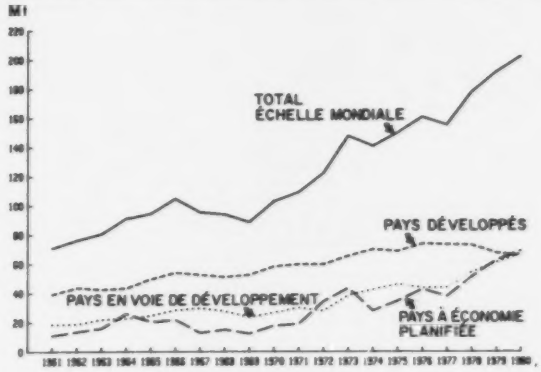
EXPORTATIONS D'ORGE CANADIEN PAR RÉGION

	Moyenne quinquennale				Moyenne bisannuelle
	1960-1961 à 1964-1965	1965-1966 à 1969-1970	1970-1971 à 1974-1975	1975-1976 à 1979-1980	1980-1981 à 1981-1982
	(milliers de tonnes)				
CEE	201	473	1409	937	448
Europe de l'Est	13	24	600	1067	2302
Afrique	–	4	38	91	20
Moyen-Orient	3	66	307	427	259
Asie	311	219	767	879	979
Hémisphère occidental	179	162	293	280	297
Total	825	1100	3663	3948	4479

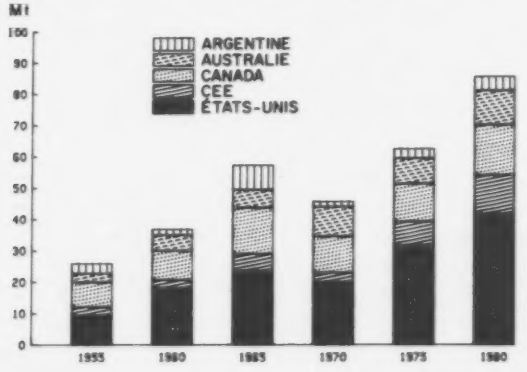
COMMERCE MONDIAL DU BLÉ ET DES CÉRÉALES SECONDAIRES, DE 1960–1961 À 1982–1983 (PRÉVISIONS)



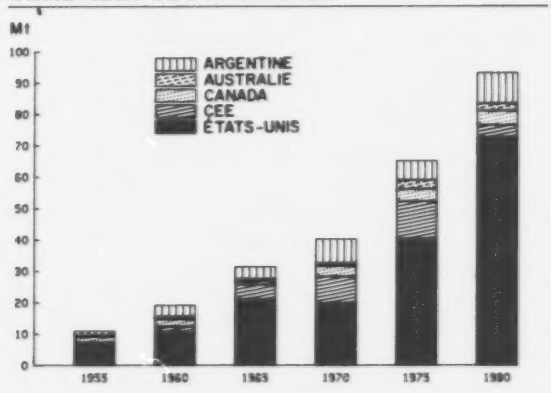
IMPORTATIONS MONDIALES DE CÉRÉALES, DE 1961 À 1980



EXPORTATIONS MONDIALES DE BLÉ



EXPORTATIONS MONDIALES DE CÉRÉALES SECONDAIRES



Perspectives commerciales pour les pays à économie planifiée

Georgina Vitonova

J'aimerais, dans cet exposé, me pencher sur le rôle des pays à économie planifiée sur le marché mondial, ainsi que sur les principaux facteurs qui les ont poussés à modifier leurs importations de céréales. J'expliquerai enfin comment je perçois le développement du marché des céréales de ces pays dans les années '80. Mais permettez-moi d'abord de commenter brièvement le commerce des céréales en général et certains facteurs et mesures qui influent sur ce dernier.

Commerce mondial des céréales

Les achats de céréales des pays à économie planifiée, principalement de l'URSS, ont toujours été mieux couverts par la presse que ceux des autres importateurs. Ceci est bien naturel, compte tenu du volume des céréales importées et de la production globale. Les pays à économie planifiée, notamment l'URSS, la République populaire de Chine et sept pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie) comptent pour plus de 30% de la population mondiale et un cinquième du produit national brut mondial. Récemment, on estime que ces pays ont consommé 40% et produit plus de 35% des céréales mondiales. Leur influence sur le marché international est donc indiscutable. Toutefois, il semble passablement discutable que ces pays soient la cause principale de l'instabilité du marché.

L'instabilité et l'incertitude du marché agricole mondial, dont les céréales constituent l'une des principales composantes, sont attribuables à des facteurs naturels (climatiques), économiques et politiques. Mais en raison de l'impact de ces facteurs sur les récoltes, la production peut varier considérablement d'une année à l'autre, tant dans les principaux pays importateurs que dans les pays exportateurs.

Chaque pays réagit de façon différente devant les problèmes créés par cette situation. La plupart tentent d'acquérir l'autosuffisance en augmentant la production, en réduisant la consommation ou en contrôlant les importations. Pour leur part, les exportateurs encouragent la production intérieure, subventionnent les exportations ou limitent leurs ventes à l'étranger lorsque les approvisionnements sont restreints, afin de protéger leurs consommateurs.

Il existe une relation évidente entre les politiques intérieures, et dans certains cas les politiques étrangères, et la stabilité du marché international. Les politiques intérieures, même celles qui ne visent pas le commerce, créent parfois des barrières commerciales et perturbent le marché. Les récents développements semblent justifier les inquiétudes à l'égard de l'instabilité croissante du marché international attribuable aux retombées de ces politiques.

Nouveau rôle des pays à économie planifiée dans les années '70

Jusqu'en 1960, les pays à économie planifiée étaient autosuffisants en céréales et exportaient leurs produits agricoles. L'Union soviétique constituait l'un des plus grands exportateurs de blé et la Chine, un important concurrent en matière d'oléagineux. Au début des années '70, les importations nettes de céréales de tous les pays à économie planifiée ne représentaient que 6,5% des importations mondiales de grains. À la fin de la décennie, cependant, cette part du marché international dépassait 30%. En fait, plus de la moitié de la hausse du commerce mondial des céréales entre 1970 et 1980 est attribuable à la demande des pays à économie planifie. Cette dépendance accrue sur le reste du monde n'a pas été uniforme dans tous ces pays; en effet, la presque totalité de la hausse des importations de céréales revient à quatre pays: l'URSS, la Pologne, la RDA et la Chine.

Pourquoi le commerce agro-alimentaire s'est-il modifié de la sorte? Il n'y a pas d'explication simple et facile du phénomène. Les pays en question ont connu de nombreux changements politiques, économiques et structuraux depuis l'établissement du système socialiste. Le rendement global de leur économie était favorable, dans l'ensemble, jusqu'à la fin des années '60. Toutefois, les différents secteurs de l'économie n'ont pas tous prospéré. Le secteur agro-alimentaire, notamment, marquait un net recul par rapport aux autres. De plus, le développement économique s'est accompagné d'un important afflux de capitaux, en argent et en valeurs réelles.

Plusieurs facteurs ont cependant été responsables de la hausse rapide des importations de céréales dans les pays à économie planifiée au cours des années '70 et n'ont pas eu les mêmes retombées en URSS, en Chine et en Europe de l'Est. Les trois principaux sont les suivants: croissance rapide de la demande de viande et de produits animaux en URSS et en Europe de l'Est, introduction d'importantes subventions sur

les prix des aliments et lente croissance de la production agricole, surtout en URSS et en Pologne. En Chine, la principale cause de la demande accrue en céréales provient de nouvelles politiques adoptées en 1977 et en 1978 (tendant à améliorer les conditions économiques et à favoriser des échanges plus libres avec l'étranger).

La hausse de la demande pour les produits animaux en URSS et en Europe de l'Est est le résultat d'une forte progression du revenu par habitant et de l'élasticité de la demande qui en est issue. De plus, les approvisionnements restreints d'aliments de qualité et la pénurie du logement ont détourné la demande vers la viande et les autres produits animaux. La hausse de la demande en viande a aussi été accentuée par les subventions sur les prix des aliments. Tandis que les prix à la production, et dans certains cas les coûts de production, augmentaient périodiquement, les prix des aliments comme la viande, le lait, le pain et le sucre sont demeurés les mêmes pendant de nombreuses années. Les subventions d'État correspondaient, dans de nombreux cas, aux prix réels de détail. En ne réussissant pas à rajuster les prix de détail en fonction des prix à la production, on a fait baisser le prix réel des aliments au cours de la dernière décennie.

La demande croissante en viande a poussé les gouvernements à stimuler la production animale. Bien que les pays de l'Europe de l'Est aient enregistré une hausse remarquable dans la production de céréales, un rapport favorable entre bétail et les céréales fourragères a stimulé davantage le secteur de l'élevage que celui des cultures. Cette croissance non équilibrée a accentué l'écart entre l'offre et la demande intérieures de grains.

L'amélioration des régimes alimentaires et l'autosuffisance en matière d'aliments, particulièrement en céréales, ont longtemps constitué les objectifs des pays à économie planifiée. Bien que l'Europe de l'Est ait réussi à rehausser le régime alimentaire de sa population (par exemple, la consommation de viande a augmenté d'un quart durant les années '70), le niveau d'autosuffisance en matière de céréales n'a pas changé (90% dans les années '60 et 90% à la fin des années '70). Par conséquent, la progression du secteur de l'élevage a été réalisée, en grande partie, grâce à la hausse des importations de céréales et d'autres aliments du bétail provenant de pays à monnaie forte.

Contrairement aux pays de l'Europe de l'Est, l'Union soviétique n'a pas réussi à augmenter substantiellement sa consommation de viande par habitant. En fait, elle est demeurée la même de 1975 à 1980 tandis qu'elle n'avait progressé que de 10% entre 1970 et 1975.

L'amélioration du régime alimentaire soviétique a été plutôt modeste, compte tenu des efforts déployés pour accroître l'élevage, et le degré d'autosuffisance en matière de céréales a même chuté. L'URSS a importé plus de 100 millions de tonnes entre 1975 et 1980, mais en raison des faibles approvisionnements intérieurs de céréales et d'autres aliments du bétail, les importations de grains ont surtout servi à maintenir le cheptel existant et non à augmenter la production animale.

Contrairement à leurs politiques de crédit des années '60, les gouvernements de l'Europe de l'Est se sont tournés vers les banquiers occidentaux pour les crédits et vers les exportations de l'Ouest pour le financement des importations de produits primaires agricoles. En 1980, les six pays de l'Europe de l'Est avaient accumulé des dettes envers l'étranger de l'ordre de 67 milliards de dollars, contre 8 milliards en 1970.

Malgré la hausse substantielle des importations de céréales, l'URSS et la Chine ont pu assez bien contrôler leur situation financière. Récemment, l'URSS a subi des compressions à court terme sur ses réserves de monnaies fortes; toutefois, sa dette nette envers l'étranger, actuellement évaluée à environ 10 milliards de dollars, n'est pas considérée dramatique, compte tenu des recettes à l'exportation et des ressources économiques du pays.

Développement du marché des céréales dans les années '80

Avec les difficultés économiques et financières croissantes, les importations de céréales et les subventions sur les aliments sont devenues un fardeau pour l'économie et ont obligé les gouvernements à modifier leurs politiques agro-alimentaires.

Puisqu'il est difficile d'accroître substantiellement la production agricole, la plupart des pays croient que la seule façon d'atteindre un équilibre et l'autosuffisance alimentaires dans les plus brefs délais consiste à modifier leur demande et leur consommation alimentaires, grâce à une hausse des prix des aliments et à la réduction de la consommation de viande et grâce à des limites d'importation de céréales. La Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande, la Pologne et la Roumanie, entre autres, reconnaissent l'austérité de telles mesures restrictives et ralentissent délibérément leur croissance économique, ce qui constitue leur principal changement de politique.

L'URSS a réagi différemment devant ses problèmes agricoles en mettant toujours l'accent sur la hausse de la production agricole par l'établissement d'objectifs élevés, l'augmentation des investissements, des prix à la production, des subventions, etc. Comme le gouvernement soviétique a reconnu que

les approvisionnements alimentaires constituaient «le plus grand problème économique et politique qui menace la nation», le principal objectif du programme est de résoudre la situation alimentaire. Toutefois, le programme est également conçu pour réduire les importations de céréales et d'autres produits alimentaires.

Bien que les pays à économie planifiée se ressemblent sur plusieurs points, ils ont des intérêts économiques et politiques plutôt divergents et ceux-ci se manifestent clairement dans les modifications apportées aux politiques agricoles. Toutefois, leurs programmes partagent des aspects communs évidents: ils visent avant tout l'autosuffisance de chaque pays et région et ont pour but de réduire la dépendance sur les importations de céréales provenant des pays à monnaies fortes.

Que peut-on attendre de ces modifications à la politique agricole et quelles sont leurs retombées sur le marché mondial des céréales?

L'Europe de l'Est et l'URSS ont entamé les années '80 dans une situation économique et financière périlleuse.

Même si les plans dictent une croissance ralentie de la production agricole, les gouvernements connaîtront encore de la difficulté à atteindre les objectifs des programmes. L'agriculture n'est pas le seul secteur problématique: toute l'économie doit être réformée et réorientée. Les gouvernements entreprennent un programme expérimental de réformes économiques sélectives qui sont pour le moins inadéquates pour résoudre les problèmes fondamentaux. Pour l'instant, les gouvernements de l'Europe de l'Est s'efforcent de redresser leur situation financière par la limitation des importations de céréales. On a déjà prévenu les consommateurs d'une baisse probable des approvisionnements de viandes; on peut donc présumer que la politique de restriction des importations de céréales se poursuivra.

Perspectives à court terme

Les importations de céréales de l'Europe de l'Est ont culminé à plus de 18 millions de tonnes en 1980. Selon les prévisions sur les productions animale et céréalière et en présumant que les pays réaliseront certains objectifs de leurs programmes, particulièrement dans la restructuration du cheptel, les importations de céréales devraient chuter d'environ 35 à 45% par rapport au volume enregistré en 1980 pour se situer à 8 ou 9 millions de tonnes d'ici à 1985. Elles ont déjà connu une baisse considérable en 1981–1982 et devraient poursuivre cette tendance, bien qu'à un rythme modéré, entre 1982 et 1985.

L'URSS a importé 46 millions de tonnes de céréales en 1981–1982, et il est raisonnable de croire que de tels achats ne se répèteront pas, du moins pas de façon régulière. Si les prévisions sur les importations de céréales pouvaient être fondées sur des facteurs purement économiques, on pourrait normalement prévoir des importations de 46 millions de tonnes ou plus. Toutefois, le gouvernement ne s'oriente pas dans cette direction, surtout pour des raisons politiques, mais aussi à cause de certaines contraintes économiques. C'est ce qui est ressorti de l'annonce officielle faite devant le comité central du parti durant la présentation du nouveau programme alimentaire. Il a été dit que «les importations de céréales des pays capitalistes doivent être réduites, non seulement pour encourager l'autosuffisance intérieure en matière d'aliments et de fourrages, mais aussi pour éviter que les ventes de céréales ne servent d'instruments de pression politique». Par ailleurs, on a précisé que les importations se poursuivraient en vue de renflouer les réserves, pourvu que ce soit économiquement faisable.

En présumant que le nouveau gouvernement suivra la politique du programme alimentaire et que les modifications à la politique agricole rehausseront quelque peu l'efficacité de la production, les importations moyennes de céréales jusqu'en 1985 pourraient varier entre 25 et 35 millions de tonnes, selon la production céréalière intérieure.

La Chine est un acheteur relativement stable et l'on doute que ses importations entre 1982 et 1985 dépassent le volume stipulé dans les ententes à long terme existantes, qui prévoient notamment des importations annuelles de céréales variant de 12,5 à 17,5 millions de tonnes. On croit que ce dernier chiffre représente la capacité maximale de manutention dans ce pays.

Développement du marché jusqu'en 1990

Il est téméraire d'avancer des prévisions à long terme, surtout pour les pays où les importations relèvent de décisions politiques. Par conséquent, je garde certaines réserves sur l'exposé qui suit.

On prévoit que les importations globales de céréales de l'Europe de l'Est de l'URSS continueront de chuter entre 1985 et 1990.

Tous les pays de l'Europe de l'Est visent à devenir autosuffisants en matière de céréales. Toutefois, la politique d'autosuffisance peut être problématique dans certains pays et même économiquement désavantageuse. Les importations de céréales tomberont probablement encore de 45 à 50% pour se situer entre 4 et 5 millions de tonnes.

Il est difficile d'établir des perspectives sur les importations de céréales de l'URSS. Même si l'on tente une analyse objective, les résultats peuvent être très différents de ce que nous réserve 1990.

Par contre, l'analyse de la situation actuelle et du programme alimentaire prévu jusqu'en 1990 ne suggère pas beaucoup d'options. Le principal objectif des années '70 était d'augmenter la productivité agricole par une meilleure utilisation des ressources. Toutefois, la tentative pour accélérer la croissance de l'efficacité a constitué le principal échec de la politique. L'efficacité de la production agricole des années '80 n'est pas seulement un objectif, mais une nécessité, et l'on peut prévoir certaines améliorations dans ce sens. Mais même si cette hypothèse se concrétisait, les importations de céréales seraient essentielles pour parer aux mauvaises récoltes et pour reconstituer les réserves de céréales. Toutefois, on ne prévoit pas d'importations supérieures aux prévisions pour 1983–1985; en fait, elles seront probablement inférieures. Les conditions d'entreposage ne devraient s'améliorer que graduellement de sorte que les reports resteront insuffisants pour répondre aux besoins. De plus, l'utilisation de céréales peut être inférieure aux récentes prévisions. On n'atteindra probablement pas l'objectif de production de viande pour 1990, fixé entre 20 et 20,5 millions de tonnes. En fait, les 18 millions de tonnes prévues constitueraient un bon résultat.

Certains analystes occidentaux prévoient une hausse gigantesque des importations de céréales en Chine. Il s'agit de prévisions hautement spéculatives. La Chine procède actuellement à un rajustement économique et le gouvernement a adopté une philosophie de souplesse et de prudence. La Chine se trouve dans une bonne situation financière, acquise au cours des ans par la prudence commerciale, et cette politique devrait se poursuivre jusqu'en 1990. Il est probable que les importations de céréales augmenteront, mais non dans une grande mesure. Même si la Chine importe actuellement environ 16 millions de tonnes de céréales, la dépendance sur les céréales étrangères est considérable par rapport aux disponibilités intérieures. Il est douteux que la Chine acceptera d'accentuer sa dépendance vis-à-vis l'Occident et de faire la même erreur que l'URSS et certains pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire d'édifier un secteur de l'élevage sur les fourrages importés.

Ces prévisions reposent sur une production agricole inférieure à celle prévue, ou sur une très petite augmentation ou même sur une réduction de la consommation de produits carnés par habitant. Certains analystes occidentaux affirment que c'est là un avenir peu reluisant pour les consommateurs. Mais cet avenir est-il vraiment si terne? Peut-être si on regarde la consommation alimentaire de ces pays d'un point de vue canadien ou américain. Par exemple, la Hongrie consomme 70 kg de viande par habitant, ce qui ne semble pas très favorable face aux 111 kg par habitant au Canada. Mais cela se compare bien aux 67 kg de viande par habitant consommés par les Suédois. On pourrait aussi comparer les 84 kg de la République fédérale d'Allemagne avec les 89 kg de la République démocratique allemande, ou encore les 85 kg de l'Autriche aux 85 kg de la Tchécoslovaquie. La consommation de viande dans ces pays s'équivaut en général. Par contre les pays à économie planifiée tirent de l'arrière au niveau de la qualité et de la variété des viandes et de leurs produits. Aussi, leurs programmes alimentaires visent-ils à améliorer cette lacune.

Bien que les futurs achats de céréales des pays à économie planifiée dépendront de l'aptitude de ces pays à réaliser les objectifs fixés par les programmes, et aussi de certains facteurs extérieurs au secteur agricole, le volume des grains qu'ils importeront reposera en grande partie sur leurs aptitudes à entreprendre les rajustements économiques qui peuvent être nécessaires dans les années à venir. Il semble que le principal problème des années '70 a été que les pays n'ont pas réussi à instaurer une réforme substantielle et libérale, sauf en Hongrie et en Chine où la politique agro-alimentaire a été modifiée. De plus, l'intérêt commercial de l'Ouest et l'accès facile aux crédits occidentaux ont permis d'importer de la technologie et des aliments et de retarder les réformes économiques. Les pays ont chèrement payé leurs erreurs.

Il est de plus en plus probable que les chefs politiques, même ceux de l'URSS, seront obligés de prendre de dures décisions pour faire face aux problèmes économiques croissants et pour introduire des réformes économiques plus globales au cours des années '80. Dans le monde d'aujourd'hui, rétréci par les progrès techniques et dominé par la concurrence économique des nations, il n'y a pas de place pour les systèmes inefficaces.

Je vous remercie de votre attention.

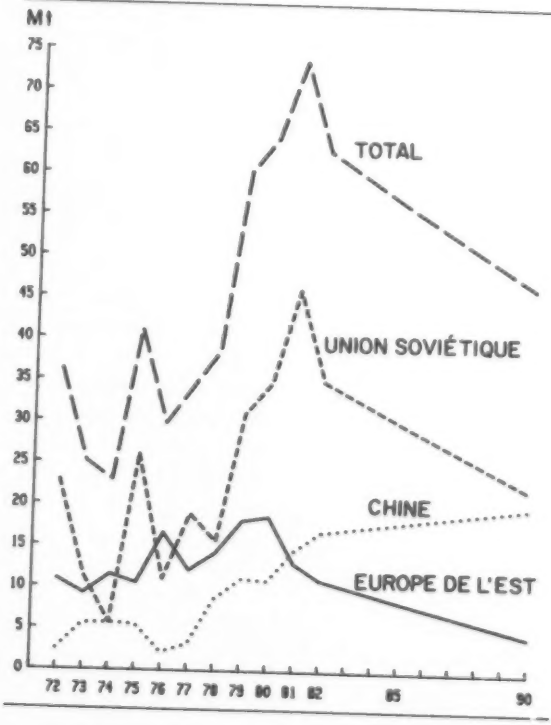
DETTE NETTE EN MONNAIES FORTES DES PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE ENVERS L'OCCIDENT (en milliards de dollars)

Année	Union soviétique	Europe de l'Est	Banques du CAEM	Yougoslavie	Chine
1975	8,6	21,0	2,2	5,7	N/D
1976	11,9	27,4	2,9	5,9	N/D
1977	11,9	34,2	3,8	7,4	N/D
1978	11,0	42,4	4,5	9,4	0,3
1979	9,5	50,3	4,4	13,5	1,2
1980	8,7	55,0	4,3	16,8	3,7
1981	10,2	55,6	3,9	17,9	−2,7
1982	7,9	56,4	3,6	18,3	−8,1

CONSOMMATION DE VIANDE PAR HABITANT (en kilogrammes)

	Pays à économie planifiée - données réelles de 1965 à 1981 et prévisions pour 1985					
	1965	1971	1975	1980	1981	1985
Bulgarie	40	44	58	61	63	66
Tchécoslovaquie	62	74	81	85	85	81
RDA	59	68	78	89	89	86
Hongrie	52	60	68	70	70	72
Pologne	49	56	70	74	64	66
Roumanie	23	29	46	60	59	64
Yougoslavie	27	38	48	56	56	58
URSS	41	50	57	57	56	60
Chine				10		11
Canada			111			

COMMERCE DES CÉRÉALES DES PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE, DONNÉES RÉELLES DE 1972 À 1982, ET PRÉVISIONS POUR 1985 ET 1990



CONSOMMATION DE VIANDE PAR HABITANT (kilogrammes)

	Pays industrialisés choisis consommation courante
Autriche	85
RFA	84
Suède	67
Suisse	80
Canada	111

Perspectives commerciales pour les pays à économie non planifiée

Brian T. Oleson

Though the corn will grow much higher
The wheat and cotton too
We'll never have to push a plough
In nineteen ninety-two
But you can bet your bottom dollar
If what I say is true
We'll still be crying for farm relief
In nineteen ninety-two

Source: Extrait d'une chanson populaire anglaise des années '30

Dans cet extrait d'une chanson populaire anglaise des années '30 intitulée «In Nineteen Ninety-Two»', on essaie de prédire la situation économique du secteur agricole dans 60 ans. À tout prendre, il nous faut admettre que les prévisions sont sensées. En effet, elles laissent supposer que les rendements augmenteront considérablement, que le secteur agricole adoptera des techniques permettant des économies de main-d'œuvre, que malgré l'introduction de ces nouvelles techniques le problème du revenu agricole demeurera important et que les programmes agricoles du gouvernement resteront une importante caractéristique du secteur agricole.

Loin de moi l'idée d'essayer de prédire ce qui se passera au cours des soixante prochaines années. Dans une époque caractérisée par une évolution rapide dans les domaines technologique, politique et économique, même une période de dix ans semble très longue. Cependant, bien que difficiles, de telles projections revêtent une grande importance pour le secteur canadien des céréales, car elles constituent la base sur laquelle sont fondées les décisions prises par les secteurs public et privé en matière d'investissement dans les infrastructures. Autour de 1975, la Commission canadienne du blé a commencé à mettre l'accent sur les projections à long terme et la nécessité pour le secteur canadien des grains d'adopter une approche orientée. Ainsi, la commercialisation, le transport et la production pourraient tous évoluer vers un objectif commun. Depuis lors, nous avons assisté à d'importants achats de matériel roulant, à la modernisation des voies ferrées et à l'accroissement des capitaux investis dans les installations des ports maritimes et lacustres. L'objectif d'exportation fixé à cette époque par la Commission était de 30 millions de tonnes de céréales et de produits de céréales jusqu'en 1985. Par la suite, un objectif de 36 millions de tonnes était établi pour 1990. Les conférenciers qui ont déjà pris la parole ont souligné le fait que nous avons presque atteint l'objectif fixé pour 1985. Cependant, comme on l'a aussi indiqué, les réalisations obtenues sur le plan quantitatif sont atténuées par le faible niveau des prix des céréales, à l'heure actuelle. Je reprendrai plus tard ce sujet lorsque j'aborderai la question des prévisions.

Études à long terme

Il existe de nombreuses études à long terme dont les résultats sont mis à la disposition du grand public. Parmi les organismes à avoir effectué de telles études au cours des dernières années, il convient de mentionner la Banque mondiale, la FAO, le Conseil international du blé, l'OCDE, le bureau du président des États-Unis (*Global 2000*), l'Institut international de recherches sur la politique alimentaire et certains organismes gouvernementaux, notamment le ministère américain de l'Agriculture, le CIA, Agriculture Canada et le ministère japonais de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches. Sur le plan commercial, des firmes d'experts-conseils comme la *Chase Econometrics*, la société *Sharton* et la société *Data Resources Inc.* fournissent des services de précision moyennant le versement d'une cotisation. (Voir l'annexe A). Les méthodes utilisées pour la conduite de ces études varient considérablement et mettent souvent l'accent sur l'aspect quantitatif. Les études portent sur des pays pris séparément, des régions ou le monde entier. De même, les produits sont examinés soit individuellement, soit groupés par secteur. De plus, on y a recours à des approches multisectorielles, c'est-à-dire qui tiennent compte des liens existants entre les divers secteurs économiques. Les études détaillées peuvent aborder un à un plusieurs pays, chaque pays étant divisé en secteurs consistant chacun en plusieurs denrées. Les résultats de ces études doivent être interprétés avec beaucoup de soin. Je discuterai un peu plus loin des résultats de deux exemples récents d'études détaillées. Cependant, l'objectif premier de mon intervention est d'aborder les facteurs communs et l'évolution générale du commerce. Pour un exposé détaillé sur la production et la consommation, il convient de se référer aux études pertinentes.

Facteurs

Toute analyse à long terme du commerce des céréales doit tenir compte de divers facteurs. Leur valeur peut être prédite avec plus ou moins de confiance selon leur nature le pays, l'époque, etc. Bien entendu, la liste suivante n'est pas exhaustive et les facteurs énumérés ne sont pas tout à fait indépendants. Pour ma part, j'ai indiqué dans quelle mesure j'ai confiance en mes prédictions, que j'ai établies pour une période de dix ans.

Facteurs	Niveau de confiance
A. matériels	élevé
- disponibilité des terres	
- qualité des sols	
- disponibilité de l'eau	
B. climatiques	modéré
C. technologiques	modéré
- efforts axés sur la production	
- efforts axés sur la consommation	
D. politiques	faible
- stabilité des gouvernements	
- structure interne des marchés	
- accent mis sur l'agriculture	
- embargos	
E. démographiques	élevé
- taux de croissance	
- augmentation exprimée en valeur absolue	
- urbanisation	
F. économiques	faible
- accroissement du revenu	
- prix et disponibilité des facteurs de production	
- taux d'intérêt	
- taux de change	

Aperçu

Dans l'ensemble, les facteurs matériels, climatiques, technologiques et démographiques des régions importatrices sont tels que l'on peut supposer une augmentation rapide de la demande de grains au cours des dix prochaines années.

Pour ce qui est des facteurs matériels, on peut dire que la majeure partie des principales ressources terrestres non encore exploitées sont marginales ou inaccessibles. La fertilité du sol diminue par suite de la culture intensive et, dans de nombreux pays, la pénurie d'eau est considérée comme le principal obstacle. Le climat est toujours un inconnu; cependant, selon les météorologistes, il est peu probable que le monde traverse une période aussi stable et aussi favorable que celle qu'il a connue au cours des années '50 et '60.

La technologie est peu susceptible d'exercer sur la production des effets aussi importants que ceux observés au cours des dernières décennies. Il y a lieu de croire que les augmentations de rendement obtenues grâce aux progrès techniques ont atteint un palier au cours des années '70. Les nouvelles biotechniques finiront par avoir un important effet sur la production, mais leurs répercussions ne se feront probablement sentir qu'au cours des années '90. De même, la technologie pourrait introduire des sources d'aliments non exploitées jusqu'à présent; cependant, elle encouragera également une plus grande consommation de produits comme le pain. Les facteurs démographiques deviendront l'élément moteur de l'accroissement de la demande. Comme l'illustre cette diapositive, le taux de croissance de la population demeurera très élevé; à cet égard, il est à espérer que la tendance à la baisse enregistrée au cours des années '80 se maintiendra. Cependant, ce qui est encore plus important, c'est le fait que l'on prévoit une forte augmentation de la population (exprimée en valeur absolue), compte tenu de sa répartition actuelle par âge dans la plupart des pays en voie de développement. Les forts taux de natalité enregistrés au cours des dernières décennies signifient qu'une proportion accrue de femmes sont assez âgées pour avoir des enfants. De plus, les besoins en calories et en protéines par habitant augmentent à mesure que la large base de la population atteint l'âge adulte.

Si l'on suppose un milieu politique favorable à l'expansion du commerce, le niveau réel des échanges et la nature des denrées échangées dépendront considérablement des facteurs économiques.

Si la croissance économique est forte, le volume des échanges augmentera rapidement et le commerce des céréales fourragères l'emportera facilement sur celui du blé. En revanche, si la croissance économique est faible, les échanges commerciaux seront moins nombreux et composés surtout de blé. Le conférencier qui vient de prendre la parole a parlé des perspectives commerciales des pays à économie planifiée. Il sera maintenant question des perspectives pour les autres pays; cependant, les données se rapportant aux pays à économie planifiée sont parfois indiquées dans le but de donner un aperçu du commerce mondial.

Perspectives commerciales à long terme

Cette partie porte sur la croissance dans les pays à économie non planifiée; nous nous servirons d'une série de tableaux et trouverons des précisions pour mettre en valeur tel ou tel point.

Conclusions

Dans le cadre de la discussion portant sur les perspectives à long terme, il serait peut-être bon de passer brièvement en revue les objectifs d'exportation de la Commission canadienne du blé mentionnés plus tôt. Pour les céréales et leurs produits de l'ouest du Canada, cet objectif est de 30 à 36 millions de tonnes pour 1985 et 1990, respectivement. Celui de 1985 a été établi en 1975–1976. Cette façon de procéder avait pour objet d'attirer l'attention du secteur des céréales sur les avantages qui pouvaient être tirés des exportations. Ces gains ne pourraient être obtenus que si l'on accordait suffisamment d'attention à l'élaboration d'une infrastructure propre à permettre de telles exportations. À ce moment-là, la projection était fondée sur le volume prévu des échanges mondiaux de blé (85 millions de tonnes) et de céréales fourragères (94 millions) jusqu'en 1985. Ces projections ont été considérées trop optimistes. Cependant, elles ont été dépassées au cours de la campagne 1979–1980.

Ce que je veux souligner ici, c'est le fait que d'après la croissance du marché, les projections relatives au volume de notre commerce pour 1985–1990 ont été trop prudentes. Elles n'ont pas tenu compte du renforcement de notre position concurrentielle. Quelques-uns de nos amis américains ont malheureusement cru que notre capacité d'exporter des céréales était à la hausse au moment où les États-Unis s'efforçaient de réduire leur production. Cela est inexact. En effet, au cours des années '70, les États-Unis ont rapidement accru leur production. Pendant ce temps, le Canada n'a pu accroître ses exportations et élargir raisonnablement son commerce à cause de facteurs limitatifs inhérents à l'infrastructure. Le Canada a réagi en investissant dans son infrastructure, et ses investissements commencent à peine à rapporter. L'expansion de notre programme de vente au cours des deux dernières années est le résultat de cette situation.

Tout redressement soutenu de l'économie mondiale créerait un climat on ne peut plus propice à l'accroissement des échanges mondiaux de céréales. Au cours des années '80, le taux de croissance des importations par les pays en voie de développement sera plus faible que celui enregistré au cours des années '70, mais il devrait néanmoins demeurer très important en valeur absolue. Cette croissance pourrait faire grimper les aliments dans l'échelle des priorités d'importation. De plus, les politiques adoptées dans les pays industrialisés, notamment les États-Unis et la CEE, et les pays à économie planifiée, influenceront considérablement les prix et les volumes. En fin de compte, ces deux éléments ne peuvent être pris indépendamment. Les pays exportateurs de céréales se rendent maintenant compte qu'ils ont trop bien réussi à parer aux pénuries de céréales dans le monde au cours des années '70. Ils ont besoin de trouver les moyens d'accroître le revenu des producteurs afin de maintenir la viabilité de leur secteur céréalier. Par ailleurs, les pays industrialisés doivent généralement redoubler d'efforts pour aider les pays les plus pauvres à développer leur économie. À très long terme, le commerce tout entier profitera de ces efforts si un plus grand nombre de pays passent dans la catégorie des pays en voie de développement à revenu moyen.

Enfin, je suis conscient du fait que nous, analystes, commençons de nouveau à nous préoccuper davantage des excédents que des «pénuries». Les experts en céréales des secteurs privé, public et universitaire vivent dans un petit monde. Nous lisons les mêmes revues, les mêmes articles et les mêmes livres; nous élaborons ensemble les données; nous examinons judicieusement les rapports de l'autre et nous assistons aux mêmes réunions (comme celle-ci) afin de nous mettre d'accord. L'idée de pénurie a probablement été exagérée au cours des années '70. Cependant, nous devrions prendre garde de ne pas nous précipiter dans l'autre direction.

Annexe A

Projections relatives au commerce des grains jusqu'à l'an 2000: bibliographie

Ahalt, J. Dawson, Philip Sisson et Thomas R. Saylor. *A world grain outlook for the 1980's: three viewpoints. Critical food issues of 1980's*. Publié par Marylin Chou et David P. Harmon Jr; Pergamon Press, 1980. pp. 340–346.

Centro Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo (CIMMYT). *World maise facts and trends. Report one: An analysis of changes in production, consumption, trade, and prices over the last two decades*. Mexico: CIMMYT, décembre 1981. 31 p.

Centro Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo (CIMMYT). World wheat facts and trends. Report one: An analysis of changes in production, consumption, trade, and prices over the last two decades. Mexico: CIMMYT, août 1981, 19 p.

Fink, Robert E. *Prospects for global food and feed shortages in the 1980's*. Commodity Yearbook 1982. p. 8–18.

Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation. *Agriculture: Horizon 2000*. Conférence, 20e session, Rome, du 10 au 29 novembre 1970. Rome: FAO, juillet 1979. 257 p.

Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation; *Projections relatives aux produits agricoles, 1975–1985*. Rome, FAO, 1979, 128 p. (Séries de la FAO sur le développement économique et social, nº 16).

Huff, H.B. *Perspectives à long terme pour l'agriculture canadienne jusqu'à l'an 2000*. Comptes rendus de la conférence des perspectives agricoles canadiennes. Ottawa, ministère de l'Agriculture du Canada, décembre 1981, p. 25–30.

Independent Commission on International Development Issues 1980 (Brandt Commission). *North-South: A programme for survival*. Londres, Pan Books, 1980.

International Food Policy Research Institute. *Food needs of developing countries: projections of production and consumption to 1990*. Washington: IFPRI, 1977. 157 p. (Rapport de recherches nº 3).

Conseil international du blé (CIB). *Perspectives à long terme relatives au blé*. Sessions du CIB. 97e session, 29 novembre 1982. Point nº 11 de l'ordre du jour. CL 97/9, 2 novembre 1982. 49 p.

O'Brien, Patrick M. *Agriculture's changing equilibrium*. Document présenté à la conférence donnée à l'Université du Minnesota et intitulé From surplus to scarcity: who pays? Mai 1981. 20 p.

OCDE. Rapport sur l'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en développement. OCDE, juin 1979, p. 17–25.

Rojko, Anthony et al. *Alternative futures in world food for 1985*. Washington: Economics, Statistics and Cooperatives Service, 1978. ministère de l'Agriculture des États-Unis 3 v. (Foreign Agricultural Economic Report nos 146, 149, 151)

Steadman, Dennis, Janet Eisenstadt et Kevin Landis. *The economic impacts of U.S. coarse grain exports to 1990*. Étude spéciale préparée pour la Pioneer Hi-Bred International, Inc. Food and Agriculture Services, Chase Econometrics, juillet 1982.

Sundquist, W. Burt, Kenneth M. Menz et Catherine Neumeyer. *A technology assessment of commercial corn production in the United States*. Université du Minnesota, Station agricole expérimentale, 1982 (Bulletin 546-1982).

Banque mondiale. *Price Prospects for Major Primary Commodities*, juillet 1980. 5 v. (Rapport nº 814/82);

Banque mondiale. *Price Prospects for Major Primary Commodities*; janvier 1980. 422 p. (Rapport nº 814/80).

Banque mondiale. *Price Prospects for Major Primary Commodities*; juin 1978. 292 p. (Rapport nº 814/78).

Banque mondiale. *Price Prospects for Major Primary Commodities*; juillet 1975. (Rapport nº 814).

TABLEAU 1. CROISSANCE DU COMMERCE DES CÉRÉALES

	1962-1963	1972-1973	1982-1983	1990
	(en millions de tonnes métriques)			
Blé	44 (4,4%)	67 (4,1%)	100	
Céréales fourragères	31 (6,5%)	59 (5,5%)	101	

OBSERVATIONS

1. Malgré les fortes variations d'une année à l'autre, le taux annuel moyen de croissance du commerce des céréales a été semblable au cours des années '60 et '70. Ce taux est indiqué entre parenthèses; par exemple, 4,4% est la valeur moyenne observée entre 1962–1963 et 1972–1973).
2. Bien que les taux de croissance aient légèrement diminué au cours des années '70, la valeur absolue de l'augmentation a été plus élevée.
3. Comme il sera précisé plus loin, l'évolution linéaire simple permet de prévoir que d'ici à 1990, le commerce du blé et des céréales fourragères s'accroîtra pour atteindre respectivement entre 125 et 130 millions de tonnes et plus de 150 millions de tonnes.

TABLEAU 2. IMPORTATIONS DE CÉRÉALES PAR RÉGION — 1981–1982

	Blé	Céréales secondaires
	(en millions de tonnes)	
Europe occidentale	6,5	23,0
Japon	5,6	18,3
URSS	18,4	23,9
Europe de l'Est	5,7	7,8
Chine	13,1	1,4
Pays en voie de développement à revenu moyen	35,5	19,7
Autres	15,2	6,9
Total	100,0	101,0

OBSERVATIONS

1. Comme le total des chiffres relatifs aux échanges mondiaux de blé et de céréales fourragères est à peu près égal à 100, ces chiffres représentent une part approximative du marché mondial.
2. Les tableaux suivants fournissent des statistiques sur le revenu et la population de certains pays en voie de développement à revenu moyen. À l'heure actuelle, ces pays absorbent environ 35% des importations de blé et 20% des importations de céréales secondaires. Les diapositives suivantes s'y rapportent.
3. Les pays situés dans la catégorie «autres» regroupent plus de 40% de la population mondiale. Cependant, leur part du marché mondial des céréales est petite et la majeure partie de leurs importations se font à des conditions spéciales. Le volume total des contributions devant être fournies en vertu de l'entente concernant l'aide alimentaire s'établit à 9,3 millions de tonnes d'équivalent blé pour 1981–1982.

TABLEAU 3. PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À REVENU MOYEN — MOYEN-ORIENT

	Population (1980) (en millions d'habitants)	Taux de croissance (1970-1979)	PNB par habitant (en $ de 1980)	Taux de croissance (1970-1979)
Iran	38,1	3,0	N/D	N/D
Iraq	13,1	3,4	3 020	9,3
Israël	3,9	2,7	4 500	1,6
Jordanie	3,3	3,5	1 420	6,0
Liban	2,7	N/D	N/D	−1,0
Arabie saoudite	9,0	4,6	11 260	9,6
Syrie	9,0	3,6	1 340	4,6
Turquie	45,4	2,5	1 460	3,5

OBSERVATIONS

1. Pour plusieurs des pays mentionnés dans ce tableau et dans le tableau suivant (Afrique), les perspectives économiques demeurent bonnes; cependant, leur croissance sera moins forte que durant les années '70.
2. Les tensions entre l'Iran et l'Iraq ont considérablement épuisé les ressources de ces deux pays. La fin des hostilités leur permettra de connaître des taux de croissance plus élevés. À court terme, tout laisse supposer que l'Iran sera en mesure d'accroître ses exportations de pétrole brut.
3. Un volume sans cesse croissant de céréales est destiné à l'alimentation des animaux. À l'heure actuelle, la Turquie sert à son bétail 6 ou 7 millions de tonnes de céréales. L'Arabie saoudite a développé un important secteur avicole.

TABLEAU 4. PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À REVENU MOYEN — AFRIQUE

	Population (1980) (en millions d'habitants)	Taux de croissance (1970-1979)	PNB par habitant (en $ de croissance 1980)	Taux de (1970-1979)
Algérie	18,9	3,2	1 920	2,8
Libye	2,9	4,2	8 640	−1,6
Maroc	20,2	3,0	860	3,5
Nigéria	84,7	2,5	910	5,3
Tunisie	6,4	2,1	1 310	5,7
Égypte	38,9	2,0	580	5,3
Soudan	18,4	2,7	470	1,5

OBSERVATIONS

1. La liste des pays africains est très courte. L'Afrique compte un très grand nombre de pays, mais l'on remarquera que le Nigéria est le seul pays situé au sud du Sahara à avoir été inclus dans ce tableau.
2. Le Nigéria a de la difficulté à équilibrer sa balance des paiements par suite de l'effondrement du prix du pétrole.
3. Si le revenu avait été pris comme critère, l'Égypte et le Soudan ne feraient probablement pas partie de ce groupe. L'Égypte figure dans ce tableau en raison de l'importance et de la régularité de ses importations.
4. Dans le cas de l'Égypte, les facteurs non commerciaux (aide et crédit) influeront considérablement sur l'expansion des importations de céréales. Cependant, des pressions importantes s'exercent pour faire augmenter les disponibilités de viande, notamment de volaille.

TABLEAU 5. PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À REVENU MOYEN — AMÉRIQUE LATINE

	Population (1980) (en millions d'habitants)	Taux de croissance (1970-1979)	PNB par habitant (en $ de 1980)	Taux de croissance (1970-1979)
Équateur	8,4	3,3	1 220	5,4
Mexique	67,5	3,0	2 130	1,9
Brésil	118,7	2,3	2 050	6,1
Chili	11,1	1,7	2 160	0,8
Colombie	26,7	2,3	1 180	3,7
Pérou	17,6	2,7	930	0,2
Venezuela	14,9	3,4	3 630	2,7
Cuba	9,9	1,4	N/D	N/D

OBSERVATIONS

1. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, les milieux financiers mondiaux ont été préoccupés par la possibilité d'un défaut de paiement de la dette extérieure de certains pays de cette région, à savoir le Mexique, le Brésil et l'Argentine. La restructuration de la dette à croissance rapide entraîne l'adoption de politiques monétaires et financières plus rigoureuses et la dévaluation de la monnaie de ces pays.
2. Ces pays ont tous été touchés par la baisse du prix du pétrole, des denrées et des minéraux. L'amélioration progressive de l'économie mondiale entraînera celle des perspectives. De même, la baisse des taux d'intérêt pourrait ramener le problème du service de la dette à un niveau plus facile à gérer.

TABLEAU 6. PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À REVENU MOYEN — ASIE

	Population (1980) (en millions d'habitants)	Taux de croissance (1970-1979)	PNB par habitant (en $ de 1980)	Taux de croissance (1970-1979)
Corée du Sud	38,5	1,9	1 520	8,1
Philippines	47,9	2,7	720	3,9
Malaisie	13,4	2,3	1 670	5,4
Indonésie	143,0	2,3	420	4,6
Singapour	2,4	1,4	4 480	6,7
Hong Kong	5,1	2,6	4 210	6,5

OBSERVATIONS

1. Pour la Corée du Sud et Singapour, qui sont des pays en voie d'industrialisation, le taux réel de croissance dépasse encore 5% en 1982.
2. La situation des exportateurs de produits comme la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines s'améliorera si les perspectives de redressement de l'économie mondiale se réalisent.

TABLEAU 7. IMPORTATIONS DE CÉRÉALES (1981–1982) — PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT À REVENU MOYEN

	Blé	Céréales secondaires
	(en millions de tonnes)	
Afrique	13,2	3,6
Asie	5,3	5,2
Moyen-Orient	6,6	5,5
Amérique latine	10,4	5,4
Total	35,5	19,7
Taux de croissance	8%	7%

OBSERVATIONS

1. Dans ces pays, le volume de la consommation et des importations de céréales a rapidement augmenté au cours des années '70.
2. La croissance démographique est le principal facteur à l'origine de la hausse de la demande d'aliments, laquelle sera satisfaite grâce à l'augmentation du volume de la production et des importations de blé.
3. Les revenus se sont suffisamment accrus pour provoquer une montée de la consommation de viande. Cette situation, combinée à une augmentation de revenu même modeste, entraînera une hausse des importations de céréales fourragères.
4. En Amérique latine, le volume des céréales fourragères importées est très faible. En 1981–1982, le Mexique n'a importé que 2,2 millions de tonnes de céréales secondaires, contre 8,4 millions de tonnes en 1980–1981 et plus de 5 millions de tonnes (projection) pour la présente année.

TABLEAU 8. IMPORTATIONS DE BLÉ

	1981-1982	1990
	(en millions de tonnes)	
Pays industrialisés	12	12
Pays à économie planifiée	37	?
Pays en voie de développement à revenu moyen*	36	51,72
Autres*	15	18,22
Total	100	?
Pays industrialisés et en voie de développement	63	81,106

OBSERVATIONS

1. À titre de référence générale, j'ai présenté deux scénarios pour les pays en voie de développement:

   Scénario 1: Croissance = 0,5 × taux enregistré au cours des années '70

   Scénario 2: Croissance = taux enregistré au cours des années '70

   Croissance au cours des années '70: pays en voie de développement à revenu moyen = 8%; autres = 4%.
2. On suppose que les importations des pays industrialisés demeurent au niveau de 1981–1982.
3. On peut s'attendre à une croissance modeste des importations dans les pays en voie de développement à revenu moyen. Si la croissance se poursuit au niveau enregistré au cours des années '70, les importations de blé augmenteront de 36 millions de tonnes. Cependant, même si la croissance est réduite de moitié par rapport au taux des années '70, les importations par ces pays s'accroîtront de 15 millions de tonnes.
4. Un très faible niveau de croissance est prévu pour les autres pays en voie de développement. Si l'Inde venait à entrer sérieusement sur le marché, ces scénarios deviendraient rapidement périmés. En outre, si le niveau de l'aide était augmenté, le blé serait le premier produit à en bénéficier.

TABLEAU 9. IMPORTATIONS DE CÉRÉALES SECONDAIRES

	1981-1982	1990
	(en millions de tonnes)	
Pays industrialisés	41	50
Pays à économie planifiée	33	?
Pays en voie de développement à revenu moyen*	20	27,37
Autres*	7	10,13
Total	101	?
Pays industrialisés et en voie de développement	68	87,100

OBSERVATIONS

1. Deux scénarios sont indiqués pour les pays en voie de développement:

   Scénario 1: Croissance = 0,5 × taux de croissance enregistré au cours des années '70

   Scénario 2: Croissance = taux de croissance enregistré au cours des années '70

   Croissance au cours des années '70: pays en voie de développement à revenu moyen = 7%; autres = 7%.
2. Les prévisions pour les pays industrialisés sont basées sur une augmentation de 4 à 5 millions de tonnes au Japon et en Europe occidentale.
3. Ces scénarios laissent supposer que les importations de céréales fourragères par les pays industrialisés et en voie de développement se situeront entre 87 et 100 millions de tonnes dans une dizaine d'années.

TABLEAU 10. PROJECTIONS RELATIVES AU COMMERCE MONDIAL DU BLÉ

	1985	1990
	(en millions de tonnes)	
Tendance (1960-1982)	95	106
Tendance (1968-1982)	108	127
Banque mondiale	112	137
Chase Econometrics	109	115

OBSERVATIONS

1. À titre de référence, deux tendances et deux prévisions sont indiquées ci-dessus. Le premier groupe de prévisions a été préparé par une institution publique et l'autre, par une maison privée d'experts-conseils.
2. Les projections peuvent varier beaucoup selon la période prise en considération pour l'étude de la conjoncture. Bien entendu, le concept même de l'utilisation de séries temporelles, présentées sous forme linéaire ou sous une autre forme fonctionnelle, commande beaucoup de circonspection.
3. L'annexe B donne la ventilation des projections de la Banque mondiale. On s'attend à ce que le taux de croissance réelle dans le monde passe de 1,5% en 1982 à 3,2% en 1983 et à 3,9% pour la période 1983–1990.
4. La société *Chase Econometrics* et les autres maisons d'experts-conseils comme la *DRI* et la *Wharton fournissent souvent et de façon permanente des prévisions à long terme. Habituellement, elles se servent de modèles et font appel à des analystes.*

TABLEAU 11. PROJECTIONS RELATIVES AU COMMERCE MONDIAL DE CÉRÉALES SECONDAIRES

	1985	1990
	(en millions de tonnes)	
Tendance (1960-1982)	115	135
Tendance (1968-1982)	127	153
Banque mondiale	152	205
Chase Econometrics	115	143

OBSERVATIONS

1. La plupart des observations données au bas du tableau 10 s'appliquent à ce tableau.
2. Les données de la Banque mondiale tiennent compte des projections faites pour les pays à économie planifiée (95,4 millions de tonnes de céréales fourragères). Dans la version de 1980, ce chiffre était de 17 millions de tonnes.

TABLEAU 12. PRÉVISIONS DE LA BANQUE MONDIALE

	1985		1990	
Version	Blé	Céréales secondaires	Blé	Céréales secondaires
		(en millions de tonnes)		
1975	67,77	71,80	(64,72	60,70)*
	(40,50)	(22,25)	(35,44)	(14,22)
1978	93	98	108	105
	(60)	(24)	(72)	(26)
1980	93	98	108	105
	(61)	(34)	(73)	(37)
1982	112	152	136	205
	(66)	(59)	(82)	(72)

OBSERVATIONS

1. Niveau réel pour 1981–1982
   Blé: 100 (50)
   Céréales secondaires: 100 (27)
2. *Ce chiffre représente les projections de 1975 pour 1980. Ces dernières comportaient des projections minimales et maximales.
3. Les projections relatives aux pays en voie de développement sont indiquées entre parenthèses.
4. Les projections pour les pays en voie de développement ne sont pas mauvaises. Ainsi, la version de 1975 a prévu avec précision la part du marché revenant aux pays en voie de développement et a été assez proche du niveau réel des importations.
5. Jusqu'à présent, les projections de la Banque mondiale ont toujours été trop faibles. Si c'est encore le cas des projections actuelles, il faut s'attendre à une grande surprise.

Annexe B

TABLEAU 1. PROJECTIONS DE LA BANQUE MONDIALE RELATIVES AUX IMPORTATIONS DE BLÉ — VENTILATION PAR RÉGION[1]

		Projections pour 1985		Projections pour 1990	
	1980[2]	Version de 1980	Version de 1982	Version de 1980	Version de 1982
Pays industrialisés	17,3	17,0	17,3	20,0	18,0
(Japon)	(5,7)	(5,9)	(6,3)	(6,0)	(7,0)
(CE9/10)	(10,5)	(10,2)	(9,5)	(11,8)	(8,9)
Pays à économie planifiée	34,1	15,0	44,2	15,0	52,2
(URSS)	(14,7)	(4,5)	(21,9)	(4,5)	(28,8)
(Chine)	(12,3)	(6,0)	(15,0)	(6,0)	(15,8)
Pays en voie de développement[3]	38,0	61,0	50,8	73,0	66,4
(Inde)	–	(5,5)	–	(6,0)	–
(Égypte)	(4,4)	(5,3)	(7,8)	(5,8)	(12,5)
(Brésil)	(4,8)	(4,2)	(7,0)	(4,9)	(9,4)
(Europe méridionale)	(2,8)	(3,0)	(3,2)	(3,2)	(3,8)
Le monde	89,4	93,0	112,3	108,0	136,6
Pays industrialisés et en voie de développement	55,3	78,0	68,1	93,0	84,4

[1] Au moment de la préparation de cette analyse, les valeurs estimatives pour 1978 et 1981 ont servi à la préparation des versions de 1980 et 1982, respectivement.

[2] Les chiffres de la Banque mondiale pour 1982 ont été gardés par souci de conformité. Les chiffres définitifs diffèrent légèrement.

[3] La Chine est groupée dans la catégorie des pays en voie de développement pour la version de 1982. Les chiffres ont été corrigés de manière à rendre la tableau conforme à la version de 1980.

TABLEAU 2. PROJECTIONS DE LA BANQUE MONDIALE RELATIVES AUX IMPORTATIONS DE CÉRÉALES SECONDAIRES — VENTILATION PAR RÉGION[1]

		Projections pour 1985		Projections pour 1990	
	1980[2]	Version de 1980	Version de 1982	Version de 1980	Version de 1982
Pays industrialisés	42,7	45,0	44,8	47,0	51,9
(Japon)	(18,8)	(18,0)	(23,4)	(18,8)	(29,9)
(CE9/10)	(20,9)	(25,0)	(21,0)	(25,0)	(21,2)
Pays à économie planifiée	32,5	15,0	58,9	17,0	95,4
(URSS)	(14,5)	(7,0)	(30,1)	(8,0)	(50,1)
(Chine)	(5,4)	–	(10,2)	–	(14,6)
Pays en voie de développement[3]	35,0	32,0	48,8	34,0	57,7
(Mexique)	(6,2)	(2,1)	(9,6)	(2,5)	(12,8)
(Europe méridionale)	(10,0)	(9,8)	(10,8)	(10,3)	(11,5)
Le monde	110,2	92,0	152,5	98,0	205,0
Pays industrialisés et en voie de développement	77,7	77,0	93,6	81,0	108,6

[1] Au moment de la préparation de cette analyse, les valeurs estimatives pour 1978 et 1981 ont servi à la préparation des versions de 1980 et de 1982, respectivement.

[2] Les chiffres de la Banque mondiale pour 1982 ont été gardés par souci de conformité. Les chiffres définitifs diffèrent légèrement.

[3] La Chine est groupée dans la catégorie des pays en voie de développement pour la version de 1982. Les chiffres ont été corrigés de manière à rendre le tableau conforme à la version de 1980.

Réplique aux perspectives laitières[1]

Préparé par

Raymond Cloutier, directeur
Service de l'analyse des plans de commercialisation
Direction des études économiques
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation du Québec

En décembre 1980, j'avais eu l'occasion de m'adresser à vous pour donner la réplique aux perspectives laitières d'alors. J'avais choisi à ce moment-là de ne pas donner une réplique point par point; c'est aussi mon intention aujourd'hui.

Au début de la décennie 1980, l'industrie laitière venait de connaître une période de croissance des besoins en lait industriel et cela envers et contre les prédictions de tous et chacun. Je vous avais alors livré certaines réflexions sur la capacité des économistes et des experts en industrie laitière de prédire avec précision les variations de la demande. Deux ans plus tard, l'industrie laitière se retrouve dans une période de diminution de la demande de produits laitiers. Nous avons de la difficulté à évaluer la situation. On cherche partout des gestionnaires pour gérer la décroissance; l'industrie laitière possède sûrement la concentration la plus élevée de gestionnaires en décroissance puisque la consommation de produits laitiers a presque toujours été en perte de vitesse (sauf pour 2 ou 3 ans). Pour expliquer ce phénomène de décroissance, les arguments normalement avancés sont nombreux, mais le plus fréquent c'est le niveau élevé des prix des produits laitiers. C'est ce dont je veux vous entretenir aujourd'hui. Mes réflexions seront greffées autour de la mesure des habitudes alimentaires des canadiens, des comparaisons de prix de produits laitiers avec le prix des aliments.

Pour débuter, examinons la contribution des produits laitiers en ce qui concerne l'énergie alimentaire, les protéines, les lipides et les glucides de 1960 à 1975.

VALEUR NUTRITIVE DES PRODUITS LAITIERS, CANADA 1960–1975[1]

	1960	1975
	(%)	
Apport alimentaire		
Énergie alimentaire	13,3	11,6
Protéines	26,0	22,9
Lipides	15,7	13,1
Glucides	8,2	7,2

[1] Linda Robbins et Sushma Barewal, *Valeur nutritive des aliments disponibles pour la consommation au Canada, 1960–1975*, Agriculture Canada, Direction générale de la commercialisation et de l'économie, mars 1981.

Qu'en est-il de l'hypothèse qui veut que les prix des produits laitiers soient trop élevés par rapport aux prix des autres aliments; ceci expliquerait la diminution de l'utilisation des produits laitiers dans le régime alimentaire des Canadiens. Une comparaison des indices de prix des produits laitiers à l'indice de prix des aliments montre que de 1961 à 1975 les produits laitiers étaient relativement meilleur marché que les autres aliments; cela n'a pas empêché une chute constante mais graduelle de l'utilisation des produits laitiers pendant cette période. Il y a eu une remontée très faible de l'utilisation en 1973 et 1974. Elle s'est produite au moment où le prix des produits laitiers était relativement plus bas que jamais par rapport aux prix des aliments. Nous reviendrons sur certains éléments de cette question plus tard.

Les gens de l'industrie laitière aiment répéter que les produits laitiers fournissent la meilleure protéine au monde; les produits laitiers se consomment entiers, sans perte, un kilo acheté c'est un kilo absorbé, contrairement aux viandes où il y a perte de volume et de poids lors de l'apprêtage, de la cuisson et de la coupe; les déchets d'une tranche de bifteck dans vos assiettes peuvent être assez substantiels par rapport à la quantité de viande réellement absorbée. Et pourtant, les consommateurs boudent les produits laitiers; question de prix! Ça ne semble pas être la seule raison tel que démontré précédemment, les prix des produits laitiers sont relativement plus bas que ceux des aliments.

J'ai poussé la comparaison un peu plus loin. J'ai obtenu le prix de certaines coupes de viande comparativement au prix de certains fromages. Les prix ont été notés dans un supermarché de Québec au mois de novembre. Voici ce que cela donne:

- Le fromage Brie ou Camembert est plus cher ($13.60/kg) que toutes les viandes, sauf le filet mignon et le bœuf fumé (environ $16.00/kg);
- Les fromages fins (suisse, gouda; $10.00/kg) sont tous plus chers que les viandes sauf le filet mignon, le bœuf fumé et le jambon;
- Les mozzarella, Colby, Brick, Cheddar ($8.77 à $7.58) sont tous plus chers que les viandes (ronde $6.66);
- Les fromages fondus en tranche ont un prix équivalent ($6.66) à certaines coupes de porc ou bœuf;
- Même si l'on ajuste le prix des viandes pour tenir compte de la perte (cuisson, excès de gras) seuls les Mozzarella, Colby, Brick, Cheddar peuvent se comparer avantageusement avec certaines coupes de viande de porc et de boeuf.

[1] Voir l'*Analyse du marché* de décembre 1982 pour les perspectives sur les produits laitiers.

Quant à la comparaison avec les prix du poisson, ils sont moins élevés que ceux des fromages sauf pour l'aiglefin et la sole ($8.44 à $9.01/kg).

Quant au lait nature, les prix de plusieurs breuvages sont de beaucoup supérieurs à celui du lait 2% vendu en contenant de un litre ($0.73/litre). On remarque les jus de pommes, d'orange, d'eau minérale, de boissons gazeuses (à prix régulier $1.00 à $1.31/litre). Les jus en poudre ou congelés se vendent à des prix équivalents; les boissons (colorées) se vendent à des prix légèrement inférieurs. On ne parlera pas des spiritueux, des vins et de la bière. Ces comparaisons sont grossières. Cependant, elles illustrent, à mon avis, assez bien les choix qui se présentent au consommateur. Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur le sujet, c'est tout un débat sur «l'homo economicus» ou le consommateur averti J'en sais quelque chose à la suite des discussions que j'ai eu sur ce sujet, ces derniers temps.

La comparaison des indices de prix du cheddar avec ceux des aliments laisse voir que les prix du cheddar sont relativement plus bas que ceux des aliments, du moins jusqu'en 1979–1980. J'ai voulu en savoir plus long et voici ce que j'ai trouvé.

La consommation de fromage cheddar a accusé une chute en 1981 et cette chute s'est accentuée en 1982. Derrière cette chute, il y a eu une quasi flambée des prix qui a été provoquée par une augmentation des marges entre le prix de gros et le prix usine (Belleville) et celles entre les prix de détail et de gros.

D'abord, la marge gros/Belleville qui se situait encore à $0.60/kg au 1er trimestre 1981 est passée à $1.10/kg au deuxième trimestre 1981 et elle s'est maintenue à ce niveau depuis. La marge détail/gros qui se situait à $1.84/kg au 1er trimestre 1981 a baissé à $1.40/kg aux deuxième et troisième trimestres 1981; elle a recommencé à monter au quatrième trimestre 1981 à $1.64/kg; après avoir atteint $1.98/kg au deuxième trimestre 1982 puis $2.01/kg au troisième trimestre 1982, elle se situerait à $2.18/kg en octobre 1982. L'impact de l'augmentation des marges a eu pour effet d'augmenter les prix de détail du cheddar de 15% en 1982 comparativement à 1981 et cela s'est produit au moment où l'industrie tentait de réduire les inventaires de cheddar d'environ 10 000 t. Les agents de mise en marché qui détenaient ces inventaires avaient choisi de transmettre aux consommateurs les augmentations des frais d'inventaires (entreposage et intérêt). Ils ont réussi au prix d'une chute de la consommation de cheddar. Le kilo de cheddar payé $6.20 en janvier 1981 se vend maintenant $7.91, soit une augmentation de tout près de 30% alors que l'indice des prix des aliments accuse à peine une hausse de 119 pour la même période.

La comparaison des variations de consommation du lait nature versus celles de la consommation de fromage montre que les variations de consommation de ces deux produits sont inversement proportionnelles, laissant voir qu'il y a un effet de substitution entre le lait nature et le fromage. Les consommateurs qui ont tendance à consommer plus de fromage consommeraient moins de lait nature et vice versa.

Ce qui m'amène à rappeler que la proportion des dépenses alimentaires à domicile consacrée aux produits laitiers est quasi constante, soit autour de 15%, d'année en année et d'un pays industrialisé à l'autre. J'ai déjà eu l'occasion de faire valoir ce point de vue au Bureau laitier du Canada. Il nous faut réaliser une analyse précise de ces données pour faire la lumière sur cette question. Les économistes irlandais chargés de faire ce genre d'analyse pour le compte de la CEE ont dû remettre leur rapport d'analyse au début de l'année 1982.

Quant aux données canadiennes, elles présentent un intérêt évident; elles auraient tendance à supporter l'hypothèse de constance de la proportion des produits laitiers dans le budget alimentaire à domicile. Les différences dans les pourcentages enregistrés d'année en année ou de ville en ville, de 1969 à 1978, s'expliqueraient par le niveau relatif des prix des produits laitiers par rapport à ceux des autres aliments. Par exemple, en 1973, le prix des produits laitiers a varié moins vite que ceux des aliments, ce qui a provoqué une baisse de la proportion du budget consacré aux produits laitiers.

Si on ajuste ces pourcentages en tenant compte du mouvement des prix des produits laitiers par rapport aux autres aliments, pour l'ensemble du Canada, on obtient 15,9%, 15,4%, 15,0% et 15,6% respectivement pour les années 1969, 1974, 1976 et 1978. De même, si on tenait compte du niveau plus élevé du prix des produits laitiers, à Halifax et Vancouver, on pourrait éliminer la proportion du budget, apparemment plus élevée, consacrée aux produits laitiers dans

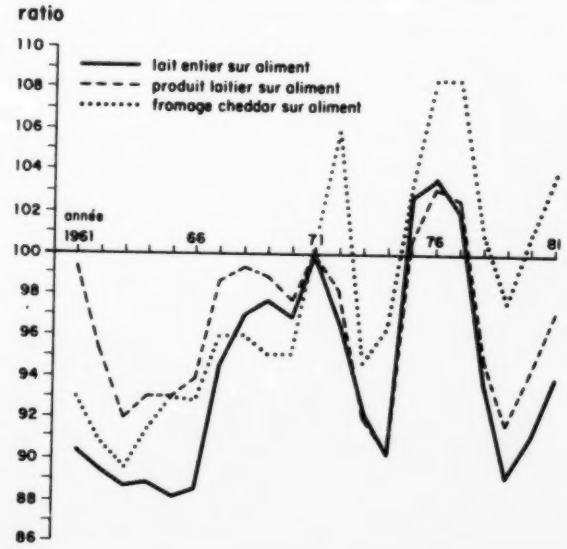
DÉPENSES ALIMENTAIRES À DOMICILE CONSACRÉES AUX PRODUITS LAITIERS

Année	Halifax	Montréal	Toronto	Winnipeg	Vancouver	Canada
			(%)			
1969	16,6	14,5	16,6	15,9	15,8	15,7
1974	16,1	12,7	14,5	14,3	14,1	13,9
1976	17,6	14,2	15,5	16,7	17,5	15,5
1978	17,9	13,4	14,6	14,9	16,3	14,8

ces deux villes par rapport au reste du Canada. La situation est l'inverse à Montréal.

Que peut-on conclure? L'examen du graphique qui représente les rapports des indices de prix des produits laitiers sur ceux des aliments nous permet de comprendre, au moins pour les années les plus récentes, certaines des raisons du déclin de la demande en lait et produits laitiers en 1975, 1976 et 1977; en effet, l'augmentation du prix des produits laitiers a été plus rapide pendant cette période; par contre, en 1978, 1979 et 1980, c'est le contraire qui s'est produit et nous avons enregistré une augmentation des besoins en lait. Le comité canadien de gestion des approvisionnements du lait a dû augmenter les contingents pendant cette période. Les dernières données du graphique nous permettent de présumer que la chute des besoins canadiens en 1982 coïncide avec le fait que le niveau des produits laitiers est à nouveau défavorable par rapport au prix des aliments, surtout pour le cheddar. La situation devrait s'améliorer en 1983, les marges additionnelles de $0.60 le kilo prix de gros/Belleville et de $0.44/le kilo prix détail/gros devraient être éliminées vu la baisse anticipée des frais d'entreposage. La diminution des marges entraînerait une relance de la consommation du cheddar.

RAPPORT ENTRE L'INDICE DE PRIX DES PRODUITS LAITIERS ET L'INDICE DE PRIX DES ALIMENTS, 1961 À 1981



Sources: Le système d'extraction, Cansim, Statistique Canada, 1961–1981; *Prix à la consommation et indice des prix*, Statistique Canada, nº de catalogue 62-010, publication trimestrielle, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec; Service de l'analyse des plans de commercialisation, novembre, 1982.

Les gens de l'industrie laitière devraient entreprendre des études pour essayer de réconcilier les observations suivantes qui apparaissent contradictoires:

1) à long terme, les produits laitiers sont en perte de vitesse comme élément du régime alimentaire des Canadiens;
2) et cela malgré des périodes où les prix des produits laitiers ont pu être avantageux par rapport aux prix des aliments;
3) malgré tout, la portion du budget alimentaire à domicile consacré aux produits laitiers est (presque) constante (15%).

Est-ce que l'industrie laitière peut développer une structure de prix des produits laitiers et une gamme de produits laitiers mieux adaptés aux exigences des consommateurs canadiens?

Cela permettrait de renverser la tendance à la baisse de la proportion de produits laitiers dans le régime alimentaire des Canadiens, et d'augmenter favorablement la proportion du budget alimentaire à domicile consacrée aux produits laitiers.

Certains croient que tout cela est possible. Il faut prendre en considération les réflexions de gens tels que Christian Dussaut, directeur du département de marketing, Université de Sherbrooke, qui faisait référence, lors du congrès annuel du Conseil de l'industrie laitière du Québec, à l'apparition d'un nouveau type de consommateur, celui du «simplificateur volontaire». Consommateur qui recherche le simple, le bon, plus frugal que le consommateur à outrance des années passées. Est-ce que l'industrie laitière peut satisfaire ce type de consommateur? En même temps que le «simplificateur volontaire» apparaît, on observe la fragmentation des marchés. La part du marché détenue par les petits épiciers du coin augmente à nouveau. Est-ce que la vente de lait en grande quantité (sacs de 4 L comprenant trois sacs de 1,3 L chacun) est appelée à diminuer au profit de plus petits contenants. Je me suis laissé demander par plusieurs personnes seules (personnes âgées et moins âgées) où elles pourraient se procurer des berlingots de lait (200–250 mL) pour consommation à domicile. À ma connaissance, une telle quantité ne se retrouve pas sur les tablettes des épiceries. Ces personnes se disent frustrées de ne pas être en mesure de garder du lait frais au réfrigérateur parce que le contenant de 1 L ne répond pas à leurs besoins. L'apparition du contenant d'un 1/2 L répond sûrement aux besoins de bon nombre de ces consommateurs.

La crème glacée est un autre exemple du genre. J'ai dû chercher en vain un contenant de crème glacée de 1 L en brique. Il semble que ce contenant soit disparu

de la circulation avec la venue du système métrique. Et pourtant, il y a certainement un marché pour ce type de contenant.

Derrière les chiffres et les tendances présentées pour les perspectives, il y a tout cela. L'industrie laitière est reconnue comme une des industries les plus réglementées; cependant, son exploitation demeure un défi constant.

ÉVOLUTION DES MARGES DE COMMERCIALISATION DU FROMAGE CHEDDAR 1981 ET 1982

	PRIX DE GROS (Montréal) vs Prix Belleville		PRIX DE DÉTAIL vs Prix de gros (Montréal)	
	1981	1982	1981	1982
		($/kg)		
1er trimestre	0,62	1,16	1,84	1,64
2e trimestre	1,20	1,22	1,40	1,98
3e trimestre	1,18	1,19	1,41	2,01
4e trimestre	1,19	1,22 (oct.)	1,64	2,28 (oct.)

Sources: Commission canadienne du lait; Agriculture Canada, *Rapport sur les marchés des produits laitiers 1981 et 1982*; Statistique Canada, *Prix à la consommation et indice des prix*, nº de catalogue 62-010 publication trimestrielle, 1981–1982; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction des études économiques, Service de l'analyse des plans de commercialisation.

PRIX DU FROMAGE CHEDDAR À DIFFÉRENTES ÉTAPE DE LA CHAÎNE DE COMMERCIALISATION, 1981 ET 1982

	Prix de soutien (équivalent) beurre poudre)		Prix Belleville		Prix de gros Montréal		Prix de détail	
Trimestre	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
1er trimestre	3,65	4,11	3,74	4,23	2,36	5,39	6,20	7,03
	(+12%)		(+13,1%)		(+23,7%)		(+13,4%)	
différentiel			0,09	0,12	0,62	1,16	1,84	1,64
2e trimestre	3,79	4,17	3,85	4,23	5,05	5,45	6,45	7,43
	(+10%)		(+9,2%)		(+7,9%)		(+15,2%)	
différentiel			0,06	0,06	1,20	1,22	1,40	1,98
3e trimestre	3,95	4,33	4,04	4,41	5,22	5,60	6,63	7,61
	(+9,6%)		(+9,2%)		(+7,3%)		(+14,8%)	
différentiel			0,09	0,08	1,18	1,19	1,41	2,01
4e trimestre	3,95	4,33	4,04	4,41	5,23	5,63	6,87	7,91
	(+9,6%)		(+9,2%)		(+7,6%)		(+15,1%)	
différentiel			0,09	0,08	1,19	1,22	1,64	2,28

Sources: Commission canadienne du lait; Agriculture Canada, *Rapport sur les marchés des produits laitiers 1981 et 1982*; Statistique Canada, *Prix à la consommation et indice des prix*, nº de catalogue 62-010 publication trimesrielle, 1981 et 1982; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction des études économiques, Service de l'analyse des plans de commercialisation.

TABLEAU I. COMPARAISON PRIX/KILO ENTRE LA VIANDE, LES FROMAGES ET LES BOISSONS

	($/kg)
Bœuf	
Viande fumée	16.25
Filet de bœuf	16.03
Macreuse de palette	8.33
Salami au bœuf	7.28
Bifteck sandwich	6.99
Bifteck de ronde attendrie	6.66
Steakette (congelée)	5.32
Steak haché maigre	5.00
Porc	
Jambon fumé	11.88
Jambon mignon	7.69
Filet de porc	6.50
Bacon	4.96
Porc haché	4.76
Poulet	
Désossé	9.30
Entier	3.86
	($/L)
Boissons	
Gin	15.85
Vin	5.87
Cidre	3.29
Bière	1.76
Seven Up	1.37
Café soluble	1.31
Jus de pomme (Oasis)	1.31
Jus d'orange (Oasis)	1.31
Jus d'orange	1.30
Eau minérale	1.27
Raisin congelé	1.25
Coke	1.25
Jus de tomate	1.16
Orange congelée	1.06
Pepsi	1.00
Pepsi à rabais	0.48
Pomme congelée	0.94
Café au percolateur	0.89
Jus de raisin	0.73
Jus de pomme	0.67
Liqueur au raisin	0.66
Orange (Tang)	0.66
Raisin (Kool Aid)	0.53
Orange (Kool Aid)	0.53
Boisson au raisin	0.53
Boisson au pomme	0.53
Boisson à l'orange	0.53
Orangeade	0.52
Sirop de chocolat	0.40
Chocolat soluble	0.29
Thé	0.27
	($/kg)
Fromage	
Brie importé	13.65
Camembert	13.20
Petit Québec (cheddar très doux)	11.79
Suisse	10.53
Mozarella partiellement écrémé	8.77
Colby	8.63
Fromage en grain	8.43
Brière	8.43
Cheddar très doux	7.91
Cheddar doux	7.91
Cheddar moyen	7.58
Fromage en tranche	6.66
Philadelphia	6.32
	($/L)
Lait	
Lait frais (87,44% humidité)	0.73
Lait frais (équivalent sec)	5.8
Équivalent fromage	7.31
Lait 2%	0.73
Lait en poudre	0.44 à 0.51

Économique de la production laitière

*W.H. Sherwood**

Il est difficile de déterminer ce qui, dans une conférence sur les perspectives, s'insère le mieux sous un titre comme celui que l'on m'a proposé. De fait, j'aborderai divers sujets sans trop me soucier de la meilleure approche ni de ce que les autres conférenciers vous diront dans le cadre de la présente session. Chaque chose dont je parlerai fait partie de la réalité quotidienne des producteurs et façonne leur vie professionnelle. Elles entrent aussi dans deux grandes classes. La première est celle des économies de production, c'est-à-dire la mise en oeuvre et l'amélioration des techniques, des méthodes de gestion et des services qui déterminent les coûts payés par le producteur et ce que celui-ci retire de son travail.

La seconde est celle de l'économique, soit l'offre et la demande, la fixation des prix, la mise en marché, la création de nouveaux produits et la place de chacun de ces éléments dans l'économie agricole et générale, au pays et dans le monde.

Dans le premier cas, on porte surtout l'accent sur la productivité à la ferme, en d'autres termes sur la science, les techniques et les aptitudes requises pour élever et nourrir des animaux, cultiver et entreposer des fourrages, traire des vaches et conserver le lait, garder des registres, administrer un budget d'exploitation, soigner des animaux, former la main-d'œuvre et gérer tous les programmes sur lesquels compte le producteur.

Dans le deuxième cas, on s'intéresse au volume que le producteur pourrait et devrait mettre en marché, aux systèmes de commercialisation qu'il devrait utiliser et aux objectifs ainsi qu'aux critères socio-économiques auxquels il devrait répondre. Au Canada, l'étude de ces questions et la recherche des meilleures solutions ont donné naissance au système mixte de gestion des approvisionnements et de stabilisation des prix qui caractérise aujourd'hui notre secteur laitier. Elles sont aussi à l'origine des vastes campagnes publicitaires lancées par les producteurs aux échelons national et provincial. L'industrie a atteint cette position au terme de la lente maturation des politiques qui la concernent et je crois qu'il s'agit du meilleur système applicable au secteur laitier canadien.

L'organisation que je représente, la Fédération canadienne des producteurs de lait, s'intéresse abondamment aux deux facettes de l'économique de la production laitière et j'aimerais en aborder maintenant divers aspects. Ce faisant, je voudrais préciser dès le départ que la Fédération canadienne des producteurs de lait regroupe des offices de commercialisation provinciaux, des associations de producteurs et des coopératives. De plus, une bonne partie du travail véritable effectué par les producteurs sur les deux plans se fait au niveau provincial.

En ce qui concerne l'amélioration de la productivité agricole, on devrait assister à un intérêt et à une participation croissants des producteurs. La Fédération canadienne de producteurs de lait estime que les producteurs qui profitent des avantages offerts par nos politiques de gestion des approvisionnements devraient parallèlement veiller à ce que leur industrie ne stagne pas. La Fédération s'est particulièrement intéressée, dans l'ensemble du pays, à l'amélioration de la qualité du lait, au contrôle laitier, à la prévention de la mammite et à la lutte contre cette maladie, surtout sous sa forme sous-clinique, et contre la brucellose, pour ne mentionner que celles-là.

Depuis l'implantation du nouveau programme d'éradication de la brucellose, en 1978, des progrès énormes ont été accomplis pour débarrasser le cheptel national de ce fléau. Toutes les parties concernées, soit l'État, les gouvernements provinciaux, les producteurs laitiers et les autres éléments du secteur se sont trouvé un but commun: enrayer la brucellose de la carte du Canada d'ici à 1987. Pour l'instant, tout indique que cet objectif est réalisable. Aux dernières nouvelles, il ne restait plus que 52 troupeaux en quarantaine au pays et l'existence de la maladie n'avait été confirmée que pour trois d'entre eux. Quel progrès depuis 1978 où le nombre de troupeaux en quarantaine approchait les neuf cents!

Une chose m'inquiète pourtant, ce sont les retombées que les règlements sur la vaccination des animaux d'importation en passe d'être adoptés dans divers états américains auront sur notre programme de lutte. Pareils règlements sont déjà entrés en vigueur dans environ 20 États, ce qui oblige les producteurs intéressés à exporter leurs animaux aux États-Unis, à vacciner leurs veaux entre l'âge de 2 et 8 mois. Au moment où ces règlements ont commencé à être appliqués, en 1981, le taux de vaccination a grimpé de 27 pour cent au Canada, et la hausse devrait être encore plus importante en 1982. Il s'agit là d'un problème complexe, mais pour parler simplement, je doute de plus en plus que l'emploi croissant de vaccins vivants nous permette de parvenir à l'éradication de la maladie. Dans le contexte canadien, je pense que l'usage de tels vaccins ne rime à rien. Bien que la situation de la brucellose soit beaucoup plus grave

* Président de la Fédération canadienne des producteurs de lait

aux États-Unis, quelques États du Nord où l'incidence de la maladie est relativement faible ont néanmoins adopté des règlements sur la vaccination. L'application de tels règlements est totalement injuste pour les bovins canadiens qui présentent un risque pratiquement nul relativement à l'introduction de la brucellose aux États-Unis.

Je pense que tous ceux qui s'intéressent à l'hygiène vétérinaire au Canada devraient sérieusement se pencher sur les mesures que nous pourrions prendre pour obliger les États frontaliers à faire une exception pour le bétail canadien. Les services d'hygiène vétérinaire fédéraux ont déjà entamé des pourparlers avec ces États et entendent les mener à bien. S'ils ont besoin d'aide, les gouvernements provinciaux et les associations agricoles devraient la leur offrir. Par ailleurs, si notre tentative d'éradication échoue, alors que nous sommes si près du but, nous devrons l'accepter et être prêts à vivre avec un tel échec. Malheureusement, dans une telle situation, on ne compte que des perdants.

En ce qui concerne le contrôle laitier, la Fédération canadienne des producteurs de lait espère que d'ici à 1990, 80 pour cent du cheptel national adhérera au programme et que tous les éleveurs participants auront accès à une gamme complète de services administratifs connexes. Cet objectif a été établi à la conférence nationale organisée par la Fédération en 1980. Le chiffre de 80 pour cent a été choisi non seulement parce qu'il s'agit d'un but désirable et réalisable au point de vue des avantages qu'en retireraient les producteurs, mais aussi, et surtout, parce qu'un tel niveau de participation est nécessaire pour rendre le système d'évaluation génétique aussi efficace que possible. La Conférence sur les perspectives de l'agriculture est l'occasion rêvée pour débattre la question, car la réalisation d'un objectif comme celui que nous nous sommes fixé nécessitera une profonde coopération des producteurs et des gouvernements à tous les niveaux. Une planification commune et efficace des programmes et un partage équitable des coûts sont essentiels sur ce plan.

Les participants à la conférence sur le contrôle laitier ont reconnu qu'en ce qui concerne le partage des coûts, les producteurs devraient débourser davantage. Cependant, ils espèrent également que l'appui des deux paliers gouvernementaux ne faiblira pas en termes réels. Je crois aussi que les coûts devraient être partagés en partie par tous les producteurs au moyen d'un prélèvement général, car tous profitent de l'amélioration des races laitières qui dérive du contrôle laitier, et en partie par les producteurs qui adhèrent au programme, bien sûr. J'exhorte les gouvernements et les producteurs canadiens à faire le point sur les programmes existants le plus rapidement possible et à planifier leur restructuration éventuelle et leur intégration aux services fédéraux. La Fédération canadienne des producteurs de lait a d'ailleurs créé un groupe sur le contrôle laitier, groupe qui coordonnera les efforts des producteurs et la transmission des renseignements. Le Conseil canadien du contrôle laitier a aussi un rôle important à jouer sur ce plan.

La Fédération canadienne des producteurs de lait croit que les producteurs préconisent une intensification maximale des efforts entrepris pour définir les besoins de recherche de leur industrie, les satisfaire et en vulgariser les résultats. Nous craignons que le personnel de recherche ne soit par suffisant pour permettre l'accumulation continue des connaissances et de l'expertise nécessaires à la réalisation des objectifs de l'industrie. Nous devrions bientôt réserver un membre de notre personnel à cette tâche, pour combler les lacunes existantes. Je voudrais cependant clarifier ce point, qui semble soulever une certaine confusion, en ajoutant que nous n'avons l'intention ni d'effectuer des recherches, ni d'en financer. La partie que nous avons choisi de consolider concerne le développement des politiques, les communications et le mécanisme de consultation. Le financement des recherches est un point de politique qu'il faudra examiner en cours de route, mais la Fédération ne financera aucun projet comme tel. Notre but est modeste, mais nous espérons qu'en temps et lieu, il prouvera son utilité et son importance.

Pour aborder un point plus précis, nous avons remarqué récemment que l'on craint de plus en plus de manquer de fonds pour financer les recherches sur les productions animales et en particulier la mammite. Pourtant, il y aurait beaucoup de progrès à faire dans ce domaine puisque la forme sous-clinique de la maladie entraîne des pertes de 200 à 300 millions de dollars chaque année.

En examinant l'économie d'un marché et le système de commercialisation canadien dans le cadre d'une conférence comme celle-ci, il serait étrange de ne pas mentionner le lait que la formule d'ajustement des revenus de 1975 qui, dans la politique laitière, permet de déterminer le prix d'objectif du lait de transformation, sera reconduite pour 2 ans en raison des directives fédérales qui limitent les hausses à 5 et à 6%. De ce fait, l'application de la formule se trouve prolongée d'au moins neuf ans et les restrictions gouvernementales pourraient limiter la progression des prix de soutien du beurre et du lait écrémé en poudre. Le gouvernement n'a pas encore clarifié la façon dont il entend appliquer ses directives. Néanmoins, en acceptant de les respecter, dans la mesure où les coûts ne subissent pas de hausse importante, les producteurs laitiers font un grand effort pour aider l'État à

réaliser son objectif. Je dis cela pour diverses raisons. Selon la Fédération canadienne des producteurs de lait, la formule d'ajustement des revenus crée un déséquilibre croissant du prix du lait de transformation, déséquilibre que l'on ne corrigera pas pendant 2 ans. Le problème sera d'autant plus grave si les directives gouvernementales empêchent totalement l'application de la formule. De plus, les prélèvements à la production subissent de fortes pressions à la hausse en raison des programmes d'exportation existants. Or, si leur hausse ne modifie en rien l'application des directives de l'État, elle entraîne l'érosion des revenus agricoles.

Je ne décrirai pas en détail les débats et les études sur les coûts qui ont marqué la révision de la politique laitière nationale. Je vous dirai simplement que la question a été traitée en profondeur. L'élaboration et l'application de principes permettant de déterminer les coûts de production dans le but de fixer les prix est un exercice très complexe qui fait appel à toutes les facultés des professionnels comme des représentants des producteurs, je peux vous l'assurer. Toutefois, en définitive comptent surtout le traitement équitable du producteur et du consommateur ainsi que la viabilité de l'industrie.

Il faut espérer que lorsque les restrictions seront levées, c'est-à-dire au début de 1984, l'économie agricole et générale aura franchi l'impasse et que le gouvernement fédéral répondra au besoin de prix adéquats établis à l'avance.

Nous traversons une époque que caractérisent le marasme économique et une incertitude troublante face à ce que nous réservent les années '80. Les agriculteurs connaissent des difficultés financières comme beaucoup d'autres Canadiens. Le prix des grains est à la baisse. Celui des porcs se relève d'un creux important, mais pourrait bien faiblir de nouveau sous peu. Les perspectives ne sont guère encourageantes. Il est certain que tout cela est en grande partie responsable de l'accumulation des excédents de lait aux États-Unis et ce, malgré les prix insuffisants des produits laitiers.

Peu de pays industrialisés, s'il y en a, ne poursuivent l'autonomie et la stabilisation des prix à un niveau adéquat à leur politique laitière. Abstraction faite de la Nouvelle-Zélande et peut-être de l'Australie, ces pays accumulent fatalement des excédents qu'il faut exporter. Les gouvernements tiennent beaucoup à l'industrie laitière à cause des nombreux emplois qu'elle génère et du caractère essentiellement local des activités de transformation. Le Canada ne fait pas exception à la règle. Les politiques laitières gouvernementales ne devraient pas connaître de réorientation fondamentale, même si la façon de fixer les prix varie dans une certaine mesure et que fluctue l'importance des surplus à exporter. Le prix des produits laitiers restera sans doute assez bas comparativement aux coûts de production dans tous les pays, ou presque. Cette situation est particulièrement grave à l'heure actuelle, principalement en raison de l'ascension des stocks américains destinés à l'exportation.

À l'heure actuelle, le marché est affaibli par des excédents de plus en plus importants dans le monde et une demande internationale maussade. Les prix ont régressé. D'autres conférenciers invités à cette session vous ont parlé en détail de la situation mondiale des prix et des approvisionnements ainsi que des perspectives de l'offre et de la demande. Dans le même ordre d'idées, j'aimerais pour ma part vous parler du cas probable et déprimant où les producteurs subiront cette année d'autres pressions que les réductions de contingent et la hausse des prélèvements qui sont entrées en vigueur le 1er août de la présente campagne. (Au moment où ces lignes sont rédigées, on n'a pas encore de réponse à toutes les questions. On procédera donc à une mise à jour verbale.)

Cette année, le système de gestion des approvisionnements devra être appliqué beaucoup plus rigoureusement. Les producteurs qui dépassent leur contingent profiteront beaucoup moins souvent de la répartition des contingents inutilisés en fin de campagne. On se rend compte de plus en plus qu'il est nécessaire d'échelonner soigneusement l'attribution des contingents sur toute l'année pour que les producteurs sachent bien quand leur production devient pas trop importante. Il faut éviter à tout prix les brusques baisses d'approvisionnement qui surviennent en fin de campagne lorsque les producteurs ont épuisé trop vite leur contingent.

Il serait bon de glisser un mot sur les besoins nationaux de lait de transformation que l'on mesure, comme vous le savez, en termes de matière grasse. Les producteurs ont redoublé d'efforts pour maintenir les activités de leur secteur ou les accroître et y ont réussi sensiblement. Toutefois, il est capital que les producteurs comprennent qu'en augmentant, la consommation de lait frais freine la demande de lait de transformation car la matière grasse qui provient du lait écrémé doit être écoulée. De plus, l'industrie cherche à limiter la teneur en matière grasse des produits laitiers au minimum permis et a de plus en plus les moyens techniques de le faire, ce qui entraîne également une certaine érosion de la demande. Il sera donc difficile d'absorber le redressement des besoins intérieurs de lait de transformation et par conséquent du contingent de base, problème aggravé à l'heure actuelle par la récession économique et le faiblissement de la demande. Il faut être réaliste. Les

producteurs devraient surtout comprendre cela et ne pas se faire une fausse idée des politiques de commercialisation, de stabilisation et de promotion.

Au Canada comme dans quelques autres pays, le système de gestion des approvisionnements, à quelques différences près, restreint les exportations d'excédents au volume planifié et les frais sont remboursés par le biais de prélèvements à la production. Ces derniers servent surtout à financer l'exportation de lait écrémé en poudre, mais la plupart des provinces perçoivent aussi certains droits pour financer l'écoulement des produits de lait entier, dont les exportations sont également planifiées. Les producteurs s'inquiètent beaucoup de l'augmentation des prélèvements. Dans certains milieux, on se demande si les prélèvements ne sont pas trop élevés pour être équitables ou ne pas nuire à la rentabilité du secteur. On se demande aussi si les gouvernements ne sont pas en partie responsables des retombées imputables aux excédents non réglementés qui servent à l'exportation, comme c'est arrivé au milieu des années '70.

Les producteurs voudraient en particulier savoir si notre programme de planification des exportations est valable. Pour l'instant, la Fédération canadienne des producteurs de lait estime en premier lieu que le programme en question ne devrait pas être utilisé puis abandonné au gré des fluctuations du marché, en second lieu qu'il ne devrait pas être étendu, et en troisième lieu que les producteurs devraient soigneusement en examiner la rentabilité à long terme.

Les perspectives à court terme ne sont guère brillantes. Cependant, à long terme, je pense qu'un peu d'optimisme est de rigueur. Les membres du secteur devront apprendre à travailler de façon dynamique et innovatrice pour préserver et étendre le marché intérieur et parvenir à une administration efficace des exploitations et du système de gestion des approvisionnements. Ce système est valable et devrait servir les agriculteurs, le public et le secteur tout entier aussi bien dans l'avenir qu'il le fait maintenant.

Aperçu général des produits primaires

Nelson Longmuir.

Fruits

POMMES. Au cours des années 1980, l'accroissement des approvisionnements mondiaux de fruits, en particulier des pommes, sera préoccupant. Par exemple, l'importante récolte de pommes dans l'hémisphère nord en 1982 donne une idée de la quantité qui devra être vendue à l'avenir.

Le défi consistera à commercialiser des approvisionnements soutenus de pommes sous toutes formes (fraîches et transformées) tant au pays qu'à l'étranger. Si l'on veut relever ce défi, il sera nécessaire d'augmenter notre capacité d'entreposage, en particulier en atmosphère contrôlée, de façon à permettre aux producteurs d'étaler leurs ventes de façon plus uniforme sur toute l'année. A long terme, le développement des marchés sera vital si l'on veut conserver et accroître notre part des marchés.

Examinons maintenant quelques-unes des questions concernant le raisin.

RAISIN. Le développement des vignes Vinifera et hybrides a connu beaucoup de succès au Canada. Cependant, la demande de vin rouge s'est affaiblie alors que celle de vin blanc augmentait. Ce changement s'est fait au détriment des raisins rouges, en particulier des variétés De Chaunac et Foch.

Afin de surmonter ces difficultés, l'industrie devrait promouvoir les vins rouges produits au Canada de façon plus dynamique et peut être créer de nouveaux vins de coupage de manière à accroître les ventes. Je crois savoir que l'industrie a mis au point des méthodes permettant d'utiliser des raisins rouges pour le coupage du vin blanc. On peut espérer utiliser une partie des surplus de raisins rouges de cette façon.

La demande de brandy s'est également accrue et une campagne publicitaire dynamique pourrait se révéler très profitable à l'industrie.

La fabrication du vin à la maison est un autre secteur susceptible d'être développé. En effet, de plus en plus de consommateurs fabriquent leur propre vin. Une stratégie dynamique de développement des marchés permettrait probablement d'en tirer profit, en particulier à l'aide des mélanges de moût concentré des nouvelles variétés de Vinifera et d'hybrides français.

Légumes

Dans le cas des légumes, les approvisionnements sont en hausse au Canada et aux États-Unis. La production des pommes de terre est à la hausse mais les écarts de triage attribuables au «cœur creux» pourraient réduire les approvisionnements commercialisables plus tard dans la saison.

Il serait nécessaire d'élaborer des programmes dynamiques de commercialisation des pommes de terre et des légumes de conservation (choux, carottes, rutabagas et oignons). La construction de nouveaux entrepôts aidera certainement à prolonger la saison de commercialisation et à assurer le maintien de la qualité des produits. Les forts approvisionnements exercent des pressions sur les prix à la production. Par contre, des prix de détail plus bas pourraient, dans la conjoncture économique actuelle, permettre d'accroître la consommation.

Cultures spéciales

La production des cultures spéciales dépend dans une grande mesure des marchés d'exportation. Dans le cas des légumineuses, un programme conjoint de développement des marchés serait à l'avantage de tous les producteurs. La consommation nationale est faible et les possibilités de développement, très bonnes. Cependant, si l'on veut accroître les ventes au pays, il faut faire connaître les produits aux consommateurs. Une campagne publicitaire et éducative dynamique serait un bon moyen d'accroître les ventes au pays. Des efforts conjoints de développement des marchés d'exportation par les groupes de producteurs pourraient également s'avérer profitables.

SARRASIN. Dans ce secteur, la stabilité des approvisionnements et la qualité des produits sont la clef du succès. Le développement des exportations sera limité et les producteurs doivent être conscients du risque de surproduction. On prévoit que la demande à l'exportation demeurera stable à 30 000–35 000 t au Japon, notre principal marché d'exportation.

BETTERAVES SUCRIÈRES. On s'attend à une diminution du revenu des agriculteurs pour les campagnes de 1982 et de 1983. L'excédent de l'offre a entraîné une baisse des prix mondiaux. La production mondiale devra donc être ramenée au niveau de la demande si l'on veut parvenir à redresser les prix.

La renégociation de l'Accord international sur le sucre aura lieu en 1983 et l'on espère pouvoir y traiter des problèmes de déséquilibre de l'offre et de la demande. Le Canada a toujours joué un rôle actif dans ces négociations.

On assistera avec le temps au développement de la culture des betteraves sucrières au pays, surtout grâce à la relance de ce secteur au Québec. Les prix à la production se stabiliseront une fois que l'offre sera ramenée au niveau de la demande mondiale.

TABAC. Les approvisionnements mondiaux de tabac jaune sont suffisants, sauf pour quelques catégories de haute qualité. Les prix sont analogues à ceux de l'an dernier et l'on fait des efforts dans le monde entier pour en réduire le taux d'augmentation.

Les pays exportateurs recherchent activement des acheteurs pour leurs produits. Par exemple, aux États-Unis, on a révisé le système des prix de soutien de façon à réduire le niveau du prix de soutien. On ne prévoit pas d'augmentation de la production aux États-Unis en 1983, en raison de la lenteur d'écoulement des stocks.

Au Canada, le Conseil canadien des fabriquants des produits du tabac et l'Office de commercialisation des tabacs jaunes de l'Ontario ont élaboré un programme de commercialisation visant à développer les marchés d'exportation. Le succès continu de ce programme dépendra de la situation économique internationale. Le développement des marchés d'exportation du tabac demeurera une question-clé en raison de la concurrence des pays producteurs qui cherchent à accroître leur part du marché.

Horticulture ornementale

Pour terminer, j'aimerais traiter de quelques-unes des principales préoccupations du secteur de l'horticulture ornementale. D'abord, résumons les problèmes auxquels doivent faire face les pépinières. Elles sont en effet les plus touchées par le ralentissement de la construction. (En 1982, les ventes totales ont baissé de 12% par rapport à l'année précédente.) On prévoit peu d'amélioration pour 1983 mais un temps favorable au printemps contribuerait certainement à améliorer la demande. Avec le redressement de l'économie, en 1984 et 1985, les ventes devraient à nouveau atteindre ou dépasser les niveaux de 1981.

Ce secteur doit sa survie à sa souplesse, les pépinières et les entreprises d'aménagement passager s'étant tourné vers le réaménagement et l'amélioration des propriétés existantes. La commercialisation dynamique des plantes d'intérieur a aussi joué un rôle. Un autre secteur qui a son importance est l'aménagement aux fins de la conservation de l'énergie.

La floriculture est un autre domaine de préoccupation. La situation économique actuelle au Canada a rendu le consommateur très conscient des coûts. Une étude récente a révélé que trois facteurs influent sur les ventes dans ce secteur:

— le nombre de personnes employées;
— les dépenses publicitaires; et
— la variation des prix du chocolat en boîte.

Les ventes de ce secteur augmenteront probablement, à condition qu'on élabore des campagnes de commercialisation dynamiques visant à répondre à la demande de la clientèle. Toutefois, les producteurs sont très préoccupés du niveau de leur marge brute, en particulier des coûts des facteurs de production, c'est-à-dire de l'énergie et de la main-d'œuvre. Afin de réduire ces coûts et d'augmenter la productivité, les producteurs ont adopté des techniques visant à économiser l'énergie et ont engagé du personnel à plein temps qualifié. Les fleuristes de détail et de gros ont également élaboré des programmes de commercialisation visant à promouvoir la vente des fleurs pour le foyer durant toute l'année.

Résumé

Pour conclure, il semblerait que la commercialisation soit une préoccupation commune. Dans les années 1980, le développement de ce secteur dépendra de la façon dont nous relèverons le défi du développement des marchés.

Merci.

Revenu agricole en 1982 et perspectives pour 1983 — détail par province

*G. Andrusiak**

Objectif du document

Lors de la séance plénière d'hier, M. Ernie Boyko a rendu publiques les projections de recettes en espèces, de dépenses et de revenu agricole net pour 1983, au niveau national. Je me propose aujourd'hui d'approfondir davantage en traitant des mêmes éléments, mais à un niveau provincial.

Renseignements utiles pour l'interprétation des prévisions

Les prévisions et les projections de revenu agricole dont nous parlerons ne concernent que l'exploitation agricole et ne comprennent aucun autre revenu de l'exploitant agricole ou de sa famille, qui proviendrait d'autres sources (salaire, revenu d'investissement, etc.). Les revenus qui ne proviennent pas de la ferme sont donc exclus.

Les projections utilisent les renseignements qui étaient disponibles à la mi-novembre 1982. Toute modification importante à la situation à cette époque pourrait modifier sensiblement les projections qui suivent.

Les projections du revenu net sont obtenues de façon résiduelle après avoir fait des projections pour des postes précis, des recettes agricoles, des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement. Le revenu net réalisé représente environ 20% des recettes et 25% du total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement. Une petite variation des recettes ou des dépenses aurait donc un impact important sur les prévisions de revenu net réalisé.

Cela est important pour deux raisons:

— Cela illustre bien le problème qu'on rencontre en projetant le revenu net.

— Cela traduit bien la vraie nature des rendements financiers pour les agriculteurs. Des éléments comme le cours des grains sur le marché international et les taux d'intérêt au pays (sur lesquels le producteur a peu de contrôle) influent fortement sur les revenus nets.

Pour bien comprendre ces projections, il faut également savoir que les données et l'analyse qu'on trouvera dans ce document regroupent tous les types d'exploitation agricole au sein d'une province. Même si le chiffre du revenu net pour une province donnée peut sembler indiquer une tendance particulière, cela ne veut pas dire que tous les types ou toutes les tailles de fermes dans cette province suivront la même évolution.

Tous les montants donnés dans ce document sont en dollars courants.

Comment en est-on arrivé à ces projections

C'est l'un des analystes principaux, Peter Lys, qui a coordonné ces calculs pour la Section du revenu agricole et des prix à la production. Toutefois, nombre d'autres personnes des sections des produits (Section des cultures et Section du bétail et des produits d'origine animale), d'Agriculture Canada, des ministères provinciaux de l'Agriculture et(ou) de la Statistique ont participé à la préparation de ces projections qui vous sont dévoilées aujourd'hui. Même si c'est à moi que revient l'honneur de vous les présenter, j'aimerais remercier toutes les personnes et toutes les organisations qui ont participé à cet exercice.

Résumé national

Avant d'entamer l'analyse au niveau provincial, il n'est pas inutile de revoir rapidement les perspectives au niveau national.

Situation en 1982

On prévoit que les recettes agricoles, pour l'ensemble du Canada, atteindront $18,7 milliards en 1982, c'est-à-dire qu'elles seront inchangées par rapport au niveau des années précédentes. Quant au total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement, on prévoit qu'ils augmenteront de 3% pour atteindre $15,2 milliards. Aussi, les revenus nets réalisés devraient diminuer de 9% pour n'être plus que de $3,8 milliards.

Pour ce qui est des recettes, les seuls points forts ont été la production porcine (+20%) et la production laitière (+9%). La faiblesse du secteur des grains et des oléagineux, avec des recettes légèrement plus faibles pour le étail, annule l'augmentation des recettes attribuable au porc et aux produits laitiers.

* Chef de la Section du revenu agricole et des prix à la production à Statistique Canada.

Il faut expliquer pourquoi on s'attend à des recettes plus faibles pour le bétail. Les prix élevés des aliments du bétail au début de la saison des grillades de cette année ont fait grimper les prix des bouvillons et des génisses de catégorie A-1 et A-2 au-dessus des niveaux de 1981. Les quantités de sujets abattus en 1982 ont été sensiblement égales à celles de 1981, ce qui, avec ce qu'on vient de dire, tendrait à indiquer une augmentation des recettes. Il faut toutefois rappeler qu'il y a eu une augmentation importante de l'abattage des bovins en 1982 et lorsqu'on en tient compte, le prix moyen global touché par les fermiers pour le bétail a été inférieur à celui de 1981. C'est pourquoi on s'attend à une diminution des recettes totales provenant des ventes de bétail.

Quant aux déboursés, on a également enregistré plusieurs diminutions qui ont permis de limiter l'augmentation à 3% au niveau national. La faiblesse du prix des céréales s'est traduite par une diminution du prix des aliments du bétail. Les variations des taux d'intérêt, surtout leur diminution dans la seconde moitié de 1982, ont permis de réduire le coût des emprunts. Cela permet de s'attendre à des frais d'intérêt sensiblement inférieurs à ceux de 1981. Par contre, et c'est moins intéressant, les coûts du carburant ont augmenter de façon importante alors que les prix canadiens se sont rapprochés des prix mondiaux.

Perspectives pour 1983

Les recettes agricoles en espèces devraient diminuer en 1983 pour se situer à $18,5 milliards. Les dépenses d'exploitation agricole devraient également diminuer sensiblement. (Si cela se réalise, ce sera la première fois depuis 1957 qu'on verra les dépenses agricoles diminuer.) Le revenu net réalisé devrait être sensiblement inchangé par rapport à 1982 (en ne diminuant que de $3,8 à $3,7 milliards).

Le secteur des céréales continuera à être faible en 1983 et on ne prévoit pas que celui du bétail se renforce beaucoup. Quant aux dépenses, on s'attend à des augmentations du prix du pétrole modérées, alors que les dépenses en intérêts, en aliments du bétail et le coût du fromage devraient tous diminuer en 1983.

Perspectives par province

Terre-Neuve

C'est la première projection de revenu net que nous ayons jamais faite pour la province de Terre-Neuve.

1982. Les produits du bétail génèrent plus de 80% des recettes agricoles en espèces de Terre-Neuve. Ce sont les augmentations dans ce secteur, en particulier les porcs, les produits laitiers, la volaille et les oeufs qui ont fait augmenter le total des recettes agricoles en espèces de 12% en 1982. Le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement a augmenté de 8%. Le revenu net réalisé, lui, augmente de 42% pour atteindre $4,5 millions.

1983. On s'attend à ce qu'en 1983 les recettes augmentent de 6% alors que le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement devrait rester assez stable. Cela permet de s'attendre à une augmentation du revenu net réalisé d'environ 39%.

Île-du-Prince-Édouard

1982. Les recettes agricoles en espèces de l'Île-du-Prince-Édouard devraient diminuer en 1982, surtout à cause de la diminution des recettes de la vente des pommes de terre. L'année 1981 avait amené une excellente récolte pour les producteurs de pommes de terre puisque la partie de la récolte de 1981 qui a été mise sur le marché entre janvier et juillet 1981 a été vendue à des prix records. Cela ne s'est toutefois pas reproduit en 1982 et les prix des pommes de terre des récoltes de 1981 et 1982 sont, jusqu'à maintenant, nettement inférieurs à ceux qui étaient en vigueur pendant la première moitié de 1981. Les recettes de la pomme de terre devraient donc tomber à $58 millions, une diminution de 27%. On s'attend également à une diminution des recettes générées par les ventes de bovins et de porc.

Les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement devraient augmenter de 5% pour atteindre $133 millions. L'augmentation la plus forte sera celle du coût du pétrole (+26%). Quant aux frais d'intérêt, ils sont restés relativement constants alors que les coûts des aliments du bétail ont diminué d'environ 8%.

1983. Les prévisions actuelles ne sont pas très encourageantes pour 1983. Il y a peu de chances qu'on voit les prix de la pomme de terre décoller de façon marquée des bas niveaux de cette année et on s'attend donc à ce que les recettes en espèces de la pomme de terre diminuent encore en 1983 d'environ 11%. On espère voir une légère amélioration des recettes totales du bétail et des produits du bétail. Au niveau provincial, on prévoit actuellement que les recettes totales diminueront d'environ 2%. Quant au total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement, il devrait rester à peu près inchangé en 1983, les salaires et les coûts de machinerie plus élevés compensant la diminution du coût des aliments du bétail et des frais d'intérêt. Avec tout cela, le revenu net réalisé devrait diminuer de 7% pour atteindre $31,7 millions.

Nouvelle-Écosse

1982. L'agriculture se consacre surtout, en Nouvelle-Écosse, à la production du bétail. C'est pourquoi environ 75% des recettes agricoles en espèces totales de la province proviennent de la vente de bétail et de produits du bétail. Les deux principaux produits, soit le lait et les porcs, se sont relativement bien comportés en 1982, ce qui permet de s'attendre à des augmentations respectives de 9 et 12% des recettes pour ces produits. Aussi, les recettes totales de la province devraient-elles atteindre $233 millions, une augmentation de 6%. Les dépenses d'exploitation agricole n'ont augmenté que modérément (4%), ce qui permet d'espérer que le revenu net réalisé augmentera d'environ 10% en 1982.

1983. On s'attend pour l'instant à ce que les recettes enregistrées en Nouvelle-Écosse pour les bovins, le porc et les produits laitiers augmentent sensiblement en 1983. Cette augmentation devrait être suffisante pour permettre d'atteindre des recettes totales pour la province d'environ $242 millions, soit une augmentation de 4%. Quant au total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement, il devrait diminuer d'environ 2%, ce qui permet de prévoir une augmentation du revenu net réalisé d'environ 25% pour la Nouvelle-Écosse, revenu net réalisé qui se chiffrerait à $62,5 millions en 1983.

Nouveau-Brunswick

1982. La production agricole du Nouveau-Brunswick est étroitement liée à celle de l'Île-du-Prince-Édouard et la production de la pomme de terre est la plus importante de la province. Les bas prix de la pomme de terre qui ont eu cours en 1982, ainsi que la mauvaise récolte, auront des effets encore plus forts sur les recettes de la pomme de terre au Nouveau-Brunswick que dans l'Île-du-Prince-Édouard. Ces recettes imputables à la pomme de terre devraient diminuer d'environ $20 millions par rapport à 1981, pour atteindre $36 millions, soit une chute de 35%. Celle-ci a été ralentie, dans une certaine mesure, par une augmentation de 34% des recettes en espèces du porc, les prix et les quantités abattues ayant augmenté. Le total des recettes agricoles en espèces devrait diminuer de 7% pour se situer à $184 millions.

Les dépenses en aliments du bétail, qui devraient augmenter à cause de l'augmentation du prix des aliments du bétail et des ventes de porc en 1982, devraient compenser une partie de l'augmentation de ces recettes. Les salaires, le coût total de la machinerie, celui des engrais et de la chaux ont tous augmenté en 1982, pour arriver à un total de $157 millions, soit une augmentation de 4% des dépenses totales d'exploitation par rapport à 1981. C'est ce qui explique pourquoi on s'attend à ce que le revenu net réalisé diminue jusqu'à $30,5 millions, une baisse de 42%.

1983. Le total des recettes agricoles en espèces devrait augmenter pour atteindre $198 millions au Nouveau-Brunswick, une augmentation d'environ 8%. On prévoit que les revenus totaux de la vente du bétail et des produits d'origine animale augmenteront d'environ 7%. On espère également que les recettes en espèces de la pomme de terre indiqueront un certain rattrapage par rapport au niveau relativement faible de 1982. Le total des dépenses d'exploitation devrait diminuer très légèrement alors que l'augmentation des recettes agricoles devrait permettre d'enregistrer une augmentation du revenu net réalisé en 1983.

Québec

1982. Les deux plus importants produits agricoles du Québec sont le lait et le porc. Ils génèrent à peu près 60% du total des recettes agricoles en espèces de la province. Ces deux produits se sont comportés assez bien en 1982, ce qui permet de s'attendre à une augmentation des recettes agricoles en espèces totales de la province de 6% qui devraient donc atteindre $2,9 milliards. Les revenus générés par les produits laitiers devraient dépasser $1 milliard en 1982, ce qui équivaut à peu près à 40% des recettes canadiennes en espèces totales pour les produits laitiers (sans tenir compte des paiements supplémentaires pour les produits laitiers). Les recettes générées par le porc ont augmenté d'environ 20%.

Le principal poste de dépenses au Québec est celui des aliments du bétail, puisqu'il représente environ un tiers des coûts totaux d'exploitation. Les producteurs québécois ont profité, en 1982 de prix plus faibles des aliments du bétail, ce qui a permis à ce poste de diminuer légèrement. Comme dans les autres provinces, c'est le compte pétrole qui a enregistré l'augmentation la plus forte, soit 23%, pour atteindre $96 millions. Le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement a augmenté d'environ 6% en 1982. Tout cela permet d'espérer que le revenu net réalisé augmentera d'environ 7% au Québec.

1983. On ne s'attend qu'à une légère augmentation du total des recettes agricoles en espèces. Celles générées par la vente des produits laitiers devraient augmenter ainsi que celles imputables à la vente de bétail et de volailles. La diminution qu'on prévoit du prix des céréales fourragères devrait avoir pour conséquence une autre réduction de la facture totale d'aliments du bétail au Québec en 1983. À moins qu'on assiste à une escalade des taux d'intérêt, on devrait également enregistrer une diminution des frais d'intérêt en 1983. Tout cela permet de s'attendre à une

diminution du total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement d'environ 2% en 1983. L'augmentation des recettes agricoles, alliée à une diminution des dépenses, devrait avoir pour résultat une augmentation du revenu net réalisé d'environ 11%.

Ontario

1982. On ne prévoit pas que l'Ontrio connaisse, en 1982, une aussi bonne année que sa voisine, le Québec. Le total des recettes agricoles en espèces devrait diminuer alors que celui des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement pourrait augmenter, amenant une diminution du revenu net réalisé de 12%. Même si les spécialistes en agriculture ont tendance à comparer l'agriculture des deux provinces, on note plusieurs différences dans leur production agricole qui expliquent que les revenus nets réalisés évoluent en sens contraire en 1982. Même si les produits laitiers ont une place importante en Ontario (et leurs recettes ont augmenté en 1982), c'est la production bovine qui est la plus importante dans cette province. Or, les recettes agricoles en espèces générées par les ventes de bovins ont diminué de 4% en 1982. La production céréalière est également beaucoup plus importante en Ontario qu'au Québec. On s'attend à ce que les recettes agricoles en espèces de 1982 pour la vente de maïs et de blé, enregistrent une diminution marquée par rapport au niveau des années précédentes. La diminution pour le maïs est essentiellement imputable à des prix plus faibles, alors que 50% de celles du blé s'expliquent par des prix plus faibles, un hiver dévastateur pour les semences plantées à l'automne de 1981 et des maladies.

Les plus importants postes de dépenses en Ontario sont les aliments du bétail et les frais d'intérêt. Tous deux ont diminué légèrement en 1982, ce qui explique que le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement ait diminué de 2%.

1983. Les recettes totales en espèces des ventes de céréales devraient augmenter en 1983, sauf s'il y a d'autres problèmes de maladie et d'hiver rude. On devrait également noter quelques augmentations des recettes totales, au niveau de la province, pour le bétail, les porcs, les produits laitiers, la volaille et les œufs, une augmentation d'environ 2%. Les dépenses totales d'exploitation devraient être, elles, à peu près inchangées puisqu'on prévoit que les frais d'intérêt, le prix des aliments du bétail et les loyers étant plus faibles, ils devraient compenser les augmentations de salaires pour le personnel embauché, les prix plus élevés du carburant et des réparations de machinerie ainsi que les prix plus élevés des aliments du bétail. Le revenu net réalisé devrait donc se retrouver au niveau de 1981, ce qui serait une augmentation de 12%.

Manitoba

1982. Le revenu net réalisé au Manitoba est sensiblement différent de celui qui était prévu l'an passé. À cette époque, on s'attendait à ce que les recettes agricoles en espèces augmentent en 1982 (surtout pour le blé après la bonne récolte de 1981) alors qu'on prévoyait que les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement augmenteraient encore plus, ce qui aurait pour résultat une diminution du revenu net réalisé. En réalité, les recettes agricoles en espèces ont augmenté en 1982 malgré l'importance de l'augmentation des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement, qui a été plus faible que prévu. Tout cela permet d'atteindre un revenu net réalisé qui devrait augmenter en 1982 pour atteindre $306 millions.

On prévoit maintenant que les frais d'intérêt, au lieu d'augmenter de 20% comme prévu, devraient diminuer en 1982 étant donné les fluctuations qu'ils ont connues et la diminution des montants empruntés. L'augmentation qu'on avait prévue du poste réparation de machinerie (15%) ne s'est pas produite. On a connu de gros investissements en capital en machinerie neuve, au cours des dernières années, ce qui explique que la machinerie qu'on retrouve actuellement sur les fermes soit assez neuve et n'ait pas besoin d'autant de réparations qu'on l'avait cru. Même si ces éléments sont également importants en Saskatchewan et en Alberta, l'augmentation qu'enregistre le revenu net au Manitoba, comparé à la diminution dans les deux autres provinces, s'explique en grande partie par l'augmentation des quantités de blé vendu au Manitoba.

1983. Les indications actuelles laissent prévoir une diminution d'environ 3% des recettes agricoles en espèces totales, surtout à cause de la diminution des recettes agricoles en espèces attribuables au blé (10%). L'orge devrait aussi être en régression à cause de la faiblesse du prix des céréales servant aux aliments du bétail. On prévoit que le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement diminuera au Manitoba en 1983, à cause de la diminution du coût des loyers, des frais d'intérêt et du prix des aliments du bétail. La diminution du prix des terrains au cours des derniers mois explique la diminution du prix des loyers, alors que des prix bas pour la récolte contribueraient à réduire la part du loyer.

Saskatchewan

1982. Le blé est la principale production de la Saskatchewan, puisqu'on lui doit plus de 50% des recettes agricoles en espèces de la province, ou environ 60% des recettes totales canadiennes pour le blé. Les recettes des ventes de blé (y compris les paiements canadiens du blé) devraient diminuer de 10%

en 1982. Les recettes d'orge et de colza pourraient également diminuer cette année. La diminution des recettes céréalières pourrait être amortie dans une certaine mesure si les agriculteurs diminuaient le montant de revenu reporté de 1982 à 1983 (surtout à cause de la diminution des liquidités).

Aussi, le total des recettes provinciales en espèces pourrait diminuer de 4%. Le poste «pétrole» est un gros poste de dépenses pour les producteurs de la Saskatchewan et il a augmenté de 25% en 1982. Cette augmentation a été contrebalancée dans une certaine mesure par la diminution du prix des engrais, celui-ci ayant été inférieur à celui des années précédentes.

1983. On prévoit actuellement que les prix des céréales et des oléagineux continueront à être faibles en 1983, à cause de l'abondance des stocks mondiaux. Si ce n'est d'une amélioration de la situation internationale, les recettes agricoles en espèces de la Saskatchewan diminueront d'environ 4% en 1983. Les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement devraient être inchangés dans l'ensemble car les taux d'intérêt, les loyers et les dépenses en engrais diminueront sensiblement. Les augmentations des prix du pétrole seront beaucoup plus modérées qu'au cours des années précédentes (5%). Le revenu net réalisé devrait diminuer de 15% en 1983.

Alberta

1982. Si la Saskatchewan est surtout une province productrice de céréales, l'Alberta a, d'autre part, une industrie du bétail beaucoup plus importante. Les recettes porcines en espèces ont augmenté de 20%, mais on prévoit une diminution de celles des bovins, du blé et du colza. Aussi, le total des recettes agricoles en espèces pourrait-il diminuer de 2%. Les dépenses totales d'exploitation sont restées sensiblement au même niveau qu'en 1981. L'augmentation des prix du pétrole a été, dans une certaine mesure, compensée par la diminution des loyers, des paiements d'intérêt, du prix des engrais et des aliments du bétail. Le revenu net réalisé devrait diminuer de 11% pour atteindre $762 millions, si les projections pour les recettes et les dépenses se réalisent effectivement.

1983. La situation internationale du prix des céréales laisse prévoir d'autres diminutions possibles des recettes céréalières en espèces. Il est peu probable que l'augmentation des prix des bovins qu'on a connue en 1982 se reproduise et on s'attend à ce que les recettes restent à peu près stables. Même si les prix du bétail peuvent augmenter sensiblement, le total des recettes agricoles en espèces devrait diminuer d'environ 5%. Quant aux dépenses, les augmentations du prix du pétrole devraient rester modérées alors que les taux d'intérêt et le coût des aliments du bétail devraient diminuer. Le total des dépenses, au niveau provincial, devrait diminuer légèrement (2%), mais plus cette diminution sera importante, plus on prévoit qu'elle réduira le revenu net réalisé.

Colombie-Britannique

1982. La production agricole de la Colombie-Britannique est sensiblement différente de celle des provinces des Prairies. Ce sont surtout des productions fruitières, légumières, laitières et de porc qui génèrent les recettes en Colombie-Britannique. Celles-ci devraient augmenter d'environ $30 millions en 1982 par rapport à 1981 (soit une augmentation d'environ 3%). D'après les renseignements dont on dispose actuellement, il semble que les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement n'augmenteraient que légèrement en 1982. Il y a un an, on prévoyait une augmentation importante des dépenses, surtout à cause des frais d'intérêt. La diminution des taux d'intérêt en 1982 a toutefois permis de modérer certaines augmentations des dépenses. Le revenu net réalisé devrait avoir augmenté de 17% en 1982.

1983. Les recettes agricoles en espèces devraient augmenter pour les fruits, les légumes, le bétail, les produits laitiers et la volaille. Quant au dépenses, elles devraient diminuer à cause de la réduction des taux d'intérêt et du prix des aliments du bétail. Le revenu net réalisé devrait donc augmenter encore en 1983.

Résumé

Au niveau national, le revenu agricole net réalisé devrait diminuer d'environ 9% pour atteindre $3,8 milliards. On a noté des augmentations à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Québec, au Manitoba et en Colombie-Britannique. Ce sont les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick qui enregistrent des diminutions importantes, surtout à cause des faibles prix de la pomme de terre. Les diminutions en Saskatchewan et en Alberta s'expliquent surtout par la faiblesse du secteur des céréales et des oléagineux. La réduction du revenu net réalisé en Ontario s'explique par la faiblesse des recettes générées par le blé et par des prix du maïs plus faibles, ainsi que par une réduction des recettes en espèces imputables au bétail.

D'après les renseignements dont on dispose actuellement, on est enclin à croire qu'en 1983 et les recettes en espèces totales, et le total des dépenses d'exploitation et des frais d'amortissement, diminueront, donnant un revenu agricole net réalisé sensiblement identique à celui de 1982. Ce revenu devrait diminuer au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta à cause de l'importance des stocks de céréales sur le marché international et de l'effet qu'ils ont sur le prix des céréales. À cela s'ajoute, pour l'Alberta, la faiblesse du secteur du bétail. Le revenu net réalisé du Nouveau-Brunswick devrait se relever un petit peu par rapport au faible niveau de 1982, même s'il n'atteindra pas le sommet de 1981. Quant à la Nouvelle-Écosse et au Québec, le revenu net réalisé devrait augmenter grâce à l'augmentation des recettes pour le porc et les produits laitiers dans ces provinces, ainsi qu'à une diminution des dépenses. Le revenu net réalisé de l'Île-du-Prince-Édouard devrait diminuer légèrement en 1983 si le prix des pommes de terre ne se relève pas. Quant à Terre-Neuve, en 1983, les dépenses d'exploitation plus faibles et certaines augmentations des recettes devraient se combiner pour augmenter ce revenu net réalisé. En ce qui concerne l'Ontario, on devrait revenir à un niveau plus normal de recettes pour le blé d'hiver, allié à des augmentations très modérées des autres postes de recettes et à une diminution des dépenses d'exploitation, le tout devant se traduire par une augmentation de 12% du revenu net réalisé.

FIGURE 1. CANADA

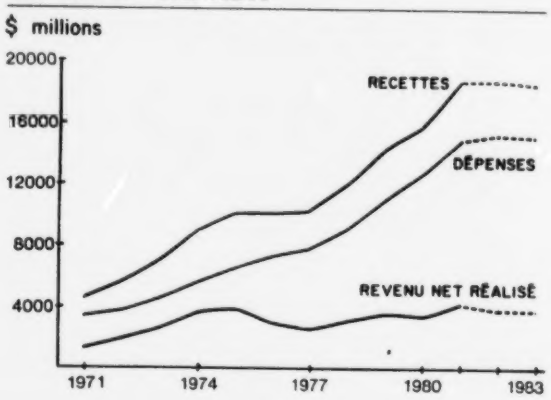


FIGURE 2. TERRE-NEUVE

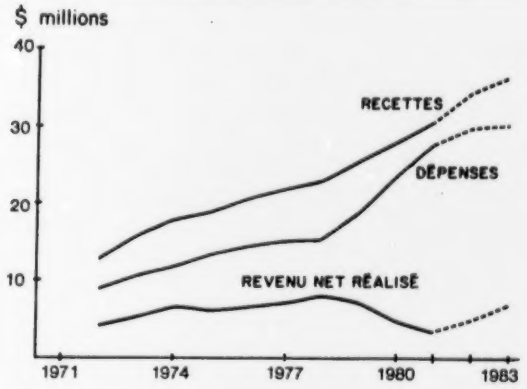


FIGURE 3. TERRE-NEUVE

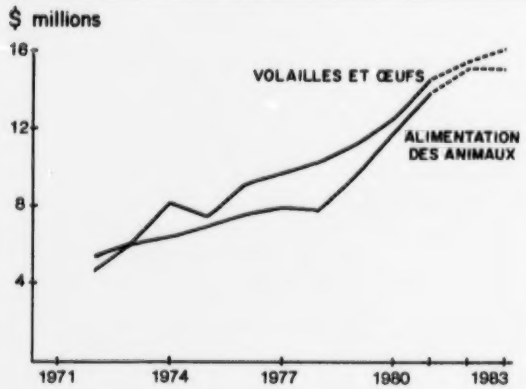


FIGURE 4. ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

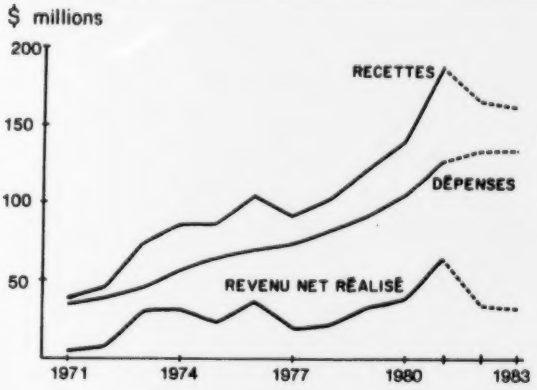


FIGURE 5. ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

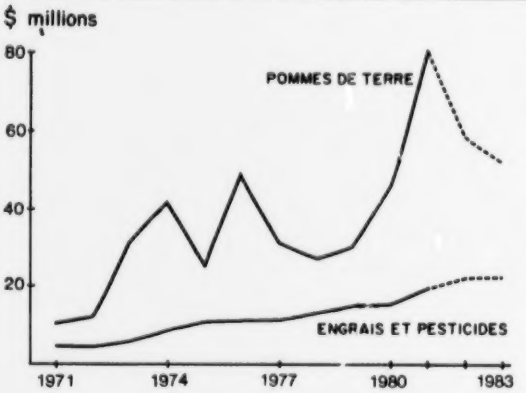


FIGURE 6. NOUVELLE-ÉCOSSE

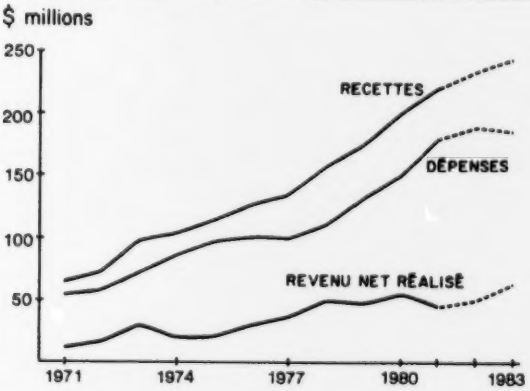


FIGURE 7. NOUVELLE-ÉCOSSE

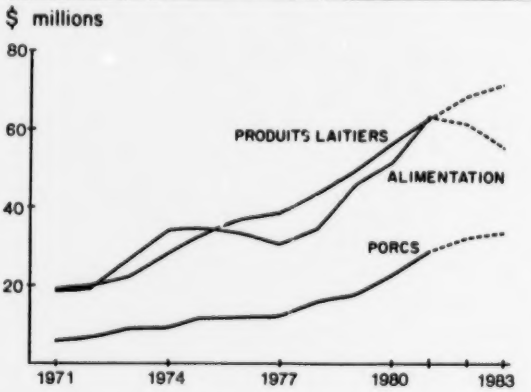


FIGURE 8. NOUVEAU-BRUNSWICK

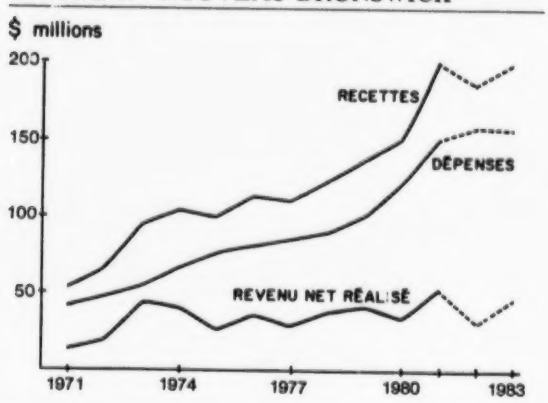


FIGURE 9. NOUVEAU-BRUNSWICK

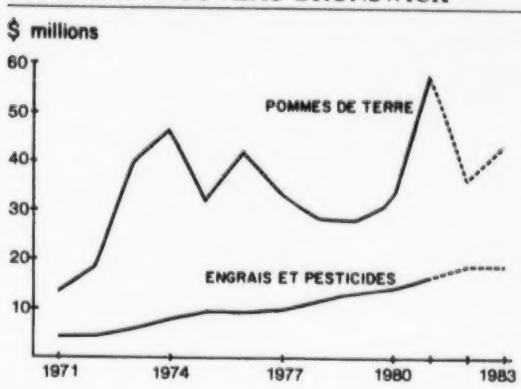


FIGURE 10. QUÉBEC

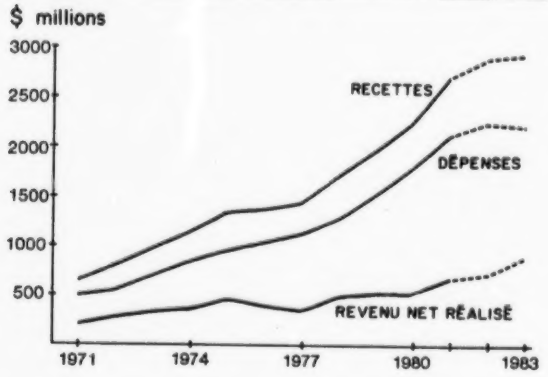


FIGURE 11. QUÉBEC

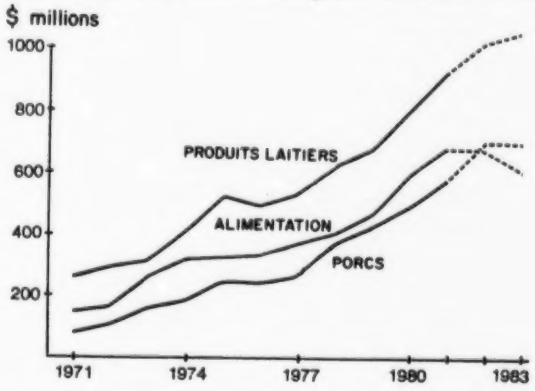


FIGURE 12. ONTARIO

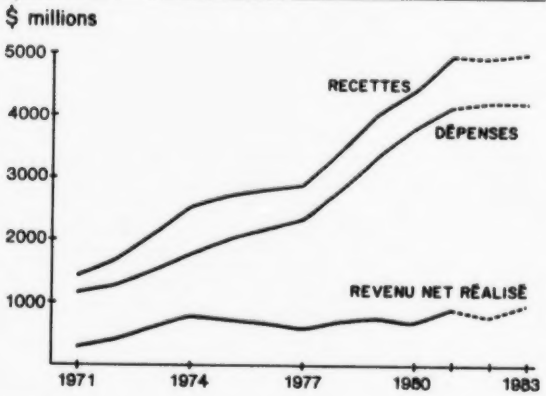


FIGURE 13. ONTARIO

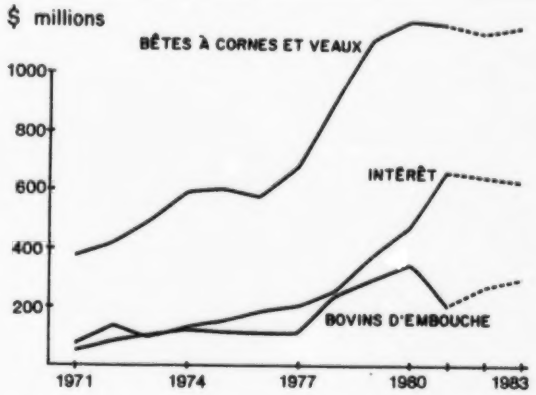


FIGURE 14. MANITOBA

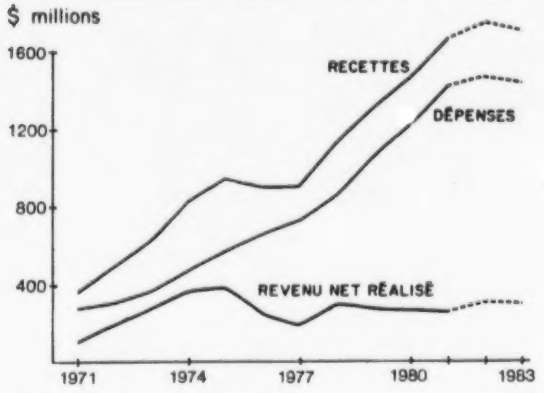


FIGURE 15. MANITOBA

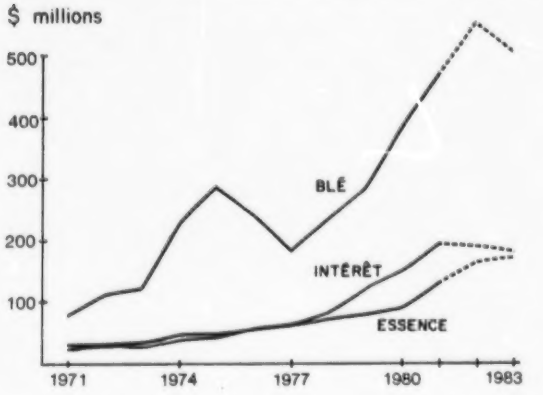


FIGURE 16. SASKATCHEWAN

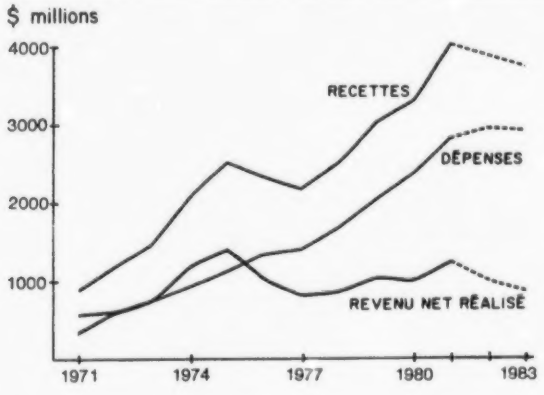


FIGURE 17. SASKATCHEWAN

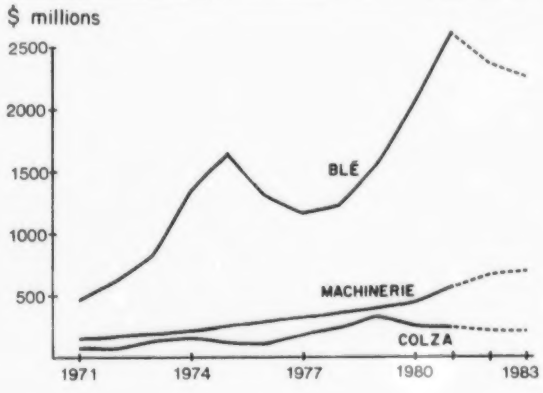


FIGURE 18. ALBERTA

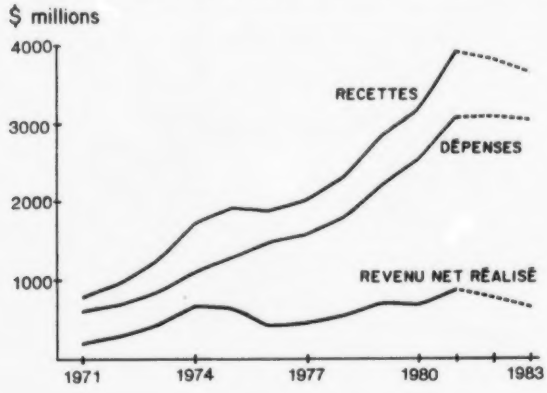


FIGURE 19. ALBERTA

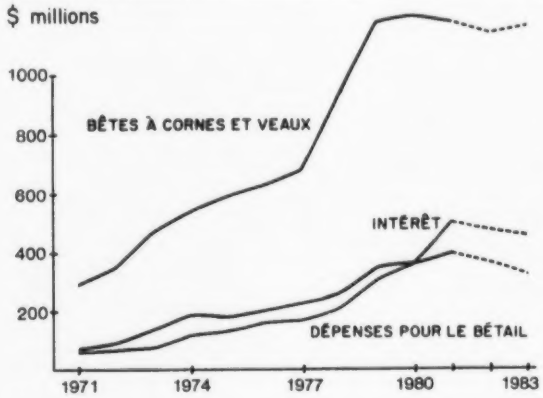


FIGURE 20. COLOMBIE-BRITANNIQUE

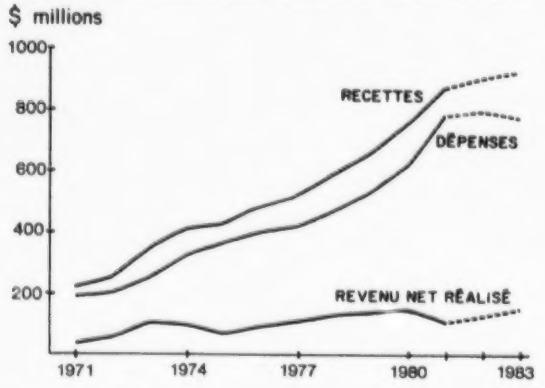


FIGURE 21. COLOMBIE-BRITANNIQUE

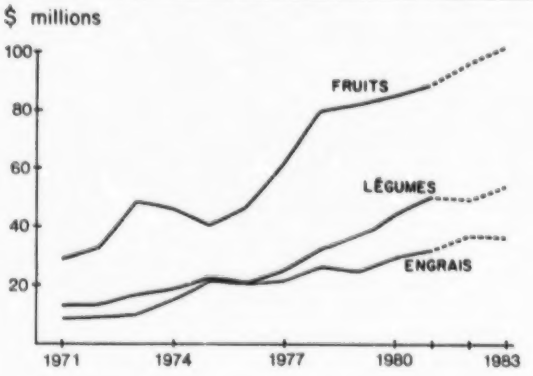


FIGURE 22. REVENU NET RÉALISÉ, 1982 ET (1983)

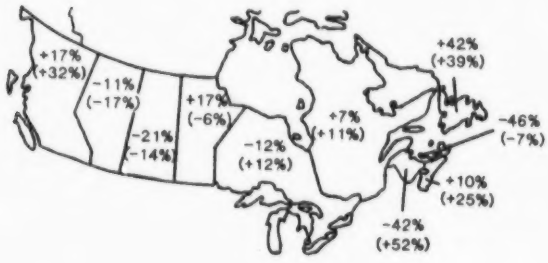


TABLEAU 1. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, CANADA[7]

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[1,5]	4 404,2	3 943,9	
Avoine[1]	57,1	59,7	
Orge[1]	921,3	911,0	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	115,9	416,6	
Seigle	75,5	62,1	
Lin	126,7	117,4	
Colza	592,6	511,8	
Soya	163,8	172,8	
Maïs	432,4	387,9	
Betteraves à sucre	60,4	31,0	
Pommes de terre	304,8	246,9	
Fruits	231,6	262,8	
Légumes	407,4	438,4	
Tabac[3]	380,3	370,1	
Autres cultures[6]	731,2	675,0	
Total, cultures	9 005,2	8 607,4	8 367,4
Bêtes à cornes et veaux	3 534,5	3 500,3	
Porcs	1 630,7	1 956,1	
Moutons et agneaux	26,4	28,5	
Produits laitiers	2 378,9	2 589,3	
Volaille	781,4	771,2	
Œufs	470,3	455,6	
Autre bétail et produits	172,1	182,2	
Total, bétail et produits	8 994,3	9 483,2	9 700,1
Autres recettes monétaires[4]	555,6	458,3	408,6
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	18 555,1	18 548,9	18 476,1
Paiements supplémentaires	156,5	162,1	
Total, recettes monétaires	18 711,6	18 711,0	18 476,1

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 1A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, CANADA[7]

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	226,2	244,6	
Loyer agricole brut	623,0	633,8	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	1 073,3	1 138,3	
Intérêt sur la dette[b]	2 266,7	2 228,1	
Total, dépenses de machinerie[c]	2 055,0	2 362,8	
Engrais et chaux	1 095,6	1 055,3	
Autres dépenses pour cultures[d]	883,6	944,5	
Alimentation des animaux[e]	2 079,6	2 001,3	
Autres dépenses pour le bétail[f]	546,3	610,8	
Réparation de bâtiments[g]	251,2	273,3	
Electricité et téléphone	293,9	325,8	
Divers[g]	954,0	1 046,7	
Total, dépenses d'exploitation	12 348,4	12 865,3	12 712,1
Amortissement des bâtiments	450,5	456,1	451,6
Amortissement des machines	2 013,2	1 869,4	1 850,7
Total, exploitation et amortissement	14 812,1	15 190,8	15 014,4
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	18 711,6	18 711,0	18 476,1
Revenu en nature[b]	270,5	261,5	268,0
Revenu brut réalisé (1 + 2)	18 982,1	18 972,5	18 744,1
Exploitation et amortissement	14 812,1	15 190,8	15 014,4
Revenu net réalisé (3 – 4)	4 170,0	3 781,7	3 729,7
Valeur de la variation des stocks	792,5	114,4	
Total, revenu brut (3 + 6)	19 774,6	19 086,9	
Total, revenu net (7 – 4)	4 962,5	3 896,1	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 2. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, TERRE-NEUVE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé	–	–	
Avoine[1]	–	–	
Orge[1]	–	–	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	–	–	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	–	–	
Fruits	0,5	0,4	
Légumes	0,5	0,9	
Tabac	1,6	1,8	
Autres cultures[6]	–	–	
Total, cultures	2,7	2,7	
Bêtes à cornes et veaux	5,3	5,8	5,9
Porcs	1,4	1,2	
Moutons et agneaux	3,9	5,0	
Produits laitiers	0,1	0,1	
Volaille	5,0	6,0	
Œufs	6,9	8,0	
Autre bétail et produits	7,7	7,5	
Total, bétail et produits	–	0,3	
Autres recettes monétaires[4]	25,0	28,1	30,1
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	–	–	–
Paiements supplémentaires	30,3	33,9	36,0
Total, recettes monétaires	–	–	
	30,3	33,9	36,9

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 2A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, TERRE-NEUVE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	–	–	
Loyer agricole brut	0,1	0,1	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	3,8	4,2	
Intérêt sur la dette[b]	1,5	1,5	
Total, dépenses de machinerie[c]	1,8	2,1	
Engrais et chaux	1,0	1,1	
Autres dépenses pour cultures[d]	0,8	0,8	
Alimentation des animaux[e]	13,8	15,1	
Autres dépenses pour le bétail[f]	0,1	0,1	
Réparation de bâtiments[a]	0,4	0,4	
Electricité et téléphone	0,7	0,7	
Divers[g]	1,4	1,5	
Total, dépenses d'exploitation	25,4	27,6	28,0
Amortissement des bâtiments	0,8	0,7	0,8
Amortissement des machines	1,3	1,5	1,3
Total, exploitation et amortissement	27,5	29,8	30,1
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	30,3	33,9	36,0
Revenu en nature[h]	0,4	0,4	0,4
Revenu brut réalisé (1 + 2)	30,7	34,3	36,4
Exploitation et amortissement	27,5	29,8	30,1
Revenu net réalisé (3 – 4)	3,2	4,5	6,3
Valeur de la variation des stocks	–	–	
Total, revenu brut (3 + 6)	30,7	34,3	
Total, revenu net (7 – 4)	3,2	4,5	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 3. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé	0,4	0,3	
Avoine[1]	0,8	0,6	
Orge[1]	2,5	2,2	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	2,5	2,5	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	79,2	58,1	
Fruits	0,7	1,5	
Légumes	4,0	4,7	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[6]	15,5	16,5	
Total, cultures	105,6	86,4	82,7
Bêtes à cornes et veaux	16,9	16,0	
Porcs	22,4	21,7	
Moutons et agneaux	0,2	0,2	
Produits laitiers	26,6	29,2	
Volaille	0,2	0,1	
Œufs	2,7	2,8	
Autre bétail et produits	1,7	2,3	
Total, bétail et produits	70,7	72,3	73,3
Autres recettes monétaires[4]	10,5	5,6	5,2
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	186,8	164,3	161,2
Paiements supplémentaires	–	–	
Total, recettes monétaires	186,8	164,3	161,2

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 3A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	1,2	1,3	
Loyer agricole brut	2,5	2,8	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	15,0	16,6	
Intérêt sur la dette[b]	13,5	13,5	
Total, dépenses de machinerie[c]	18,5	21,2	
Engrais et chaux	15,8	15,9	
Autres dépenses pour cultures[d]	10,1	11,1	
Alimentation des animaux[e]	18,0	16,6	
Autres dépenses pour le bétail[f]	2,3	3,0	
Réparation de bâtiments[a]	2,3	2,5	
Electricité et téléphone	3,2	3,4	
Divers[g]	7,7	8,1	
Total, dépenses d'exploitation	110,1	116,0	115,7
Amortissement des bâtiments	2,2	2,3	2,3
Amortissement des machines	14,2	14,9	14,8
Total, exploitation et amortissement	126,5	133,2	132,8
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	186,8	164,3	161,2
Revenu en nature[h]	3,3	3,2	3,3
Revenu brut réalisé (1 + 2)	190,1	167,5	164,5
Exploitation et amortissement	126,5	133,2	132,8
Revenu net réalisé (3 – 4)	63,6	34,3	31,7
Valeur de la variation des stocks	26,0	–5,0	
Total, revenu brut (3 + 6)	216,1	162,5	
Total, revenu net (7 – 4)	89,6	29,3	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 4. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, NOUVELLE-ÉCOSSE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé	0,9	0,8	
Avoine[1]	0,2	0,2	
Orge	0,1	0,2	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	0,2	0,1	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	2,4	3,9	
Fruits	18,2	21,4	
Légumes	6,6	6,9	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[6]	13,4	13,2	
Total, cultures	42,0	46,7	49,9
Bêtes à cornes et veaux	22,5	22,3	
Porcs	28,4	31,8	
Moutons et agneaux	1,3	1,2	
Produits laitiers	62,6	68,0	
Volaille	24,7	24,8	
Œufs	19,3	18,6	
Autre bétail et produits	10,3	11,4	
Total, bétail et produits	169,1	178,1	185,7
Autres recettes monétaires[4]	9,5	8,3	7,0
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	220,6	233,1	242,6
Paiements supplémentaires	–	–	
Total, recettes monétaires	220,6	233,1	242,6

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 4A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, NOUVELLE-ÉCOSSE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	1,8	1,9	
Loyer agricole brut	1,3	1,3	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	25,3	27,8	
Intérêt sur la dette[b]	14,1	14,7	
Total, dépenses de machinerie[c]	18,9	22,0	
Engrais et chaux	7,6	7,9	
Autres dépenses pour cultures[d]	7,7	8,1	
Alimentation des animaux[e]	62,9	60,8	
Autres dépenses pour le bétail[f]	3,4	4,2	
Réparation de bâtiments[a]	3,7	4,0	
Electricité et téléphone	4,4	4,6	
Divers[g]	9,7	10,5	
Total, dépenses d'exploitation	160,8	167,8	165,0
Amortissement des bâtiments	5,7	5,7	5,7
Amortissement des machines	14,0	14,8	14,5
Total, exploitation et amortissement	180,5	188,3	185,2
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	220,6	233,1	242,6
Revenu en nature[h]	5,2	5,1	5,2
Revenu brut réalisé (1 + 2)	225,8	238,2	247,8
Exploitation et amortissement	180,5	188,3	185,2
Revenu net réalisé (3 – 4)	45,3	49,9	62,6
Valeur de la variation des stocks	2,1	1,1	
Total, revenu brut (3 + 6)	227,9	239,3	
Total, revenu net (7 – 4)	47,4	51,0	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 5. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, NOUVEAU-BRUNSWICK

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé	0,4	0,4	
Avoine[1]	1,5	1,4	
Orge	0,5	0,4	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	0,4	1,0	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	57,3	36,9	
Fruits	4,8	6,7	
Légumes	6,6	7,4	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[6]	9,0	6,7	
Total, cultures	80,5	60,9	67,4
Bêtes à cornes et veaux	20,0	20,6	
Porcs	14,0	18,8	
Moutons et agneaux	0,5	0,5	
Produits laitiers	37,9	43,7	
Volaille	18,8	17,5	
Œufs	11,4	10,8	
Autre bétail et produits	2,9	3,5	
Total, bétail et produits	105,5	115,4	123,3
Autres recettes monétaires[4]	11,5	7,5	7,2
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	197,5	183,8	197,9
Paiements supplémentaires	–	–	
Total, recettes monétaires	197,5	183,8	197,9

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 5A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, NOUVEAU-BRUNSWICK

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	1,9	2,0	
Loyer agricole brut	0,8	0,9	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	17,4	19,2	
Intérêt sur la dette[b]	17,6	16,8	
Total, dépenses de machinerie[c]	21,4	24,4	
Engrais et chaux	12,0	12,7	
Autres dépenses pour cultures[d]	9,6	10,5	
Alimentation des animaux[e]	36,0	36,2	
Autres dépenses pour le bétail[f]	2,2	2,3	
Réparation de bâtiments[a]	3,0	3,3	
Electricité et téléphone	3,8	4,0	
Divers[g]	5,7	6,4	
Total, dépenses d'exploitation	131,4	138,7	137,5
Amortissement des bâtiments	3,0	3,1	3,1
Amortissement des machines	15,0	15,6	15,4
Total, exploitation et amortissement	149,4	157,4	156,0
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	197,5	183,8	197,9
Revenu en nature[h]	4,3	4,0	4,1
Revenu brut réalisé (1 + 2)	201,8	187,8	202,0
Exploitation et amortissement	149,4	157,4	156,0
Revenu net réalisé (3 – 4)	52,4	30,4	46,0
Valeur de la variation des stocks	9,6	0,1	
Total, revenu brut (3 + 6)	211,4	187,9	
Total, revenu net (7 – 4)	62,0	30,5	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 6. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, QUÉBEC

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé	5.7	9.8	
Avoine[1]	5.9	8.6	
Orge	7.7	17.0	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	7.0	15.0	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	–	–	
Maïs	67.0	66.0	
Betteraves à sucre	2.8	3.3	
Pommes de terre	47.6	35.0	
Fruits	27.0	32.1	
Légumes	81.4	81.0	
Tabac[3]	18.6	23.5	
Autres cultures[6]	72.7	65.8	
Total, cultures	343.4	357.1	339.8
Bêtes à cornes et veaux	268.8	275.7	
Porcs	576.2	693.2	
Moutons et agneaux	1.9	2.2	
Produits laitiers	926.1	1 015.3	
Volaille	229.3	245.2	
Œufs	82.5	79.6	
Autre bétail et produits	25.8	26.9	
Total, bétail et produits	2 110.6	2 338.1	2 396.1
Autres recettes monétaires[4]	258.8	190.6	183.7
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	2 712.8	2 885.8	2 919.6
Paiements supplémentaires	–	–	
Total, recettes monétaires	2 712.8	2 885.8	2 919.6

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 6A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, QUÉBEC

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	32.1	34.9	
Loyer agricole brut	14.9	15.6	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	154.3	165.1	
Intérêt sur la dette[b]	284.1	299.7	
Total, dépenses de machinerie[c]	190.8	221.2	
Engrais et chaux	131.8	136.8	
Autres dépenses pour cultures[d]	101.6	106.1	
Alimentation des animaux[e]	680.4	671.4	
Autres dépenses pour le bétail[f]	55.8	65.1	
Réparation de bâtiments[g]	50.6	58.9	
Électricité et téléphone	60.5	72.6	
Divers[g]	138.2	155.9	
Total, dépenses d'exploitation	1 895.1	2 003.3	1 963.2
Amortissement des bâtiments	43.6	44.7	44.2
Amortissement des machines	182.6	192.2	190.4
Total, exploitation et amortissement	2 121.3	2 240.2	2 197.8
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	2 712.8	2 885.8	2 919.6
Revenu en nature[h]	75.6	71.1	73.4
Revenu brut réalisé (1 + 2)	2 788.4	2 956.9	2 993.0
Exploitation et amortissement	2 121.3	2 240.2	2 197.8
Revenu net réalisé (3 – 4)	667.1	716.7	795.2
Valeur de la variation des stocks	17.0	– 51.3	
Total, revenu brut (3 + 6)	2 805.4	2 905.6	
Total, revenu net (7 – 4)	684.1	665.4	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 7. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, ONTARIO

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[5]	132.2	63.2	
Avoine[1]	2.8	2.2	
Orge	14.8	14.1	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	18.5	30.0	
Seigle	1.1	1.1	
Lin	–	–	
Colza	–	–	
Soya	163.8	172.8	
Maïs	346.6	292.9	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	44.6	41.3	
Fruits	88.8	104.1	
Légumes	231.6	261.4	
Tabac[3]	361.8	346.6	
Autres cultures[6]	340.0	332.2	
Total, cultures	1 748.6	1 661.9	1 716.6
Bêtes à cornes et veaux	1 162.0	1 125.3	
Porcs	527.0	648.0	
Moutons et agneaux	10.5	11.7	
Produits laitiers	805.4	853.1	
Volaille	274.7	251.5	
Œufs	175.0	175.2	
Autre bétail et produits	49.7	51.8	
Total, bétail et produits	3 004.3	3 116.6	3 174.8
Autres recettes monétaires[4]	150.4	113.3	101.0
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	4 903.3	4 891.8	4 992.4
Paiements supplémentaires	50.1	20.5	
Total, recettes monétaires	4 953.4	4 912.3	4 992.4

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 7A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, ONTARIO

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	40.5	43.8	
Loyer agricole brut	120.4	126.9	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	393.1	393.1	
Intérêt sur la dette[b]	659.9	641.3	
Total, dépenses de machinerie[c]	390.4	443.1	
Engrais et chaux	261.0	248.2	
Autres dépenses pour cultures[d]	274.3	285.2	
Alimentation des animaux[e]	666.1	638.1	
Autres dépenses pour le bétail[f]	261.5	323.2	
Réparation de bâtiments[a]	66.8	72.6	
Electricité et téléphone	83.5	91.3	
Divers[g]	277.1	299.7	
Total, dépenses d'exploitation	3 494.6	3 606.5	3 598.4
Amortissement des bâtiments	215.6	218.0	215.8
Amortissement des machines	433.9	386.0	382.2
Total, exploitation et amortissement	4 144.1	4 210.5	4 196.4
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	4 953.4	4 912.3	4 992.4
Revenu en nature[h]	74.4	72.5	74.5
Revenu brut réalisé (1 + 2)	5 027.8	4 984.8	5 066.9
Exploitation et amortissement	4 144.1	4 210.5	4 196.4
Revenu net réalisé (3 – 4)	883.7	774.3	870.5
Valeur de la variation des stocks	22.5	– 101.4	
Total, revenu brut (3 + 6)	5 050.3	4 883.4	
Total, revenu net (7 – 4)	906.2	672.9	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 8. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, MANITOBA

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[1]	468,6	556,1	
Avoine[1]	7,0	7,8	
Orge[1]	148,0	152,0	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	37,4	46,9	
Seigle	16,5	13,8	
Lin	71,5	60,5	
Colza	74,5	83,5	
Soya	–	–	
Maïs	18,7	29,0	
Betteraves à sucre	22,1	12,7	
Pommes de terre	32,6	32,0	
Fruits	–	–	
Légumes	8,7	9,9	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[b]	81,3	59,8	
Total, cultures	986,9	1 064,0	1 005,1
Bêtes à cornes et veaux	287,2	295,9	
Porcs	138,9	167,1	
Moutons et agneaux	0,9	0,9	
Produits laitiers	86,6	95,7	
Volaille	41,1	40,6	
Œufs	45,4	45,3	
Autre bétail et produits	18,9	20,8	
Total, bétail et produits	619,0	666,3	679,1
Autres recettes monétaires[4]	28,0	12,2	9,9
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	1 633,9	1 742,5	1 694,1
Paiements supplémentaires	21,3	–	
Total, recettes monétaires	1 655,2	1 742,5	1 694,1

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 8A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, MANITOBA

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	27,8	30,0	
Loyer agricole brut	76,4	81,8	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	63,2	69,9	
Intérêt sur la dette[b]	194,7	189,6	
Total, dépenses de machinerie[c]	246,2	283,7	
Engrais et chaux	163,0	151,2	
Autres dépenses pour cultures[d]	124,2	134,4	
Alimentation des animaux[e]	116,4	115,8	
Autres dépenses pour le bétail[f]	31,3	32,0	
Réparation de bâtiments[a]	21,9	23,2	
Electricité et téléphone	26,3	28,2	
Divers[g]	85,9	98,7	
Total, dépenses d'exploitation	1 177,3	1 238,5	1 212,0
Amortissement des bâtiments	16,6	17,1	17,0
Amortissement des machines	218,8	199,0	197,0
Total, exploitation et amortissement	1 412,7	1 454,6	1 426,0
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	1 655,2	1 742,5	1 694,1
Revenu en nature[h]	18,3	18,3	18,7
Revenu brut réalisé (1 + 2)	1 673,5	1 760,8	1 712,8
Exploitation et amortissement	1 412,7	1 454,6	1 426,0
Revenu net réalisé (3 – 4)	260,8	306,2	286,8
Valeur de la variation des stocks	190,7	51,6	
Total, revenu brut (3 + 6)	1 864,2	1 812,4	
Total, revenu net (7 – 4)	451,5	357,8	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 9. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, SASKATCHEWAN

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[1]	2 613,5	2 359,6	
Avoine[1]	9,8	7,8	
Orge[1]	267,4	251,0	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	42,5	204,3	
Seigle	28,4	22,8	
Lin	39,2	39,1	
Colza	234,7	208,5	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	3,1	4,2	
Fruits	–	–	
Légumes	–	–	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[6]	42,9	38,9	
Total, cultures	3 281,5	3 136,2	2 963,3
Bêtes à cornes et veaux	457,3	479,7	
Porcs	80,3	84,5	
Moutons et agneaux	3,1	2,2	
Produits laitiers	59,0	66,4	
Volaille	25,6	24,4	
Œufs	19,0	16,5	
Autre bétail et produits	13,3	14,4	
Total, bétail et produits	657,6	688,1	703,6
Autres recettes monétaires[4]	17,3	42,1	39,9
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	3 956,4	3 866,4	3 706,8
Paiements supplémentaires	53,9	–	
Total, recettes monétaires	4 010,3	3 866,4	3 706,8

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 9A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, SASKATCHEWAN

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	68,6	74,1	
Loyer agricole brut	236,5	248,4	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	124,0	136,5	
Intérêt sur la dette[b]	399,7	405,8	
Total, dépenses de machinerie[c]	568,1	654,4	
Engrais et chaux	198,9	187,2	
Autres dépenses pour cultures[d]	178,5	196,8	
Alimentation des animaux[e]	100,1	100,0	
Autres dépenses pour le bétail[f]	35,5	39,7	
Réparation de bâtiments[a]	38,2	40,4	
Electricité et téléphone	43,7	47,1	
Divers[g]	198,7	217,2	
Total, dépenses d'exploitation	2 190,5	2 347,6	2 335,8
Amortissement des bâtiments	47,2	48,4	48,0
Amortissement des machines	577,9	528,5	523,1
Total, exploitation et amortissement	2 815,6	2 924,5	2 906,9
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	4 010,3	3 866,4	3 706,8
Revenu en nature[h]	38,4	37,3	37,5
Revenu brut réalisé (1 + 2)	4 048,7	3 903,7	3 744,3
Exploitation et amortissement	2 815,6	2 924,5	2 906,9
Revenu net réalisé (3 – 4)	1 233,1	979,2	837,4
Valeur de la variation des stocks	434,9	295,9	
Total, revenu brut (3 + 6)	4 483,6	4 199,6	
Total, revenu net (7 – 4)	1 668,0	1 275,1	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 10. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, ALBERTA

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[1]	1 155,4	941,4	
Avoine[1]	25,6	27,8	
Orge[1]	466,2	465,3	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	0,3	110,4	
Seigle	29,4	24,3	
Lin	16,0	17,8	
Colza	277,4	218,0	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	35,5	15,0	
Pommes de terre	19,9	19,9	
Fruits	–	–	
Légumes	14,7	16,3	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[6]	66,3	54,3	
Total, cultures	2 106,7	1 910,5	1 836,7
Bêtes à cornes et veaux	1 178,9	1 138,5	
Porcs	195,4	233,6	
Moutons et agneaux	6,0	6,9	
Produits laitiers	174,0	193,7	
Volaille	78,3	82,3	
Œufs	46,7	42,0	
Autre bétail et produits	29,5	27,0	
Total, bétail et produits	1 708,8	1 724,0	1 757,8
Autres recettes monétaires[4]	34,7	19,2	16,7
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	3 850,2	3 653,7	3 611,2
Paiements supplémentaires	30,6	141,6	
Total, recettes monétaires	3 880,8	3 795,3	3 611,2

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 10A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, ALBERTA

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	39,9	43,1	
Loyer agricole brut	155,4	139,8	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	164,5	182,0	
Intérêt sur la dette[b]	497,8	472,9	
Total, dépenses de machinerie[c]	514,7	594,5	
Engrais et chaux	280,3	268,5	
Autres dépenses pour cultures[d]	147,6	160,7	
Alimentation des animaux[e]	260,0	237,4	
Autres dépenses pour le bétail[f]	135,7	122,4	
Réparation de bâtiments[a]	50,7	53,5	
Electricité et téléphone	52,4	57,7	
Divers[g]	182,1	197,4	
Total, dépenses d'exploitation	2 481,1	2 529,9	2 485,1
Amortissement des bâtiments	86,5	87,2	86,3
Amortissement des machines	493,5	450,7	446,2
Total, exploitation et amortissement	3 061,1	3 067,8	3 017,6
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	3 880,8	3 795,3	3 611,2
Revenu en nature[h]	35,4	34,8	35,5
Revenu brut réalisé (1 + 2)	3 916,2	3 830,1	3 646,7
Exploitation et amortissement	3 061,1	3 067,8	3 017,6
Revenu net réalisé (3 – 4)	855,1	762,3	629,1
Valeur de la variation des stocks	121,1	– 74,2	
Total, revenu brut (3 + 6)	4 037,3	3 755,9	
Total, revenu net (7 – 4)	976,2	688,1	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 11. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES, 1981 À 1983, COLOMBIE-BRITANNIQUE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Blé[1]	25,1	12,2	
Avoine[1]	3,4	3,2	
Orge[1]	14,1	8,9	
Paiements: d'assurance-récolte, anticipés différés, anticipés de SGO[2]	7,1	6,5	
Seigle	–	–	
Lin	–	–	
Colza	6,1	1,9	
Soya	–	–	
Maïs	–	–	
Betteraves à sucre	–	–	
Pommes de terre	17,7	15,2	
Fruits	91,5	96,3	
Légumes	52,3	49,0	
Tabac[3]	–	–	
Autres cultures[b]	87,5	84,6	
Total, cultures	304,8	277,8	300,1
Bêtes à cornes et veaux	119,5	125,3	
Porcs	44,3	52,3	
Moutons et agneaux	2,0	2,7	
Produits laitiers	195,7	218,2	
Volaille	81,8	76,7	
Œufs	60,5	57,3	
Autre bétail et produits	19,8	23,8	
Total, bétail et produits	523,6	556,3	576,3
Autres recettes monétaires[4]	35,1	59,5	37,9
Recettes monétaires découlant de l'exploitation agricole	863,5	893,6	914,3
Paiements supplémentaires	0,4	–	
Total, recettes monétaires	863,9	893,6	914,3

Les renvois sont à la suite des tableaux.

TABLEAU 11A. DÉPENSES D'EXPLOITATION AGRICOLE ET FRAIS D'AMORTISSEMENT, 1981 À 1983, COLOMBIE-BRITANNIQUE

	1981	1982	1983
		(millions de dollars)	
Impôts[a]	12,4	13,4	
Loyer agricole brut	14,7	16,1	
Salaires de la main-d'œuvre agricole	112,8	124,0	
Intérêt sur la dette[b]	183,8	172,2	
Total, dépenses de machinerie[c]	84,3	96,3	
Engrais et chaux	24,1	25,8	
Autres dépenses pour cultures[d]	29,2	30,8	
Alimentation des animaux[e]	125,7	109,9	
Autres dépenses pour le bétail[f]	18,4	18,9	
Réparation de bâtiments[a]	13,7	14,5	
Electricité et téléphone	15,5	16,3	
Divers[g]	47,4	51,3	
Total, dépenses d'exploitation	682,0	689,5	671,6
Amortissement des bâtiments	29,3	28,8	28,5
Amortissement des machines	62,1	66,2	65,5
Total, exploitation et amortissement	773,4	784,5	765,6
Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole			
Recettes monétaires	863,9	893,6	914,3
Revenu en nature[h]	15,2	14,8	15,3
Revenu brut réalisé (1 + 2)	879,1	908,4	929,6
Exploitation et amortissement	773,4	784,5	765,6
Revenu net réalisé (3 – 4)	105,7	123,9	164,0
Valeur de la variation des stocks	– 31,5	– 2,5	
Total, revenu brut (3 + 6)	847,6	905,9	
Total, revenu net (7 – 4)	74,2	121,4	

Les renvois sont à la suite des tableaux.

Renvois

[1] Comprend les paiements de participation versés directement aux producteurs par la Commission canadienne du blé.

[2] Avances en espèces sur les céréales stockées dans les fermes de l'ouest du Canada et recettes nettes différées plus les paiements versés au titre de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, plus les paiements d'assurance-récolte.

[3] Les recettes provenant de la vente du tabac dans les Maritimes sont comprises avec les «autres cultures».

[4] Comprend les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et de l'érable, ainsi que les paiements supplémentaires de l'industrie laitière, les paiements d'appoint, les paiements provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres paiements supplémentaires versés par les gouvernements fédéral et provinciaux.

[5] Comprend les paiements versés aux producteurs par l'Office de commercialisation des producteurs de blé de l'Ontario.

[6] Comprend les recettes en espèces provenant de la floriculture et des pépinières.

[7] Les composantes provinciales ayant été arrondies, le total du Canada peut différer.

[a] Terres et bâtiments possédés seulement.

[b] Intérêt sur les hypothèques des terres et bâtiments possédés, ainsi que l'intérêt sur toutes les autres dettes agricoles.

[c] Pour la ferme.

[d] Pesticides, semences, irrigation, ficelle lieuse, fil de fer et contenants.

[e] Achats commerciaux seulement.

[f] Achats de bétail, frais d'insémination artificielle, frais d'enregistrement des animaux de race et soins vétérinaires.

[g] Clôtures, travail à forfait, assurances et autres fournitures, services non énuméré auparavant, et primes d'assurance-récolte.

[h] Ne comprend pas l'imputation d'un loyer.

Perspectives du secteur du matériel agricole

R.J. Peterson

Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de décrire les perspectives qui s'offrent au secteur du matériel agricole à court et à moyen terme au nom de l'Institut canadien d'équipement agricole et industriel (ICÉAI).

Avant de parler des perspectives à court terme, je voudrais d'abord préciser que, dans notre industrie, nous sommes optimistes face à l'avenir de l'agriculture, de l'agrinégoce et du secteur manufacturier.

Nous sommes optimistes, car, comme vous tous, nous voyons les possibilités qui s'offrent à l'agriculture et, par conséquent, à l'agrinégoce.

La population mondiale sans cesse croissante et l'augmentation du revenu par habitant dans la majeure partie du monde contribuent à grossir la demande en produits agricoles de qualité.

Il s'agit là d'une belle occasion pour l'agriculture du Canada et de l'Amérique du Nord, en général — agriculture pratiquée sur les superficies les plus vastes au monde, par les fermiers les plus productifs et les plus efficaces au monde, des fermiers qui ont appris à mettre à profit la mécanisation, la technologie et la gestion pour enregistrer un niveau de performance qui témoigne de progrès étonnants.

En ce qui concerne l'immédiat, nous sommes confiants malgré notre inquiétude, car il s'agit sans doute d'une période difficile pour tous les secteurs de l'agriculture.

L'agriculture et la fabrication de machines agricoles ont toujours été, en particulier, des activités difficiles à prévoir, car elles sont sujettes à trop d'impondérables à court terme: caprices du temps, conditions de croissance, prix des denrées, mesures politiques.

Et la concurrence est toujours vive dans notre secteur d'activité. Mais, nous sommes habitués à ces impondérables et nous affrontons volontiers la concurrence, car nous comprenons les avantages qu'elle apporte aux consommateurs.

Nous sommes inquiets — mais confiants — car nous avons déjà connu d'autres périodes difficiles: la récession, la dépression, la guerre et, même d'une façon différente, le phénomène frustrant de la fièvre du milieu des années '70. Et, bien sûr, nous savons que des gens capables et expérimentés, dans chaque secteur de l'agriculture, sont habitués à rencontrer des problèmes, à les affronter carrément et à les résoudre.

Aujourd'hui, j'aimerais me pencher sur certains points sensibles dans notre industrie et sur la situation que semblent connaître nos affaires.

Je vais essayer de procéder d'une manière détachée — comme le ferait un étranger objectif et qualifié, quelqu'un qui n'aurait pas, comme nous, ce profond engagement personnel — pour mettre le doigt sur les facteurs et les effets qui agissent en agriculture ainsi que dans la fabrication et la vente au détail du matériel agricole.

La première constatation de cette personne — l'observateur étranger et objectif — serait probablement qu'il y a trop d'acteurs dans chacun des trois secteurs mais que, dans tous, leur nombre continue de diminuer.

Ce n'est pas réellement nouveau: il s'agit, en fait d'une évolution soutenue, d'un lent changement, peut-être, qui s'est amorcé depuis longtemps.

Jetons un bref coup d'oeil à chacun des trois secteurs en commençant par l'agriculture, car c'est la force motrice de la fabrication et de la vente au détail. Ce que nous observons est une évolution constante vers la mécanisation depuis une centaine d'années, en particulier au siècle actuel, et la diminution concomitante du nombre d'agriculteurs.

Depuis le tout début de la révolution industrielle en Amérique du Nord, les agriculteurs canadiens et américains ont réagi de la seule manière possible pour eux, en demandant de la machinerie pour remplacer la main-d'œuvre agricole qui quittait les fermes et les campagnes pour aller travailler dans les usines des villes.

Depuis qu'Eli Whitney et Cyrus McCormick ont introduit les premières machines agricoles ayant effectivement réussi à réduire la main-d'œuvre, d'autres hommes — Hart Massey, John Deere, Jerome Increase Case, James Oliver, Les Harris, les Cockshutt et des centaines d'autres dont on se souvient moins — ont poussé plus loin l'innovation. Et les agriculteurs ont demandé que le développement de ces machines se poursuive afin de remplacer la main-d'œuvre qui se raréfiait.

Dans ce processus, les agriculteurs canadiens et américains sont devenus les producteurs les plus efficaces et les plus productifs, pour n'importe quel produit, que le monde ait connu. Des agriculteurs, moins nombreux chaque année, utilisant des machines toujours plus efficaces, obtiennent une production qui fournissait à une population sans cesse croissante un éventail toujours meilleur et plus abondant d'aliments et de fibres et ce, à un prix constamment inférieur par rapport au revenu, tout en ayant encore la possibilité d'approvisionner la majeure partie du reste du monde.

Aussi, aujourd'hui, il en découle que l'agriculture est le plus grand secteur d'activité au Canada et en Amérique du Nord. C'est aussi le plus efficace et le plus productif, et c'est sur lui que repose le potentiel d'exportation des économies nord-américaines.

Or, il y a un paradoxe dans ce succès historique de l'agriculture qu'il faut comprendre.

D'une part, le grand développement que nous venons de mentionner, mais, d'autre part, le fait que ce développement même ait entraîné la diminution regrettable du nombre des agriculteurs et modifié la manière de vivre dans les campagnes en Amérique du Nord; la perte, peut-être, de l'accès aux valeurs fondamentales qui forment une partie intégrante de l'expérience de l'agriculture et des activités qui y sont étroitement liées.

Et je ne connais personne qui nie les bienfaits de cette manière de vivre. Comme beaucoup d'entre vous, je déplore personnellement que moins de gens aujourd'hui — et que dire de demain — partagent cette manière de vivre. Mes grands-parents — comme, sans doute, les vôtres aussi — sont venus en Amérique du Nord pour s'établir comme agriculteurs. Cette époque vécue par nos ancêtres constitue la trame de notre vie familiale mais elle tend à disparaître à mesure que l'expérience de mes enfants, comme les vôtres, se résume à en entendre parler seulement plutôt que de la revivre — et celle de leurs enfants en sera probablement encore plus éloignée dans notre société qui va en s'urbanisant.

Pour ceux d'entre nous qui travaillons dans une branche quelconque de ce secteur d'activité, ce phénomène est malheureux, car, ces changements, nous les éprouvons personnellement. Nous connaissons des gens qui se sentent forcés d'abandonner l'agriculture et leur place d'origine ou l'agrinégoce et la ville qu'ils habitent. Nous aurions préféré que personne n'ait eu à vivre cela. Mais ce fait demeure — et il remonte à longtemps et se poursuivra encore bien des années, bien qu'à un rythme plus lent peut-être — à mesure que le nombre d'agriculteurs approche un minimum inéluctable.

Mais en majeure partie, l'agriculture continuera d'être pratiquée par des agriculteurs et des fermes familiales, dont beaucoup uniront leurs opérations.

Maintenant, en ce qui concerne la fabrication, nous constatons que les changements en agriculture ont imposé une évolution semblable dans les entreprises de matériel agricole. Autrement dit: une diminution ou une réorganisation des fournisseurs. Cela n'est pas nouveau non plus, mais comme pour le paradoxe en agriculture, il faut en comprendre la cause et les effets. Beaucoup de gens, à l'extérieur de l'agriculture et même quelques-uns à l'intérieur d'elle, semblent trouver cela difficile.

Certaines personnes croient que les entreprises dans notre secteur ont en fait provoqué les changements que connaît l'agriculture, en développant des machines plus grosses, plus efficaces et plus chères et, ensuite, en obligeant d'une façon quelconque les agriculteurs à les acheter, réduisant ainsi le nombre de producteurs. Nous devenons coupables du changement dans les campagnes. Ces gens préconisent que nous arrêtions ou ralentissions le développement des machines afin de stabiliser ces changements. Et l'on écoute ces gens bien intentionnés rêver d'un temps révolu qu'ils revoient comme une époque bucolique où le rythme était plus lent et les changements plus faciles à accepter. Et l'on prête l'oreille à leurs suggestions voulant que, peut-être, un matériel plus petit, tiré par des chevaux ou ayant la puissance que l'on connaissait dans les années 1950–1960 stoppe ou stabilise les changements dans les campagnes qu'ils jugent indésirables.

Mais bien sûr, nous savons aussi que ces gens ne font pas partie du pourcentage relativement faible des agriculteurs qui produisent la grande majorité des produits agricoles qui se vendent sur le marché, aujourd'hui.

Aussi, nous répondrons à ces gens et à ceux qui nous critiquent que les entreprises de matériel agricole ne provoquent pas de changements avec ces nouvelles machines,mais qu'elles doivent plutôt leur existence aux changements que les agriculteurs se sentent obligés de faire. Elles doivent rivaliser entre elles pour répondre à cette demande avec différentes versions du matériel dont ils disent avoir besoin pour demeurer productifs et efficaces, ou le devenir encore plus.

Nous savons, de par notre expérience et de par l'histoire, que l'incapacité à répondre à la demande des agriculteurs ne fait qu'entraîner une diminution des affaires et des marchands désireux de vendre nos produits.

Les fabricants de matériel agricole font face à la froide réalité d'une diminution de la clientèle potentielle chaque année. C'est comme ça depuis longtemps, et encore, nous y sommes habitués. Il ne fait aucun doute que nous sommes tous fiers d'être au service de l'agriculteur, que nous considérons comme le client le plus intelligent au monde. Mais peu de gens d'affaire prudents s'aventureraient dans un marché dont la clientèle diminue pour, de plus, en accélérer la baisse.

Aussi, répétons-le, ce sont les changements en agriculture apportés par les agriculteurs qui dictent l'apparition de machines plus efficaces et probablement plus grosses et moins nombreuses. Il s'ensuit que ces dernières seront probablement fournies par des entreprises de matériel agricole inférieures en nombre ou organisées différemment.

Or, dès maintenant, toutes nos entreprises cherchent à améliorer leur propre productivité, leur propre efficacité en allégeant la gestion et en faisant tous les efforts possibles pour diminuer les coûts.

Il nous faut comme jamais auparavant générer les profits nécessaires, non seulement pour satisfaire aux attentes de nos actionnaires, mais pour réinvestir dans l'entreprise, soit, entre autres, 4 à 5% de chaque dollar gagné, dans la recherche et le développement afin d'être en mesure d'offrir un matériel témoignant des progrès technologiques que les agriculteurs ne manqueront pas d'exiger à l'avenir.

Et nous connaissons un problème relativement nouveau: si nous ne réussissons pas, quelqu'un d'autre le fera et pas nécessairement au Canada ou en Amérique du Nord. Nous jouons sur une scène internationale aujourd'hui et, comme les agriculteurs, nous devons rivaliser non seulement au pays, mais aussi à l'extérieur.

Bien sûr, nous ne sommes pas sans connaître des problèmes dans l'industrie de la fabrication, aujourd'hui. J'ai déjà parlé de la difficulté à prévoir. En moins de dix ans, par exemple, nous avons été témoins de deux aberrations en agriculture.

Vous savez qu'au début des années 1970, un nombre inhabituel de variables économiques se sont conjuguées de façon généralement favorable pour l'agriculture, provoquant des changements marquants qui lui ont été bénéfiques. D'abord, il y a eu la mauvaise récolte de maïs, puis la pénurie de blé en Union soviétique, la hausse soudaine de la demande à l'étranger et, par conséquent, du prix des denrées. Le commerce agricole international a été ainsi catapulté vers un nouveau plateau qui se maintient de nos jours, plus élevé que dans la période précédant 1973. C'était une époque tumultueuse faite de hauts et de bas. C'était le genre d'impondérables que nous aimions.

Cependant, vers la fin des années 1970 et, maintenant, au début des années 1980, une autre combinaison inusitée de variables économiques s'est produite en agriculture, cette fois sans être particulièrement favorable à ce secteur. La crise énergétique, la création de l'OPEP, les conflits politiques dans de nombreuses parties du monde, une baisse de la demande étrangère, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, les embargos, tout cela a contribué à faire grimper le coût des moyens d'exploitation agricoles. Par contre le revenu à la ferme augmentait plus lentement, entraînant le resserrement actuel du rapport coût-prix ainsi que la sous-utilisation du potentiel de fabrication que notre industrie vient tout juste d'établir pour répondre à la demande appelée à ressembler davantage à celle du milieu des années 1970.

Durant ces deux périodes:

Les agriculteurs ont fait des achats — certains on trop acheté — et ont acquis une trop forte capacité de production, puis ils ont dû réduire leurs investissements.

Des entreprises se sont développées — peut-être à l'excès — ont dépassé la demande, accumulé trop de stocks et en ont subi la conséquence: un fardeau financier trop lourd.

Les marchands ont fait des investissements importants en installations, en matériel et en systèmes de gestion, améliorant leur image comme ils le firent pour devenir les gens d'affaire les mieux campés dans la collectivité agricole, puis ils ont ensuite éprouvé des difficultés, comme nous tous, à prévoir et à évaluer la baisse de la demande qui a débuté en 1980.

Avec le recul, nous devons nous reprocher de ne pas avoir diagnostiqué la surexpansion du milieu des années 1970 — le cycle dans lequel nous sommes et la situation actuelle — comme une aberration dans l'évolution normale, aberration qui a d'abord provoqué une stabilisation puis une baisse, et qui, maintenant, dans le cycle récent, accélère le processus pour rattraper la tendance à long terme établie par extrapolation.

Permettez-moi maintenant de vous faire part de mes commentaires au sujet des marchands de matériel agricole, ces entrepreneurs remarquables qui sont les intermédiaires, le joint universel, entre le producteur et le fabricant.

Dans l'avenir, qui est déjà à nos portes, il y aura moins de marchands, mais ils seront plus gros et plus aptes. Ils auront probablement à supporter une plus grande part du fardeau financier qui repose sur notre industrie, car ce fardeau est en train de devenir trop lourd pour que les fabricants continuent de s'accommoder des arrangements traditionnels.

Mais la vente au détail n'a pas cessé d'évoluer depuis une cinquantaine d'années, évolution qui s'est transmise des marchands dans chaque ville de province à peut-être chaque chef-lieu de comté, pour atteindre aujourd'hui les plus grands centres commerciaux ruraux.

L'infrastructure du réseau de distribution au détail pour le matériel de ferme n'est pas appelée à changer complètement, même à long terme: un territoire de vente élargi, mais aussi le lieu, la distance et l'aspect pratique continueront de dicter la nécessité de transactions, services et pièces relativement disponibles à l'échelon local, un peu comme aujourd'hui.

L'agriculture continuera de se pratiquer aux mêmes endroits avec le même fonds de terres agricoles. Et bien qu'il faudra peut-être moins de gens, de machines, de marchands et de compagnies pour le faire, les pénalités de plus en plus lourdes qu'entraînerait le temps inutilisé pour la production, en comparaison des investissements, obligeront les marchands à fournir un service encore plus opportun qu'aujourd'hui. Et la relation très personnelle qui existe entre le marchand et l'agriculteur survivra. Au Canada et aux États-Unis, marchands et agriculteurs se connaissent très bien. Leurs transactions reposent sur une relation personnelle étroite et sur une loyauté plus forte que la fidélité à l'égard d'une marque. Nous ne voyons pas d'autres systèmes qui assurerait mieux les services nécessaires et un dévouement personnel à l'égard des agriculteurs dans l'avenir.

Le matériel usagé est un grand facteur à jouer dans le monde de la machinerie agricole. Ce dernier continuera d'être un secteur de remplacement avancé, mais à mesure que les agriculteurs augmentent leurs investissements en matériel, le cycle de remplacement des machines s'allonge. Il faudra toujours du matériel usagé, démodé, relativement bon, mais on constate un abandon plus rapide que dans le passé des machines agricoles plus anciennes et plus petites.

Le monde de la vente au détail deviendra une affaire encore plus spécialisée, traitant de biens en capitaux, de matériel de production hautement perfectionné, et nécessitant d'importantes transactions pour mettre les machines en service et en assurer le bon fonctionnement sur le terrain.

Les marchands ressembleront à ceux d'aujourd'hui, surtout ceux qui dominent le marché actuel. Bien sûr, ils seront plus gros et moins nombreux, le territoire à couvrir sera plus vaste, mais il y aura plus d'investissements pour le permettre. Par ailleurs, la location commence à s'implanter dans le programme de commercialisation. Les points de vente continueront d'attirer les gens et de fournir l'occasion de conclure de bonnes affaires pour ceux qui ont les qualités voulues.

Permettez-moi maintenant de résumer.

Aucun de nous n'a de difficulté à voir les possibilités qui s'offrent à long terme à l'agriculture et à l'agrinégoce.

Tous, dans notre secteur d'affaires, comprenons la nature de nos problèmes, aujourd'hui et à court terme.

En traversant cette période difficile, nous espérons en sortir mieux préparés à affronter le prochain cycle, c'est-à-dire de manière plus efficace, plus productive et plus intelligente, et, ainsi, être mieux équipés pour faire face à l'avenir.

Les agriculteurs ralentissent leurs achats de matériel et leurs cycles de remplacement. Ils y sont contraints, car leurs coûts ont grimpé plus rapidement que leurs revenus. Ils peuvent se le permettre, actuellement, parce qu'ils conduisent une machinerie relativement grosse et nouvelle. Cependant, cela implique qu'ils reviendront bientôt sur le marché pour obtenir de nouvelles machines. Les fabricants, pour leur part, rationalisent leur capacité de production, simplifient leur organisation, réduisant leurs frais généraux et leurs créances pour se concentrer essentiellement sur la qualité et la fiabilité du produit. Cette année, les programmes de commercialisation sont devenus trop extravagants et trop palliatifs pour fournir une marge d'auto-financement. Il faudrait revenir à une approche plus classique du profit.

Les marchands réduisent leurs attentes et ajustent leurs opérations pour mettre l'accent sur le service. Autrement dit, ils ne veulent rien sacrifier sur la qualité des pièces ainsi que sur le service technique et personnalisé à leur clientèle.

Il en va de même de la plupart des industries aujourd'hui: l'automobile, le transport aérien, les camions, les matériaux de construction, le chemin de fer. Et bien que les temps soient difficiles pour la plupart d'entre elles, ils sont néanmoins propices au renouveau, à l'auto-critique et au rajustement.

L'évolution est un processus de changement et d'adaptation à un milieu, graduel plutôt que brutal. La structure de l'agriculture et du commerce se modifie continuellement, petit à petit; les changements dans le secteur manufacturier sont plus périodiques.

Par exemple, bien avant le début de ma carrière, des entreprises comme Van Brunt, Dain and Waterloo Boy se sont fusionnées à la John Deere Plow Company pour former la Deere & Company.

Durant la carrière de la plupart d'entre nous qui sommes ici aujourd'hui, certains noms mentionnés précédemment (Oliver, Harris, Minneapolis-Moline, Ferguson) ont disparu de la scène ou réapparu pour désigner des entreprises réorganisées.

Ceux qui comprennent la cause et les effets de ces changements dans notre industrie s'y préparent et apprennent à s'y adapter plutôt que de résister. Ces gens peuvent espérer un succès à long terme dans un avenir meilleur.

Maintenant, permettez-moi de conclure en revenant sur certains points auxquels nous croyons fermement:

Nous croyons dans l'aptitude des agriculteurs canadiens et des agriculteurs nord-américains à améliorer sans cesse leur efficacité et leur productivité et dans la compétence de nos vendeurs et de nos entreprises à assurer l'approvisionnement et le service à ces agriculteurs.

Nous croyons au système de la libre entreprise et soutenons qu'il faudrait le laisser fonctionner comme il est censé le faire bon an, mal an.

Si les agriculteurs canadiens et nord-américains en général sont les producteurs les plus efficaces au monde, ceux qui les approvisionnent et leur fournissent des services devraient travailler plus fort, de concert avec les gouvernements, pour les aider à atteindre le niveau maximal de productivité et d'efficacité. Ils devraient pouvoir s'attendre à ce que le rôle du gouvernement soit d'aider tous les secteurs de l'industrie à s'accommoder d'une évolution inévitable et non d'essayer de contrer les changements ou de figer le système en un schéma reflétant une époque révolue.

Ce rôle du gouvernement semble tout désigné dans ce monde moderne des réalités internationales, car il permettra d'aider les agriculteurs à commercialiser leur production exportable en rivalisant avec leurs concurrents étrangers. Fausser le processus de la libre entreprise dans le secteur privé serait désastreux. Cela ne ferait que retarder les échecs engendrés par une gestion malchanceuse, inefficace ou infructueuse et différer la récompense méritée par les modes de gestion qui, d'une façon quelconque, auraient évité ces embûches.

Une chose est certaine, l'évolution dynamique de l'agriculture ne peut et ne pourra jamais être stoppée.

Je vous remercie de votre attention. Il reste, je crois, du temps pour des questions. J'aimerais aussi mentionner que nous disposons d'un certain nombre d'exemplaires d'une brochure produite par l'ICÉAI avec l'aide d'un des économistes de notre entreprise. Ce document présente les grandes statistiques sur l'agriculture canadienne en une séquence qui, à notre avis, illustre bien les facteurs et les effets qui se font sentir dans ce domaine aujourd'hui.

Perspectives à moyen terme — Est du Canada

*Keith Russell**

Compte tenu des changements qui se sont produits dans le secteur agricole depuis 1977, ou même depuis 1979, il faudrait plus de courage que je n'en aurai jamais pour essayer de prédire ce que nous réserve les années 1985 ou 1987.

En 1977, l'économie agricole des provinces de l'Atlantique était relativement bien portante. Les agriculteurs établis qui appliquaient des techniques avancées et des méthodes de gestion perfectionnées pour produire des denrées, pour lesquelles un système de commercialisation bien rodé avait été mis en place, étaient mieux rémunérés qu'ils ne l'avaient jamais été pour leur travail et leur investissement. Quelques-uns allaient même jusqu'à admettre publiquement qu'ils faisaient de l'argent! Des centaines de jeunes gens s'étaient lancés dans l'agriculture à plein temps, certains sortaient de collèges agricoles, d'autres revenaient à la maison après plusieurs années de travail dans un centre urbain. Au cours des années '70, la moyenne d'âge des propriétaires-exploitants de ferme dans les provinces de l'Atlantique a baissé de l'équivalent de presque une génération complète.

En dollars constants, le secteur agricole des provinces de l'Atlantique a enregistré une croissance moyenne annuelle de plus de 5% au cours de la période allant de 1977 à 1980. Beaucoup d'entre nous croyaient que l'agriculture avait enfin atteint l'âge d'or.

Personne ne nous a dit en 1977 que nous allions sous peu faire face à une inflation dans les deux chiffres, à des taux d'intérêt croissants et à un malaise économique généralisé qui toucherait le monde entier, y compris le Canada.

Heureusement, le secteur agricole de l'Est du Canada ne semble pas avoir souffert autant que dans certaines autres régions du pays. Peut-être notre expérience de la vie dans l'adversité nous a-t-elle favorisés, mais il est certain que nous avons été aidés par le fait que nous produisons surtout des produits laitiers et de la volaille, que nous disposons de programmes provinciaux de stabilisation des prix du porc et que nous avons une attitude plus modeste à l'égard de l'expansion.

Néanmoins, même si nous n'avons pas connu les faillites spectaculaires dont on parle dans les médias nationaux, notre vivacité d'il y a 5 ans s'est sans doute estompée et de nombreux agriculteurs arrivent à peine à survivre alors que la croissance de la production enregistrée de 1975 à 1981 est maintenant interrompue.

Nous espérons de tout coeur que la situation se rétablira d'ici à 1985, ou du moins d'ici à 1987; mais qui sait?

La seule chose que nous sachions vraiment est que les possibilités de croissance du secteur agricole des provinces de l'Atlantique sont à peu près les mêmes qu'en 1977. Dans nos provinces comme ailleurs, il faut quatre ingrédients de base pour assurer le maintien et l'épanouissement de l'industrie agricole: la terre, les marchés, les régions et l'argent. En ce qui concerne les trois premiers ingrédients, la situation reste relativement inchangée.

Nous disposons de belles terres agricoles. Dans les trois provinces de l'Atlantique, nous avons une superficie totale de 33 millions d'acres. Six millions et demi d'acres, soit environ 20% du total, peuvent servir à la production agricole. Cette superficie se divise en blocs de 500 acres ou davantage qui sont accessibles par route et les gens qui y habitent ont le téléphone, l'électricité et certains services publics. Sur ce fond de terre de six millions et demi d'acres, seulement 1,8 million acres sont actuellement défrichées et prêtes à la production. Nous disposons donc d'une réserve de près de 5 millions d'acres qui attend d'être exploitée. Nous croyons qu'il s'agit là de la plus grande réserve de terres arables facilement accessibles en Amérique du Nord.

Le problème est que ces terres sont actuellement couvertes de forêt. Certaines parties n'ont jamais été défrichées alors que d'autres ont déjà été exploitées, mais ne le sont plus depuis longtemps. Dans les deux cas, dans les conditions actuelles du marché il ne serait pas rentable d'acheter, de défricher et d'exploiter ces terres.

Le deuxième élément nécessaire à l'épanouissement du secteur agricole est un marché capable d'absorber la production, et là encore les possibilités sont très grandes. D'abord, les provinces de l'Atlantique constituent un bon marché en elles-mêmes. Notre secteur agricole produit actuellement l'équivalent d'environ 40% des aliments que consomme notre population de 2 millions d'habitants. Nous suffisons à peu près à nos besoins en produits laitiers et en volaille, mais nous ne produisons qu'environ deux tiers de nos besoins en porc, et un tiers de nos besoins en bœuf. Nous exportons des pommes et des bleuets, mais la valeur combinée de ces deux cultures représente moins de 5% de la valeur totale de notre production agricole. Notre seul produit agricole d'exportation important est la pomme de terre et ses dérivés. Si nous produisions tous les aliments qui pourraient être cultivés et consommés dans notre région, nous pourrions doubler la taille de notre secteur agricole.

* Secrétaire du Conseil des agriculteurs des provinces Maritimes.

En plus d'approvisionner notre marché intérieur, nous exportons depuis toujours des pommes de terre et des pommes et nous avons réussi, au cours des 10 dernières années, à trouver un marché d'exportation pour les bleuets. Nous croyons que notre proximité aux grands centres de Boston et New York et notre emplacement sur le bord de l'océan devraient favoriser l'accroissement de nos exportations de produits agricoles.

Le troisième ingrédient, le plus important, est sans doute les gens; et là encore nous sommes très avantagés. Comme je le mentionnais plus tôt, l'âge moyen des propriétaires-exploitants de ferme dans les provinces de l'Atlantique est plus bas de presque une génération en regard d'il y a 10 ans. Nos jeunes exploitants ne sont pas plus intelligents que leurs pères ne l'étaient, mais ils sont plus instruits et plus aptes à adopter les nouvelles techniques, en plus d'avoir une attitude plus positive. Du moins, ils avaient une attitude plus positive jusqu'à il y a quelques années. Nombre d'entre eux se découragent depuis 2 ans et même s'ils réussissent à conserver leurs exploitations, ils auront besoin d'encouragement pour retrouver leur dynamisme.

Le quatrième ingrédient est l'argent: l'argent à long et à moyen terme pour l'achat de terres, de bâtiments et de matériel et l'argent à court terme pour le fonctionnement. Pour obtenir cet argent, les agriculteurs doivent vendre leurs produits. L'argent pose sans doute le problème le plus épineux. On ne peut pas s'attendre à ce que le secteur agricole connaisse une très grande croissance tant que les taux d'intérêt ne baisseront pas encore cinq points ou tant que les prix des produits agricoles n'augmenteront pas suffisamment pour que l'agriculteur puisse rentabiliser ses investissements et son travail. Il est impossible de prévoir quand la baisse des taux d'intérêt se produira, mais il faut espérer que ce sera en 1983.

Il faudra attendre que la situation financière redevienne ce qu'elle était en 1978 pour espérer que le secteur agricole connaisse à nouveau une croissance réelle. Le rythme de celle-ci dépendra dans quelle mesure on réussira à franchir certains des autres obstacles.

Ces autres obstacles à la croissance future du secteur agricole doivent être surmontés par les agriculteurs eux-mêmes. Il y a 2 ou 3 ans, une grande partie des propriétaires-exploitants agricoles semblaient connaître beaucoup de succès. En examinant de plus près leur situation, on s'apercevait que ces agriculteurs avaient trois grandes qualités: un, ils avaient de bonnes connaissances techniques et de bonnes aptitudes dans leur domaine de production; deux, ils étaient bons gestionnaires et trois, ils produisaient une ou des denrées sur le marché desquelles ils pouvaient exercer un certain contrôle en deçà du niveau de la ferme.

L'agriculteur qui possédait ces trois qualités connaissait habituellement du succès. Inversement, l'agriculteur qui éprouvait des difficultés avait habituellement des lacunes sur le plan technique ou de la gestion, ou il produisait une denrée pour laquelle aucun système de commercialisation contrôlé par les producteurs n'existait.

Depuis quelques années, même les agriculteurs bien instruits et bien préparés qui disposent de bons systèmes de commercialisation peuvent très bien être pris au dépourvu.

Lorsque nous retrouverons la situation économique qui régnait dans les années 1978 et 1979, ces trois qualités garderont toute leur importance. Dans une large mesure, nos agriculteurs peuvent, de leur propre chef et par l'entremise de leurs diverses associations, améliorer leur sort s'ils sont disposés à y mettre tous les efforts nécessaires.

La plupart des autres facteurs qui font obstacle à l'épanouissement du secteur agricole dans les provinces de l'Atlantique ne sont pas du genre qui nécessitent l'intervention du gouvernement.

L'un d'entre eux est sans doute la mise en valeur des terres. J'ai déjà mentionné que les trois provinces de l'Atlantique avaient 5 millions d'acres de terres agricoles latentes qui sont actuellement couvertes de forêt. Pour les exploiter, il faudrait les défricher, les niveler, enlever les cailloux de surface et installer les systèmes de drainage nécessaires, ce que les agriculteurs commerciaux ne peuvent pas faire de façon individuelle. Éventuellement, lorsque la demande d'aliments sera suffisamment forte pour faire augmenter la valeur des terres arables, la mise en valeur de ces dernières deviendra assez rentable pour qu'on puisse se passer de l'aide du gouvernement.

En attendant, le gouvernement doit participer au développement de ces terres pour favoriser l'accroissement des nouvelles superficies agricoles exploitées, particulièrement en Nouvelle-Écosse. Il semble bien que les programmes permanents de mise en valeur des terres constituent un bon investissement des deniers publics, à la condition que l'on s'engage à les exploiter par la suite. Un des avantages de ces programmes est qu'ils permettent d'augmenter la disponibilité de terres agricoles, de faire baisser les prix de ces terres, décourageant ainsi la spéculation, et de faciliter l'établissement des nouveaux exploitants et l'épanouissement de ceux qui sont déjà établis. Il est certain que dans l'Atlantique, si nous voulons aider notre secteur agricole à se développer au cours des 20 prochaines années, il faudra mettre en valeur nos ressources pédologiques intouchées en investissant des sommes massives, probablement avec l'aide des gouvernements, uniquement pour les aménager en vue de la production agricole.

Il va sans dire que les gouvernements devront en outre continuer de contribuer dans le domaine de la recherche. L'un des obstacles à l'épanouissement du secteur agricole de l'Atlantique a toujours été la pénurie de variétés de céréales vivrières d'hiver à forte teneur énergétique adaptées à nos conditions de croissance particulières. Nos cultures fourragères sont concurrentielles par rapport à celles de la plupart des autres régions de l'Amérique du Nord, mais pour les céréales à forte teneur en énergie, nous avons toujours été forcés de dépendre sur les approvisionnements de l'extérieur. Les hausses des coûts du transport nous forcent maintenant à satisfaire à une plus grande partie de nos besoins en céréales fourragères. Pour ce faire, nous devons créer nos propres variétés, et il semble bien que nous devrons avoir recours à des céréales d'hiver puisque nos printemps sont souvent tardifs et que nos mois de septembre sont presque toujours pluvieux.

Il faudrait en outre accorder beaucoup d'importance à la recherche dans le domaine du drainage. Les provinces de l'Atlantique jouissent de pluies abondantes, mais cela nous force à avoir davantage recours au drainage artificiel qu'ailleurs au Canada. La situation est compliquée par le fait que nos meilleures superficies agricoles situées le long de la côte est du Nouveau-Brunswick et au nord de la Nouvelle-Écosse sont constituées de sols semi-imperméables compacts qui favorisent l'accumulation de l'eau en surface. Cette situation ne peut malheureusement pas être corrigée de façon satisfaisante à l'aide des méthodes habituelles de drainage, comme le drainage à tuyaux souterrains ou par fossés.

Mis à part nos besoins de recherche dans ces deux domaines généraux, il y a aussi les secteurs de l'élevage et de l'horticulture qui ont chacun leurs besoins particuliers en matière de recherche. Nous apprécions ce qui se fait actuellement, mais il faut nous assurer que les efforts seront poursuivis et même accrus dans certains domaines. Nous aimerions aussi que des améliorations soit apportées au système de communication entre nos établissements de recherche et nos agriculteurs et leurs associations.

Par ailleurs, il faut aussi que les gouvernements poursuivent les divers programmes sur le transport qui assurent la survie de notre secteur agricole, c'est-à-dire les programmes appliqués dans le cadre de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces de l'Atlantique et le Programme d'aide au transport dans la région de l'Atlantique, et augmentent les fonds disponibles dans le cadre du Programme d'aide au transport des céréales fourragères.

Monsieur le Président, si l'on pouvait nous garantir que les taux d'intérêt des prêts agricoles à long terme et à court terme descendront à 8%, que les agriculteurs des provinces de l'Atlantique s'efforceront d'acquérir les connaissances voulues en technique et en gestion et de mettre sur pied des organismes de commercialisation pour tous les produits, si les gouvernements mettaient en oeuvre leurs programmes de mise en valeur des terres, de recherche et de transport et si l'on pouvait garantir que tout cela se produira dès maintenant, alors nous pourrions prédire avec certitude que les provinces de l'Atlantique doubleront leur production agricole d'ici à 1987, et la doubleront à nouveau avant 1995.

Les productions qui offrent le plus de possibilités dans les provinces de l'Atlantique sont le bœuf et le porc, les pommes de terre de semence, et certains petits fruits et légumes qui sont bien adaptés à nos sols et à nos climats. Ce sont là à peu près les meilleures prévisions que je puisse faire dans les circonstances actuelles.

Je vous remercie.

Perspectives à moyen terme de l'agriculture au Québec et en Ontario

H. Garth Coffin

Après avoir accepté l'invitation de présenter un exposé à la Conférence, je me suis mis en quête d'éléments d'information inédits mais éclairés sur le sujet. Quelques jours plus tard, je recevais par coïncidence dans le courrier deux lettres, qui annonçaient chacune des perspectives économiques particulières. Dans l'une on révélait que nous ferions face à un nouveau boom inflationniste général en 1983; dans l'autre, on prétendait «que la fin arriverait en 1984.» La fin de quoi? On ne le précisait malheureusement pas. Il fallait soit acheter l'ouvrage, soit s'abonner au bulletin de nouvelles de l'organisme pour le savoir.

En fait, un élément important ressortait dans la deuxième lettre: le «long cycle économique», défini pour la première fois en 1920 par l'économiste russe Nilolai Kondratieae et analysé plus tard par M. Joseph Schumpeter, professeur à l'Université Harvard. Cette notion intrigante selon laquelle l'activité économique connaîtrait des cycles de 50 ans, est de plus en plus mise en lumière récemment sur la foi des observations de l'évolution de l'économie américaine au cours des deux derniers siècles. Selon cette théorie, l'actuelle récession, qui est sans aucun doute la pire depuis les années '30, devrait être le point culminant du présent long cycle et déboucher sur une amélioration à long terme de la situation économique peut-être au cours de 1983 ou des deux prochaines années.

Ce revirement plaira aux partis politiques au pouvoir tant au Canada qu'aux États-Unis, à l'approche des prochaines élections nationales. Certainement, dans la mesure où ils en sont capables, ils tendront davantage à favoriser l'expansionnisme économique durant les deux prochaines années qu'ils ne l'ont fait au cours des deux dernières. Mais en raison des gigantesques déficits qu'accusent actuellement les deux pays, on se demande jusqu'à quel point le gouvernement pourra injecter des fonds dans l'économie pour la stimuler si le redressement économique est retardé un peu plus longtemps que prévu. Et il n'est aucunement évident, long cycle économique ou pas, que le redressement sera aussi marqué que cela, ou qu'il aura lieu si tôt ou qu'il sera si soutenu qu'il ne sera pas nécessaire de prendre des mesures d'encouragement.

L'économie dans son ensemble semble toujours très fragile et pourrait être secouée par de nouvelles secousses. Selon le président de la Banque mondiale, M. A.W. Clausen, qui a pris la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York il y a environ 3 semaines, le commerce international n'a aucunement progressé en 1981, mais les groupes de pression protectionnistes ont pris de l'essor, menaçant ainsi ce qu'il a désigné par la «structure entière de la coopération internationale.» En outre, dans ce qui semble être un avertissement pessimiste, il a affirmé ce qui suit:

«Les pays qui pouvaient bien faire face à leur endettement tant que les échanges commerciaux prenaient de l'essor ont maintenant plus de difficulté à l'assumer, et les banques commerciales semblent réagir à la situation en réduisant le crédit.»[1]

Comme il y a un besoin urgent de fonds pour stimuler une croissance non inflationniste, M. Clausen exhorte par ailleurs les gouvernements du monde entier à s'interroger sur l'absurdité de maintenir ou même d'accroître les milliards de dollars consacrés annuellement à la défense et aux armes, alors que les sommes affectées au développement international ne se chiffrent qu'à quelques centaines de millions de dollars.

Pour l'instant, il est encore difficile de définir les répercussions qu'auront les changements structuraux que connaît actuellement l'économie nord-américaine. Les prévisions du Conseil économique du Canada voulant que le taux de chômage demeure à 10% à tout le moins au cours des cinq prochaines années ne sont pas vraiment encourageantes pour notre économie; du reste, le titre du dernier rapport annuel de l'organisme, «Les années de vaches maigres» («Lean Times»), donne une juste idée de leur teneur.

À quel point tout cela influe-t-il sur les perspectives à moyen terme de l'agriculture des provinces centrales? La réponse est simple: énormément, et peut-être plus que tout autre facteur dont nous pourrions tenir compte maintenant. Peut-être faudrait-il approfondir cette question. Mais, tout d'abord, j'aimerais brosser brièvement un tableau de l'agriculture dans le Centre du Canada afin de cerner les éléments clés à considérer. Après cela, je traiterai des perspectives de marchés, des facteurs de production et des changements structuraux, et finalement, des politiques en cause.

---

[1] A.W. Clausen, président de la Banque mondiale, extrait de l'allocution prononcée devant l'Assemblée générale des Nations unies, New-York, novembre 1982.

Physionomie de l'agriculture

L'agriculture des provinces centrales est dominée par les productions animales, qui représentent plus de deux tiers des recettes agricoles en espèces, en regard de seulement 26% pour l'ensemble des cultures. La spécialisation est davantage marquée au Québec où les ventes de produits animaux rapportent 80% de toutes les recettes. Ensemble, le Québec et l'Ontario sont le théâtre de près de 60% de l'ensemble des ventes de produits animaux au Canada bien que ces provinces ne jouissent que de 40% des recettes totales agricoles en espèces. C'est seulement dans le domaine des ventes de veaux et de gros bovins, qu'elles revendiquent moins de la moitié des ventes globales canadiennes.

Bien que les chiffres sur les recettes en espèces diminuent l'importance de la production céréalière, celle-ci reste grandement liée au secteur de l'élevage, dont elle est tributaire. Les achats d'aliments commerciaux qui s'ajoutent aux céréales consommées à l'exploitation où elles sont produites, viennent au premier rang des dépenses d'exploitation, représentant 37% des coûts globaux au Québec et 19% en Ontario. Dans les deux cas, les frais d'intérêts constituent la deuxième principale catégorie de dépenses d'exploitation, occupant 13 et 17% respectivement du total. Cela signifie que le resserrement de la marge coût-prix atteint un seuil vraiment inquiétant lorsque les frais d'intérêts et d'alimentation augmentent en même temps.

Il existe d'autres aspects importants que nous pourrions examiner, mais comme les perspectives de l'agriculture des provinces centrales seront largement fonction de celles du secteur de l'élevage, je me bornerai à traiter de ce secteur et d'autres aspects connexes.

Perspectives de marchés

La demande intérieure de la plupart des produits animaux est généralement stagnante ou à la baisse depuis quelque temps. La consommation de viande et d'oeufs par habitant est demeurée passablement stable au cours des 10 dernières années. L'accroissement de la consommation d'un produit se fait habituellement aux dépens d'un ou de plusieurs produits rivaux. Ainsi, les éleveurs de porcs font concurrence aux producteurs de poulets à griller et de boeuf, ainsi qu'aux autres producteurs de porcs, pour élargir leur part du marché intérieur des viandes.

Par ailleurs, la progression de la demande globale sur le marché intérieur dépend largement de la croissance démographique et de la hausse des revenus, facteurs dont l'évolution est très lente depuis quelques années. Comme les secteurs de la restauration et de l'alimentation-minute ont connu un grand essor dans les années '60 et '70, la demande de produits animaux (et particulièrement de viandes) a été frappée de torpeur. Cette apathie s'est traduite par la réticence des consommateurs face aux prix de la viande (surtout à ceux du bœuf) même, dans de nombreux cas, lorsqu'ils étaient à des niveaux inférieurs au prix de revient à la production.

Les perspectives à moyen terme ne sont pas davantage encourageantes. Comme on l'a déjà souligné, il se peut que la reprise générale de l'économie, qui ne sera peut-être pas trop forte, prenne encore quelque temps à s'amorcer. Ainsi, il semble qu'il faille compter sur les marchés extérieurs pour faire progresser la demande. Ici aussi, les prévisions sont loin d'être emballantes. Comme l'économie mondiale est faible, les excédents agricoles commencent à s'accumuler et ce fait incite les pays commerçants comme les États-Unis à adopter une attitude agressive, particulièrement envers les pays, dont ceux de la Communauté

TABLEAU 1. PHYSIONOMIE FINANCIÈRE DE L'AGRICULTURE DES PROVINCES CENTRALES — 1981

	Québec		Ontario		% du
	Montant	% du total	Montant	% du total	Canada
	(millions de $)	(%)	(millions de $)	(%)	(%)
Recettes agricoles en espèces	2652	100	4950	100	41
Provenant des:					
productions végétales	290	11	1712	35	23
productions animales	2117	80	3055	62	57
		(91)		(97)	
Frais d'exploitation agricole	1878	100	3679	100	45
Intérêts	241	13	3679	17	40
Machines	190	10	416	11	30
Aliments du bétail	702	37	690	19	68
		(60)		(37)	
Revenu total net	646	100	843	100	31

économique européenne, qui protègent leurs marchés intérieurs et subventionnent les exportations. Ce sont surtout les excédents de céréales qui causent des problèmes, mais les surplus de produits laitiers aux États-Unis et en Europe sont aussi symptomatiques de ce mal qui afflige notre époque.

Il va sans dire que si nous désirons accroître notre part des marchés d'exportation des produits agricoles, il faudra avoir recours à de nouvelles initiatives, dont Canagrex est un exemple éloquent. En dépit du désaccord de certains de mes collègues, je pense que le projet de création de Canagrex est valable et que cet organisme pourrait nous aider à développer des marchés d'exportation plus stables. Les critiques de ce projet ont raison d'affirmer que le succès de cette entreprise sera grandement fonction de l'identité de ses dirigeants, comme c'est le cas la plupart du temps. Mais, les craintes entretenues à cet égard ne pèsent pas suffisamment pour rejeter le principe de la chose. Si l'on approfondit ces attitudes, on constatera peut-être que certaines critiques de Canagrex se fondent sur des inquiétudes peu éclairées ou injustifiées et qu'elles sont avidement rapportées par une presse qui est souvent mal disposée envers les interventions gouvernementales. Mais, nous devons admettre les réalités du marché international compte tenu des actions des autres pays et être conscient de la nécessité d'axer davantage le secteur agricole sur les exportations. Dans cette optique, je pense que Canagrex peut nous aider.

Un aspect réjouissant des perspectives des marchés intérieurs et peut-être même extérieurs pour les provinces centrales a trait à la production de certains fruits et légumes. En effet, les coûts croissants du transport et le taux de change favorable ont encouragé les producteurs à accroître leur production, non seulement pour remplacer les importations, mais aussi pour développer des marchés d'exportation dans les régions du Nord des États-Unis qui rivalisent, par exemple, avec le Sud-Ouest ou le Sud-Est de ce pays. Bien qu'on prévoie une année difficile chez nos voisins du sud en raison des abondantes récoltes et des prix à la baisse, les producteurs canadiens ont réagi aux perspectives à long terme favorables en augmentant la production d'un certain nombre de produits.

Tout cela revient, du moins en partie, à une question de concurrence régionale, ce qui m'amène à parler de l'un des sujets les plus brûlants de l'agriculture canadienne: l'Accord sur le tarif du Nid-de-Corbeau et le rapport Gilson. Les éleveurs de l'Est canadien ont commencé à réagir face à la solution proposée sur la position concurrentielle de leur secteur, particulièrement celui des porcs et des bovins de boucherie. Les rapports de prévisions du modèle économétrique Chase relatives à son incidence possible sur les productions animales régionales ont alimenté ces inquiétudes.

Apparemment, d'après les analyses, il y aurait une baisse de 80 millions de dollars par année au chapitre des recettes en espèces de la production porcine dans l'Est du Canada vers 1992 et une augmentation limitée à 60 millions de dollars par année dans l'Ouest, soit une perte nette annuelle de 20 millions de dollars pour ce produit dans l'ensemble du pays.

Si ces données sont douteuses, on peut en dire autant des prédictions se fondant presque entièrement sur l'hypothèse que le nouveau tarif n'aura pratiquement pas de répercussions dans l'Est du Canada. Les producteurs de cette partie du pays ont peine à croire qu'un apport annuel de 600 millions de dollars en nouveau capital dans l'Ouest n'entraînera aucune allocation de ressources qui leur sera préjudiciable, alors qu'il y a déjà eu un glissement de la position concurrentielle des productions animales d'Est en Ouest, même avant que le tarif du Nid-de-Corbeau ne soit changé.

J'ai déjà observé ce glissement dans le domaine des frais de transport des céréales et de la viande d'une région à l'autre. Mais on peut aussi constater cette tendance en comparant les données du Tableau 2 qui portent sur les estimations de recettes, en regard des coûts d'alimentation, des productions porcines des Prairies et du Québec au cours des dernières années.

TABLEAU 2. COMPARAISON ENTRE LES RECETTES ET LES COÛTS D'ALIMENTATION DES PORCS, PRAIRIES ET QUÉBEC[1]

Campagne	Prairies	Québec	Écart
	($/porc de marché)		
1973-1974	23.42	21.39	2.03
1974-1975	31.21	29.31	1.90
1975-1976	57.22	52.98	4.24
1976-1977	33.56	27.15	6.41
1977-1978	51.34	42.85	8.41
1978-1979	62.16	46.03	16.13
1979-1980	24.15	11.52	12.63
1980-1981	30.18	19.46	10.72

[1] Les coûts d'alimentation des porcs se fondent sur les prix de détail moyens de 800 lb de ration de croissance pour porcs (14 à 16%) (Rapports annuels de l'Office canadien des provendes).

Quant aux recettes du marché, elles se fondent sur les prix moyens (poids habillé) des porcs d'indice 100 de 160 lb à Edmonton et à Montréal (Rapport sur le marché des bestiaux, Agriculture Canada).

C'est ce genre de tendance qui inquiète les producteurs de l'Est. Mais, ils ne craignent pas tant leurs réactions immédiates que les effets indirects qu'elle aura sur les grandes décisions de l'agrinégoce en matière d'investissement au cours des années à venir. Si l'on ajoute à cela les effets possibles du rapport Gilson, on comprend mieux les appréhensions des éleveurs de cette partie du pays. En raison de ce climat d'incertitude, il se peut que l'évolution du secteur de l'élevage soit quelque peu ralentie jusqu'à ce que le tout se stabilise.

Facteurs de production et changements structuraux

On observe aussi un climat d'incertitude relativement aux facteurs de production et à la structure de l'industrie. Il va sans dire que le secteur agricole fait actuellement l'objet d'une certaine sélection naturelle, les entreprises financièrement faibles étant éliminées rapidement. On s'entend à dire que les faillites officielles ne représentent que la pointe de l'iceberg. Un membre de la direction de la Fédération des producteurs de porcs du Québec a estimé récemment qu'environ 1000 des 8000 producteurs enregistrés en 1980 avaient lancé la serviette.

En général, on convient aussi qu'on assiste à d'autres faillites au cours des quelques prochains mois en dépit de la baisse des taux d'intérêt et des coûts de l'alimentation, et de la hausse des prix des produits. Beaucoup de céréaliculteurs auront certainement des ennuis cette année, particulièrement les débutants, car ils assument encore beaucoup de dettes. Il faut espérer que les banques à charte sauront faire preuve de patience face aux cycles des prix des produits pour ne pas acculer les gens à la faillite prématurément.

En outre, on voit d'un mauvais oeil le phénomène de la dépréciation de la valeur des terres qui a cours partout au Canada, mais qui semble plus prononcée au Québec et en Ontario. L'érosion de l'avoir propre que cette diminution des prix entraîne, alarme tant les agriculteurs que les banquiers qui se demandent jusqu'où elle ira. Un raffermissement des prix des produits et un fléchissement des taux d'intérêt pourraient renverser cette situation. Mais on sait depuis quelques années que les prix des terres agricoles dépassaient de beaucoup la capacité des acheteurs à rembourser en comptant sur les seules recettes tirées de l'agriculture. Par conséquent, à moins d'une reprise de la spéculation, la valeur des terres pourrait demeurer faible pendant un certain temps.

L'évolution de la situation financière des agriculteurs revêt aussi une certaine importance. En ce moment, beaucoup de gens s'interrogent sur ce que les banques à charte feront devant les difficultés qu'elles éprouvent. Demeureront-elles disposées à prêter ou tendront-elles à se retirer du domaine du crédit agricole, compte tenu des quelques mauvaises expériences qu'elles ont eues au cours des deux ou trois dernières années? À quel point les changements apportés récemment à la Loi sur la Société du crédit agricole influeront-t-ils sur son rôle en matière de crédit? Personnellement, je crois que la Société se rapprochera davantage des banques et s'éloignera d'une partie de sa clientèle traditionnelle et se détournera peut-être même de sa mission inavouée qui consiste à encourager, au prix de certains risques, le petit exploitant. Cette orientation élargira peut-être quelque peu le champ d'action des offices provinciaux de crédit agricole, qui pourront ainsi se tourner vers les nouveaux agriculteurs s'ils possèdent les moyens de le faire.

L'avenir du secteur des machines agricoles demeure incertain étant donné que la récession actuelle persiste. La disparition de l'un ou de plusieurs des gros fabricants pourrait occasionner, dans certaines régions, des changements importants au plan de l'offre de cette catégorie de facteurs de production.

Ainsi, compte tenu de ces tendances, il appert que l'agriculture des provinces centrales se retrouve devant les perspectives à moyen terme suivantes:

— des marchés léthargiques pour la plupart des produits, au moins pour les deux prochaines années, après quoi les prix des céréales devraient se raffermir; les cours des bestiaux devraient emboîter le pas au fur et à mesure que les approvisionnements diminuent;
— un ralentissement de la progression des coûts de certains facteurs de production, mais un resserrement de l'offre de crédit ou, du moins, l'instauration d'un régime de prêt plus sélectif de la part des banques et, éventuellement, d'autres sociétés de crédit;
— des pressions soutenues pour le regroupement et la concentration du secteur agricole (et peut-être même des fournisseurs de facteurs de production, des transformateurs et des offices de commercialisation) en des entreprises moins nombreuses mais plus grosses.

La concentration dans certains secteurs agricoles a déjà atteint un niveau étonnant. En effet, d'après les données de recensement fournies par Bollman (Statistique Canada) et Ehrensaft (Université du Québec, Montréal), les ventes d'une exploitation devaient avoir dépassé $160 000 en 1981 pour que celle-ci se classe dans la tranche supérieure de 5% de l'ensemble des exploitations canadiennes. En outre, ces exploitations ont enregistré 38% de toutes les ventes agricoles au Canada cette même année. Il y a 10 ans, pour se ranger dans ce groupe sélect, il fallait déclarer des ventes annuelles de $36 190. Cela signifie que le chiffre d'affaires requis pour faire partie de

ce groupe a plus que quadruplé au cours de cette période, dépassant ainsi de beaucoup le taux d'inflation.

Le Tableau 2A présente d'autres données sur la concentration des exploitations, particulièrement par groupe de produits. Une fois de plus, on observe que le groupe des exploitations, dont les ventes dépassent $160 000, enregistre plus de la moitié de l'ensemble des ventes de bovins de boucherie, de porcs, de volailles et de légumes. La concentration semble moins prononcée dans les secteurs des produits laitiers, du maïs, du tabac et des fruits.

Ce qui est plus surprenant encore, c'est que la branche supérieure de 1% des éleveurs de bovins de boucherie et des aviculteurs ont un chiffre d'affaires qui correspond à 34% et 55% des ventes totales de leur catégorie respective de produits. Ces brèves observations font ressortir l'importance d'approfondir la question du changement structural de l'agriculture canadienne que révèlent les données du recensement de 1981.

Dans l'ensemble, les perspectives à moyen terme ne sont pas des plus réjouissantes, mais peut-être y a-t-il une lueur d'espoir à l'horizon. À en juger par l'empressement des producteurs américains à accepter de participer au Programme de réduction des cultures, ils viseront certainement à diminuer leur production l'année prochaine, ce qui devrait favoriser quelque peu le prix des produits végétaux. Et, comme nous le savons tous, une désastreuse récolte ou une autre calamité pourrait améliorer plus rapidement que prévu nos perspectives de marché.

TABLEAU 2A. LA CONCENTRATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'APRÈS LE NOMBRE DE GROSSES FERMES ET LEURS VENTES, PAR GROUPE DE PRODUITS, CANADA, 1981

Type d'exploitation[1]	Agriculteurs dont les ventes annuelles brutes dépassent		
	$56 000	$160 000	$400 000
Ensemble des exploitations (317 758)			
% d'exploitations	25	5	1
% de ventes	74	38	19
Production laitière (43 817)			
% d'exploitations	43	5	0,4
% de ventes	76	22	5
Bovins de boucherie (73 313)			
% d'exploitations	15	4	1
% de ventes	74	51	34
Porcs (13 390)			
% d'exploitations	41	12	2
% de ventes	85	50	21
Volailles (8 643)			
% d'exploitations	33	20	6
% de ventes	96	85	55
Maïs (6 753)			
% d'exploitations	29	7	1
% de ventes	76	39	14
Tabac (2 492)			
% d'exploitations	87	21	1
% de ventes	97	37	4
Fruits (8 964)			
% d'exploitations	11	2	1
% de ventes	62	32	17
Légumes (4 832)			
% d'exploitations	19	6	2
% de ventes	77	50	27

[1] D'après au moins 50% des ventes brutes du produit mentionné. Le nombre entre parenthèses correspond au nombre total d'exploitation de chaque catégorie.

Source: Données provisoires tirées de *Structure of Agriculture Project*, Statistique Canada, sous la direction de M. Ray Bollman, Statistique Canada, Ottawa, et M. Philip Ehrensaft, Université du Québec, Montréal.

Dans ce contexte, j'aimerais commenter brièvement les projections d'Agriculture Canada relatives aux productions céréalières et animales dans les provinces centrales au cours des 5 à 10 prochaines années. Les données pertinentes ont été recueillies l'été dernier grâce à la collaboration de gens oeuvrant sur le terrain et les estimations ont été préparées par Gellner et Hedley en vue de la réunion semestrielle du Conseil des grains du Canada qui s'est tenue à Montréal il y a environ 5 semaines.[2] En résumé, leurs auteurs prévoient que la production totale de céréales du Québec et de l'Ontario augmentera de 17% d'ici à 1985 et de 43% à 1990, en regard des chiffres estimatifs de 1982 (voir la Figure 1).

De même, la consommation de céréales fourragères devrait demeurer pratiquement stable au cours de cette période, comme l'illustre la Figure 2. Si l'on tient compte des totaux combinés et fait abstraction de l'utilisation des céréales à des fins autres que fourragères, cela signifie que la région des provinces centrales est devenue autosuffisante en céréales fourragères l'année dernière et aura un excédent de céréales de près de 50% vers 1990.

Bien sûr la situation est très différente dans chacune des provinces, le Québec ne s'autosuffisant qu'à 50% en ce moment.

En dépit des difficultés financières éprouvées au cours de la présente année, on peut certainement prévoir une hausse de la production céréalière dans ces deux provinces, mais peut-être pas au taux projeté ci-dessus. D'après moi, la progression sera quelque peu inférieure au taux avancé surtout au cours des deux ou trois prochaines années.

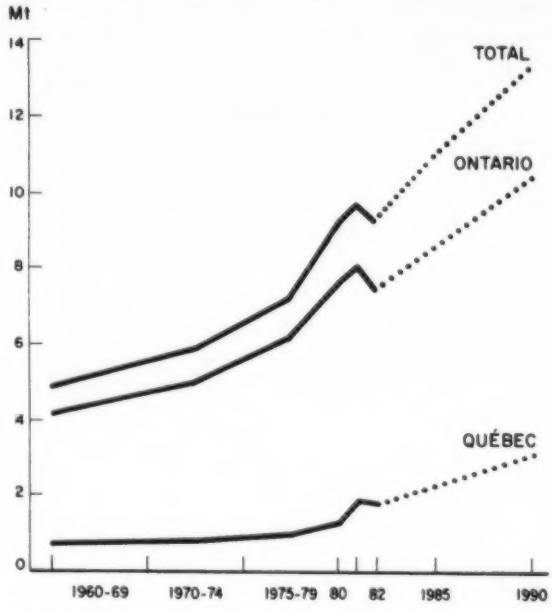
Quant aux prévisions relatives aux productions animales qui sont exposées en détail au Tableau 3, je n'ai pas vraiment rien à redire à leur sujet, mais il se pourrait qu'elles soient un peu trop élevées à court terme dans le cas des bovins de boucherie et des porcs et un peu trop faibles dans l'ensemble à long terme.

Les grandes questions de l'heure

Dans le contexte du tableau que je viens de brosser, j'aimerais vous faire part de ma perception des grandes questions qu'à mon sens, l'administration fédérale devra chercher à régler au cours des prochaines années.

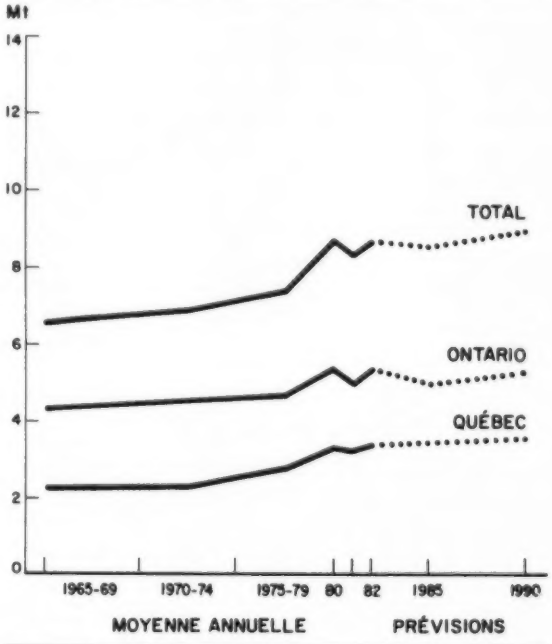
[2] J.A. Gellner et H.A. Hedley, *Eastern Grain Production and Prospects*, Conseil des grains du Canada, réunion semestrielle, Montréal, octobre 1982.

FIGURE 1. PRODUCTION DE CÉRÉALES — CENTRE DU CANADA



Source: À partir de données tirées de: Gellner, J.A. et H.A. Hedley, *Eastern Grain Production and Prospects*, à la réunion du Conseil des grains du Canada, Montréal, octobre 1982.

FIGURE 2. CÉRÉALES COMME SOURCE D'ALIMENTS FOURRAGERS — CENTRE DU CANADA



Source: À partir de données tirées de: Gellner, J.A. et H.A. Hedley, *Eastern Grain Production and Prospects*, à la réunion du Conseil des grains du Canada, Montréal, octobre 1982.

TABLEAU 3. NOMBRE D'ÉLEVAGES ET PRÉVISIONS — BŒUF ET VOLAILLE, CENTRE DU CANADA

Catégorie	Sujets	1982	Prévisions pour 1985	% de variation (estimations) de 1985/1982)
Total: Veaux et gros bovins	(000 sujets)	4750	4850	2,1
Vaches laitières	"	1265	1210	(−4,4)
Vaches de boucherie	"	640	670	4,7
Porcs	"	6020	6700	11,3
Poules et poulets	(milliers de livres)	171	175	2,3

Source: J.A. Gellner et H.A. Hedley, *Eastern Grain Production and Prospects*, document de référence, réunion semestrielle du Conseil des grains du Canada, Montréal, les 27 et 28 octobre 1982.

Tarif du Nid-de-Corbeau et politique des céréales fourragères

Tout d'abord, il faut faire le point sur les questions de l'Accord du Nid-de-Corbeau et de la politique des céréales fourragères et dissiper la confusion qui règne à leur sujet. On doit se pencher plus sérieusement sur les répercussions régionales des recommandations du rapport Gilson. Je tiens à préciser que par là, je ne critique pas les conclusions de M. Gilson, qui a accompli un travail herculien dans le cadre de son mandat. Je désire simplement souligner que ses attributions n'englobaient pas une analyse des répercussions régionales et que, tout compte fait, il faudra plus que le consensus des intéressés pour régler les problèmes soulevés à cet égard.

Quant à la politique des céréales fourragères, nous prévoyons qu'une décision sera prise bientôt à la suite de l'étude effectuée au cours des quelques derniers mois, qui comportait, entre autres, une série de consultations avec divers groupes d'intérêt. D'après ce qui ressort des réunions auxquelles j'ai participé et compte tenu des conditions actuelles du marché, j'ai l'impression que la politique actuelle n'est pas si mauvaise après tout, sauf pour ce qui est du problème du marasme des prix qui nécessite une intervention immédiate; ces considérations m'amènent au point suivant.

Programme de stabilisation

Étant donné la situation actuelle et les perspectives à court terme, il faut intensifier les efforts visant la mise au point de programmes appropriés de stabilisation des prix et de revenus, particulièrement pour les secteurs des céréales et des viandes rouges.

Quant au chapitre des céréales, nous avons compté sur les États-Unis pour faire le travail à notre place en espérant qu'ils maintiendraient les niveaux des prix nord-américains. Cependant, nous avons peut-être besoin de notre propre programme de stocks de réserve pour prolonger plus longtemps les avantages du régime des paiements anticipés. De la même façon, pour le secteur des viandes rouges, il faudrait étudier sérieusement le principe des programmes d'assurance-revenu à primes variables au lieu d'envisager la gestion des approvisionnements, méthode qu'il serait extrêmement difficile d'appliquer dans ce secteur. Les fortes contraintes financières qui pèsent sur le secteur des facteurs de production nécessitent que nous essayions davantage d'atténuer l'instabilité du marché.

Développement des marchés extérieurs

Pour ce qui est de ce troisième et toujours très important domaine d'intervention, je crois qu'il faut lancer une vaste offensive à son égard. La concurrence est de plus en plus vive sur le marché international et il faut nous tourner vers lui pour faire progresser le secteur agricole. En plus d'y demeurer concurrentiels, nous devons ouvrir certaines portes et nous engager à produire en fonction des débouchés conquis. Non seulement avons-nous besoin de Canagrex, mais nous aussi devons lui fournir les moyens et le budget pour qu'il lui faut pour jouer un rôle utile et être plus qu'un simple figurant. Les progrès réalisés dans ce domaine devraient atténuer les préoccupations vis-à-vis de la rivalité régionale qui se reflète ailleurs.

Conclusion

Sans aucun doute, il y a d'autres questions de politique sur lesquelles il faut s'attarder. Par exemple, les changements structuraux que subit actuellement le secteur soulèvent d'intéressantes questions. Par ailleurs, nous n'avons pas encore résolu le problème de la valeur des contingents pour les produits dont l'approvisionnement est géré.

Mais la question de l'heure pour une grande partie de l'agriculture du Québec et de l'Ontario en est une de survie. Pour l'assurer, il faudra que les secteurs public et privé y mettent énormément de leur sien à court terme. Et même s'il jouit de toutes parts d'un appui important, le secteur qui survivra au cours des quelques prochaines années en sortira plus sobre et plus endurci qu'il ne l'est actuellement.

Par conséquent, nous devons espérer que la théorie du long cycle économique fonctionne dans la réalité, et que nous verrons la fin des présentes difficultés en 1984. Mais, nous aurons au moins 25 ans pour nous préparer à la prochaine vraie récession!

Perspectives à moyen terme des coûts et des revenus agricoles dans l'Ouest du Canada

*Travis W. Manning**

Introduction

Au cours des cinq prochaines années, on assistera à une amélioration générale de l'économie de l'industrie agricole dans l'Ouest du Canada. Toutefois, compte tenu de la situation actuelle, il faudra plus qu'une légère amélioration pour raviver cette industrie. En outre, bien que dans l'ensemble le degré d'amélioration sera, semble-t-il, satisfaisant, il se peut que certaines régions soient moins avantagées que d'autres.

Il est difficile de faire de bonnes prévisions économiques, car beaucoup d'éléments ne se comportent pas de la façon prévue. Ainsi, même lorsque nous pouvons déterminer et évaluer les principales tendances et fluctuations, nos prévisions se voient parfois déjouées par les caprices des consommateurs, des producteurs, du temps et en particulier des politiciens (sans compter les administrateurs). L'application de politiques commerciales restrictives par l'OPEP, l'Agence d'examen de l'investissement étranger ou la CEE peut en effet avoir des répercussions immédiates et de grande portée.

Le présent document se fonde sur l'hypothèse peu réaliste que l'agriculture dans l'Ouest du Canada ne sera pas tellement touchée par les changements qui seront apportés aux politiques gouvernementales durant la période visée par les prévisions. Bien que ces changements seront sans doute nombreux, nous ne pouvons prédire de quelle nature ils seront ni quels effe.s ils auront sur l'agriculture dans l'Ouest. Les impondérables les plus évidents sont Canagrex, les tarifs marchandises statutaires pour les céréales, les barrières commerciales de la CEE, les politiques commerciales du Japon, les politiques agricoles de l'Union soviétique ainsi que la politique des États-Unis relativement à l'écoulement des excédents. Tout changement apporté aux éléments susmentionnés ou dans d'autres domaines pourrait n'avoir aucun effet ou au contraire avoir des effets positifs, négatifs ou variables. L'hypothèse retenue ici, selon laquelle les effets seraient nuls, est la plus simple et la plus facile à adapter. Ceux qui préfèrent d'autres hypothèses n'auront qu'à modifier mes prévisions en conséquence.

Historique

L'industrie agricole canadienne est de plus en plus sensible aux conditions générales de l'économie au Canada, chez nos partenaires commerciaux et chez nos concurrents. Les perspectives agricoles décrites dans le présent document se fondent en partie sur les hypothèses énoncées ci-après relativement à la situation générale de l'économie entre 1983 et 1987:

1. On assistera à un redressement modéré de la situation économique au Canada par rapport à la récession actuelle, mais le degré d'amélioration variera considérablement d'un secteur à l'autre. Ainsi, la situation des industries de services sera bonne et celle du secteur agricole, assez bonne; toutefois, le secteur manufacturier demeurera dans une situation difficile. On prévoit que la croissance économique globale ne dépassera pas 4% par année et que le taux de chômage ne descendra pas sous 7,5%.
2. Les prix continueront à augmenter, mais le taux d'inflation se stabilisera à environ 5% par année.
3. Les taux d'intérêt préférentiels se maintiendront à un niveau d'environ 3% plus élevé que le taux d'inflation, soit à près de 8%.
4. Les échanges internationaux augmenteront considérablement, à mesure que les autres pays se remettront de la récession.
5. Les taux de change internationaux se maintiendront à peu près au niveau actuel, le dollar canadien valant environ 80 cents US et accusant une légère baisse par rapport aux devises européennes et japonaise.

Coûts des facteurs de production agricole

Taux d'intérêt

Au cours des dernières années, le coût de la dette a augmenté très rapidement, par suite de la montée des taux d'intérêt à des niveaux sans précédent. Ainsi, pour bon nombre d'exploitations agricoles, les paiements d'intérêt représentent le poste de dépenses le plus considérable. Les plus touchés sont ceux qui ont emprunté au cours des quelques dernières années pour se lancer en affaires ou pour accroître la valeur

* Université de l'Alberta

de leurs immobilisations. Ceux qui comptaient sur une hausse des revenus agricoles pour compenser l'accroissement des taux d'intérêt ont éprouvé de grandes difficultés et certaines entreprises ne pourront s'en remettre.

Les taux d'intérêt élevés ont été maintenus par les autorités monétaires dans un effort en vue de juguler l'inflation. Si celle-ci est ramenée à un taux raisonnable, comme cela semble être le cas, les taux d'intérêt devraient continuer à baisser quelque peu, puis se stabiliser. Bien que les taux d'intérêt et d'inflation pourraient connaître une nouvelle flambée par suite d'interventions gouvernementales, il semble raisonnable de prévoir, pour la période visée, des taux hypothécaires d'environ 10% et des taux de 12% pour le capital d'exploitation.

Énergie

À l'heure actuelle, la situation mondiale en matière d'énergie est à la fois instable et incertaine. Pour faire face aux hausses marquées du prix du pétrole en 1973, bon nombre d'utilisateurs ont tenté de mettre au point et d'adopter des mesures d'économie de l'énergie. Ces mesures, liées à la récession économique mondiale, ont réduit considérablement la demande de produits pétroliers. Or, bon nombre de pays exportateurs de pétrole sont devenus très dépendants des revenus provenant de la vente de ce produit, et leurs efforts en vue de maintenir ces revenus ont entraîné un fléchissement des prix et l'affaiblissement du cartel de l'OPEP. Entre 1983 et 1987, les prix mondiaux du pétrole devraient se maintenir entre $30 et $35/US le baril.

En 1980, le prix du pétrole canadien s'est accru considérablement, par suite de la décision du gouvernement canadien de porter graduellement le prix du pétrole intérieur à environ 75% du prix mondial. Cet objectif doit être atteint en 1983, ce qui devrait diminuer les pressions à la hausse s'exerçant sur le prix intérieur. De leur côté, les prix des produits pétroliers sont depuis quelque temps très faibles, en raison d'une part de la récession et d'autre part du programme d'économie de l'énergie et de la surproduction. Au cours de la période visée, le prix du pétrole brut canadien devrait se maintenir à environ $32 le baril. En outre, on peut s'attendre que les coûts à la ferme des produits pétroliers augmenteront assez lentement par rapport aux niveaux actuels, et probablement moins rapidement que l'ensemble des prix.

Engrais

Le prix des engrais manufacturés a augmenté rapidement au cours de années 1970, affichant une hausse supérieure à celle enregistrée par toute autre catégorie importante de facteur de production agricole. Toutefois, depuis 1979, leur progression n'a pas été aussi marquée que celle du prix du pétrole. Bien que les prix de l'énergie influent considérablement sur les coûts des engrais, en particulier les engrais azotés, leurs fluctuations ne sont pas entièrement responsables des variations du prix des engrais. Il faut en effet tenir compte également de l'accroissement marqué de la demande pour ces produits. Ainsi, la baisse récente du prix des engrais est attribuable à une demande plus faible combinée à un accroissement sensible de la capacité de production des usines. D'ici à la fin de la décennie, les industries de l'Ouest du Canada pourront produire une grande quantité d'engrais azotés et potassiques pour l'exportation.

Le prix des céréales sera sans doute un élément clé qui influera sur demande d'engrais au cours des prochaines années. En effet, ni la demande d'éléments nutritifs pour les végétaux, ni les coûts d'énergie liés à la production d'engrais ne devraient augmenter beaucoup au cours de la période visée.

On prévoit donc que les prix de ces derniers augmenteront moins rapidement que les autres prix au cours de cette période.

Machines agricoles

Les dépenses engagées pour l'achat de machines et d'équipement agricoles ont diminué rapidement et pourraient demeurer à ce faible niveau pendant encore deux ou trois ans. En effet, les agriculteurs dépensent actuellement plus pour les réparations que pour l'achat d'équipement; toutefois, les machines devront à la longue être remplacées. Bon nombre d'agriculteurs peuvent poursuivre leurs activités de façon efficace avec moins d'équipement que par le passé. Il semble donc que la demande de nouvelles machines agricoles demeurera faible pendant deux ou trois ans, puis augmentera légèrement durant la dernière partie de la période visée. En outre, les prix de ces machines augmenteront probablement plus lentement qu'au cours des dernières années. Toutefois, en raison d'un certain nombre de facteurs impondérables, l'avenir du marché des machines agricoles demeure très incertain. Les prix réels, par opposition aux prix courants, ne devraient pas augmenter aussi rapidement que l'ensemble des prix. En outre, les dépenses engagées pour l'achat de machines et d'équipement pourraient augmenter moins rapidement que les prix.

Terre

On évalue généralement le coût d'option de la terre en fonction du rendement d'autres formes de placement. Ces coûts imputés sont particulièrement élevés en période où les taux d'intérêt et le prix des terres sont élevés. Au cours des années 1970, on s'attendait que la hausse du coût des terres soit accompagnée d'un accroissement des revenus agricoles, l'investissement dans l'achat de terres étant considéré comme un moyen de se protéger contre l'inflation et la spéculation. Il semble que les achats de terres agricoles par des non-agriculteurs aient diminué et qu'ils demeureront faibles au cours des quelques prochaines années. En outre, durant les années 1980, les pressions extérieures s'exerçant sur le prix des terres agricoles devraient être beaucoup plus faibles qu'au cours de la dernière décennie. Au cours des cinq prochaines années, le coût des terres agricoles devrait donc diminuer légèrement.

Transport

Le transport représente, pour les agriculteurs de l'Ouest, un poste de coût très important qui est toutefois souvent intégré au prix des facteurs de production ou défalqué des prix des produits à la ferme. Au cours de la prochaine année, on prévoit l'adoption de mesures concernant les tarifs marchandises statutaires pour les céréales. Si le gouvernement décide d'indemniser directement les sociétés ferroviaires, cette mesure pourrait n'avoir que peu d'effet sur les prix relatifs au cours des cinq prochaines années. Toutefois, si l'indemnité est versée directement aux agriculteurs, il est difficile de prédire la nature des répercussions et le moment où celles-ci se produiront, sans connaître de façon précise les modalités du programme qui sera établi. Les prix des céréales devraient diminuer par rapport aux autres prix, et les aliments du bétail pourraient être moins coûteux pour les éleveurs de l'Ouest que pour ceux de l'Est du pays. Il se peut également que les répercussions de la modification des tarifs ne se fassent vraiment sentir qu'après de nombreuses années, et qu'elles soient moindres que celles d'autres modifications apportées entre-temps.

Autres coûts

À l'exception des aliments du bétail, les coûts des autres facteurs de production ont relativement peu d'importance lorsqu'on les considère individuellement. Les prix des aliments du bétail sont fortement influencés par le prix des céréales et ne devraient pas augmenter beaucoup au cours de la période visée. Dans l'ensemble, ces facteurs de production devraient afficher une hausse modérée en prix et en quantité, durant les prochaines années.

Revenu agricole

Aucune analyse détaillée n'a été faite des sources de revenu agricole. Les estimations qui suivent se fondent principalement sur les tendances et l'évolution des principaux secteurs des céréales, du bétail et des coûts liés à l'agriculture. Nous n'avons pas tenu compte des effets que pourraient avoir des modifications aux politiques actuelles, pour les raisons citées plus haut. Il se pourrait que la mise sur pied de la société Canagrex n'ait pas beaucoup d'incidence sur l'agriculture dans l'Ouest du pays au cours des trois prochaines années, et même par la suite. Par contre, des modifications aux tarifs marchandises auront sans doute des effets plus marqués. Toutefois, les facteurs les plus importants seront sans doute les changements de la production et des politiques commerciales dans les autres pays.

Revenus provenant des cultures

La tendance des marchés internationaux est l'élément qui, pris individuellement, influe le plus sur les revenus agricoles des agriculteurs de l'Ouest. Au cours des prochaines années, on s'attend que la consommation mondiale de céréales vivrières et fourragères continue d'augmenter. De même, la demande à l'importation ainsi que les disponibilités pour l'exportation devraient elles aussi s'accroître. Le Canada doit toutefois s'attendre à une concurrence accrue sur les marchés d'exportation, en particulier de la part des États-Unis, mais également de la France, de la CEE, de l'Australie, de l'Argentine et de l'Afrique du Sud. Cette situation entraînera une expansion du commerce mondial et une concurrence accrue des autres pays exportateurs. Les États-Unis ne seront sans doute pas favorable à l'idée de former un cartel des pays exportateurs de céréales, et sans la participation de ce pays, une telle initiative est impensable.

La demande intérieure de céréales fourragères devrait s'accroître quelque peu, à mesure que la production de bétail augmentera. Les prix seront plus élevés qu'à l'heure actuelle, mais cela ne sera pas suffisant pour inciter les agriculteurs à accroître de beaucoup leur production. L'amélioration de la situation sur les marchés intérieurs et internationaux entraînera une hausse des revenus des céréaliculteurs, sans toutefois qu'ils atteignent les niveaux élevés d'il y a quelques années.

Les possibilités d'accroître les revenus provenant d'autres cultures semblent elles aussi assez prometteuses. Ainsi, la production d'oléagineux devrait progresser légèrement, mais les ventes n'augmenteront pas aussi rapidement que par le passé. D'autre part, les producteurs de fruits et de légumes devraient pouvoir profiter de la hausse des revenus des consommateurs durant la période visée.

Bétail

Au cours de la période à l'étude, on prévoit une hausse modeste des revenus provenant de la production de volaille, d'œufs et de lait, à mesure que les revenus des consommateurs augmenteront. Il est difficile d'établir des prévisions pour ce qui est du secteur de l'élevage du porc, mais la situation générale devrait s'améliorer, abstraction faite des fluctuations attribuables au cycle de production. Le secteur qui soulève le plus de problèmes est celui du bétail. En effet, le marché du bétail est à la baisse, la demande à la consommation ayant diminué de façon marquée en partie à cause de la récession économique. Toutefois, il semble que les consommateurs aient également tendance à réduire leur consommation de boeuf pour des raisons de santé et de régime alimentaire. Si cette tendance se maintient, la consommation de bœuf pourrait ne pas atteindre les niveaux des années précédentes, et ce malgré la hausse des revenus des consommateurs. On ne prévoit donc qu'une faible augmentation de la consommation de bœuf durant la période à l'étude.

Les marchés d'exportation du bœuf et du porc prendront de plus en plus d'importance pour les producteurs de l'Ouest. Il faudra en effet déployer de grands efforts afin de pouvoir accroître les débouchés sur le marché du porc de la côte ouest des États-Unis. En outre, il faudrait adoucir certaines restrictions commerciales pour que les producteurs de boeuf canadiens puissent écouler davantage de leurs produits sur le marché américain. Des mesures politiques et économiques devront donc être adoptées afin de faciliter un accroissement sensible des exportations de viande. Il faudra également maintenir les prix à un niveau concurrentiel en augmentant la productivité. Seuls les producteurs ayant les coûts de production les plus faibles pourront profiter des nouveaux débouchés.

Revenu net

En résumé, les producteurs de l'Ouest peuvent s'attendre à une augmentation du volume des ventes et à un accroissement modéré des prix. De plus, la concurrence sur les marchés intérieurs et internationaux sera probablement plus forte. Devant à la fois accroître leur production et faire face à une légère augmentation des coûts des facteurs de production, les agriculteurs seront continuellement menacés d'un resserrement de leur marge bénéficiaire. Ils s'efforceront donc d'accroître leur productiité et pour atteindre cet objectif, ils auront besoin d'une aide considérable. Dans ce contexte, l'amélioration de la technologie et des méthodes de gestion sera un facteur qui prendra de plus en plus d'importance. En effet, l'accroissement des débouchés ne pourra profiter qu'aux agriculteurs qui pourront demeurer concurrentiels sur ces marchés. Il semble donc que les agriculteurs de l'Ouest auront davantage besoin d'une société «CANATECH» que d'une société «CANAGREX».

Plusieurs personnes ont contribué à la préparation de ce document, offrant renseignements, suggestions, commentaires et critiques très utiles. J'aimerais tout particulièrement remercier Chuck Sterling, Joe Rosario et Carlyle Ross du ministère de l'Agriculture de l'Alberta; ainsi que Michèle Veeman, Terry Veeman, Joe Richter, Jim Ryan, Mel Lerohl, Pete Apedaille et Len Bauer de l'Université de l'Alberta. L'auteur assume toutefois la pleine responsabilité de toute erreur de fait ou de jugement.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

Eugene F. Whelan

Ces deux derniers jours ont été remplis de discussions intenses, et je suis sûr que vous avez entendu autant de prédictions économiques que vous vouliez en entendre. Je vais essayer d'être bref et de ne pas vous inonder de données.

Une fois encore, les experts se sont prononcés. Leurs prévisions ont été contestées, analysées et discutées. Si elles se révèlent exactes, la situation ne sera pas très bonne pour la plupart des produits en 1983. Il est toutefois encourageant d'entendre que la conjoncture devrait s'améliorer en 1984.

En effet, les prévisions faites il y a un an quant à la légère augmentation du prix du boeuf en 1982 se sont révélées entièrement exactes. On avait également prévu une augmentation des prix du porc, mais dans ce cas, les prévisions se sont avérées prudentes. On nous a aussi dit il y a un an que la production mondiale de céréales augmenterait et que les prix fléchiraient, et c'est exactement ce qui s'est passé en 1982.

Il nous faudra attendre les prochains mois pour vérifier l'exactitude des prévisions que nous avons entendues hier et aujourd'hui. Il est vrai que les résultats obtenus par nos experts sont généralement bons. Nous espérons tous qu'ils n'auront pas entièrement raison aujourd'hui.

Une fois encore ils nous ont dit que la situation des éleveurs de bétail devrait s'améliorer en 1983, du moins au cours de la première moitié de l'année. Voilà au moins une consolation. Comme nous le savions tous, ils nous ont prédit une année difficile pour l'industrie céréalière et nous avons aussi appris que le revenu net des agriculteurs subirait probablement un léger recul en 1983.

Consolons-nous en nous disant qu'un «léger recul» constitue au moins une amélioration par rapport à l'année en cours qui verra, selon les estimations, le revenu net des agriculteurs chuter de plus de 17%.

Comme je l'ai dit hier dans mes propos d'ouverture, je crois que c'est au programme des «6 et 5%» du gouvernement fédéral que nous devons de ne pas avoir à faire face à une autre baisse semblable du revenu net des agriculteurs en 1983. À mon avis, ce programme de restriction est une des bonnes choses qui se sont produites au cours de cette année. Il pourrait en outre s'avérer une source de force au cours de l'année qui vient.

Les lignes directrices du gouvernement en matière de restriction visent à briser le cercle vicieux de l'inflation, à faire baisser les taux d'intérêt et de façon générale à remettre notre économie sur pied.

Le plan est efficace, surtout dans le secteur agro-alimentaire. On prévoit que les coûts des facteurs de production agricole baisseront en 1983; les agriculteurs pourront donc transmettre cette baisse aux fabricants de produits alimentaires qui ont apporté leur appui au programme de restriction du gouvernement.

Tous les fournisseurs des facteurs de production ont dit qu'ils essaieraient de respecter les lignes directrices du programme des «6 et 5%» cette année et l'année prochaine. Par conséquent, on prévoit que l'inflation dans le domaine des produits alimentaires de détail se situera entre 6 et 8%.

L'été dernier, j'ai rencontré plus de 2 douzaines de groupes représentant le secteur agro-alimentaire afin de discuter avec eux de la limitation de la hausse des prix et des salaires. J'aimerais profiter de l'occasion pour les remercier tous de l'engagement qu'ils ont pris lors de ces rencontres et par la suite, d'adopter les mesures de restriction proposées par le gouvernement.

Nous du secteur agro-alimentaire donnons l'exemple aux autres secteurs de l'économie en leur montrant que le programme de restriction est réalisable. Nous devons continuer de donner cet exemple en 1983 en n'augmentant les prix et les salaires que de 5% au maximum dans tous les domaines qu'il s'agisse de la production, du traitement, de la distribution, etc.

Évidemment, certains agriculteurs n'aiment pas voir leur revenu indexé à 6 et 5%, mais je sais qu'il y a un grand nombre de producteurs, non assujettis à un contrôle de l'offre, qui ne se plaindraient pas d'une augmentation des prix, quelle qu'elle soit.

Laissez-moi vous répéter encore une fois que si nous nous conformons tous à ces lignes directrices, nous en tirerons tous profit. Le secteur agro-alimentaire et le consommateur seront tous deux gagnants.

Parmi les facteurs sur lesquels nous avons peu de pouvoir, notons les stocks excédentaires des autres pays qui influent sur le prix de nos produits à la ferme. Ce sujet a été traité hier par certains conférenciers. Nous savons qu'il existe dans le domaine du commerce international bien des distorsions qui ont des répercussions dans notre pays.

Il nous reste une chose à faire. Nous devons créer de nouveaux marchés et accroître notre compétence dans le domaine de la commercialisation.

Le gouvernement fédéral et l'industrie privée ont consacré d'importantes sommes à l'amélioration de notre infrastructure dans le domaine des transports afin d'augmenter nos exportations agricoles. Je pense, entre autres, aux améliorations apportées aux voies ferrées et à la construction de la nouvelle gare de Prince Rupert.

Avant longtemps, le gouvernement fédéral devrait être en mesure d'annoncer un plan d'action visant à étendre le réseau ferroviaire de l'Ouest. C'est là une perspective intéressante au milieu de prévisions économiques plutôt pessimistes.

Les Canadiens ont fait trop d'investissements dans la commercialisation pour s'arrêter maintenant. Nous sommes en mesure d'accroître notre production et nos exportations agricoles. Il nous faut donc aller de l'avant.

La séance d'hier matin nous a fait comprendre que le développement du marché constitue la meilleure solution à long terme aux genres de problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés en agriculture.

Si nous essayons de faire des ventes profitables sur les marchés intérieur et extérieur, nous pourrons alors prendre les mesures nécessaires en matière de recherche, de production, de traitement et d'infrastructure.

Bref, c'est le développement du marché qui permettra à notre industrie agro-alimentaire de prendre son essor et de produire dans toute sa mesure.

Voilà pourquoi le développement du marché était un thème approprié pour cette conférence. C'est le premier volet de la stratégie agro-alimentaire que nous avons présentée ici l'année dernière.

Les deux autres volets, la recherche axée sur des objectifs déterminés et l'amélioration de l'approvisionnement, constitueront les thèmes de conférences futures.

Lorsque nous nous rencontrerons à nouveau le 12 décembre prochain, j'espère, et je compte bien, que les perspectives pour 1984 seront meilleures.

La reprise économique devrait alors être solidement amorcée et un meilleur équilibre devrait exister entre l'offre et la demande dans le domaine des céréales.

Entre temps, nous devons tous faire notre possible pour assurer le bon fonctionnement de notre industrie agro-alimentaire. Nous devons être plus fermes, plus dynamiques et plus habiles que jamais.

Je crois en outre que nous devons retourner à cette loi fondamentale de survie en milieu rural: la collaboration.

Je vous remercie.

FACTEURS DE CONVERSION

Unité métrique	Facteur approximatif de conversion	Donne
LINÉAIRE		
millimètre (mm)	x 0,04	pouce
centimètre (cm)	x 0,39	pouce
mètre (m)	x 3,28	pied
kilomètre (km)	x 0,62	mille
SUPERFICIE		
centimètre carré (cm^2)	x 0,15	pouce carré
mètre carré (m^2)	x 1,2	verge carrée
kilomètre carré (km^2)	x 0,39	mille carré
hectare (ha)	x 2,5	acre
VOLUME		
centimètre cube (cm^3)	x 0,06	pouce cube
mètre cube (m^3)	x 35,31	pied cube
	x 1,31	verge cube
CAPACITÉ		
litre (L)	x 0,035	pied cube
hectolitre (hL)	x 22	gallons
	x 2,5	boisseaux
POIDS		
gramme (g)	x 0,04	once
kilogramme (kg)	x 2,2	livre
tonne (t)	x 1,1	tonne courte
AGRICOLE		
litres à l'hectare	x 0,089	gallons à l'acre
	x 0,357	pintes à l'acre
	x 0,71	chopines à l'acre
millilitres à l'hectare	x 0,014	onces liquides à l'acre
tonnes à l'hectare	x 0,45	tonnes à l'acre
kilogrammes à l'hectare	x 0,89	livres à l'acre
grammes à l'hectare	x 0,014	onces à l'acre
plants à l'hectare	x 0,405	plants à l'acre